



Toute une banque pour vous

Rapport financier trimestriel

**RÉSULTATS**  
du 4<sup>ème</sup> trimestre  
et de l'année **2018**

## Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre et pour l'année 2018 est constituée de ce rapport financier trimestriel et de la présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Ce rapport peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

## Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de douze mois close au 31 décembre 2018 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Les procédures d'audit menées par les commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont en cours.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document de Référence 2017 et de l'actualisation A01 de ce Document de Référence comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Les tableaux de comptes de résultat de ce rapport font apparaître les intérêts minoritaires (« participations ne donnant pas le contrôle » dans les états financiers) avec un signe négatif, de sorte que la ligne « résultat net part du Groupe » s'obtient en additionnant algébriquement la ligne « résultat net » et la ligne « intérêts minoritaires ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la société Calit a été transférée du pôle Services financiers spécialisés (Crédit Agricole Leasing & Factoring) vers le pôle Banque de proximité en Italie. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 3 juillet 2017, la société Pioneer Investments a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale d'Amundi. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma. Les charges d'intégration de Pioneer Investments des premier et deuxième trimestres 2017 ont été reclassées en éléments spécifiques, contrairement au traitement adopté initialement lors de ces deux publications. Le résultat net part du Groupe sous-jacent pour ces deux trimestres a donc été ajusté.

Depuis le 26 septembre 2017, Banque Saudi Fransi est sortie du périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole après la cession de la majorité de la participation (16,2% sur les 31,1% détenus avant la cession). Cette filiale était consolidée par mise en équivalence dans le pôle Grandes clientèles. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 21 décembre 2017, Cassa di Risparmio (CR) di Cesena, CR di Rimini et CR di Miniato ont été intégrées dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiales de Crédit Agricole Italie. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma. Depuis le 22 septembre 2018, ces trois entités ont fusionné avec CA Italia.

Depuis le 26 décembre 2017, la participation de Crédit Agricole SA dans CACEIS a augmenté de 85% à 100%, conséquence de l'acquisition de la participation de 15% que détenait Natixis dans cette société avant cette date.

Depuis le 3 mai 2018, Banca Leonardo a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale de Indosuez Wealth Management. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

# Sommaire

Avertissement .....	2
Normes applicables et comparabilité .....	2
<b>Communiqué de presse : T4 et année 2018 : Très bons résultats, solides et équilibrés .....</b>	<b>5</b>
<b>Crédit Agricole S.A. ....</b>	<b>6</b>
<b>Résultats élevés et en forte croissance en 2018 et au T4 .....</b>	<b>6</b>
<b>Maîtrise confirmée des coûts .....</b>	<b>6</b>
<b>Nouvelle amélioration de la qualité de crédit .....</b>	<b>6</b>
<b>Solidité financière : ratio CET1 11,5%, dividende 0,69 € par action en numéraire .....</b>	<b>6</b>
<b>Groupe Crédit Agricole .....</b>	<b>14</b>
Responsabilité Sociétale et Environnementale de l'Entreprise .....	20
Environnement économique et financier .....	21
Bilan de l'année 2018 .....	21
Tendances récentes et perspectives .....	22
<b>Crédit Agricole S.A. ....</b>	<b>25</b>
Résultats consolidés .....	25
Résultat par métier – Crédit Agricole S.A. ....	30
Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) .....	31
Assurances (CA Assurances) .....	33
Gestion d'actifs (Amundi) .....	38
Gestion de fortune (CA Indosuez Wealth Management) .....	41
Banque de proximité en France (LCL) .....	43
Banque de proximité à l'international (BPI) .....	47
Banque de proximité en Italie (BPI Italie) .....	49
Banque de proximité à l'international (Autres BPI) .....	53
Services financiers spécialisés (SFS) .....	55
Crédit à la consommation (CACF) .....	56
Leasing & factoring (CAL&F) .....	58
Grandes clientèles (BFI et SFI) .....	60
Banque de financement et d'investissement (BFI) .....	62
Services financiers aux institutionnels (CACEIS) .....	66
Activités hors métiers (AHM) .....	68
<b>Groupe Crédit Agricole .....</b>	<b>70</b>
Résultats consolidés .....	70
Résultat par métier – Groupe Crédit Agricole .....	72
Caisses régionales .....	73
<b>Structure financière .....</b>	<b>76</b>
Solvabilité .....	76
Crédit Agricole S.A. ....	76
Groupe Crédit Agricole .....	77
Liquidité et Refinancement .....	83
Bilan .....	88
<b>Crédit Agricole S.A. ....</b>	<b>89</b>
Répartition du capital .....	89
Données par action et calcul du ROTE .....	89
Emplois pondérés et allocation de capital par métiers .....	90
<b>Annexes .....</b>	<b>91</b>
Annexe 1 – Eléments spécifiques .....	91
Groupe Crédit Agricole .....	91
Crédit Agricole S.A. ....	92
Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent .....	93
Annexe 3 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle .....	94
Annexe 4 – Crédit Agricole S.A. : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent .....	96
Annexe 5 – Crédit Agricole S.A. : résultats par pôle .....	97
Annexe 6 – Par métier : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent .....	99
Annexe 7 – Evolution des encours de risque de crédit .....	106
Annexe 8 – Détail des capitaux propres et dettes subordonnées .....	108
<b>Evolution des risques juridiques .....</b>	<b>109</b>
Faits exceptionnels et litiges .....	109
<b>Autres informations récentes .....</b>	<b>115</b>
Communiqués de presse .....	115
Notations de crédit .....	116



<b>Glossaire.....</b>	<b>117</b>
<b>Evolution des instances de Gouvernance .....</b>	<b>119</b>
<b>Agenda financier &amp; Contacts.....</b>	<b>120</b>
Agenda financier .....	120
Contacts.....	120

# Communiqué de presse : T4 et année 2018 : Très bons résultats, solides et équilibrés

## Crédit Agricole S.A.

RNPG<sup>1</sup> publié  
**T4 : 1 008 m€**  
 x2,6 T4/T4  
**2018 : 4 400 m€**  
 +20,6% 2018/2017

PNB publié  
**T4 : 4 853 m€**  
 +4,3% T4/T4  
**2018 : 19 736 m€**  
 +5,9% 2018/2017

Ratio CET1 non phasé  
**11,5%**  
 stable au T4, largement supérieur  
 à l'objectif du PMT (11%)

- Environnement moins favorable au T4, en particulier pour les activités liées aux marchés
- RNPG<sup>1</sup> sous-jacent<sup>2</sup> élevé et en forte croissance : T4 1 067 m€, +21,6% T4/T4 ; 2018 : 4 405 m€, +12,2% 2018/2017
- ROTE<sup>2</sup> 2018 12,7% ; bénéfique par action<sup>2</sup> : T4 0,33 €, +24,2% T4/T4 ; 2018 1,39 €, +13,8% 2018/2017 ;
- Dividende proposé à l'Assemblée Générale en hausse de +9,5% 2018/2017 à 0,69 €
- Haut niveau d'activité et de résultats de tous les pôles métiers en 2018, malgré l'effet de marché défavorable au T4 pour la gestion d'actifs et les activités de marchés
- Bonne maîtrise des coûts : effet de ciseaux<sup>2</sup> hors FRU<sup>3</sup> positif > 1 pp 2018/2017, dans la plupart des métiers ; CoEx<sup>2</sup> en amélioration de 0,7 pp 2018/2017 à 62,1%
- Niveau toujours très bas et en baisse du coût du risque de crédit : 23 pb<sup>4</sup> (-6 pb T4/T4) ; provision pour risques juridiques non allouée de 75 m€ au T4
- Objectifs 2019 du PMT<sup>5</sup> déjà atteints pour le RNPG, le ROTE et le CET1 ; nouveau PMT 2022 présenté le 6 juin 2019

## Groupe Crédit Agricole\*

RNPG<sup>1</sup> publié  
**T4 : 1 571 m€**  
 +70,3% T4/T4  
**2018 : 6 844 m€**  
 +4,7% 2018/2017

PNB publié  
**T4 : 8 110 m€**  
 +0,8% T4/T4  
**2018 : 32 839 m€**  
 +2,3% 2018/2017

Ratio CET1 non phasé  
**15,0%**  
 +10pb au T4  
 550 pb au-dessus du P2R<sup>6</sup>

- Forte hausse du RNPG publié liée à un effet de base favorable, en particulier la surtaxe d'impôt au T4-17
- RNPG<sup>1</sup> sous-jacent<sup>2</sup> 2018 : 6 849 m€, -3,8% 2018/2017 après forte hausse du FRU<sup>3</sup>, effet périmètre négatif et légère hausse du coût du risque ; T4 : 1 626 m€, -3,9% T4/T4
- Coût du risque de crédit toujours à un très bas niveau à 18 pb<sup>4</sup>
- Caisses régionales (IFRS) : effet négatif de la valorisation des portefeuilles au T4 et forte hausse du coût du risque liée à des reprises de provisions collectives en 2017, mais hausse des revenus d'activité et stabilisation des revenus d'intérêt

\* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%.

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses Régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 56,3% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés en p. 91 et suivantes de ce communiqué. Un rapprochement entre le compte de résultat publié et le compte de résultat sous-jacent se trouve en p. 93 et suivante pour le Groupe Crédit Agricole et en p. 96 et suivante pour Crédit Agricole S.A..

<sup>1</sup> Résultat net part du Groupe

<sup>2</sup> Sous-jacent, hors éléments spécifiques. cf. p. 91 et suivantes pour plus de détails sur les éléments spécifiques et p. 89 pour le calcul du ROTE

<sup>3</sup> Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU)

<sup>4</sup> Moyenne des quatre derniers trimestres glissants, annualisé

<sup>5</sup> Plan à moyen terme ; le PMT 2020 a été publié en mars 2016 et fixait des objectifs financiers jusqu'en 2019.

<sup>6</sup> Selon Exigence P2R 2019 proforma notifiée par la BCE à 9,5% (hors coussins contra cycliques)

# Crédit Agricole S.A.

## Résultats élevés et en forte croissance en 2018 et au T4

- Objectifs du PMT atteints avec un an d'avance : RNPG 2018 sous-jacent 4,4 Mds€ (+12,2% 2018/17), ROTE<sup>7</sup> sous-jacent 12,7% (objectifs : 4,2 Mds€ et >10% respectivement) ;
- Présentation du nouveau Plan à Moyen Terme 2022 le 6 juin 2019 ;
- Forte croissance 2018/2017 : +12,2% (BPA +13,9%), contribution positive de tous les pôles ;
- T4 : RNPG sous-jacent supérieur à 1 Md€ (1 067 m€, +21,6% T4/T4) malgré un environnement défavorable aux activités liées aux marchés (Gestion d'actifs, BFI/Marchés) ;

## Maîtrise confirmée des coûts

- 2018/17 : nouvelle amélioration de l'efficacité opérationnelle : effet de ciseaux >+1 pp, nouvelle amélioration de 0,7 pp du CoEx sous-jacent hors FRU ;
- T4 : hausse contenue à +0,8% malgré l'effet périmètre des 3 banques italiennes, CoEx sous-jacent 65,9%

## Nouvelle amélioration de la qualité de crédit

- Forte baisse du coût du risque de crédit -23,4% 2018/17 et -26,6% T4/T4 ; coût du risque sur encours : 23 pb (-6 pb 2018/17), baisse du ratio de douteux (2,8%, -0,4pp déc./déc.), hausse du ratio de couverture (74,3%, +7pp déc./déc.) ;
- T4 : provision pour risque juridique non alloué -75 m€ (pôle Activités hors métiers)

## Solidité financière : ratio CET1 11,5%, dividende 0,69 € par action en numéraire

- Ratio CET1 non phasé 11,5%, au-dessus de la cible de 11% du PMT, stable au T4 ;
- Génération de capital par le résultat conservé : +14 pb, mais impact de la baisse des réserves OCI : -13 pb ;
- Emplois pondérés stables /fin sept., la baisse en organique compensant des effets réglementaires.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 13 février 2019, a examiné les comptes du quatrième trimestre et de l'ensemble de l'exercice 2018.

**Au quatrième trimestre 2018, le résultat net part du Groupe publié atteint 1 008 millions d'euros**, en forte hausse (x2,6) par rapport au quatrième trimestre 2017 (387 millions d'euros), qui avait vu notamment la prise en charge des effets de la Loi de finance en France à savoir une surtaxe d'impôt (-256 millions d'euros net du remboursement de la taxe sur dividende) et la revalorisation des impôts différés pour prendre en compte la baisse prévue du taux d'impôt sur les sociétés en France et aux Etats-Unis (-128 millions d'euros).

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre sont peu nombreux et ont eu un **effet net limité, négatif de -59 millions d'euros, sur le résultat net part du Groupe**. Ils comprennent surtout l'amende notifiée par l'autorité de la concurrence italienne (AGCM) à FCA Bank<sup>8</sup>, dont l'effet de -67 millions d'euros ce trimestre tient compte de provisions antérieures sur ce dossier. Les autres éléments spécifiques sont de montants beaucoup plus modestes et se compensent en partie (voir détail p. 92). **Au quatrième trimestre 2017**, les éléments spécifiques avaient été beaucoup plus substantiels, notamment à cause des effets des mesures décidées par la Loi de finance 2018 en France mentionnés plus haut : ils avaient affecté le résultat net part du Groupe à hauteur de **-490 millions d'euros**, dont -403 millions d'euros au titre des ajustements fiscaux. Le trimestre avait également été marqué par la comptabilisation du *badwill* lié à la consolidation des trois banques italiennes, pour +312 millions d'euros (+408 millions d'euros avant minoritaires) et en contrepartie la dépréciation de l'intégralité des survaleurs sur les entités polonaises pour -222 millions d'euros. Les autres éléments spécifiques du trimestre comprenaient les coûts d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes, pour un total de -54 millions d'euros

<sup>7</sup> Voir calcul du ROTE p. 89; en tenant compte des coupons d'AT1 déduits directement des capitaux propres part du Groupe ; calcul du RONE des pôles et métiers selon la même méthode

<sup>8</sup> Voir le communiqué de presse publié le 9 janvier 2019

en résultat net part du Groupe, l'amende Echanges Images Chèques pour -58 millions d'euros et les éléments de volatilité comptable récurrents<sup>9</sup> pour -65 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2018 atteint **1 067 millions d'euros**, en **progression de +21,6%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

Le **bénéfice par action sous-jacent** atteint **0,33 euro par action**, en hausse de **+24,2%** par rapport au quatrième trimestre 2017. L'**actif net tangible par action** (non réévalué, hors réserves OCI, avant déduction du dividende à verser) atteint **12,0 euros par action**, en hausse de **+6,8% par rapport à fin décembre 2017** et de **+7,2%** par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (y compris l'impact d'IFRS9 de -0,04 euros par action), dont **+3,1% au quatrième trimestre 2018**.

En m€	T4-18 publié	T4-17 publié	Var. T4/T4 publié	T4-18 sous-jacent	T4-17 sous-jacent	Var. T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 853</b>	<b>4 651</b>	<b>+4,3%</b>	<b>4 814</b>	<b>4 810</b>	<b>+0,1%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(3 213)	(3 268)	(1,7%)	(3 175)	(3 150)	+0,8%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 641</b>	<b>1 384</b>	<b>+18,6%</b>	<b>1 640</b>	<b>1 659</b>	<b>(1,2%)</b>
Coût du risque	(246)	(335)	(26,6%)	(246)	(335)	(26,6%)
Coût du risque juridique	(75)	-	ns	(75)	-	ns
Sociétés mises en équivalence	7	50	(85,3%)	74	69	+7,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	56	13	x 4,2	56	16	x 3,4
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	186	(100,0%)	-	-	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 383</b>	<b>1 299</b>	<b>+6,5%</b>	<b>1 450</b>	<b>1 410</b>	<b>+2,8%</b>
Impôt	(222)	(703)	(68,4%)	(221)	(387)	(42,9%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	(23)	ns	(0)	(23)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 161</b>	<b>573</b>	<b>x 2</b>	<b>1 229</b>	<b>1 000</b>	<b>+22,9%</b>
Intérêts minoritaires	(154)	(186)	(17,4%)	(162)	(123)	+31,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 008</b>	<b>387</b>	<b>x 2,6</b>	<b>1 067</b>	<b>878</b>	<b>+21,6%</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>0,31</b>	<b>0,09</b>	<b>x 3,3</b>	<b>0,33</b>	<b>0,26</b>	<b>+24,2%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>66,2%</b>	<b>70,2%</b>	<b>-4,1 pp</b>	<b>65,9%</b>	<b>65,5%</b>	<b>+0,4 pp</b>

La **forte croissance du résultat net part du Groupe sous-jacent** a été obtenue malgré un **environnement beaucoup moins favorable** qu'au quatrième trimestre 2017 et aux trois premiers trimestres de 2018, notamment pour les activités liées aux marchés de capitaux, en particulier les métiers de Gestion d'actifs et de fortune ainsi que la Banque de marchés et d'investissement. Ce sont les seuls métiers dont la contribution baisse par rapport au quatrième trimestre 2017. Les autres pôles font plus que compenser cette contre-performance, grâce à une **bonne croissance des revenus sous-jacents**, des **effets de ciseaux très positifs** dans la plupart des métiers moins sensibles à l'environnement de marchés et la **baisse du coût du risque de crédit** dans tous les métiers de financement. Le pôle Grandes clientèles bénéficie même, comme les deux trimestres précédents, de reprises nettes de provisions. A noter que le Groupe a décidé de doter une provision juridique non allouée de 75 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, enregistrée dans le pôle Activités hors métiers. La forte amplification de la croissance entre le résultat avant impôt et le résultat net part du Groupe, en chiffres publiés comme sous-jacent, s'explique par une **forte baisse de la charge d'impôt**, en publié notamment à cause de la charge exceptionnelle qui avait affecté le quatrième trimestre 2017 et a été classée en éléments spécifiques, en sous-jacent grâce à une part de résultats plus importante réalisée dans les autres pays que la France, au taux d'impôt plus bas, ainsi qu'à différents effets de l'intégration fiscale portant sur l'ensemble de l'exercice 2018 mais comptabilisés au quatrième trimestre.

Compte tenu de leur caractère non significatif sur le résultat net part du Groupe, les effets périmètre et change ne sont pas détaillés ce trimestre. A noter cependant que l'intégration des trois banques italiennes, qui n'avaient été

<sup>9</sup> DVA (Debit Valuation Adjustment), couverture de portefeuille de prêts, provisions épargne logement, voir détail p. 92.

consolidées qu'à partir de la fin décembre 2017, constitue un effet périmètre sur les revenus, les charges et les provisions, qui ne peut cependant plus être calculé après la fusion des entités juridiques au troisième trimestre 2018.

L'analyse du compte de résultat au quatrième trimestre 2018 est détaillée ci-dessous.

Le **produit net bancaire sous-jacent** atteint 4 814 millions d'euros, stable (+0,1%) grâce à une bonne résistance des pôles exposés à l'environnement de marché défavorable et à la croissance des autres métiers, en particulier les Assurances (+6,0%), la Banque de proximité en Italie (+17,5%, grâce notamment à l'effet d'intégration des trois banques), les autres Banques de proximité à l'international (+7,2%), le Crédit-bail et affacturage (+7,8%) et le Crédit à la consommation (+1,7%). La Gestion d'actifs et la Banque de marchés et d'investissement sont les deux métiers qui ont été le plus touchés par l'environnement de marché. Amundi a ainsi connu une baisse de -18,2%/-134 millions d'euros de ses revenus par rapport au quatrième trimestre 2017, notamment à cause de la forte baisse des commissions de surperformance (-75,1%/-61 millions d'euros) et des produits financiers (variation de -50 millions d'euros entre les deux périodes), les commissions de gestion sur encours baissant quant à elles plus modérément de -2,9%. La Banque de marché et d'investissement, présente essentiellement sur les marchés de dette, en activités de conseil et d'origination actions, a enregistré une baisse de -29,3% de ses revenus, du fait de volumes en baisse sur le crédit (les émissions obligataires en euros<sup>10</sup> sont en baisse de -12%), plus satisfaisants sur le change et les swaps, et d'une pression sur les marges clientèle. A signaler également un impact défavorable de la FVA (*Fair Value Adjustment*). En revanche, les activités de Financements du pôle Grandes clientèles voient leurs revenus rester quasi stables (-0,7%) malgré une base de comparaison élevée au quatrième trimestre 2017, le dernier trimestre de 2018 venant clôturer une excellente année pour ces activités (revenus +7,6% en 2018 par rapport à 2017) aussi bien en Banque commerciale qu'en Financements structurés. LCL a quant à lui connu une légère baisse de ses revenus par rapport au quatrième trimestre 2017, de -0,6%/-5 millions d'euros, stables hors commissions de renégociations et de remboursements anticipés, et incluant des dépréciations de participations sans lesquelles les revenus auraient augmenté.

Parmi les évolutions notables de l'activité des métiers au quatrième trimestre, on peut noter :

- **une activité crédit toujours dynamique en Banque de proximité dans les marchés domestiques** du Groupe, avec une croissance toujours forte par rapport au 31 décembre 2017 des encours de crédits aux entreprises pour LCL (+11%) et en crédits à l'habitat : +6,6% pour LCL et +10% pour CA Italia ; à noter que ce dernier chiffre est à périmètre comparable puisque les encours des trois banques acquises fin 2017 étaient déjà consolidés au 31 décembre 2017 ; ces banques enregistrent depuis leur intégration une forte hausse séquentielle de leur production : le nombre d'octrois de crédits à l'habitat progresse de +29% au quatrième trimestre par rapport au troisième, il a doublé par rapport au premier trimestre ;
- **une collecte nette** du pôle Gestion d'épargne et Assurances **contrastée** au trimestre : si l'activité d'Epargne-Retraite de l'Assurance a connu une collecte nette dynamique et en augmentation par rapport aux trimestres précédents, à +2,1 milliards d'euros dont +1,3 milliards d'euros/62% en unités de compte (69% sur l'ensemble de l'année), la Gestion de fortune est plus modeste à +0,6 milliard d'euros et surtout la Gestion d'actifs est en décollecte nette de -6,5 milliards d'euros, concentrée sur la clientèle institutionnelle, le *Retail* affichant une collecte nette positive de +0,5 milliard d'euros ; cette décollecte s'explique par un environnement particulièrement difficile sur tous les marchés ce trimestre, illustré par un effet marché sur les encours gérés de -43,7 milliards d'euros sur les trois derniers mois de l'année, annulant complètement l'effet de la très bonne collecte nette d'Amundi sur l'ensemble de l'année 2018, soit +42,0 milliards d'euros dont +36,3 milliards d'euros en actifs moyen-long terme ; le métier Assurances poursuit également sa forte croissance des primes en dommages, à +7,9%, le portefeuille de contrats ayant augmenté de +5,4% sur un an, ou 700 000 contrats en net ;
- **une bonne croissance de l'activité en Services financiers spécialisés** : le crédit à la consommation a dépassé les +10 milliards d'euros de production de crédits gérés tous les trimestres en 2018, y compris +11,2 milliards d'euros au quatrième trimestre ; les encours gérés progressent donc de +7,2% par

<sup>10</sup> Teneur de livres, ensemble des émissions internationales investment grade en euro, monde (Source Refinitiv 31/12/2018)



rapport à fin décembre 2017, à 88,5 milliards d'euros, tirés par les partenariats automobiles (+11,2%) et les réseaux du Groupe ; les encours bruts consolidés de crédit-bail progressent quant à eux de +3,1% sur la même période, à 14,6 milliards d'euros, notamment à l'international à +10%, le chiffre d'affaires factoré augmentant lui de +4,1% au quatrième trimestre 2018 par rapport au même trimestre en 2017 ;

- un bon **niveau d'activité en Banque de financement**, avec une forte hausse de la Banque commerciale tirée par toutes les lignes produits et une activité soutenue sur les Financements structurés dans la ligne des précédents trimestres ; à noter qu'une nouvelle fois ce trimestre cette bonne activité ne se traduit pas par une hausse des encours pondérés, qui sont même en baisse par rapport à fin septembre hors un changement réglementaire<sup>11</sup>, grâce à une bonne activité de syndication et de transfert de risque : en application de son modèle *Distribute to Originate* ; la Banque de financement a enregistré un taux de redistribution primaire moyen de 39% sur les douze derniers mois, stable par rapport à 2017 et en hausse de +13 points par rapport à 2013, année d'intensification de cette politique.

Depuis la dernière publication trimestrielle la filiale de crédit à la consommation en Italie Agos a étendu son partenariat avec Banco BPM, donnant à Agos accès à la distribution de crédits dans le réseau de Banca Popolare di Milano, fusionnée avec Banco Popolare pour créer Banco BPM, la troisième banque du pays. Un accord de distribution avec l'ensemble du réseau de Banco BPM pour 15 ans devrait être signé à la clôture de cet accord prévue avant le 30 septembre 2019.

Les autres faits marquants sont détaillés dans la partie de ce communiqué sur le Groupe Crédit Agricole.

La stabilité du produit net bancaire dans un environnement plus difficile au quatrième trimestre s'accompagne d'une **bonne maîtrise des charges**, qui ne progressent en sous-jacent que de **+0,8%** par rapport au quatrième trimestre 2017. A noter que cette hausse, de +25 millions d'euros entre les deux périodes, est plus qu'expliquée par le pôle AHM (Activités Hors Métiers), dont les coûts augmentent de +68 millions d'euros entre les deux périodes du fait d'investissements en monétiques et dans les systèmes d'informations, charges supplémentaires qui sont largement refacturées en produit net bancaire d'AHM aux autres métiers. Les charges d'exploitation sous-jacentes des pôles métiers du Groupe sont donc en baisse de -1,5%, malgré l'effet périmètre des trois banques italiennes et les provisions pour primes « Macron » (15 millions d'euros pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole SA). Tous les pôles métiers participent à la baisse à l'exception de la Banque de proximité à cause de CA Italia qui enregistre l'effet périmètre des trois banques.

La baisse du **résultat brut d'exploitation sous-jacent** est donc limitée à **-1,2%** par rapport au quatrième trimestre 2017. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** ressort à **65,9%**.

**Le coût du risque** est en forte baisse, de **-26,6%** par rapport au quatrième trimestre 2017 à un niveau très bas (246 millions d'euros contre 335 millions d'euros au quatrième trimestre 2017), cette baisse venant de quasiment tous les métiers exposés aux risques de crédit (seuls LCL et le Crédit-bail et Affacturage sont en légère progression de respectivement +8 millions d'euros et +2 millions d'euros). La Banque de proximité en Italie poursuit sa baisse (-14,0%) et la Banque de financement est à nouveau ce trimestre en situation de reprise nette de provisions, liée aux provisions Buckets 1 et 2 (IFRS9) alors que les provisions spécifiques sont à un très bas niveau. Cela reflète une nouvelle amélioration des indicateurs de risque de crédit (taux de douteux, taux de couverture) dans tous les métiers exposés. Le **coût du risque de crédit sur encours**<sup>12</sup> **du groupe Crédit Agricole S.A.** baisse de -6 points de base par rapport au quatrième trimestre 2017, à 23 points de base. Il reste stable de trimestre à trimestre pour LCL (17 points de base) et le Crédit à la consommation (118 points de base), mais poursuit sa baisse pour la Banque de proximité en Italie (CA Italia, 67 points de base). Le taux de douteux du groupe Crédit Agricole SA baisse de -0,4 points par rapport à fin décembre 2017 à 2,8% et le taux de couverture gagne +7,0 points à 74,3%.

Il a été décidé de doter ce trimestre dans le pôle AHM une **provision pour risque juridique non allouée à des risques spécifiques de 75 millions d'euros**.

<sup>11</sup> Voir les commentaires sur la solvabilité p. 76

<sup>12</sup> Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** progresse de +7,2% à 74 millions d'euros, reflet de la forte hausse de la profitabilité des partenariats automobiles en Crédit à la consommation et des *joint ventures* asiatiques en Gestion d'actifs.

Le **résultat net sur cession d'actifs** atteint 56 millions d'euros ce trimestre contre seulement 16 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, notamment chez LCL : 47 millions d'euros sur la cession de deux immeubles d'exploitation.

Le **résultat sous-jacent<sup>13</sup> avant impôt, activités cédées et minoritaires est donc en hausse de +2,8%**, à 1 450 millions d'euros. La **charge d'impôt** est en revanche en **forte baisse de -42,9%**, conséquence notamment de l'ajustement du taux d'impôt annuel sur ce dernier trimestre de l'année et d'une progression plus forte du résultat dans des pays à plus faible imposition qu'en France. Le **résultat net avant minoritaires sous-jacent progresse donc de +22,9%**. Les **intérêts minoritaires** augmentent de +31,9%, soit +39 millions d'euros, venant essentiellement du pôle AHM à cause de l'effet en 2017 de la première consolidation de Fireca, une filiale déficitaire détenue à 50% par Crédit Agricole S.A., effet en partie compensé par le rachat des minoritaires dans CACEIS en décembre dernier. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** progresse donc de **+21,6%** par rapport au quatrième trimestre 2017 à **1 067 millions d'euros**.

**Sur l'ensemble de 2018**, le résultat net part du Groupe publié est de 4 400 millions d'euros, contre 3 649 millions d'euros en 2017, soit une progression de +20,6%.

Les **éléments spécifiques pour l'ensemble de l'année 2018** ont eu un effet quasi nul de **-5 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. Les éléments du quatrième trimestre déjà mentionnés *supra* ont en effet plus que compensé l'effet de ceux des neuf premiers mois de 2018, soit un impact positif de +54 millions d'euros, dont l'ajustement du montant du *badwill* constaté lors de l'acquisition des trois banques italiennes à hauteur de +66 millions d'euros, les frais d'intégration de Pioneer à hauteur de -14 millions d'euros (-30 millions avant impôts et intérêts minoritaires) ainsi que des éléments de volatilité comptable récurrents pour +3 millions d'euros (+2 millions d'euros avant impôt). Les **éléments spécifiques pour l'ensemble de l'année 2017** avaient eu un impact de -276 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Par rapport à ceux, nombreux et très négatifs, du quatrième trimestre 2017 déjà mentionnés *supra*, les éléments spécifiques des neuf premiers mois de 2017 avaient impacté le résultat net part du Groupe pour +214 millions d'euros. Il s'agissait des soultes de *Liability management* pour +26 millions d'euros (+39 millions d'euros avant impôt), de l'impact de la cession de la participation dans BSF pour +114 millions d'euros et dans Eurazeo pour +107 millions d'euros, et des éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le spread émetteur pour -69 millions d'euros (-121 millions d'euros avant impôt), le DVA pour -39 millions d'euros (-61 millions d'euros avant impôt), les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -34 millions d'euros (-53 millions d'euros avant impôt) et les provisions épargne logement pour +166 millions d'euros (+256 millions d'euros avant impôt). Le détail pour les deux périodes se trouve en p. 92

A noter que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le passage à IFRS9, l'effet du spread émetteur sur la valorisation des passifs à la juste valeur est comptabilisé directement en capitaux propres, sans impact sur les fonds propres prudentiels. En part du Groupe, cet effet est de +193 millions d'euros au quatrième trimestre 2018 et de +397 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2018.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** augmente lui de **+12,2%** par rapport à celui de l'ensemble de l'année 2017, à **4 405 millions d'euros, au-dessus de l'objectif fixé dans le cadre du Plan à Moyen Terme Ambitions 2020 (4,2 milliards d'euros), qui est donc atteint avec un an d'avance**.

Le **bénéfice par action sous-jacent** atteint **1,39 euro par action**, en hausse de **+13,8%** par rapport à celui de l'ensemble de l'année 2017.

Le Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA proposera à l'Assemblée générale du 21 mai 2019 le versement d'un **dividende par action de 0,69 euros par action, entièrement en numéraire**, supérieur au plancher fixé depuis le troisième trimestre 2016 de 0,60 euros par action et **en progression de +9,5%** par

<sup>13</sup> Cf. p. 92 pour plus de détails sur les éléments spécifiques de Crédit Agricole S.A.

rapport à celui versé au titre de 2017. **Le taux de distribution ressort à 50% du résultat par action publié comme sous-jacent.**

Le **ROTE<sup>14</sup>** (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) sous-jacent atteint **12,7% sur l'ensemble de l'année de 2018**, en forte progression de +1,6 points de pourcentage par rapport à 2017 grâce à une amélioration du RONE dans la plupart des métiers.

En m€	2018 publié	2017 publié	Var. 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Var. 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>19 736</b>	<b>18 634</b>	<b>+5,9%</b>	<b>19 694</b>	<b>18 772</b>	<b>+4,9%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(12 287)	(11 961)	+2,7%	(12 228)	(11 785)	+3,8%
FRU	(301)	(242)	+24,5%	(301)	(242)	+24,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>7 147</b>	<b>6 431</b>	<b>+11,1%</b>	<b>7 165</b>	<b>6 745</b>	<b>+6,2%</b>
Coût du risque	(1 002)	(1 307)	(23,4%)	(1 002)	(1 307)	(23,4%)
Coût du risque juridique	(80)	(115)	(30,8%)	(75)	(115)	(34,8%)
Sociétés mises en équivalence	256	728	(64,9%)	323	523	(38,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	89	6	x 15,5	89	14	x 6,5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	86	186	(54,1%)	-	0	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>6 496</b>	<b>5 929</b>	<b>+9,6%</b>	<b>6 500</b>	<b>5 859</b>	<b>+10,9%</b>
Impôt	(1 466)	(1 733)	(15,4%)	(1 471)	(1 433)	+2,7%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	20	ns	(3)	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>5 027</b>	<b>4 216</b>	<b>+19,2%</b>	<b>5 026</b>	<b>4 447</b>	<b>+13,0%</b>
Intérêts minoritaires	(627)	(568)	+10,5%	(620)	(521)	+18,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>4 400</b>	<b>3 649</b>	<b>+20,6%</b>	<b>4 405</b>	<b>3 925</b>	<b>+12,2%</b>
<b>Résultat net part du Groupe par action (€)</b>	<b>1,39</b>	<b>1,12</b>	<b>+23,6%</b>	<b>1,39</b>	<b>1,22</b>	<b>+13,8%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>62,3%</b>	<b>64,2%</b>	<b>-1,9 pp</b>	<b>62,1%</b>	<b>62,8%</b>	<b>-0,7 pp</b>

Cette performance reflète une bonne progression du produit net bancaire sur l'ensemble de l'année, une très bonne maîtrise des coûts et la baisse du coût du risque.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+4,9%** par rapport à 2017. Le pôle Grandes clientèles a pâti au quatrième trimestre de l'environnement de marché plus difficile, sa baisse étant concentrée sur ce trimestre et dans le métier de Banque de marché et d'investissement, dont le produit net bancaire sous-jacent est en baisse de -16,1%/-378 millions d'euros en 2018 par rapport à 2017. Celui de LCL est quasi stable, à -0,4%/-13 millions d'euros à cause de dépréciations de participations au quatrième trimestre. Tous les autres métiers du Groupe connaissent une hausse de leurs revenus, souvent très forte : Gestion d'actifs +11,1%, Gestion de Fortune +7,5%, Banque de proximité en Italie +13,4% (ces trois métiers ayant bénéficié d'un effet périmètre), Assurance +9,3%, Crédit-bail et affacturage 5,7%, BFI/Banque de financement +7,6%.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** sont en hausse de **+3,8%**, hors contribution au Fonds de résolution unique (FRU). Cette dernière est en forte augmentation, de +24,5% à 301 millions d'euros en 2018 contre 242 millions d'euros en 2017 (essentiellement au premier semestre des deux périodes). Grâce à l'effet de ciseaux positif, de +1,1 point de pourcentage en sous-jacent hors FRU, le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore de 0,7 point de pourcentage, à 62,1%**.

Le **coût du risque de crédit, hors provisions juridiques non allouées**, baisse de **-23,4%/-306 millions d'euros** par rapport à 2017. Cette baisse s'explique essentiellement par le pôle Grandes clientèles (effet de +267 millions d'euros avant impôt entre les deux périodes), les reprises nettes du pôle en 2018 (+64 millions d'euros) se comparant à des dotations nettes (-203 millions d'euros) en 2017, notamment pour la Banque de financement (effet de +285 millions d'euros). Les évolutions des autres contributeurs se compensent pratiquement : légères hausses pour les Services financiers spécialisés

<sup>14</sup> Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 89.

(+6,1%/+27 millions d'euros) et LCL (+7,5%/+15 millions d'euros), mais baisse pour la Banque de proximité à l'international (-16,7%/-72 millions d'euros), aussi bien en Italie que sur les autres zones.

A noter que le Groupe a décidé de doter une provision juridique non allouée de 75 millions d'euros en 2018 (au quatrième trimestre) contre 115 millions d'euros en 2017.

La baisse des résultats des **sociétés mises en équivalence** en sous-jacent de **-38,3%/-200 millions d'euros** s'explique par la **déconsolidation de BSF et dans une moindre mesure d'Eurazeo**, à hauteur de -249 millions d'euros. Retraité de cet élément, on retrouve la croissance des *joint ventures* en Gestion d'actifs et Crédit à la consommation. A noter que les sociétés mises en équivalence ne contribuent plus qu'à hauteur de 7% au résultat net part du Groupe sous-jacent, contre 13% en 2017 (et près d'un tiers en 2015). L'augmentation de la part du résultat intégré globalement constitue une évolution majeure dans la simplification du groupe Crédit Agricole S.A. et l'amélioration du contrôle du cash, permettant une meilleure couverture du dividende.

Le **résultat avant impôt sous-jacent** progresse de **+10,9%** et atteint **6 500 millions d'euros**. La **charge d'impôt** progresse elle de **+2,7%**, en lien avec la croissance plus forte du résultat avant impôt dans des pays à taux d'imposition plus faibles. Le résultat net est en hausse de +13,0%, et la hausse plus forte des **minoritaires (+18,9%)**, notamment à cause de la forte hausse de la contribution d'Amundi après l'intégration de Pioneer, ramène la progression du **résultat net part du Groupe sous-jacent à +12,2%**, à **4 405 millions d'euros**.

Hors la forte progression du FRU, le résultat net part du Groupe aurait augmenté de +12,8%.

Au quatrième trimestre 2018, la solvabilité de Crédit Agricole S.A est restée très solide, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) non phasé<sup>15</sup> de 11,5% à fin décembre 2018, stable par rapport à fin septembre 2018 malgré l'effet adverse de la baisse des marchés sur les réserves OCI<sup>16</sup> (-13 points de base)**. Cet effet a presque compensé la génération de capital du trimestre (+14 points de base), après déduction des coupons d'*Additional Tier 1* courus sur le trimestre et de la prise en compte du dividende proposé à l'assemblée générale du 21 mai prochain de 0,69 euro par action. La stabilité des **emplois pondérés** sur le trimestre, à **307 milliards d'euros**, cache des évolutions réglementaires défavorables pour +4 milliards d'euros/-15 points de base de ratio, liées aux premiers effets de la revue des modèles par le superviseur unique (TRIM) pour +1 milliard d'euros/-3 points de base et à l'anticipation de Bâle 4 sur les risques opérationnels non financiers<sup>17</sup> (méthode standard obligatoire), pour +3 milliard d'euros/-12 points de base. Hors ces deux effets réglementaires, les encours pondérés liés à l'activité sont en baisse. Les risques de marché sont eux stables malgré la volatilité des marchés, la VaR<sup>18</sup> étant restée quasiment stable sur le trimestre, à 5,1 millions d'euros en moyenne contre 4,9 millions d'euros en moyenne au troisième trimestre 2018.

Le **ratio de levier phasé<sup>19</sup> s'établit à 4,0%** à fin décembre 2018 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne. Le ratio de levier phasé moyen intra trimestriel ressortant lui à 3,7% au quatrième trimestre 2018.

Le **ratio LCR** moyen sur douze mois de Crédit Agricole S.A. s'élève à **133,3%<sup>20</sup>** à fin décembre 2018, soit à un niveau supérieur à l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus de 110%.

**Sur l'ensemble de l'année 2018**, Crédit Agricole S.A. a émis 14,1 milliards d'euros d'instruments de dette moyen-long terme, soit 2,1 milliards d'euros de plus que le plan de financement annuel (118%). Il a levé 7,3 milliards d'équivalent euros de dette senior préférée (non collatéralisée) et de dette senior collatéralisée et 6,8 milliards d'équivalent euros en Tier 2 et dette senior non préférée, dont 5,2 milliards d'euros de cette dernière catégorie.

\* \*  
\*

<sup>15</sup> Y compris le résultat conservé de l'année 2018

<sup>16</sup> Other comprehensive income, qui enregistrent les plus ou moins-values latentes sur titres dans les capitaux propres

<sup>17</sup> Revue de la modélisation des risques opérationnels non financiers entraînant une hausse des emplois pondérés au titre du risque opérationnel. Cette hausse constitue un palier dans la mise en œuvre de la finalisation de Bâle 3 (« Bâle 4 ») qui n'autorisera à l'avenir qu'une méthode standard.

<sup>18</sup> Value at risk, calculée sur un jour / intervalle de confiance de 99%.

<sup>19</sup> Le ratio de levier atteint 4,2% à cette date, sous réserve de la délivrance par la BCE de l'autorisation d'exonérer les expositions liées à la centralisation des dépôts à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour tenir compte de l'arrêt T-758/16 du Tribunal de l'Union Européenne en date du 13 juillet 2018.

<sup>20</sup> Ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) moyen sur 12 mois ; les numérateurs et dénominateurs du ratio s'élèvent respectivement à 174,1 milliards d'euros et 130,6 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.



Commentant ces résultats et l'activité du groupe Crédit Agricole S.A. au quatrième trimestre et sur l'année 2018, Philippe Brassac, Directeur Général, a déclaré : « *En 2018, les métiers de Crédit Agricole S.A. ont dépassé avec un an d'avance les principaux objectifs du Plan à Moyen Terme. C'est la preuve de la robustesse de son modèle de banque universelle, socle d'une relation globale et durable. Le Groupe est bien armé pour faire face à la montée des incertitudes, illustrée au quatrième trimestre par un environnement de marché nettement plus défavorable. Cette solidité et les progrès accomplis collectivement avec les Caisses régionales dans le projet client du Groupe sont des atouts pour le prochain Plan à Moyen Terme qui sera dévoilé le 6 juin au siège de Crédit Agricole SA, Evergreen* »

# Groupe Crédit Agricole

Le résultat net publié 2018 du Groupe Crédit Agricole est de 6,8 milliards d'euros, en hausse de +4,7% par rapport à 2017. Retraité des éléments spécifiques, notamment en 2017 la surtaxe exceptionnelle d'impôt en France, il ressort également à 6,8 milliards d'euros, en baisse de -3,8%. Le bon niveau de la conquête clientèle sur l'ensemble de l'année, notamment en Banque de proximité en France et en Italie (1,8 millions de nouvelles entrées en relation) et la poursuite des efforts de ventes croisées ont permis de compenser l'effet négatif prolongé des taux bas, une croissance économique molle en Europe et un environnement de marché défavorable au quatrième trimestre, pour dégager une croissance des revenus sous-jacents. Les investissements de développement et surtout la hausse de la contribution au Fonds de résolution unique (FRU) et du coût du risque par rapport à une base faible en 2017, expliquent cependant la légère baisse du résultat avant impôt et du résultat net part du Groupe sous-jacent (-3,8%). Les Caisses régionales confirment la stabilisation de leurs revenus d'activité, mais leurs résultats souffrent des effets de l'environnement de marché sur leurs revenus de portefeuille et d'un quasi triplement de leur coût du risque par rapport aux reprises de provisions collectives de 2017. Les mêmes tendances se retrouvent sur le trimestre pour le Groupe et les Caisses régionales, amplifiées par une génération de revenus sous-jacents plus difficile compte tenu du contexte de marché. La solidité financière s'est encore appréciée au quatrième trimestre avec une hausse du ratio CET1 non phasé de +0,1 point de pourcentage à 15,0%, supérieur de 550 points de base aux exigences du régulateur<sup>21</sup>.

Dans la ligne de son Plan à moyen terme (PMT) « Ambition Stratégique 2020 », le Groupe bénéficie de son modèle économique stable, diversifié et rentable pour soutenir une croissance organique dans tous ses métiers, notamment grâce aux synergies entre les métiers spécialisés et les réseaux de distribution et maintenir un haut niveau d'efficacité opérationnelle tout en dégagant des marges de manœuvre pour ses investissements de développement.

Sur l'ensemble de l'année 2018, les faits marquants suivants doivent être pris en compte :

- l'intégration des **trois banques italiennes** acquises fin 2017 par CA Italia – CR Rimini, CR Cesena, CR San Miniato – a été finalisée par la fusion de chacune des entités juridiques avec CA Italia et les migrations informatiques ; l'optimisation des coûts et les efforts de ventes croisées ont commencé à porter leurs fruits et la hausse sur un an des revenus du nouvel ensemble est désormais supérieure à celle des coûts au quatrième trimestre, alors que la baisse du coût du risque se confirme ;
- la première année pleine d'intégration de **Pioneer** après son acquisition par Amundi le 3 juillet 2017 a permis de dégager **110 millions d'euros de synergies de coûts**, soit 63% de la cible révisée de 175 millions d'euros en 2020, et l'essentiel des coûts d'intégration, soit 192 millions d'euros, a été comptabilisé en 2017 et 2018 ; cette intégration a permis à Amundi de mieux supporter encore l'environnement défavorable de marché du quatrième trimestre ;
- **CA Assurances (CAA)** a concrétisé sa **nouvelle stratégie d'extension de sa distribution** à des partenaires à l'international en dehors du Groupe Crédit Agricole en signant **deux accords de partenariat** en bancassurance : tout d'abord avec **Credito Valtellinese** (Creval, 1 million de clients) en Italie, concrétisé par l'acquisition à 100% du courtier d'assurance de Creval, un accord de distribution exclusif pour 15 ans des produits épargne et prévoyance de CA Vita; filiale italienne à 100% de CAA, et une prise de participation par CAA de 5% dans le capital de Creval ; puis avec le renforcement de son partenariat en assurance dommages avec la banque portugaise Novo Banco en vue d'augmenter sa participation dans la filiale commune GNB Seguros de 50% à 75% par le rachat de la participation de 25% de l'assureur portugais Seguradoras Unidas ;
- **CA Consumer Finance (CACF)** a annoncé un **partenariat** avec le groupe bancaire **Bankia** en Espagne (8,1 millions de clients), afin de créer une *joint venture* dans le pays qui étendra la présence européenne

<sup>21</sup> Selon Exigence P2R 2019 proforma notifiée par la BCE à 9,5% (hors coussin contra cyclique)

de CACF et fournira aux clients de Bankia des produits de financement personnel conçus par CACF ; dans le même métier du crédit à la consommation, Agos a également renouvelé et étendu son partenariat avec Banco BPM, qui lui donne désormais accès à la distribution de crédits dans le réseau de Banca Popolare di Milano, fusionnée avec Banco Popolare pour créer Banco BPM, la troisième banque du pays ; un accord de distribution avec l'ensemble du réseau de Banco BPM pour 15 ans devrait être signé à la clôture de cet accord avant le 30 septembre 2019 ;

- En **Gestion de fortune**, l'acquisition de 94,1% de la banque privée italienne **Banca Leonardo** a été finalisée le 3 mai ; elle apporte 5,1 milliards d'euros d'encours gérés au métier ;
- la **note senior long terme** du Groupe et de ses principales filiales a été relevée d'un cran le 19 octobre dernier par **S&P Global Ratings** de A à **A+** avec une **perspective stable**, l'agence saluant l'amélioration du profil de risque du Groupe et sa capacité de résilience même dans un environnement moins favorable pour ses activités ;
- les résultats des **stress tests de l'EBA (Autorité Bancaire Européenne)**, publiés le 2 novembre dernier, démontrent la solidité de la situation financière et des métiers du Groupe Crédit Agricole, dont le **ratio CET1 même dans le scénario adverse, à 10,2%, resterait très au-dessus du SREP (P2R)** de 9,5%, sans jamais être soumis à des restrictions de distribution ;
- dans le cadre du règlement du litige avec l'OFAC, les autorités américaines (*l'United States Attorney's Office for the District of Columbia* et le *District Attorney of the County of New York*) ont décidé le 19 octobre 2018 **d'abandonner les poursuites pénales** qui avaient été différées pour trois ans selon les accords conclus par CACIB et ces autorités (*Deferred prosecution agreement*) en octobre 2015 ; les autorités ont reconnu que **CACIB s'était acquitté de l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées par ces accords**, lesquels sont désormais parvenus à leur terme ; les autorités américaines ont ainsi reconnu les améliorations apportées au programme de conformité de CACIB, qui demeure pleinement engagé dans la poursuite du renforcement de ses procédures et de ses contrôles internes en matière de respect des sanctions économiques internationales.

**Sur l'ensemble de l'année 2018**, le **résultat net part du Groupe** publié progresse de +4,7% à 6 844 millions d'euros. La base de comparaison du résultat publié en 2017 était affectée par des éléments spécifiques très substantiels, pour -587 millions d'euros en résultat net part du Groupe, dont -671 liés aux fortes charges fiscales non récurrentes du quatrième trimestre 2017, -83 en coûts d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes, -123 de soultes payées dans des opérations de restructuration du refinancement du Groupe et des Caisses régionales, -98 d'amende liée aux échanges d'images-chèques ainsi que -153 de variation de spread émetteur, et en contrepartie +131 de variations sur les écarts d'acquisition (*badwill* des trois banques italiennes, net de la dépréciation de l'écart d'acquisition en Pologne) et +205 de plus-values sur les cessions de BSF et Eurazeo. Les autres éléments se compensaient à peu près. Sur l'ensemble de l'année 2018, les éléments spécifiques se compensent pour un effet net en résultat net part du Groupe de seulement -5 millions d'euros (voir détail des éléments spécifiques pour toutes les périodes en p 92).

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** baisse en 2018 de **-3,8%** par rapport à 2017, de **-2,4% hors la très forte hausse du FRU** (+36,2% à 389 millions d'euros). A noter que si un calcul à périmètre constant n'est plus possible après la fusion des entités juridiques des trois banques italiennes, l'effet périmètre sur l'ensemble de l'année est négatif sur la croissance : les cessions et déconsolidations de BSF et d'Eurazéo ont fait perdre une contribution au résultat net part du Groupe de +203 millions d'euros, alors que la contribution de Pioneer à réintégrer (consolidation au second semestre seulement en 2017) n'a eu un effet positif sur la croissance sur un an que de +75 millions d'euros et que les trois banques italiennes et Banca Leonardo, dans leur premier exercice d'intégration, n'ont pas encore une contribution positive significative.

Le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de **+1,5%**, les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** augmentent de **+2,7%** et le **coût du risque de crédit** (hors dotations aux provisions juridiques non allouées de 115 millions d'euros en 2017 et de 75 millions d'euros en 2018 dotée au quatrième trimestre) augmente de **+6,8%**. Le **résultat avant impôt sous-jacent** est donc en **légère baisse de -3,3%** à 10 123 millions d'euros, et le résultat net part du Groupe sous-jacent de **-3,8%** à 6 849 millions d'euros.

**Table 3. Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole en 2018 et 2017**

En m€	2018 publié	2017 publié	Var. 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Var. 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>32 839</b>	<b>32 108</b>	+2,3%	<b>32 813</b>	<b>32 315</b>	+1,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(21 065)	(20 626)	+2,1%	(21 006)	(20 450)	+2,7%
FRU	(389)	(285)	+36,2%	(389)	(285)	+36,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>11 385</b>	<b>11 197</b>	<b>+1,7%</b>	<b>11 418</b>	<b>11 580</b>	<b>(1,4%)</b>
Coût du risque	(1 640)	(1 536)	+6,8%	(1 640)	(1 536)	+6,8%
Coût du risque juridique	(80)	(115)	(30,8%)	(75)	(115)	(34,8%)
Sociétés mises en équivalence	266	732	(63,7%)	333	527	(36,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	87	5	x 17,2	87	16	x5,6
Variation de valeur des écarts d'acquisition	86	186	(54,1%)	-	0	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>10 105</b>	<b>10 470</b>	<b>(3,5%)</b>	<b>10 123</b>	<b>10 472</b>	<b>(3,3%)</b>
Impôt	(2 733)	(3 479)	(21,5%)	(2 743)	(2 912)	(5,8%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	20	ns	(3)	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>7 369</b>	<b>7 010</b>	<b>+5,1%</b>	<b>7 377</b>	<b>7 580</b>	<b>(2,7%)</b>
Intérêts minoritaires	(525)	(474)	+10,6%	(527)	(456)	+15,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>6 844</b>	<b>6 536</b>	<b>+4,7%</b>	<b>6 849</b>	<b>7 122</b>	<b>(3,8%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>64,1%</b>	<b>64,2%</b>	<b>-0,1 pp</b>	<b>64,0%</b>	<b>63,3%</b>	<b>+0,7 pp</b>

**Au quatrième trimestre 2018, le résultat net part du Groupe publié** du Groupe Crédit Agricole ressort à **1 571 millions d'euros**, contre 922 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, soit +70,3% sur un an.

Les **éléments spécifiques** sont peu nombreux ce trimestre et ils ont eu un effet net limité sur le résultat net part du Groupe : **-55 millions d'euros** en résultat net part du Groupe. Ils comprennent les coûts d'intégration de Pioneer chez Amundi et des trois banques italiennes chez CA Italia pour -21 millions d'euros (-38 avant impôts et intérêts minoritaires), le complément de provision pour l'amende infligée à FCA Bank par l'autorité de la concurrence italienne pour -67 millions d'euros (en Sociétés mises en équivalence), ainsi que le solde net des éléments de volatilité comptable récurrents pour +33 millions d'euros. **Au quatrième trimestre 2017**, les éléments spécifiques avaient affecté le résultat net part du Groupe à hauteur de **-770 millions d'euros**, dont -671 liés aux fortes charges fiscales non récurrentes, -57 en coûts d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes, -98 d'amende liée aux échanges d'images-chèques ainsi que -62 de variation de spread émetteur et +131 de variations sur les écarts d'acquisition (*badwill* des trois banques italiennes net de la dépréciation de l'écart d'acquisition en Pologne). Les autres éléments se compensaient à peu près (voir détail des éléments spécifiques pour toutes les périodes en p. 92).

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**<sup>22</sup> atteint **1 626 millions d'euros**, en baisse de -3,9% par rapport au quatrième trimestre 2017.

<sup>22</sup> Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. p. 91 et suivantes pour plus de détails sur les éléments spécifiques



**Table 4. Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-2018 et au T4-2017**

En m€	T4-18 publié	T4-17 publié	Var. T4/T4 publié	T4-18 sous-jacent	T4-17 sous-jacent	Var. T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>8 110</b>	<b>8 045</b>	<b>+0,8%</b>	<b>8 064</b>	<b>8 235</b>	<b>(2,1%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(5 478)	(5 459)	+0,3%	(5 440)	(5 342)	+1,8%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 632</b>	<b>2 586</b>	<b>+1,8%</b>	<b>2 624</b>	<b>2 893</b>	<b>(9,3%)</b>
Coût du risque	(499)	(423)	+18,0%	(499)	(423)	+18,0%
Coût du risque juridique	(75)	-	ns	(75)	-	ns
Sociétés mises en équivalence	10	49	(78,9%)	77	68	+13,1%
Gains ou pertes sur autres actifs	48	5	x 8,9	48	8	x 5,7
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	186	(100,0%)	-	-	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 116</b>	<b>2 404</b>	<b>(12,0%)</b>	<b>2 175</b>	<b>2 547</b>	<b>(14,6%)</b>
Impôt	(416)	(1 294)	(67,9%)	(412)	(704)	(41,4%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	(23)	(99,9%)	(0)	(23)	(99,9%)
<b>Résultat net</b>	<b>1 700</b>	<b>1 087</b>	<b>+56,4%</b>	<b>1 763</b>	<b>1 821</b>	<b>(3,2%)</b>
Intérêts minoritaires	(130)	(165)	(21,4%)	(137)	(129)	+6,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 571</b>	<b>922</b>	<b>+70,3%</b>	<b>1 626</b>	<b>1 692</b>	<b>(3,9%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>67,5%</b>	<b>67,9%</b>	<b>-0,3 pp</b>	<b>67,5%</b>	<b>64,9%</b>	<b>+2,6 pp</b>

Au quatrième trimestre, le **produit net bancaire sous-jacent** baisse de **-2,1%** par rapport au quatrième trimestre 2017, à 8 064 millions d'euros. Alors que le périmètre de Crédit Agricole S.A. est stable pour cette ligne du compte de résultat (voir *supra*), la baisse pour le Groupe s'explique par l'effet défavorable de l'environnement de marché sur les portefeuilles de placement des Caisses régionales. Leurs revenus d'activité sont en revanche en hausse de +2,2%, confirmant le point d'inflexion identifié au troisième trimestre de 2018.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors contribution au FRU** sont en hausse modérée, à **+1,8%** par rapport au quatrième trimestre 2017, sous l'effet principalement du changement de périmètre pour Crédit Agricole S.A. avec l'intégration des trois banques italiennes, et pour les Caisses régionales de la poursuite des investissements de développement et des « primes Macron »<sup>23</sup> (45 millions d'euros, soit 60 millions d'euros pour l'ensemble du Groupe Crédit Agricole). Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** ressort à **67,5%**. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent baisse de **-9,3%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

Le **coût du risque de crédit** est en forte hausse (+18,0%), à 499 millions d'euros contre 423 millions d'euros au quatrième trimestre 2017. Cette hausse provient uniquement des Caisses régionales, qui avaient enregistré au quatrième trimestre 2017 des reprises de provisions collectives en anticipation du passage à IFRS9. Le coût du risque sur encours reste cependant très bas pour les Caisses, à 14 points de base<sup>24</sup>. Le **coût du risque de crédit sur encours** du Groupe Crédit Agricole reste à un niveau bas, à **18 points de base**<sup>24</sup>, stable par rapport au quatrième trimestre 2017 comme au troisième trimestre 2018. Le taux d'encours douteux est en baisse de -0,3 points par rapport à fin décembre 2017 à 2,4%, et le taux de couverture progresse de 4,8 points à 84,8%.

A noter que le Groupe a décidé de doter une provision juridique non allouée de 75 millions d'euros en 2018 (au quatrième trimestre) contre 115 millions d'euros en 2017.

Le **résultat net sur cession d'actifs** atteint 48 millions d'euros ce trimestre contre seulement 8 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, notamment chez LCL : +47 millions d'euros sur la cession de deux immeubles d'exploitation.

En ajoutant la contribution des sociétés mises en équivalence, en hausse de +13,1%/+9 millions d'euros à 77 millions d'euros, et malgré la contribution positive de ces trois derniers éléments, le **résultat avant impôt sous-jacent** baisse de **-14,6%** par rapport au quatrième trimestre 2017, à 2 175 millions d'euros.

<sup>23</sup> Primes exceptionnelles décidées par le gouvernement, qui peuvent être versées, sous conditions de plafond de revenu fiscal, aux salariés des sociétés françaises et non imposables pour le salarié ni soumises à charges sociales pour le salarié comme l'employeur.

<sup>24</sup> Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

La baisse de la charge d'impôt sous-jacente (-41,4%) et l'absence de contribution des activités arrêtées (qui était négative au quatrième trimestre 2017) modèrent la baisse au niveau du **résultat net part du Groupe sous-jacent, soit -3,9% à 1 626 millions d'euros**.

Les **Caisses régionales** poursuivent le développement du modèle de Banque universelle de proximité. Les **encours de collecte**, à 692 milliards d'euros, sont en progression de **+2,7%** sur un an. Cette croissance est portée par une bonne progression de la **collecte bilan** : 434 milliards d'euros d'encours à fin décembre 2018, soit **+5,0%** en un an. Sa croissance continue d'être tirée par les dépôts à vue (+8,6% en un an) ainsi que les Livrets A (+9,9%). La **collecte hors bilan** (258 milliards d'euros) enregistre une baisse modérée de **-1,0%**, pénalisée par le contexte de marché difficile au quatrième trimestre, qui a impacté les encours conservés de valeurs mobilières (-8,2% par rapport à décembre 2017). Les encours d'assurance vie croissent de +1,9%, portés par la progression des encours des contrats multi-supports (+3 milliards d'euros, soit +1,8%) et des contrats en unités de compte (part des UC dans les encours +6,1% par rapport à décembre 2017).

Les **encours de crédits** enregistrent une hausse de **+6,7%** par rapport au 31 décembre 2017 à 487 milliards d'euros. La croissance des encours est portée par toutes les catégories de crédits : à l'habitat (+7,8% par rapport au 31 décembre 2017) aux entreprises (+10,4%) et à la consommation (+8,5%).

Ces progressions sont associées à la conquête de nouveaux clients avec **plus de 1,3 million d'entrées en relation depuis le début de l'année**, y compris BforBank. Le lancement d'EKO en décembre 2017, offre d'entrée de gamme commune à toutes les Caisses régionales, a permis d'attirer de nouveaux prospects (70% des entrées en relations) et près de 80 000 clients ont ouvert un compte depuis le lancement, soit 8% des ouvertures de comptes sur la période, en ligne avec le segment de clientèle plus particulièrement visé par l'offre : 37% des entrées en relation ont été initiées sur internet.

Ce développement commercial participe de façon significative à la croissance des métiers de Crédit Agricole S.A., dont elles distribuent un grand nombre de produits en tant que premier réseau de distribution du Groupe et premier réseau de banque de proximité en France.

**Sur l'année 2018**, la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe sous-jacent** du Groupe Crédit Agricole s'établit à **2 403 millions d'euros**, en baisse de **-21,9%** par rapport à 2017. Cette baisse s'explique par la baisse du produit net bancaire sous-jacent, de -1,9%, liée à la moindre performance des revenus de portefeuille de placement des Caisses régionales et au contexte de taux d'intérêt bas ; leurs revenus d'activité connaissent une baisse plus modérée de -0,9% par rapport à 2017. Les charges d'exploitation hors FRU progressent quant à elles de +2,0%, de +1,5% en excluant les « primes Macron » (45 millions d'euros). Cette progression s'explique par les investissements de développement. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU ressort à 66,3%. Enfin, le coût du risque est quasiment multiplié par 3 sur un an, soit +416 millions d'euros, reflétant les importantes reprises de provisions collectives en 2017 en anticipation du passage à IFRS 9. Le coût du risque sur encours reste à un niveau très bas, 14 points de base, reflet d'un taux de créances douteuses stable à 2% des encours bruts de crédit clientèle et d'un taux de couverture à 100%. Le résultat avant impôt sous-jacent est donc en baisse de -19,2%, à 3 688 millions d'euros, et le résultat net part du Groupe sous-jacent de -21,9%.

**Au quatrième trimestre 2018**, la contribution au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des Caisses régionales s'établit à **537 millions d'euros**, en **baisse de -29,7%** par rapport au quatrième trimestre 2017. Cette baisse s'explique par des conditions de marché difficiles, qui ont impacté le produit net bancaire, en baisse de -4,0% par rapport au quatrième trimestre 2017, mais les revenus d'activité sont en hausse de +2,2%, ainsi que par le même effet de base sur le coût du risque que sur l'ensemble de l'année (fortes reprises de provisions collectives en 2017 liées au passage à IFRS 9).

La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce rapport.

Sur le trimestre, le Groupe Crédit Agricole a encore amélioré le haut niveau de sa solidité financière, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) non phasé<sup>25</sup> de 15,0%**, en hausse de **+0,1 points de pourcentage** par rapport à fin septembre 2018. Ce ratio présente un coussin substantiel de 550 points de base par rapport à l'exigence réglementaire SREP applicable au Groupe Crédit Agricole au 1<sup>er</sup> janvier 2019, fixé par la BCE à 9,5%.

Le **ratio TLAC s'établit 21,4%** au 31 décembre 2018, **hors dette senior préférée éligible**, en légère hausse par rapport à fin septembre 2018 (21,2%) et en hausse par rapport à fin décembre 2017 (20,6%). Ce ratio est 190 points de base au-dessus de l'exigence minimale de 2019 hors coussin contracyclique, soit 19,5%, sans prendre en compte la dette senior préférée, qui serait éligible à hauteur de 2,5% selon le calcul réglementaire. L'objectif de ratio TLAC de 22% d'ici 2019, hors dette senior préférée éligible, est confirmé, avec un objectif de ratio CET1 de 15,5% à 16% et 6% à 6,5% de dette senior non préférée et d'instruments Tier 2 et *Additional Tier 1*. Le Groupe a **émis 6,8 milliards d'équivalents euros de Tier 2 et dette senior non préférée** sur l'année 2018.

Le **ratio MREL s'établit à environ 12,4%** au 31 décembre 2018, dont **8,4% hors dette senior préférée éligible**. Le Groupe Crédit Agricole a été notifié le 8 juin 2018 du niveau d'exigence minimale incluant les dettes seniors préférées éligibles, d'application immédiate. Le Groupe Crédit Agricole respecte ce niveau minimum au 31 décembre 2018.

Le **ratio de levier phasé<sup>26</sup> ressort à 5,4%, stable** par rapport à fin septembre 2018.

La situation de **liquidité** du Groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 238 milliards d'euros au 31 décembre 2018, fait apparaître un **excédent de ressources stables par rapport aux emplois stables supérieur à 100 milliards d'euros**, l'objectif du Plan à Moyen Terme. L'excédent de ressources stables finance le portefeuille de titres HQLA (*High Quality Liquid Assets*) généré par l'exigence LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) des activités clientèle ou liées à la clientèle. Ces titres (109 milliards d'euros) couvrent plus de trois fois l'endettement court terme net des dépôts banques centrales. Les **réserves de liquidité**, incluant les plus-values et les décotes liées au portefeuille de titres, s'élèvent à **272 milliards d'euros** au 31 décembre 2018.

Les émetteurs du Groupe Crédit Agricole ont **émis sur le marché l'équivalent de 34,1 milliards d'euros de dette à moyen-long terme** sur l'ensemble de 2018, contre l'équivalent de 36,1 milliards d'euros sur l'ensemble de 2017. Par ailleurs, le Groupe Crédit Agricole a placé 4,4 milliards d'euros d'obligations dans les réseaux de ses banques de proximité (Caisses régionales, LCL et CA Italia). **Crédit Agricole S.A.** a émis un total de 14,1 milliards d'euros en 2018, soit 41% du total émis par tous les émetteurs du Groupe, **dépassant ainsi de 2,1 milliards d'euros son programme d'émissions pour 2018**.

\* \*  
\*

Commentant ces résultats et l'activité du Groupe pour l'exercice 2018, Dominique Lefebvre, Président de SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., a indiqué : « *en 2018, le Groupe Crédit Agricole a continué à servir ses clients en se mettant au service de tous, au quotidien, dans une logique d'universalité et de proximité. Il a réussi à convaincre de la pertinence de son offre de produits et services un nombre toujours croissant de nouveaux clients, dans tous ses territoires. Face à un environnement plein d'incertitudes, il démontre une solidité financière sans faille et des résultats de haut niveau, fruits d'une stratégie qui a montré sa pertinence. Cette rentabilité et cette solidité lui permettent d'être à l'écoute de toutes les parties prenantes : premier financeur de l'économie française, premier assureur de la personne en France, premier gestionnaire d'actifs en Europe, il soutient l'économie, l'entrepreneuriat et l'innovation, au plus près des personnes, des projets et des territoires dans lesquels il opère, tâche de promouvoir la finance inclusive à travers des offres et des services adaptés, à un coût abordable, et se mobilise pour la transition énergétique.* »

<sup>25</sup> Y compris résultat conservé de l'année 2018

<sup>26</sup> Le ratio de levier atteint 5,6% à cette date sous réserve de la délivrance par la BCE de l'autorisation d'exonérer les expositions liées à la centralisation des dépôts à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour tenir compte de l'arrêt T-758/16 du Tribunal de l'Union Européenne en date du 13 juillet 2018.

# Responsabilité Sociétale et Environnementale de l'Entreprise

## Crédit Agricole confirme sa position de n°1 des arrangeurs de green bonds

Selon le dernier classement de Dealogic, Crédit Agricole CIB confirme en 2018 son rang de n°1 mondial en tant que teneur de livres dans les émissions d'obligations vertes, sociales et durables (*green bonds*). En Chine, la banque a participé à 80 % des émissions de ces obligations chinoises à l'international depuis janvier 2017. Avec une part de marché de 6,9% en 2018, Crédit Agricole CIB, engagée de longue date en faveur de la finance verte, s'est une nouvelle fois hissée au premier rang mondial. En 2019 CACIB contribuera à renforcer la dynamique de ces instruments de lutte contre le réchauffement climatique.

Par ailleurs, Crédit Agricole a complété, fin 2018, son leadership mondial en obligations vertes avec une émission inaugurale d'1 milliard d'euros pour financer ses engagements dans la transition énergétique. Cette émission de Crédit Agricole S.A., structurée par Crédit Agricole CIB, crée un cadre pour permettre de refinancer des projets en faveur du climat portés par toutes les entités du Groupe qui ont adhéré, sur tous les territoires en France et à l'international.

## Transition énergétique

Cinq ans après sa création, FEIH (Futures Energies Investissements Holding), détenue à 50/50 par Engie et Crédit Agricole Assurances, a triplé son portefeuille de départ et atteint désormais 1,5 gigawatts de capacités solaires et éoliennes en France. CAA conforte ainsi sa présence dans les infrastructures de la transition énergétique, un secteur dans lequel il est le premier investisseur institutionnel en France.

## Egalité des chances et insertion des jeunes

Dans le cadre de son engagement sociétal, le Crédit Agricole ouvre ses portes aux élèves des collèges Réseau d'Education Prioritaire (REP+ ou REP) pour leur permettre de trouver un stage de qualité. Pilotée conjointement par les Caisses régionales, Crédit Agricole S.A. et la Fédération Nationale du Crédit Agricole, cette opération s'inscrit dans une stratégie d'inclusion sociale, financière et numérique. Elle vise, pour le Groupe, à accueillir 750 collégiens de troisième scolarisés dans des établissements Réseau d'Education Prioritaire. Cela représente 5% de l'effort national demandé par le Gouvernement aux entreprises du secteur privé. Les premiers stagiaires ont été accueillis, en janvier 2019, par les équipes de Crédit Agricole S.A. sur le campus de Montrouge.



# Environnement économique et financier

## Bilan de l'année 2018

Malgré le resserrement des conditions monétaires et financières américaines, le protectionnisme émanant des Etats-Unis, la forte volatilité du prix du pétrole (s'inscrivant en moyenne en hausse sur l'ensemble de l'année<sup>27</sup>) et les tensions politiques et géopolitiques, l'économie mondiale a continué de progresser à un rythme soutenu. Ce dynamisme n'a pas généré les déséquilibres (inflation et déficits extérieurs) que nourrit habituellement une croissance forte, déséquilibres classiques qui en signalent habituellement le retournement imminent. Le mode de formation des prix (notamment le lien auparavant plus étroit entre la baisse du taux de chômage et la hausse des salaires) s'est transformé sous l'effet de facteurs structurels (tertiarisation, « ubérisation », concurrence accrue), ce qui explique la faiblesse de l'inflation. La profondeur de la crise financière de 2008 explique également que les déséquilibres réels ne se soient pas manifestés de façon patente, notamment pas sous forme d'inflation. La belle accélération synchrone des rythmes de croissance des grandes zones a cependant pris fin. La croissance s'est encore révélée insolente aux États-Unis, vigoureuse mais s'effritant progressivement en zone euro, moins robuste dans la mosaïque émergente.

Les États-Unis ont, en effet, continué d'afficher une croissance économique élevée (2,8% après 2,2% en 2017). Une croissance dont le rythme ne s'infléchit pas, tirée par la consommation des ménages, par la reprise même décevante de l'investissement, mais aussi « sur-stimulée » par un plan budgétaire aussi substantiel qu'inopportun. Le stimulus fiscal aurait ainsi ajouté +0,8 point de pourcentage à la croissance en 2018 (et le surplus de croissance est estimé à +0,6 point de pourcentage en 2019). Aussi mûr soit-il, le cycle, dopé par des économies d'impôts intervenues alors que l'économie fonctionnait déjà à pleine capacité, a vu son pic différé. En place depuis juin 2009, le cycle actuel comptabilise déjà 114 mois de croissance ininterrompus à rapprocher des records de 106 et 119 mois enregistrés, respectivement, au tout début des années 60 puis 90. Bien que la croissance excède son rythme potentiel (2%) et que le taux de chômage (3,7% à rapprocher d'un pic à 10% en octobre 2009) soit inférieur à son niveau « d'équilibre » (selon la *Federal Reserve*, avec un taux de chômage à 4,5%, l'économie est au plein emploi), l'inflation totale n'a pas sensiblement accéléré (2,4% après 2,1% en 2017 en moyenne annuelle). La *Federal Reserve* a poursuivi son cycle de resserrement monétaire. Elle a procédé à quatre relèvements de 25 points de base chacun de son taux directeur, le portant ainsi à 2,50% fin 2018. Depuis le début du resserrement monétaire initié en décembre 2015, la hausse du taux des *Fed Funds* atteint 225 points de base. La *Federal Reserve* a également poursuivi son « resserrement quantitatif » (réduction progressive de son bilan). Cette politique plus restrictive s'est traduite par une remontée sensible des taux courts, incorporant la poursuite du resserrement monétaire (les taux souverains à 2 ans ont progressé de 75 pb sur l'année pour la finir à 2,65%). En dépit d'une période durant laquelle ils se sont établis légèrement au-dessus de 3%, les taux longs n'ont pas « sur-réagi ». Faute de risque inflationniste manifeste, d'anticipations d'inflation forte et profitant d'épisodes d'aversion marquée au risque, ils se sont redressés d'environ 30 points de base seulement sur l'année pour n'atteindre que 2,8% fin décembre et donner lieu à un aplatissement marqué de la courbe des taux d'intérêt.

En Zone euro, la croissance s'est infléchie au premier trimestre 2018 (2,5% en glissement annuel après 2,7% fin 2017) sur fond de déstockage (le processus de restockage qui s'était mis en place s'est révélé excessif) et de perturbations temporaires (grèves, météo, effets de calendrier sur les mesures fiscales en France). Ce ralentissement a suscité de nombreuses questions auxquelles des réponses exagérément pessimistes, voire alarmistes, ont été fréquemment apportées alors que les fondamentaux, demeurés solides, suggéraient une baisse de régime seulement temporaire. Ménages et entreprises ont, en effet, continué de consolider leurs bilans tout en maintenant des comportements de dépense dynamiques. La progression des salaires et du revenu

<sup>27</sup> Le prix du Brent a commencé l'année 2018 à 67 dollars US par baril pour atteindre un maximum à 86 dollars début octobre avant de s'effondrer à 53 dollars fin décembre. Sur les neuf premiers mois, le marché a dû faire face à une hausse du prix du pétrole alimentée par les réductions de production de l'OPEP, l'effondrement de la production vénézuélienne et le retour des sanctions américaines sur les exportations de pétrole iranien. L'arrêt momentané des réductions de production par l'OPEP et la Russie, combiné à une forte augmentation de la production américaine ont provoqué l'importante baisse du prix du pétrole au cours du dernier trimestre 2018. En moyenne sur l'année, le prix du Brent atteint 71 dollars par baril (contre 54 dollars par baril en 2017).

disponible a assuré le maintien de la consommation des ménages (au prix d'un léger repli du taux d'épargne) et la bonne tenue des profits a permis une accélération des dépenses d'investissement et une remontée du taux d'investissement. La croissance, vouée à évoluer progressivement vers un rythme plus proche du potentiel (estimé à 1,5%), empruntait donc encore un chemin normal : celui du ralentissement, passant d'un rythme annuel de 2,8% à son sommet en en 2017 à 2,2% au printemps 2018. Depuis l'été, la décélération s'est amplifiée et aux informations favorables encore livrées par les chiffres « durs » s'est opposé le sentiment dégradé émanant des enquêtes. Les menaces protectionnistes de Donald Trump ont créé un climat d'incertitude et d'attente peu propice à l'investissement. Par ailleurs, la nomination d'un gouvernement populiste en Italie a créé un nouvel électrochoc en Europe. L'intensification des tensions commerciales et la crise politique italienne ont pesé très nettement sur les marchés financiers européens. Le PIB a ralenti au troisième trimestre (1,6% en glissement annuel après 2,2% au deuxième trimestre). Des facteurs temporaires liés aux nouvelles normes européennes ont perturbé le secteur automobile et un rattrapage devrait s'opérer. En dépit de soubresauts, de craintes exagérées sur un possible retournement violent et imminent du cycle et d'une demande étrangère moins soutenue, la croissance pourrait ainsi atteindre 1,9% en 2018 contre 2,6% en 2017 : une croissance honorable ne générant pas d'inflation (1,6% après 1,5% en 2017). La Banque centrale Européenne (BCE) a ainsi prolongé son *Quantitative Easing* jusqu'à décembre 2018 (date à partir de laquelle cesseront ses achats nets) tout en réduisant le montant mensuel de ses achats de titres souverains (de 30 milliards à 15 milliards d'euros à partir de septembre 2018). Malgré le resserrement monétaire américain et la mise en œuvre d'une politique monétaire lentement et légèrement moins accommodante, les taux européens *core* n'ont pas souffert. Après être montés à près de 0,8% fin février (enregistrant une hausse de 35 points de base en deux mois), les taux allemands à 10 ans se sont de nouveau orientés à la baisse pour atteindre un point bas (0,25%) au paroxysme de la crise politique italienne. Après avoir « frêmi » tout en demeurant très faibles, ils se sont repliés pour ne plus atteindre que 0,2% fin décembre profitant d'une poussée violente d'aversion au risque suscitée par le protectionnisme américain mais aussi les inquiétudes quant à l'ampleur des ralentissements économiques (engagés ou annoncés). Les taux français et italiens ont connu des évolutions spécifiques rythmées par des évolutions politiques internes : fin décembre, la prime française contre Bund avoisinait 45 pb, soit 10-15 pb de plus qu'avant le début de la crise des gilets jaunes alors que le spread italien s'était resserré à moins de 260 pb contre un pic de près de plus de 320 fin novembre, au plus haut de la confrontation budgétaire avec la Commission européenne. Compte tenu des très fortes baisses enregistrées en décembre, les marchés actions ont reculé sur l'année tant en Europe qu'aux Etats-Unis (Eurostoxx 50 et S&P 500 se replient, respectivement, de près de 15% et 8,5%). Enfin, bien qu'il soit généralement jugé sous-évalué mais victime des poussées d'aversion au risque, l'euro s'est déprécié de près de 5% contre dollar au cours de l'année 2018.

## Tendances récentes et perspectives

Essences diverses, conséquences et probabilités d'occurrence variées, les risques sont nombreux : guerre commerciale, et plus généralement protectionnisme et doutes quant au multilatéralisme, ralentissement en Chine, épuisement de la stimulation fiscale aux États-Unis, Brexit, tensions sociales et politiques notamment en Europe et en France. Sans mésestimer les incertitudes, nous retenons non pas un effondrement de la croissance économique en 2019 mais un essoufflement et ce en émettant pourtant des hypothèses prudentes. Notre scénario suppose, tout d'abord, que la guerre commerciale sino-américaine va se poursuivre malgré les récentes rumeurs d'accalmie possible. L'accord annoncé entre les États-Unis et la Chine à l'occasion du G20 (suspension pour quatre-vingt-dix jours de la hausse prévue des droits de douane américains de 10% à 25% sur les 200 milliards de dollars de produits importés de Chine, accompagnée de la volonté chinoise d'augmenter ses importations en provenance des États-Unis) n'est qu'une trêve. Il ne s'agit aucunement d'une étape préalable à la résolution d'un conflit économique toujours susceptible de s'aggraver tant sont éloignées les attentes respectives des deux « belligérants ». En revanche, la guerre commerciale menée par les États-Unis resterait dirigée contre la Chine et ne ciblerait pas d'autres victimes, à savoir l'Union européenne. Notre scénario suppose, en outre, que l'offre saoudienne de pétrole s'ajuste au marché compensant ainsi partiellement la production américaine toujours très abondante : elle permettrait au prix du pétrole se maintenir autour de 70 dollars par baril, avec toutefois un risque de forte volatilité. En 2019, c'est donc sur fond de guerre commerciale et de prix pétroliers « sages », que s'inscrit le ralentissement économique, déjà entamé mais encore hétérogène. Alors que la zone

euro peine à trouver un second souffle, que le Japon ne parvient pas à dynamiser sa demande intérieure, que la croissance chinoise est susceptible de décevoir (au moins en début d'année) en dépit du plan de soutien public, les États-Unis devraient encore connaître une année faste.

Amorcé en juin 2009, le cycle actuel est le plus long de l'histoire des **États-Unis**. Après un pic en 2018 (avoisinant 3%), le ralentissement de la croissance américaine se dessine. En 2019, proche de 2,6%, celle-ci serait toutefois toujours supérieure au potentiel (2%). Mais les forces spontanées (celles du cycle d'investissement productif notamment) s'étiolent, cependant que les soutiens monétaires et fiscaux expirent. L'investissement des entreprises devrait ainsi être moins dynamique en 2019. Quant aux perspectives d'amélioration de l'investissement résidentiel, elles restent assez ternes. Fin 2019, la quasi disparition des stimuli fiscaux qui auront propulsé, durant deux ans, le cycle bien au-delà de son sommet naturel, une politique monétaire prenant une tournure plus restrictive et la persistance des tensions commerciales sino-américaines devraient précipiter la fin d'une période de croissance exceptionnelle par sa vigueur et sa longévité. Le risque de récession plane sur l'année 2020.

**En zone euro**, dans un contexte de politique monétaire accommodante et de politique budgétaire contribuant positivement à la croissance, des fondamentaux encore solides signalent la maturité du cycle, mais non sa mort imminente. Les craintes sur la vigueur de la croissance ont changé de nature. Celles liées aux contraintes d'offre, apparues au pic du cycle fin 2017, se sont estompées. Elles ne sont désormais plus capables d'engendrer une érosion des marges telle qu'elle provoque un retournement soudain. En revanche, des inquiétudes nouvelles, révélées par les enquêtes déjà plutôt sombres et s'opposant aux bons résultats tirés des chiffres « durs », ont vu le jour. Essentiellement exogènes (et précédemment évoquées), pesant sur les perspectives d'évolution de la demande extérieure et de l'investissement, elles conduisent à anticiper un infléchissement plus marqué que celui dû au seul essoufflement naturel du rythme de croissance. Notre scénario retient un affaiblissement de la croissance (1,9% en 2018 puis 1,6% en 2019, proche du potentiel de 1,5%) essentiellement dû aux incertitudes croissantes motivant un comportement d'investissement prudent. **En France**, la croissance conserverait un rythme proche de celui de 2018 (1,6% après 1,5% en 2018). La mise en place début 2019 de nouvelles mesures en faveur du pouvoir d'achat soutiendra la consommation des ménages apportant un gain de croissance de l'ordre de 0,2 point en 2019. La dégradation des indicateurs de conjoncture et l'incertitude croissante conduisent, en revanche, à revoir légèrement à la baisse nos anticipations d'investissement et d'exportations. Bien qu'un scénario de poursuite de la crise sociale ne puisse être exclu, cette prévision suppose un apaisement relatif du mouvement des gilets jaunes en 2019. Enfin, après le rejet par le parlement britannique le 15 janvier dernier de l'accord de sortie signé par Theresa May avec l'Union Européenne, les perspectives économiques britanniques sont entourées de la plus grande incertitude. Une extension des négociations au-delà du 29 mars semble de plus en plus probable sous réserve que l'UE y consente. Et pour les optimistes, le spectre d'un Brexit plus soft semble également se profiler sous la pulsion du parlement britannique. Mais la probabilité d'un scénario de « no-deal », scénario par défaut si rien n'est décidé pour l'éviter d'ici au 29 mars, augmente également à mesure qu'approche de la date fatidique. Un environnement qui pèse ainsi sur la confiance des investisseurs et des consommateurs britanniques mais n'altère pas le scénario global de la zone euro.

**Au Japon**, les perspectives restent ternes. En décembre 2018, les « Abenomics » sont entrés dans leur septième année. Or, les exportations continuent de stimuler la croissance, tandis que la consommation privée est à la traîne. Une consommation privée qui devra digérer une hausse de la TVA en 2019. Après avoir atteint près de 0,7% en 2018, la croissance avoisinerait ainsi seulement 0,6% en 2019.

Enfin, après une année 2018 difficile, au cours de laquelle les marchés financiers **émergents** (tout particulièrement les taux de change) ont été malmenés, la croissance économique de la mosaïque émergente devrait continuer de ralentir : elle se replierait autour de 4,1% après avoir atteint environ 4,4% en 2018. L'année 2019 sera périlleuse, tant pour la croissance que pour les marchés et ce d'autant plus que la Chine pourrait constituer un foyer de volatilité spécifique début 2019. Tout comme les autres pays émergents, **la Chine** a subi un ralentissement, qu'amplifient ses efforts spécifiques de désendettement. En 2019, dans un contexte de guerre commerciale, l'impact négatif de la hausse des droits de douane américains sur le commerce extérieur va se concrétiser. La Chine ayant exporté par « anticipation » (en prévision de la hausse des droits de douane initialement prévue pour janvier 2019), les exportations pourraient ralentir début 2019. Jusqu'à présent, les responsables politiques ont répondu au fléchissement par un ensemble de mesures budgétaires, monétaires et

de stimulation du crédit. Ils ont évité de réagir de manière trop hardie, afin de ne pas aggraver le problème d'endettement interne. Avant que les mesures de soutien public n'exercent pleinement leurs effets, l'activité pourrait fléchir au cours des tous prochains mois et susciter des inquiétudes d'aggravation du ralentissement économique. Sur l'ensemble de l'année 2019, la croissance pourrait cependant avoisiner 6,4%, n'enregistrant qu'un repli minime et indolore par rapport à 2018 (autour de 6,6%).

En 2019, circonspectes, les **politiques monétaires** tenteront d'accompagner au mieux le ralentissement alors même que l'inflation, qui traditionnellement signe la fin du cycle, ne se manifeste pas de façon flagrante tant le lien entre les salaires et les prix semble s'être distendu. Aux Etats-Unis, si l'inflation totale se replie en moyenne (de 2,4% à 1,8%), l'inflation surveillée par la banque centrale (prévue à 2,1%) excéderait légèrement la cible. Compte tenu notamment de la révision à la baisse du taux « neutre » des Fed Funds (2,75%), la Federal Reserve peut poursuivre son resserrement sans empressement. Plus dépendante des données économiques, donc plus incertaine, la politique monétaire américaine ne prendrait une tournure restrictive qu'en fin d'année 2019. Notre scénario retient deux hausses de 25 pb chacune des Fed Funds les portant à 3% fin 2019. Quant à la BCE, la fin du Quantitative Easing (fin des achats nets au titre du Programme Étendu d'Achats d'Actifs depuis janvier 2019) n'est qu'une ébauche de normalisation. Cette étape préliminaire ne signifie aucunement que la politique monétaire prendra une tournure nettement moins accommodante. Bien que la BCE se déclare confiante en la capacité de l'inflation à se redresser, la convergence vers la cible de 2% paraît hautement incertaine. Les perspectives de redressement sont ténues : l'inflation totale (1,6% fin 2018 pour une inflation sous-jacente à 1%) pourrait diminuer en 2019 (1,2% fin 2019 pour une inflation sous-jacente à 1%) et tomber à un niveau aussi bas que de 0,6%/0,7% à la fin de l'été. Une inflation faible, maîtrisée, des outils classiques limités, la BCE est un peu démunie. Outre l'engagement de maintenir des taux bas pendant une longue période (même si une hausse largement symbolique du taux de dépôt, de -0,40% à -0,25%, est possible en milieu d'année), la BCE pourrait annoncer de nouveaux LTRO en mars, effectifs en juin. L'économie de la zone euro a encore besoin d'une forte dose d'accommodation monétaire.

La fin de cycle s'annonce sans s'être accompagnée de tensions inflationnistes « ingérables » ; les Banques centrales restent prudentes ; les resserrements monétaires, qu'ils soient effectifs ou seulement annoncés, sont graduels ; enfin, de nombreuses incertitudes économiques et politiques, propices à de brutales poussées d'aversion au risque, obscurcissent l'horizon. Les actifs risqués (actions, obligations corporate, émergents) sont ainsi plus vulnérables. Ce contexte est en revanche favorable à une remontée extrêmement modeste des taux longs sans risque, mais accompagnée d'une volatilité élevée. Notre scénario table sur des taux à 10 ans américains et allemands proches, respectivement, de 3,3% et 0,6% fin 2019. Quant aux primes de risque offertes par les obligations souveraines françaises et italiennes par rapport au Bund, elles avoisineraient, respectivement, 30 pb et 240 pb fin 2019.



# Crédit Agricole S.A.

## Résultats consolidés

**Au quatrième trimestre 2018, le résultat net part du Groupe publié atteint 1 008 millions d'euros.**

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre sont peu nombreux et ont eu un **effet net limité, négatif de -59 millions d'euros, sur le résultat net part du Groupe**. Ils comprennent surtout l'amende notifiée par l'autorité de la concurrence italienne (AGCM) à FCA Bank (voir p. 109 pour le détail de ce litige et page 115 le communiqué de presse publié le 9 janvier 2019), dont l'effet de -67 millions d'euros ce trimestre pour le Groupe tient compte de provisions antérieures sur ce dossier. Les autres éléments spécifiques du trimestre sont moins significatifs : ils comprennent les coûts d'intégration de Pioneer chez Amundi pour -27 millions d'euros (-14 avant impôts et intérêts minoritaires), les coûts d'intégration des trois banques italiennes pour -6 millions d'euros (-11 avant impôts et minoritaires), et en contrepartie le solde net de +28 millions d'euros en résultat net part du Groupe des éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +11 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour +12 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour +5 millions d'euros. **Au quatrième trimestre 2017**, les éléments spécifiques avaient été beaucoup plus substantiels, notamment à cause des mesures décidées par la Loi de finance 2018 en France : ils avaient affecté le résultat net part du Groupe à hauteur de **-490 millions d'euros**, dont -384 millions d'euros au titre des ajustements fiscaux, soit -326 millions d'euros venant de la surtaxe exceptionnelle en France, -128 millions d'euros de l'ajustement des taux d'impôt futurs en France et aux Etats-Unis et en contrepartie +69 millions d'euros de remboursement de taxe à 3% sur les dividendes. Le trimestre avait aussi été marqué par la comptabilisation du badwill lié à la consolidation des trois banques italiennes, pour +312 millions d'euros (+408 millions d'euros avant minoritaires) et en contrepartie la dépréciation de l'intégralité des survaleurs sur les entités polonaises pour -222 millions d'euros. Les autres éléments spécifiques du trimestre comprenaient les coûts d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes, pour un total de -54 millions d'euros en résultat net part du Groupe, l'effet des variations du spread émetteur pour -62 millions d'euros, l'amende Echanges Images Chèques pour -58 millions d'euros, la variation des provisions épargne logement pour +3 millions d'euros et un solde d'autres éléments pour -25 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2018 atteint **1 067 millions d'euros**, en **progression de +21,6%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

Le **bénéfice par action sous-jacent** atteint **0,33 euro par action**, en hausse de **+24,2%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

**Table 5. Crédit Agricole S.A. - Résultats publiés et sous-jacents, T4-18 et T4-17**

En m€	T4-18 publié	T4-17 publié	Δ T4/T4 publié	T4-18 sous-jacent	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 853</b>	<b>4 651</b>	<b>+4,3%</b>	<b>4 814</b>	<b>4 810</b>	<b>+0,1%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(3 213)	(3 268)	(1,7%)	(3 175)	(3 150)	+0,8%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 641</b>	<b>1 384</b>	<b>+18,6%</b>	<b>1 640</b>	<b>1 659</b>	<b>(1,2%)</b>
Coût du risque de crédit	(246)	(335)	(26,6%)	(246)	(335)	(26,6%)
Coût du risque juridique	(75)	-	ns	(75)	-	ns
Sociétés mises en équivalence	7	50	(85,3%)	74	69	+7,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	56	13	x 4,2	56	16	x 3,4
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	186	(100,0%)	-	0	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 383</b>	<b>1 299</b>	<b>+6,5%</b>	<b>1 450</b>	<b>1 410</b>	<b>+2,8%</b>
Impôt	(222)	(703)	(68,4%)	(221)	(387)	(42,9%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	(23)	ns	(0)	(23)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 161</b>	<b>573</b>	<b>x 2</b>	<b>1 229</b>	<b>1 000</b>	<b>+22,9%</b>
Intérêts minoritaires	(154)	(186)	(17,4%)	(162)	(123)	+31,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 008</b>	<b>387</b>	<b>x 2,6</b>	<b>1 067</b>	<b>878</b>	<b>+21,6%</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>0,31</b>	<b>0,09</b>	<b>x 3,3</b>	<b>0,33</b>	<b>0,26</b>	<b>+24,2%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>66,2%</b>	<b>70,2%</b>	<b>-4,1 pp</b>	<b>65,9%</b>	<b>65,5%</b>	<b>+0,4 pp</b>

Le **produit net bancaire sous-jacent** est en légère hausse **(+0,1%)** par rapport au quatrième trimestre 2017, à 4 814 millions d'euros. Hors une forte amélioration du pôle AHM, les pôles métiers enregistrent une baisse de -2,5%, provenant essentiellement de la Banque de marchés et d'investissement (BMI) et de la Gestion d'actifs, métiers sensibles à un environnement de marché beaucoup moins favorable au quatrième trimestre 2018 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente ou aux trois précédents trimestres de 2018. Les autres métiers sont stables ou en croissance soutenue, avec une mention spéciale pour les pôle Services financiers spécialisés (+2,9%) et Banque de proximité à l'international (+14,1% grâce notamment à l'effet périmètre des trois banques italiennes, mais également à une très bonne croissance organique en Italie et dans les autres implantations), les métiers de l'Assurance (+6,0%) et des Services financiers aux institutionnels (+10,8%).

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes enregistrent une hausse de **+0,8%** par rapport au quatrième trimestre 2017, mais demeurent **maîtrisées**, notamment pour les pôles métiers, dont les coûts baissent de -1,5% malgré l'effet périmètre des trois banques italiennes. Les pôles métiers présente donc un effet de ciseaux légèrement négatif de -1 point de pourcentage, ce qui reste une bonne performance dans le contexte de ce trimestre.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent** enregistre une **baisse de -26,6%** à 246 millions d'euros contre 335 millions d'euros au quatrième trimestre 2017. Le coût du risque de crédit sur encours<sup>28</sup> ressort à 23 points de base contre 29 points de base au quatrième trimestre 2017, largement inférieur à l'hypothèse de 50 points de base du Plan à moyen terme (PMT).

La **quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence** sous-jacent (hors l'amende de FCA Bank) est en **hausse de +7,2% (+5 millions d'euros)**, à **74 millions d'euros** au quatrième trimestre 2018, reflétant la bonne performance sous-jacente des *joint ventures* de crédit à la consommation (surtout FCA Bank et GAC Sofinco en Chine) et de gestion d'actifs (en Chine et Inde notamment).

La **charge d'impôt sous-jacente** est en **forte baisse (-42,9%** par rapport au quatrième trimestre 2017) à 221 millions d'euros alors que le résultat avant impôt sous-jacent progresse de +2,8% (2,6% hors résultat des sociétés mises en équivalence). Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **16,1%**, en baisse de près de 13 points par rapport au quatrième trimestre 2017, conséquence notamment de l'ajustement du taux d'impôt annuels sur ce dernier trimestre de l'année et d'une progression plus forte du résultat dans des pays à plus faible imposition qu'en France.

<sup>28</sup> Moyenne sur les 4 derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

Ainsi, **le résultat net avant minoritaires sous-jacent progresse de +22,9% par rapport au quatrième trimestre 2017**. Les intérêts minoritaires progressent dans les mêmes proportions (+31,3%/+39 millions d'euros), conséquence en 2018 de la bonne performance des filiales de la Banque de proximité à l'international et du Crédit à la consommation et en 2017 de la première consolidation en AHM d'une filiale déficitaire, Fireca.

**Le résultat net part du Groupe sous-jacent progresse lui de +21,6% à 1 067 millions d'euros.**

**Sur l'ensemble de l'année de 2018**, le résultat net part du Groupe publié est de 4 400 millions d'euros, contre 3 649 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2017, soit une progression de +20,6%.

Les **éléments spécifiques pour l'ensemble de l'année 2018** ont eu un effet quasi nul de **-5 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. Les éléments du quatrième trimestre déjà mentionnés *supra* ont en effet plus que compensé l'effet de ceux des neuf premiers mois de 2018, soit un impact positif de +54 millions d'euros, dont l'ajustement du montant du badwill constaté lors de l'acquisition des trois banques italiennes à hauteur de +66 millions d'euros, les frais d'intégration de Pioneer à hauteur de -14 millions d'euros (-30 millions avant impôts et intérêts minoritaires) ainsi que des éléments de volatilité comptable récurrents pour +3 millions d'euros (+2 millions d'euros avant impôt).

Les **éléments spécifiques pour l'ensemble de l'année 2017** avaient eu un impact de -276 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Par rapport à ceux, nombreux et très négatifs, du quatrième trimestre 2017 déjà mentionnés *supra*, les éléments spécifiques des neuf premiers mois de 2017 avaient impacté le résultat net part du Groupe pour +114 millions d'euros. Il s'agissait des soultes de *Liability management* pour +26 millions d'euros (+39 millions d'euros avant impôt), de l'impact de la cession de la participation dans BSF pour +99 millions d'euros et dans Eurazeo pour +103 millions d'euros, et des éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le spread émetteur pour -131 millions d'euros (-216 millions d'euros avant impôt), le DVA pour -42 millions d'euros (-66 millions d'euros avant impôt), les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -36 millions d'euros (-57 millions d'euros avant impôt) et les provisions épargne logement +143 millions d'euros (+221 millions d'euros avant impôt).

A noter que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le passage à IFRS9, l'effet du spread émetteur sur la valorisation des passifs à la juste valeur est comptabilisé directement en capitaux propres, sans impact sur les fonds propres prudentiels. En part du Groupe, cet effet est de +193 millions d'euros au quatrième trimestre 2018 et +397 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2018.

Hors ces éléments spécifiques, **le résultat net part du Groupe sous-jacent augmente lui de +12,2% par rapport à celui de l'ensemble de l'année 2017, à 4 405 millions d'euros, au dessus de l'objectif fixé dans le cadre du Plan à Moyen Terme Ambitions 2020 (4,2 milliards d'euros), qui est donc atteint avec un an d'avance.**

**Le bénéfice par action sous-jacent atteint 1,39 euro par action**, en hausse de +13,8% par rapport à celui de l'ensemble de l'année 2017.

Le Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA proposera à l'Assemblée générale du 21 mai 2019 le versement d'un **dividende par action de 0,69 euros par action**, entièrement en numéraire, supérieur au plancher fixé depuis le troisième trimestre 2016 de 0,60 euros par action et **en progression de +9,5%** par rapport à celui versé au titre de 2017. **Le taux de distribution ressort à 50% du résultat par action publié comme sous-jacent.**

Le **ROTE<sup>29</sup>** (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) sous-jacent atteint **12,7% sur l'ensemble de l'année de 2018**, en forte progression de +1,6 points de pourcentage par rapport à 2017 grâce à une amélioration dans la plupart des métiers.

<sup>29</sup> Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 89.

**Table 6. Crédit Agricole S.A. - Résultats publiés et sous-jacents, 2018 et 2017**

En m€	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>19 736</b>	<b>18 634</b>	<b>+5,9%</b>	<b>19 694</b>	<b>18 772</b>	<b>+4,9%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(12 287)	(11 961)	+2,7%	(12 228)	(11 785)	+3,8%
FRU	(301)	(242)	+24,5%	(301)	(242)	+24,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>7 147</b>	<b>6 431</b>	<b>+11,1%</b>	<b>7 165</b>	<b>6 745</b>	<b>+6,2%</b>
Coût du risque de crédit	(1 002)	(1 307)	(23,4%)	(1 002)	(1 307)	(23,4%)
Coût du risque juridique	(80)	(115)	(30,8%)	(75)	(115)	(34,8%)
Sociétés mises en équivalence	256	728	(64,9%)	323	523	(38,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	89	6	x 15,5	89	14	x 6,5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	86	186	(54,1%)	-	0	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>6 496</b>	<b>5 929</b>	<b>+9,6%</b>	<b>6 500</b>	<b>5 859</b>	<b>+10,9%</b>
Impôt	(1 466)	(1 733)	(15,4%)	(1 471)	(1 433)	+2,7%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	20	ns	(3)	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>5 027</b>	<b>4 216</b>	<b>+19,2%</b>	<b>5 026</b>	<b>4 447</b>	<b>+13,0%</b>
Intérêts minoritaires	(627)	(568)	+10,5%	(620)	(521)	+18,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>4 400</b>	<b>3 649</b>	<b>+20,6%</b>	<b>4 405</b>	<b>3 925</b>	<b>+12,2%</b>
<b>Résultat net part du Groupe par action (€)</b>	<b>1,39</b>	<b>1,12</b>	<b>+23,4%</b>	<b>1,39</b>	<b>1,22</b>	<b>+13,8%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>62,3%</b>	<b>64,2%</b>	<b>-1,9 pp</b>	<b>62,1%</b>	<b>62,8%</b>	<b>-0,7 pp</b>

Le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de **près d'un milliard d'euros, ou +4,9%** par rapport à celui de 2017, à 19 694 millions d'euros. La croissance profite notamment des effets des acquisitions réalisées en 2017 de Pioneer par Amundi (effet positif équivalent +394 millions d'euros correspondant aux revenus de Pioneer au premier semestre 2017, avant l'intégration) et des trois banques italiennes par Crédit Agricole Italia (équivalent de +111 millions d'euros au premier semestre 2018, impact non calculé au second semestre car les entités juridiques ont été fusionnées avec Crédit Agricole Italia). Même hors ces effets périmètre, le produit net bancaire sous-jacent aurait également été en hausse, quoique moins prononcée.

**Les charges d'exploitation sous-jacentes restent très bien maîtrisées, en hausse de +3,8%, ou +443 millions d'euros** à 12 228 millions d'euros hors FRU. Cette hausse s'explique essentiellement par l'effet périmètre, soit +255 millions d'euros pour Pioneer (chiffre du premier semestre 2017, avant l'intégration) et +97 millions d'euros pour les trois banques italiennes sur le seul premier semestre 2018 (impact non calculé au second semestre). La contribution au Fonds de résolution unique enregistre quant à elle une nette hausse à 301 millions d'euros, soit +24,5% par rapport à 2017, concentrée sur les deux premiers trimestres de 2017 et 2018.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent est en baisse de -23,4%** à 1 002 millions d'euros contre 1 307 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2017, hors **provisions pour risque juridique non allouées** de 75 millions d'euros en 2018 enregistrée au quatrième trimestre, et 115 millions d'euros en 2017 enregistrée au premier trimestre 2017 - 40 millions d'euros - et au troisième trimestre 2017 - 75 millions d'euros.

La **quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence sous-jacente** affiche une baisse de **-38,3%** entre 2017 et 2018, à cause des cessions respectivement totale et partielle des participations dans Eurazeo et BSF, qui avaient apporté une contribution totale de 203 millions d'euros en 2017. **A périmètre constant**, la contribution des sociétés mises en équivalence enregistre une hausse de **+18,0%**, notamment grâce à la très bonne performance des *joint ventures* d'Amundi en Asie et aux partenariats automobiles en Crédit à la consommation.

Le **résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires** est en hausse de **+10,9%** à 6 500 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente s'établit à 1 471 millions d'euros sur 2018, soit +2,7% par rapport à 2017. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** (hors contribution des sociétés mises en équivalence, ayant déjà supporté l'impôt, et provisions juridiques non allouées, qui ne sont pas déductibles) est en baisse à 23,8% en 2018 contre 26,8% sur 2017.



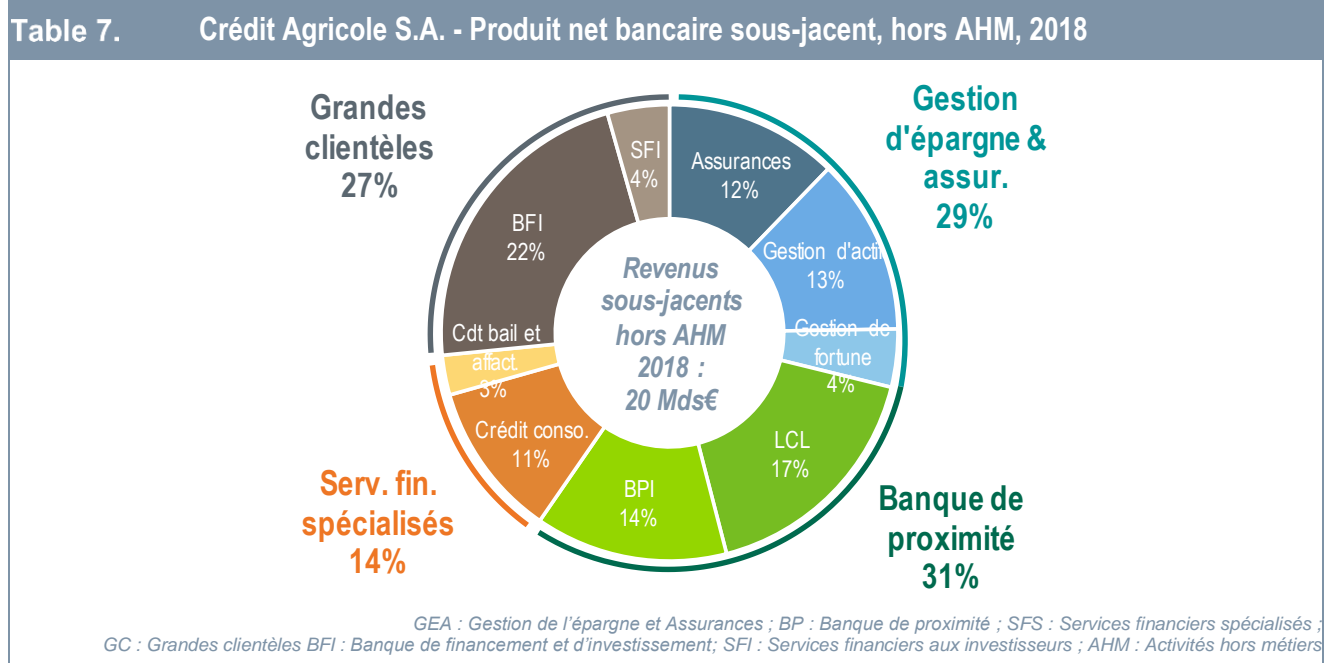
Ces évolutions se combinent pour porter la hausse du résultat net sous-jacent avant minoritaires à +13,0% par rapport à 2017. Les **intérêts minoritaires** progressent de +18,9% essentiellement à cause de la baisse de la participation du groupe dans Amundi, de 74,1% à 68,5% à partir du deuxième trimestre 2017 et la forte progression des résultats de cette filiale, notamment grâce à l'effet périmètre de Pioneer. Cet effet représente la moitié de la hausse des minoritaires, le reste s'expliquant par la progression de la rentabilité des filiales italiennes de Banque de proximité (CA Italia) et de Crédit à la consommation (Agos), malgré la suppression des intérêts minoritaires de CACEIS depuis leur rachat fin 2017.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** progresse lui de **+12,2%** à **4 405 millions d'euros**.

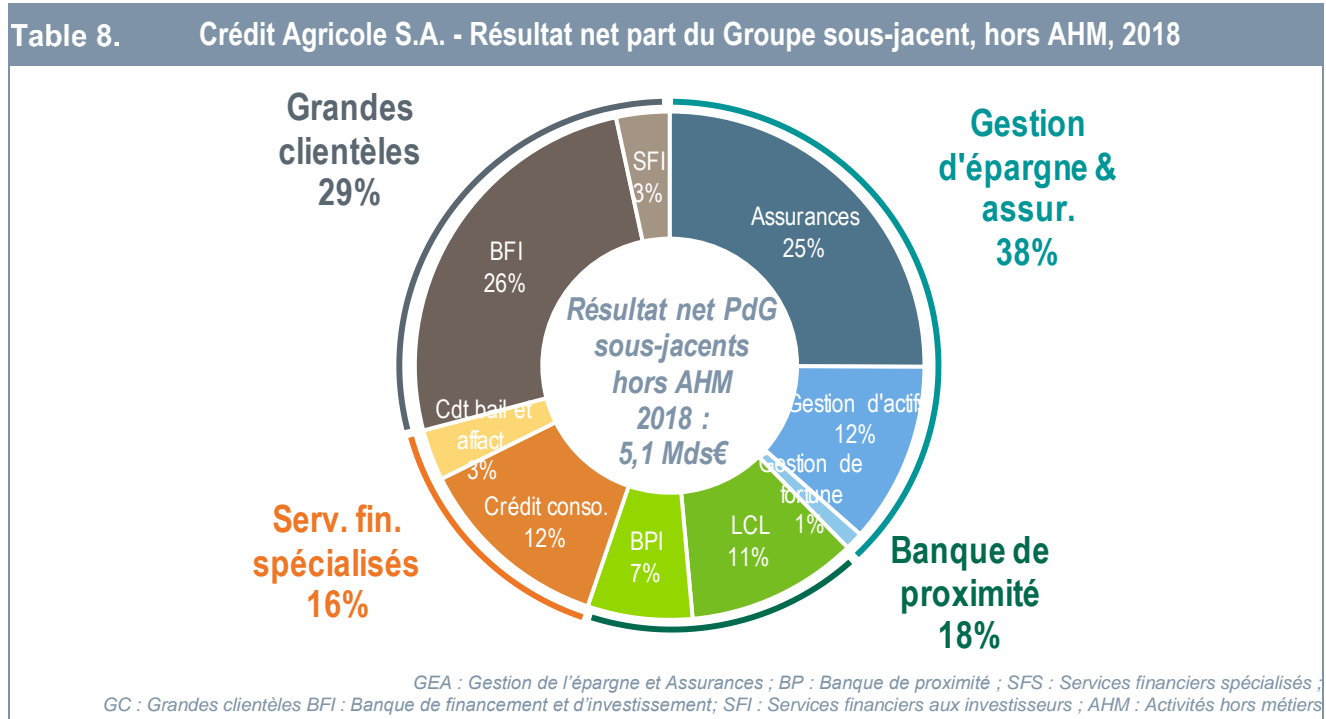
## Résultat par métier – Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. bénéficie de son modèle économique de Banque universelle de proximité, stable, diversifié et rentable, qui offre un faible profil de risque, gage d'une grande récurrence de résultat.

En 2018, les décompositions du produit net bancaire et du résultat net part du Groupe sous-jacents hors AHM (Activités hors métiers) sont les suivantes :



Produit net bancaire sous-jacent hors AHM en 2018 : 20036 millions d'euros, +3.4% par rapport à 19369 millions d'euros en 2017



Résultat net part du Groupe sous-jacent hors AHM en 2018 : 5137 millions d'euros, +6.6% par rapport à 4819 millions d'euros en 2017

Aucun métier ne représente plus de 26% du résultat net part du Groupe sous-jacent hors AHM, et aucun pôle ne dépasse 40%. Le premier contributeur est Gestion de l'épargne et Assurances (GEA), avec 38%, un pôle regroupant des métiers à forte dynamique commerciale et dont la croissance organique demande peu de capital.

Les sections suivantes analysent l'activité et les résultats de chaque pôle et métier de Crédit Agricole S.A.

## Gestion de l'épargne et Assurances (GEA)

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances comprend les Assurances (Crédit Agricole Assurances), la Gestion d'actifs (Amundi) et la Gestion de fortune (Indosuez Wealth Management).

Les coûts d'intégration de Pioneer sont classés en éléments spécifiques dans les comptes du quatrième trimestre 2018 à hauteur de -27 millions d'euros avant impôt (-14 millions d'euros en résultat net part du Groupe) et au quatrième trimestre 2017 de -77 millions d'euros avant impôt (-32 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Ont également été retraités en éléments spécifiques au quatrième trimestre 2017 les impacts fiscaux relatifs à la revalorisation des impôts différés (-48 millions d'euros), la surtaxe d'IS (-104 millions d'euros) et le remboursement de la taxe dividende (+38 millions d'euros).

Sur l'année 2018, les coûts d'intégration s'élèvent à -56 millions d'euros avant impôt (-29 millions d'euros en résultat net part du Groupe), classés en éléments spécifiques. Les éléments spécifiques de l'année 2017 comprennent également les coûts d'intégration de la période soit -135 millions d'euros avant impôt (-60 millions d'euros en résultat net part du Groupe) ainsi que les impacts fiscaux non récurrents pour -114 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent est donc supérieur au résultat net publié pour les quatre périodes considérées.

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 470</b>	<b>1 470</b>	(5,8%)	<b>5 778</b>	<b>5 778</b>	+9,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(724)	(697)	(7,5%)	(2 833)	(2 777)	+8,0%
FRU	-	-	ns	(3)	(3)	+22,9%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>746</b>	<b>773</b>	<b>(4,1%)</b>	<b>2 941</b>	<b>2 998</b>	<b>+11,4%</b>
Coût du risque	(22)	(22)	(7,1%)	(17)	(17)	(31,0%)
Sociétés mises en équivalence	10	10	+15,4%	47	47	+43,8%
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	(1)	ns	(3)	(3)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>733</b>	<b>760</b>	<b>(4,5%)</b>	<b>2 969</b>	<b>3 025</b>	<b>+11,9%</b>
Impôt	(176)	(181)	+14,5%	(774)	(789)	+35,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>498</b>	<b>512</b>	<b>(6,6%)</b>	<b>1 908</b>	<b>1 937</b>	<b>+2,2%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>49,2%</b>	<b>47,4%</b>	<b>-0,9 pp</b>	<b>49,0%</b>	<b>48,1%</b>	<b>-0,8 pp</b>

### Activité du pôle

Au 31 décembre 2018, les encours gérés du pôle atteignent 1 879,2 milliards d'euros. Cette progression limitée sur l'année 2018 (+0,6%/+11,6 milliards d'euros) masque deux séquences très différenciées. Sur les neuf premiers mois 2018, les encours gérés ont progressé de +66,8 milliards d'euros, grâce à un très bon niveau de collecte nette (+58,5 milliards d'euros), un effet périmètre de +5,1 milliards d'euros lié à l'acquisition de Banca Leonardo par Indosuez Wealth Management et un effet marché et change limité et positif (+3,3 milliards d'euros). Le dernier trimestre 2018 en revanche a été fortement impacté par l'environnement de marché nettement moins favorable, générant un effet marché et change global négatif de -51,4 milliards d'euros. La collecte nette du pôle est négative à -3,9 milliards d'euros (dont -6,5 milliards d'euros pour Amundi).

**Les encours hors double compte s'élèvent à 1 587,4, milliards d'euros** au 31 décembre 2018, en léger retrait de -0,3% par rapport au 31 décembre 2017.

**Table 10. Gestion de l'épargne et Assurances - encours gérés hors double comptes**

En Mds€	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Δ Déc./Déc.
Gestion d'actifs – Amundi	1 082,7	1 127,7	1 121,4	1 400,0	1 426,2	1 452,4	1 466,4	1 475,2	1 425,1	(0,1%)
Epargne/retraite	268,8	271,6	274,0	276,1	278,6	280,3	282,6	285,6	285,2	+2,4%
Gestion de fortune	152,4	155,5	155,5	157,5	162,8	162,3	171,8	173,6	168,9	+3,7%
Encours gérés - Total	1 503,9	1 554,8	1 550,9	1 833,6	1 867,6	1 895,0	1 920,8	1 934,5	1 879,2	+0,6%
<b>Encours gérés hors double compte</b>	<b>1 231,6</b>	<b>1 284,2</b>	<b>1 277,2</b>	<b>1 559,1</b>	<b>1 591,9</b>	<b>1 602,7</b>	<b>1 626,9</b>	<b>1 640,4</b>	<b>1 587,4</b>	<b>(0,3%)</b>

## Résultat du pôle

**Au quatrième trimestre 2018**, le résultat net part du Groupe publié du pôle s'élève à 498 millions d'euros, en hausse de +24,1%. **Le résultat net part du Groupe sous-jacent** s'élève quant à lui à **512 millions d'euros**, en baisse de **-6,6%**.

Au sein de ce pôle, le métier **Assurances** enregistre une hausse de **+1,9%** en vision sous-jacente, grâce à une hausse des revenus de +6,0% et à une nette baisse des charges d'exploitation (-12,2%), mais une hausse de la charge d'impôt ; le métier de **Gestion d'actifs** enregistre une baisse de **-17,9%** de sa contribution, les conditions de marché très défavorables sur le quatrième trimestre 2018 ayant significativement impacté le niveau des commissions de surperformance et des produits financiers de ce métier ; la **Gestion de fortune** affiche quant à elle une baisse de sa contribution sur la même période de **-76,3%**, impactée par les conditions de marché, l'attentisme des investisseurs, des coûts de développement et d'intégration importants.

**Sur l'année 2018**, le résultat net part du Groupe publié du pôle s'établit à 1 908 millions d'euros, en hausse de +10,9% par rapport à l'année 2017. **Le résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle s'élève quant à lui à **1 937 millions d'euros, en hausse de +2,2%/+41 millions d'euros**. L'effet périmètre est équivalent à +70 millions d'euros, correspondant à ce qu'aurait été la contribution de Pioneer au premier semestre 2017 si la société avait été intégrée dès le 1<sup>er</sup> janvier de cette année-là et non à partir du 3 juillet 2017. En contrepartie, le résultat net part du Groupe de l'année 2017 incluait une plus-value sur la cession de la filiale de réassurance CARE à hauteur de 30 millions d'euros, non retraitée en éléments spécifiques et qui pèse sur la progression du résultat net part du Groupe du pôle.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurance contribue à hauteur de **38% du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) **sur l'année 2018** et **29% des revenus sous-jacents hors AHM**.

Au 31 décembre 2018, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à **8,5 milliards d'euros** dont 2,0 milliards d'euros sur la Gestion de l'épargne (Gestion d'actifs et Gestion de fortune) et 6,6 milliards d'euros sur les Assurances. Les **emplois pondérés** du pôle sont de **23,9 milliards d'euros** dont 13,3 milliards d'euros sur la Gestion d'épargne et 10,6 milliards d'euros sur les Assurances.

Ces emplois pondérés sont calculés en tenant compte de la garantie « Switch », qui permet au groupe Crédit Agricole S.A. d'économiser 34 milliards d'euros d'emplois pondérés sur le traitement prudentiel du métier des Assurances, mais qui pèse à hauteur d'environ -50 millions d'euros par trimestre sur son résultat net part du Groupe.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** du pôle s'établit quant à lui à **25,2%** pour l'année 2018, à comparer à 22,8% en 2017.

## Assurances (CA Assurances)

Le métier des Assurances reflète les résultats de la filiale à 100% de Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Assurances, qui couvre l'ensemble des métiers de l'assurance : épargne/retraite, prévoyance/emprunteur/assurances collectives, dommages.

Aucun élément spécifique n'étant compris dans les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2018 ; le résultat du quatrième trimestre 2017 intégrait les impacts fiscaux relatifs à la revalorisation des impôts différés pour -40 millions d'euros et la surtaxe d'IS pour -79 millions d'euros.

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
Produit net bancaire	667	667	+6,0%	2 451	2 451	+9,3%
Charges d'exploitation	(172)	(172)	(12,2%)	(694)	(694)	(6,6%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>493</b>	<b>493</b>	<b>+13,9%</b>	<b>1 753</b>	<b>1 753</b>	<b>+16,9%</b>
Impôt	(122)	(122)	x 2	(454)	(454)	+90,8%
Rés. net activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	(0)	ns	(1)	(1)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>369</b>	<b>369</b>	<b>+1,9%</b>	<b>1 288</b>	<b>1 288</b>	<b>+0,6%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>25,9%</b>	<b>25,9%</b>	<b>-5,4 pp</b>	<b>28,3%</b>	<b>28,3%</b>	<b>-4,8 pp</b>

## Activité

**Au quatrième trimestre 2018**, Crédit Agricole Assurances affiche un **chiffre d'affaires** de 8,5 milliards d'euros, à comparer à 7,5 milliards d'euros au quatrième trimestre 2017, soit une hausse de **+13,9%** entre les deux périodes. L'ensemble des activités de Crédit Agricole Assurances affichent de très bons niveaux de croissance, en accélération sur le rythme prévalant sur les neuf premiers mois de l'exercice : sur l'ensemble de l'année 2018, le chiffre d'affaires global atteint 33,5 milliards d'euros, en hausse de +10,1% par rapport à l'année 2017.

**En Epargne/Retraite**, le chiffre d'affaires s'élève à 6,8 milliards d'euros sur le quatrième trimestre 2018 (+15,3% par rapport au quatrième trimestre 2017) . La diversification du mix produits de Crédit Agricole Assurances en faveur des unités de compte (UC) se poursuit toujours à un rythme soutenu : ainsi, **la part des contrats UC dans la collecte brute** du quatrième trimestre 2018 s'élève à 28,9% (en baisse de -1 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2017, du fait d'un environnement de marché plus difficile et d'une réaction prudente des épargnants, malgré de hauts niveaux d'épargne). La **collecte nette** en épargne/retraite atteint **+2,1 milliards d'euros** au quatrième trimestre 2018, en croissance continue depuis 6 trimestres. Elle se décompose en **+1,3 milliard d'euros sur les contrats en UC** (contre +1,0 milliard d'euros au quatrième trimestre 2017) et +0,8 milliard d'euros sur les contrats euros (contre +0,1 milliard d'euros au quatrième trimestre 2017). Cette reprise de la collecte nette sur les contrats en euros, quoique toujours minoritaire par rapport aux contrats en UC, se constate maintenant de façon continue depuis quatre trimestres. Sur l'ensemble de **l'année 2018**, le chiffre d'affaires sur cette activité atteint 25,6 milliard, enregistrant une **hausse de +10,9%** par rapport à l'année 2017 et bénéficie d'un fort dynamisme des activités à l'international (notamment +24,6% en Italie). Cette très bonne progression est observée sur les deux types de contrats, la **collecte nette UC** atteint +5,05 milliards d'euros cette année (en **hausse de +15,7%** par rapport à l'année 2017) et la **collecte nette euros** atteint +2,25 milliards d'euros (contre une décollecte nette en 2017 de -0,09 milliard d'euros). La part des UC est donc de 69% sur la collecte nette totale annuelle. Celle-ci atteint donc +7,3 milliards d'euros, ce qui représente 2,6% des encours de début de période, un niveau record depuis au moins trois ans.



Table 12. Epargne/Retraite : collecte nette (Mds€)

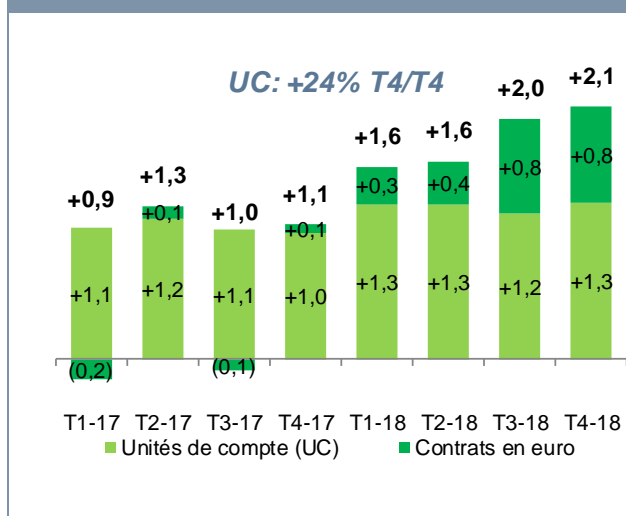
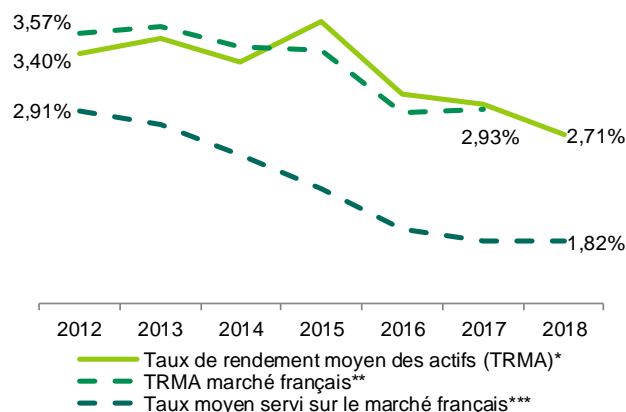


Table 13. Epargne/retraite : taux de rendement des actifs et taux servis aux clients(%)



\* Périmètre CAA ; \*\* Source ACPR ; \*\*\* Source ACPR et Estimation CAA 2018

Les **encours gérés** continuent de progresser et s'établissent à **285,2 milliards d'euros**<sup>30</sup> à fin décembre 2018, soit une progression de **+2,4%** sur un an, tirée principalement par la hausse de **+2,9%** des encours euros, malgré des marchés nettement moins favorables aux troisième et quatrième trimestres 2018. A fin décembre 2018, les **contrats en UC** représentent **21,0%** des encours gérés, en baisse de **-0,4** point de pourcentage par rapport à fin décembre 2017, l'environnement de marché défavorable au quatrième trimestre 2018 a généré un effet marché négatif d'un peu plus de **-3 milliards d'euros**.

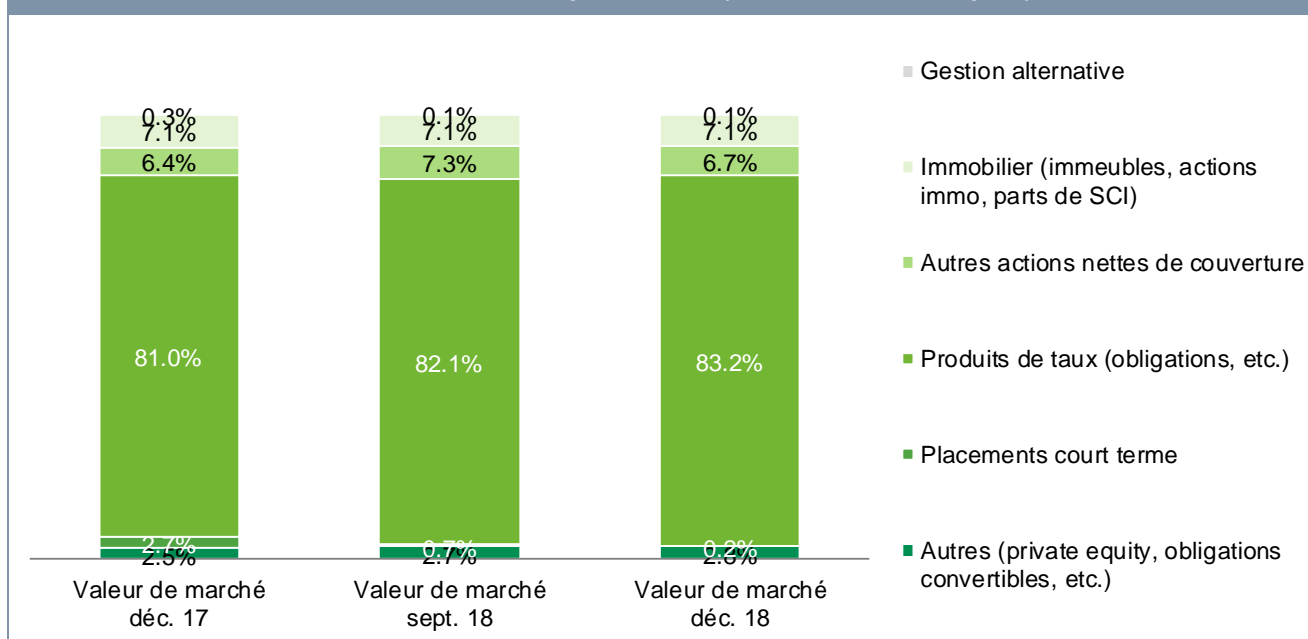
Le taux de rendement des actifs est de **2,71%** sur l'année 2018, reflétant ainsi la bonne qualité du portefeuille d'investissements de Crédit Agricole Assurances.

Table 14. Assurances - Epargne/Retraite : encours gérés

en mds €	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Δ Dec./Dec.
en UC	52,5	55,1	56,9	58,1	59,7	60,2	61,2	61,8	59,9	+0,4%
en Euros	216,3	216,5	217,1	218,0	219,0	220,1	221,4	223,8	225,3	+2,9%
<b>Total</b>	<b>268,8</b>	<b>271,6</b>	<b>274,0</b>	<b>276,1</b>	<b>278,6</b>	<b>280,3</b>	<b>282,6</b>	<b>285,6</b>	<b>285,2</b>	<b>+2,4%</b>
Taux d'UC	19,5%	20,3%	20,8%	21,0%	21,4%	21,5%	21,7%	21,7%	21,0%	(0,4pp)

<sup>30</sup> Encours en épargne retraite et prévoyance

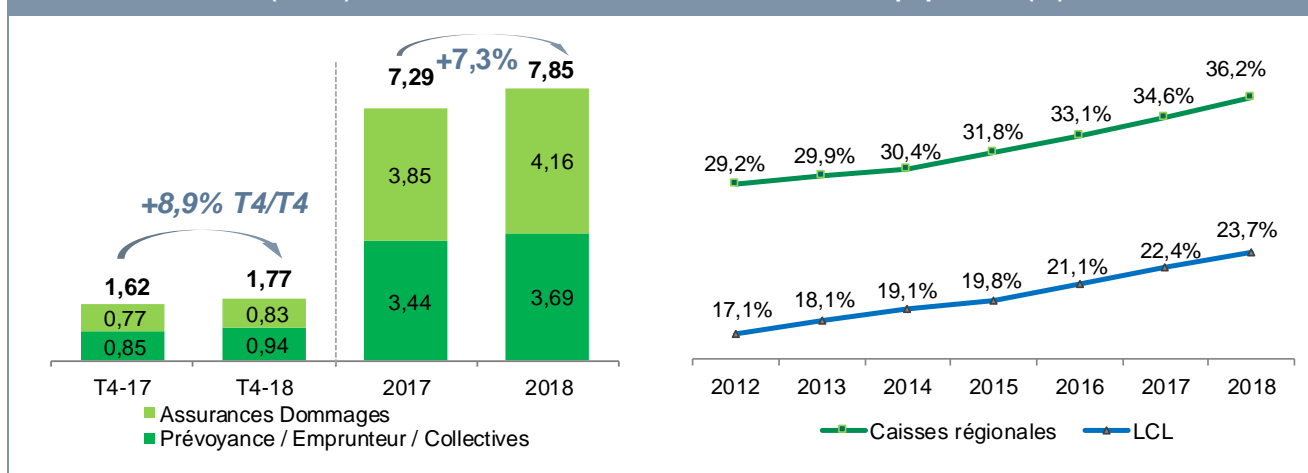
**Table 15. Assurances – Ventilation des placements (hors unités de comptes)**



A fin décembre 2018, le stock de **Provision pour Participation aux Excédents (PPE)** atteint **9,8 milliards d’euros** (contre 1 milliard d’euros en 2012 et 8,9 milliards d’euros à fin 2017), ce qui représente un fort niveau de couverture à 4,7% par rapport aux encours de contrats en euros, soit plusieurs années de taux servis aux assurés sur la base des taux servis en 2016 et 2017. Ceci représente un niveau de couverture supérieur à la moyenne du marché français.

**Table 16. Protection personnes et biens : chiffre d’affaires (Mds€)**

**Table 17. Protection des personnes et des biens : taux d’équipement (%)**



**En protection des personnes et des biens** (assurance dommages, prévoyance, assurances emprunteur et collectives), le **chiffre d’affaires** atteint 1,8 milliard d’euros au quatrième trimestre 2018, en hausse de +8,9% par rapport au quatrième trimestre 2017. Sur l’ensemble de l’année 2018, le chiffre d’affaires atteint 7,9 milliards d’euros, en hausse de +7,3% par rapport à l’année 2017.

**En Assurance dommages**, Crédit Agricole Assurances continue d’enregistrer une dynamique soutenue de son activité aussi bien en France qu’à l’international. Il progresse de +7,9% par rapport au quatrième trimestre 2017 à 831 millions d’euros, enregistrant un **apport net de +100 000 contrats** sur le trimestre, pour atteindre **plus de 13,4 millions de contrats à fin décembre 2018**. A l’instar des trimestres précédents, le chiffre d’affaires continue d’afficher une croissance nettement supérieure à celle du marché en France au quatrième trimestre. **Sur l’année 2018**, le chiffre d’affaires enregistre une forte croissance de +8,2%, notamment en France grâce à Pacifica qui surperforme le marché. Il atteint 4,2 milliards d’euros, avec un apport net de **près de**

**700 000 nouveaux contrats sur l'année 2018**, le taux de résiliation demeurant toujours très bien maîtrisé. La **croissance des taux d'équipement** des clients particuliers<sup>31</sup> dans les réseaux de LCL (23,7% à fin décembre 2018, soit une augmentation de plus de +5 points de pourcentage en cinq ans, dont +1,3 point sur l'année 2018) et des Caisses régionales (36,2% à fin décembre 2018, soit une augmentation de plus de +6 points de pourcentage en cinq ans, dont +1,6 point sur l'année 2018) illustrent à la fois la très bonne dynamique d'activité, mais également le potentiel de croissance encore important.

En **Prévoyance / Emprunteur / Collectives**, le chiffre d'affaires atteint 938 millions d'euros au **quatrième trimestre 2018** contre 854 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, soit **+9,8%** sur un an. Cette progression est portée par la croissance de l'ensemble des trois segments d'activité. L'assurance emprunteur enregistre une nette progression du chiffre d'affaires de +13% au quatrième trimestre 2018. Les assurances collectives continuent d'afficher un bon dynamisme, le chiffre d'affaires progressant de plus de +32% entre le quatrième trimestre 2017 et le quatrième trimestre 2018. Sur l'année **2018**, le chiffre d'affaires total sur ces trois segments atteint 3,7 milliards d'euros et enregistre une progression de **+7,1%**, tirée par l'assurance emprunteur (+8,4% par rapport à l'année 2017) et les assurances collectives (+35%).

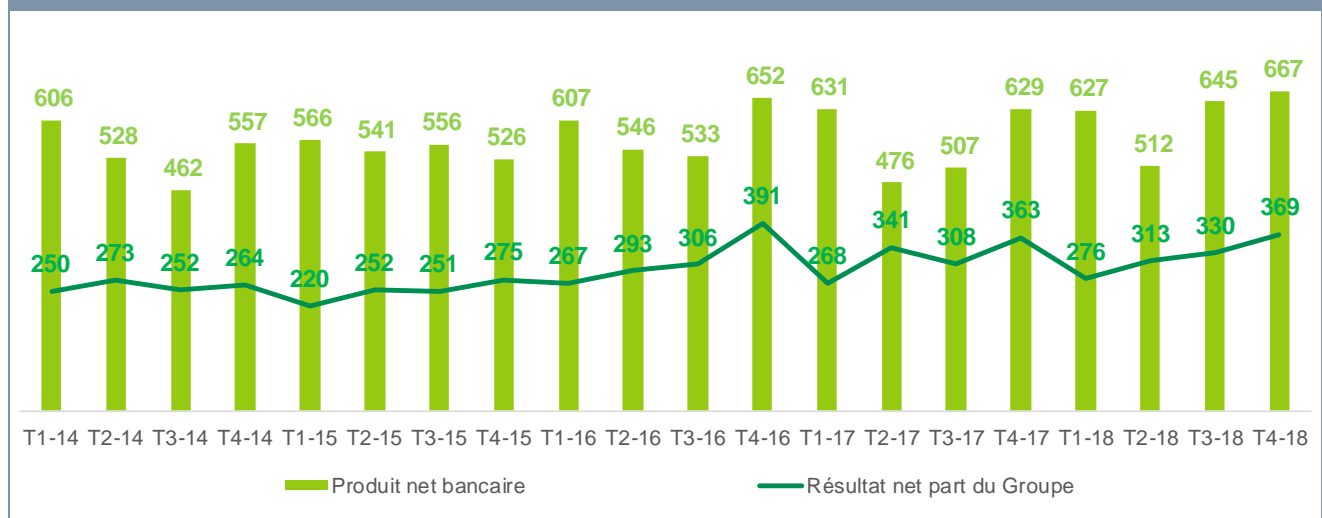
## Partenariats

Au-cours de l'année 2018, Crédit Agricole Assurances a réaffirmé sa stratégie de développement de partenariats avec des groupes bancaires extérieurs, lui permettant ainsi de renforcer sa présence internationale.

Ainsi, en juillet 2018, Crédit Agricole Assurances a annoncé un partenariat avec la banque italienne Credito Valtellinese dans le secteur de l'assurance-vie. Ce partenariat est effectif depuis le 20 décembre 2018, marqué par le lancement d'un premier contrat d'assurance vie multisupport dès le 28 janvier 2019. Et en octobre 2018, Crédit Agricole Assurances et Seguradores Unidas ont annoncé la conclusion d'un accord, effectif depuis le 21 décembre 2018, pour l'acquisition d'une participation de 25% dans GNB Seguros portant la participation de Crédit Agricole Assurances dans GNB Seguros de 50% à 75%. Les 25% restants étant détenus par le groupe bancaire portugais Novo Banco.

## Résultats

**Table 18. Assurances : Evolution de la contribution au produit net bancaire et résultat net part du Groupe sous-jacents**



<sup>31</sup> Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au-moins un produit d'assurance (estimations Pacifica). Périmètre : assurance auto, habitation, santé, GAV et protection juridique.

**Au quatrième trimestre 2018**, Crédit Agricole Assurances affiche un **résultat net part du Groupe** à 369 millions d'euros, en hausse de **+1,9%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

Le **produit net bancaire** s'élève à 667 millions d'euros, en hausse de **+6,0%** par rapport au quatrième trimestre 2017 qui était à un niveau relativement faible. En assurance-vie, la solidité du bilan de Crédit Agricole Assurances lui a en effet permis de faire face aux aléas des marchés en continuant à verser une rémunération attrayante pour ses assurés tout en faisant progresser les revenus pour les actionnaires. Le produit net bancaire de Crédit Agricole Assurances au quatrième trimestre reflète donc une hausse du taux de prélèvement de marge financière et une reprise limitée de sa Provision pour Participation aux Excédents (PPE) de 0,4 milliard d'euros.

Les **charges d'exploitation** enregistrent une baisse notable par rapport au quatrième trimestre 2017 de -12,2% et atteignent 172 millions d'euros. Elles bénéficient d'un effet de base favorable, des amortissements informatiques exceptionnels ayant été enregistrés au quatrième trimestre 2017 à hauteur de -32 millions d'euros. Hors cet impact non récurrent, les charges enregistrent une hausse de +4,8%, qui s'explique principalement par la poursuite du développement du Groupe Crédit Agricole Assurances. A noter que les charges d'exploitation comprennent une provision au titre des rémunérations variables prévues dans le cadre des primes défiscalisées et non soumises à charges sociales (« Primes Macron »), pour un montant de 0,9 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à **25,9%** au quatrième trimestre 2018.

La charge d'impôt sur le quatrième trimestre 2018 à 122 millions d'euros, en forte hausse par rapport au quatrième trimestre 2017, qui constituait une base faible (61 millions d'euros). Le taux d'impôt effectif, à 24,8% au quatrième trimestre 2018, est proche de celui sur l'ensemble de l'année. Il est en hausse sensible par rapport à celui du quatrième trimestre 2017 (14,1%), qui était faible une fois retraité des éléments spécifiques de la surtaxe exceptionnelle d'impôt et de la revalorisation des impôts différés.

**Sur l'année 2018**, le **résultat net part du Groupe** publié du métier Assurances s'établit à **1 288 millions d'euros**, en hausse de +10,9% par rapport à l'année 2017. Hors éléments spécifiques fiscaux enregistrés au quatrième trimestre 2017, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** enregistre une hausse limitée de **+0,6%**. Retraité du résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession (plus-value sur CARE de 30 millions d'euros enregistrée au deuxième trimestre 2017), la variation est de +3,0%.

Le **produit net bancaire** atteint 2 451 millions d'euros sur l'exercice 2018, en **hausse de +9,3%** sur un an. En assurance-vie, la hausse s'explique notamment par une hausse du taux de prélèvement sur la marge financière (ce taux ayant été particulièrement faible en 2017) et par un effet de base relativement favorable (le contexte de la surtaxe fiscale en France au quatrième trimestre 2017 n'ayant pas été particulièrement favorable). En assurance-dommages, le **ratio combiné** reste bien maîtrisé à **95,5%** à fin décembre 2018, en amélioration de 1,3 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2017 malgré les événements climatiques de l'année 2018 (grêles, inondations)

Les **charges d'exploitation** s'élèvent à 694 millions d'euros et affichent une baisse de **-6,6%** par rapport à l'année 2017. Hors amortissements informatiques non récurrents enregistrés pour -32 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, elles ressortent en baisse de -2,4%. Le **coefficient d'exploitation** ressort à **28,3%**, en amélioration de 4,8 points de pourcentage par rapport à l'année 2017.

Les Assurances contribuent à hauteur de **25% du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'exercice 2018 et **12% de leurs revenus sous-jacents**.

Au 31 décembre 2018, **les fonds propres alloués** à l'Assurance s'élèvent à **6,6 milliards d'euros** ; **les emplois pondérés** sont de **10,6 milliards d'euros**.

Ces emplois pondérés sont calculés en tenant compte de la garantie « Switch », qui permet au groupe Crédit Agricole S.A. d'économiser 34 milliards d'euros d'emplois pondérés sur le traitement prudentiel du métier des Assurances, mais qui pèse à hauteur d'environ -50 millions d'euros par trimestre sur son résultat net part du Groupe.

## Gestion d'actifs (Amundi)

Le métier de Gestion d'actifs reflète les résultats d'Amundi, filiale à 70,0% du Groupe Crédit Agricole, dont 68,4% détenu par Crédit Agricole S.A.

A l'occasion de l'augmentation de capital d'Amundi d'1,4 milliard d'euros réalisée fin mars 2017, le Groupe Crédit Agricole a cédé des droits préférentiels de souscription afin de réduire sa participation qui était de 75,7% avant cette date, dont 74,1% détenu par Crédit Agricole S.A. Les nouveaux taux de détention sont applicables à partir du deuxième trimestre 2017. Une légère dilution (-0,1 point de pourcentage) est intervenue au troisième trimestre 2018 du fait d'une augmentation de capital réservée aux salariés d'Amundi.

Les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2018 intègrent sur la totalité de ces deux périodes la contribution de Pioneer, société de gestion d'actifs d'UniCredit, dont l'acquisition a été finalisée le 3 juillet 2017. En revanche, si les comptes du quatrième trimestre 2017 intègrent bien une contribution complète, ceux de l'année 2017 n'intègrent Pioneer que sur le second semestre.

Les coûts d'intégration liées à cette acquisition sont classées en éléments spécifiques. Au quatrième trimestre 2018, ces coûts s'élèvent à -27 millions d'euros avant impôt soit -14 millions d'euros en résultat net part du Groupe, et -56/-29 millions d'euros sur l'année 2018 (respectivement -77 millions d'euros et -32 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, et -135/-60 sur l'année 2017). En outre, le quatrième trimestre 2017 intégrait également le retraitement des différents impacts fiscaux pour un montant total de +5 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe sous-jacent est donc supérieur au résultat publié pour ces quatre périodes.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2018 ainsi que les mêmes périodes en 2017 sont détaillés en annexes p. 99.

**Table 19. Gestion d'actifs - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>600</b>	<b>600</b>	(18,2%)	<b>2 504</b>	<b>2 504</b>	+11,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(360)	(333)	(13,6%)	(1 416)	(1 359)	+14,0%
FRU	-	-	ns	(1)	(1)	+12,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>240</b>	<b>267</b>	<b>(23,4%)</b>	<b>1 087</b>	<b>1 144</b>	<b>+7,8%</b>
Coût du risque	(13)	(13)	+64,0%	(11)	(11)	(15,3%)
Sociétés mises en équivalence	10	10	+15,2%	47	47	+43,8%
Impôt	(54)	(60)	(40,5%)	(297)	(311)	(6,1%)
<b>Résultat net</b>	<b>183</b>	<b>204</b>	<b>(17,9%)</b>	<b>827</b>	<b>869</b>	<b>+16,1%</b>
Intérêts minoritaires	(58)	(64)	(18,0%)	(266)	(279)	+20,6%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>125</b>	<b>139</b>	<b>(17,9%)</b>	<b>561</b>	<b>590</b>	<b>+14,1%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>60,0%</b>	<b>55,5%</b>	<b>+3,0 pp</b>	<b>56,5%</b>	<b>54,3%</b>	<b>+1,4 pp</b>

## Activité

Amundi affiche des **encours sous gestion**<sup>32</sup> de **1 425 milliards d'euros** à fin décembre 2018, quasi stables par rapport à fin décembre 2017 (-0,1%). Cette quasi-stabilité sur un an masque des tendances contrastées entre les neuf premiers mois et le quatrième trimestre de 2018. Sur la première période, la collecte nette est restée soutenue, à hauteur de +48,5 milliards d'euros avec un effet marché limité de +0,6 milliard d'euros.

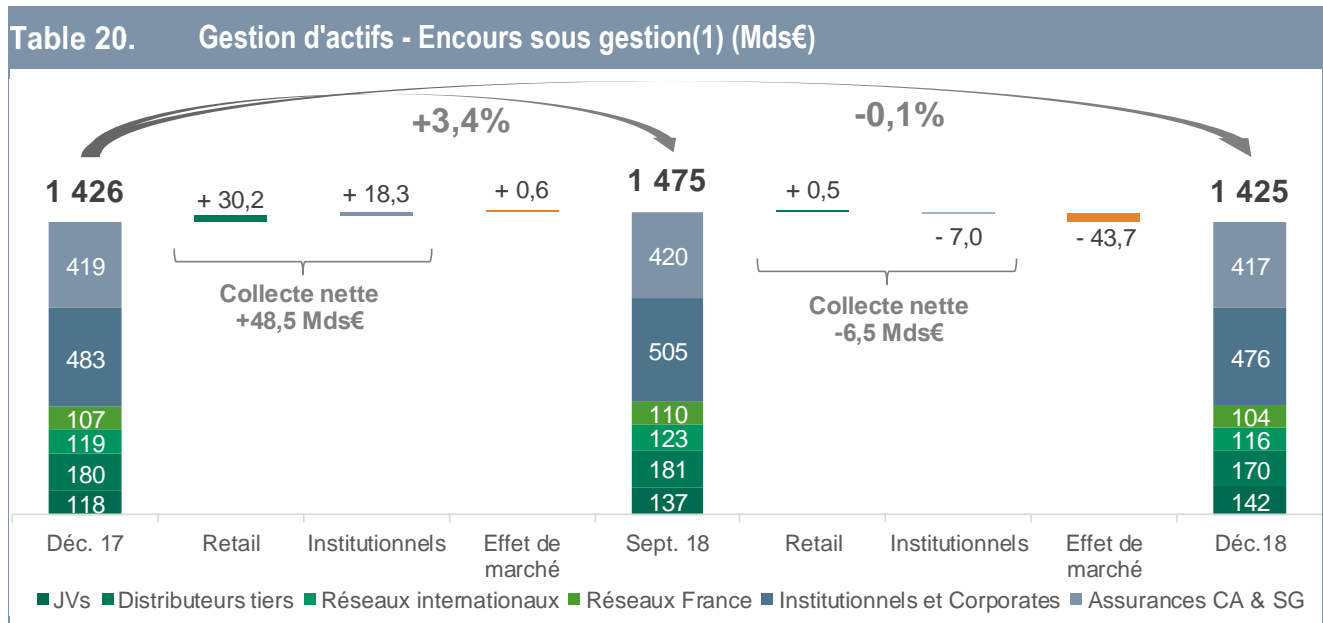
Au contraire, le **quatrième trimestre 2018** a été fortement affecté par un environnement de marché nettement moins favorable. Amundi enregistre un effet marché sur le trimestre très négatif de -43,7 milliards d'euros et une décollecte nette de -6,5 milliards d'euros, qui se décompose entre une collecte nette légèrement positive de +0,5 milliard d'euros dans le segment **Retail** (contre +14,2 milliards d'euros au quatrième trimestre 2017) et une décollecte de -7,0 milliards d'euros dans le segment **Institutionnels** (contre -1,1 milliard d'euros au quatrième trimestre 2017). En termes de classes d'actifs, la décollecte en **actifs moyen et long terme** s'élève

<sup>32</sup> Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100% des encours et collecte des JV asiatiques, sauf Wafa au Maroc (pour laquelle les encours et collecte sont repris pour leur quote-part)

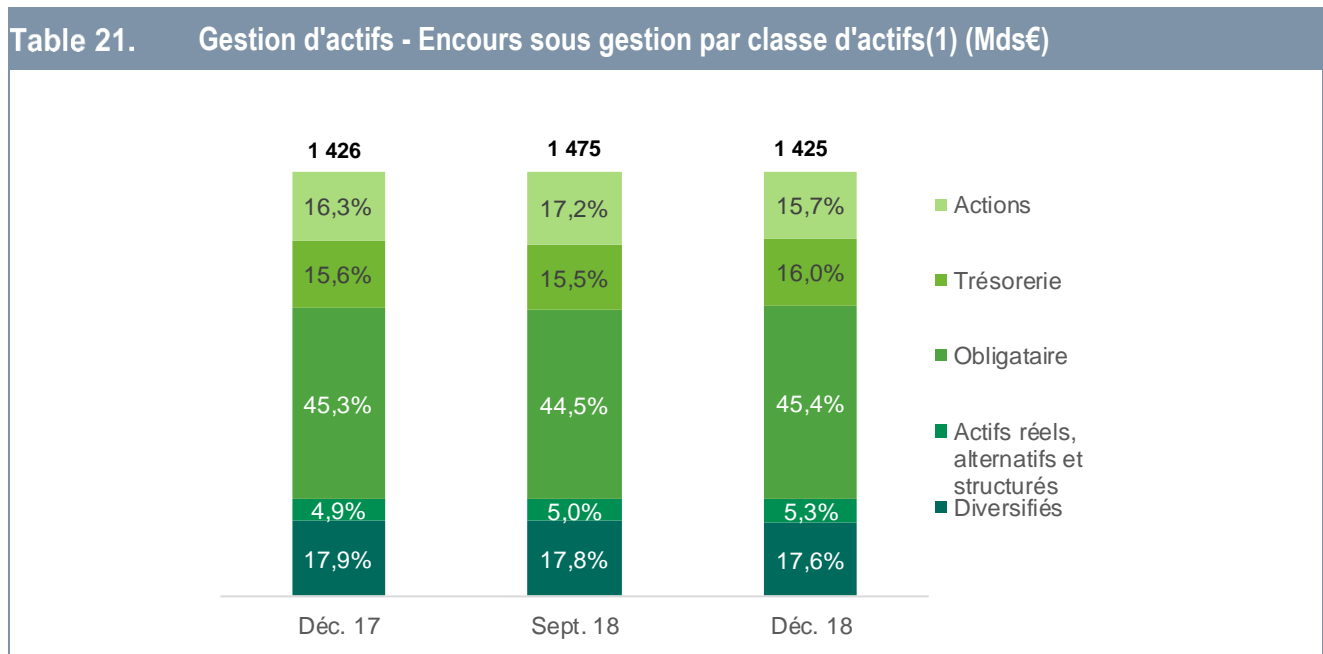


à -5,9 milliards d'euros au quatrième trimestre 2018, contre une collecte nette de +10,4 milliards d'euros au quatrième trimestre 2017.

Sur l'ensemble de l'année 2018, Amundi enregistre un niveau d'activité résilient avec une collecte nette positive de **+42,0 milliards d'euros**, dont +30,7 milliards d'euros dans le segment **Retail** et +11,4 milliards d'euros dans le segment **Institutionnels** ; les **actifs moyen et long terme** enregistrent une collecte nette de +36,3 milliards d'euros et restent stables par rapport à fin 2017 malgré un fort effet marché négatif.



(1) Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100% des encours et collecte des JV asiatiques, pour Wafa au Maroc les encours sont repris pour leur quote-part.



(1) Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100% des encours et collecte des JV asiatiques, pour Wafa au Maroc les encours sont repris pour leur quote-part.

## Résultats

**Au quatrième trimestre 2018**, le résultat net part du Groupe publié d'Amundi s'établit à 125 millions d'euros, en baisse de -11,5% par rapport au quatrième trimestre 2017. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **139 millions d'euros**, en baisse de **-17,9%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

Les **revenus** du quatrième trimestre 2018 atteignent 600 millions d'euros, en **baisse de -18,2%** par rapport au quatrième trimestre 2017. Dans le contexte de baisse des marchés observé sur le dernier trimestre de l'année 2018, les revenus de gestion résistent en enregistrant une baisse relativement limitée de -2,9% par rapport au quatrième trimestre 2017, mais les commissions de surperformance (-75,1%/-61 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2017) et les produits financiers (-17 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, contre +33 millions d'euros sur la même période 2017, soit -50 millions d'euros sur un an) affichent des baisses marquées, compte tenu d'un effet de base défavorable avec une fin d'année 2017 qui bénéficiait d'un contexte de marché positif.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** s'élèvent à **-333 millions d'euros** sur le quatrième trimestre 2018 et enregistrent une forte baisse de -13,6% par rapport au même trimestre 2017, grâce aux synergies liées à l'intégration de Pioneer, essentiellement sur les charges de personnel. Les montants estimés des synergies de coûts ont par ailleurs fait l'objet d'une actualisation et devraient atteindre **175 millions d'euros en 2020**, contre un objectif initialement annoncé de 150 millions d'euros. 110 millions d'euros, soit 63% de ce nouvel objectif, ont été réalisés en 2018. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établit à **55,5%**, soit une détérioration de 3,1 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2017.

La **contribution des sociétés mises en équivalence**, qui reprend notamment le résultat des *joint ventures* d'Amundi en Asie s'élève à 10 millions d'euros, en **hausse de +15,2%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

La **charge d'impôt** atteint 59 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, en forte baisse (**-41,4%** par rapport au quatrième trimestre 2017) et bénéficie de deux effets cumulés : d'une part la baisse du taux d'impôt aux Etats-Unis et d'autre part l'évolution du mix géographique.

**Sur l'ensemble de l'année 2018**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **590 millions d'euros**, en hausse de **+14,1%** par rapport à l'année 2017. Les **revenus** atteignent 2 504 millions d'euros, en hausse de **+11,1%** et en baisse de -5,5% à périmètre constant<sup>33</sup>. Les **charges d'exploitation sous-jacentes** atteignent 1 359 millions d'euros, en hausse de **+14,0%** et en baisse de -6,1% à périmètre constant<sup>33</sup>. L'année 2018 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de 1 million d'euros, stable par rapport à l'année 2017.

Les **sociétés mises en équivalence** enregistrent une nette hausse de leur contribution à 47 millions d'euros (**+43,8%** par rapport à l'année 2017), tirées notamment par les *joint ventures* en Inde et en Chine.

**A périmètre constant<sup>33</sup>**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est stable (-0,4%) par rapport à l'année 2017.

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **54,4%**, soit une détérioration de 1,5 point<sup>44</sup> par rapport à l'année 2017 qui reflète l'effet de l'intégration de Pioneer, lequel avait un coefficient d'exploitation supérieur à celui d'Amundi seul avant l'acquisition (qui était de 51,2% en sous-jacent au premier semestre 2017).

La **Gestion d'actifs** contribue à hauteur de **12%** au **résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2018 et **13%** de leurs **revenus sous-jacents**.

<sup>33</sup> En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017.

## Gestion de fortune (CA Indosuez Wealth Management)

Le métier de Gestion de fortune reflète les résultats de CA Indosuez Wealth (group), filiale à 100% de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank (CACIB), qui détient notamment 100% des filiales CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (France), CA Indosuez Wealth (Europe) et 70% de CFM Indosuez Wealth à Monaco, ainsi que, depuis le 3 mai 2018, 94,1% de Banca Leonardo en Italie.

Aucun élément spécifique n'étant compris dans les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2018. Le résultat sous-jacent du métier Gestion de fortune est égal au résultat publié pour ces quatre périodes.

**Table 22. Gestion de fortune - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>203</b>	<b>203</b>	+2,9%	<b>822</b>	<b>822</b>	+7,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(191)	(191)	+11,5%	(723)	(723)	+13,9%
FRU	-	-	ns	(2)	(2)	+32,4%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>(54,1%)</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>(24,5%)</b>
Coût du risque	(8)	(8)	(49,8%)	(5)	(5)	(51,6%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>(72,9%)</b>	<b>92</b>	<b>92</b>	<b>(25,4%)</b>
Impôt	1	1	(82,1%)	(24)	(24)	x 2,1
<b>Résultat net</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>(74,3%)</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>(39,1%)</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>(76,3%)</b>	<b>59</b>	<b>59</b>	<b>(40,3%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>94,1%</b>	<b>94,1%</b>	<b>+7,3 pp</b>	<b>87,9%</b>	<b>87,9%</b>	<b>+5,0 pp</b>

## Activité

Les encours gérés mentionnés dans l'activité reprennent uniquement ceux du groupe Indosuez Wealth Management. Pour mémoire les actifs des clients de la banque privée de LCL s'élèvent à 46,1 milliards d'euros à fin décembre 2018, en hausse de +3,6% par rapport à fin décembre 2017.

Les résultats relatifs aux encours de la banque privée de LCL sont comptabilisés chez LCL.

La Gestion de fortune voit ses **encours gérés** en hausse de **+3,8%** sur un an, à **122,8 milliards d'euros** à fin décembre 2018, soit +4,5 milliards d'euros sur un an. Cette hausse s'explique notamment par l'acquisition de Banca Leonardo en Italie au deuxième trimestre 2018, qui a apporté +5,1 milliards d'euros et à la croissance organique, avec une collecte nette de +3,0 milliards d'euros sur l'année 2018. En contrepartie, l'effet marché a été négatif de -3,6 milliards d'euros.

Sur le **quatrième trimestre 2018**, dans l'environnement de marché défavorable, l'activité a enregistré une **décollecte nette de -0,2 milliards d'euros** et subi un effet marché négatif de -4,4 milliards d'euros.

**Table 23. Gestion de fortune - répartition des encours gérés**

En Mds€	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Δ Déc./Déc.
LCL Banque privée	42,4	43,0	43,5	44,1	44,5	44,2	45,2	46,1	46,1	+3,6%
CA Indosuez Wealth Management	110,0	112,6	112,0	113,5	118,3	118,1	126,6	127,4	122,8	+3,8%
<i>dont France</i>	28,4	29,5	30,0	30,5	30,8	31,2	31,8	32,1	30,6	(0,6%)
<i>dont International</i>	81,6	83,1	82,0	83,0	87,5	86,9	94,8	95,3	92,2	+5,3%
<b>Total</b>	<b>152,4</b>	<b>155,5</b>	<b>155,5</b>	<b>157,5</b>	<b>162,8</b>	<b>162,3</b>	<b>171,8</b>	<b>173,6</b>	<b>168,9</b>	<b>+3,7%</b>

## Résultats

**Au quatrième trimestre 2018**, le **résultat net part du Groupe** s'affiche en baisse à **4 millions d'euros**, contre 17 millions d'euros au quatrième trimestre 2017. La hausse du **produit net bancaire** de **+2,9%** entre les deux périodes ne parvient pas à compenser la forte hausse des **charges d'exploitation** (**+11,5%** par rapport au quatrième trimestre 2017). Celle-ci s'explique principalement par des charges de développement importantes (intégration des activités acquises en 2017 et 2018) ainsi que des projets réglementaires complémentaires.

**Sur l'année 2018**, le **résultat net part du Groupe** de la Gestion de fortune s'établit à **59 millions d'euros**, en baisse de **-40,3%** par rapport à l'année 2017 pour les mêmes raisons.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de **1% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2018 et **4% à leurs revenus sous-jacents**.

## Banque de proximité en France (LCL)

Le métier de Banque de proximité en France reflète, pour Crédit Agricole S.A., uniquement les résultats de sa filiale à 95,6% LCL. Les résultats des Caisses régionales de Crédit Agricole ne sont plus comptabilisés dans le périmètre Crédit Agricole S.A. depuis le début de l'exercice 2016.

Les variations de la provision Epargne Logement constitue un élément spécifique récurrent dans les comptes de LCL. Au quatrième trimestre 2018, cette variation a un impact de +1 million d'euros en produit net bancaire et de +1 million d'euros en résultat net part du Groupe. Au quatrième trimestre 2017, une reprise avait été comptabilisée pour +2 millions d'euros en produit net bancaire et +1 million d'euros en résultat net part du Groupe. Sur l'année 2018, la provision Epargne Logement représente -1 million d'euros en produit net bancaire et -1 million d'euros en résultat net part du Groupe, contre respectivement +65 millions d'euros et +40 millions d'euros sur l'année 2017.

**Table 24. Banque de proximité en France (LCL) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>842</b>	<b>841</b>	(0,6%)	<b>3 433</b>	<b>3 434</b>	(0,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(597)	(597)	(2,6%)	(2 363)	(2 363)	(2,6%)
FRU	-	-	ns	(28)	(28)	+87,7%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>245</b>	<b>244</b>	<b>+4,7%</b>	<b>1 043</b>	<b>1 044</b>	<b>+3,8%</b>
Coût du risque	(63)	(63)	+13,7%	(220)	(220)	+7,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	47	47	x 8,1	50	50	x 8,6
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>230</b>	<b>229</b>	<b>+24,3%</b>	<b>873</b>	<b>874</b>	<b>+8,3%</b>
Impôt	(87)	(87)	x 2,2	(288)	(288)	+36,8%
<b>Résultat net</b>	<b>142</b>	<b>142</b>	<b>(2,3%)</b>	<b>584</b>	<b>584</b>	<b>(2,0%)</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>136</b>	<b>135</b>	<b>(1,9%)</b>	<b>558</b>	<b>558</b>	<b>(1,5%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>70,9%</b>	<b>71,0%</b>	<b>-1,5 pp</b>	<b>68,8%</b>	<b>68,8%</b>	<b>-1,6 pp</b>

## Activité

LCL poursuit la conquête clientèle et la très bonne dynamique engagée durant l'année sur l'équipement de ses clients. Ainsi, le nombre d'entrées en relation s'élève à +364 000 sur 2018. Le stock des cartes haut de gamme augmente de +5,9% sur un an, et celui des contrats Habitation-Auto-Santé de +77 000 contrats sur un an, soit +8,9%. Les taux d'équipement sur les différents produits d'assurances continuent leur progression constante.

**Table 25. Banque de proximité en France (LCL) - Encours de collecte**

Encours de collecte (Mds€)*	Déc. 16	Mars17	Jun 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars18	Jun 18	Sept. 18	Déc. 18	Δ Déc./Déc.
Titres	9,4	9,7	10,2	10,0	10,0	9,7	9,9	9,9	8,7	(13,4%)
OPCVM	10,8	10,7	10,4	10,4	10,2	9,5	9,4	9,2	9,0	(11,7%)
Assurance-vie	59,0	59,4	60,0	60,2	60,6	60,6	61,2	61,1	60,1	(0,8%)
<b>Collecte Hors bilan</b>	<b>79,3</b>	<b>79,9</b>	<b>80,5</b>	<b>80,5</b>	<b>80,8</b>	<b>79,8</b>	<b>80,5</b>	<b>80,2</b>	<b>77,8</b>	<b>(3,8%)</b>
Dépôts à vue	39,4	39,2	42,0	43,5	45,0	43,2	45,5	47,2	48,6	+8,0%
Epargne logement	9,1	9,4	9,4	9,4	9,4	9,6	9,6	9,6	9,6	+1,8%
Obligations	3,6	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	4,0	4,3	+22,9%
Livrets*	34,6	36,2	36,5	37,3	36,3	37,8	37,2	37,4	39,4	+8,8%
CAT, PEP	13,1	12,7	12,5	12,4	12,2	11,8	11,8	11,9	12,2	(0,1%)
<b>Collecte Bilan</b>	<b>99,8</b>	<b>101,0</b>	<b>103,9</b>	<b>106,1</b>	<b>106,4</b>	<b>106,0</b>	<b>107,7</b>	<b>110,1</b>	<b>114,1</b>	<b>+7,3%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>179,1</b>	<b>180,8</b>	<b>184,5</b>	<b>186,7</b>	<b>187,2</b>	<b>185,8</b>	<b>188,2</b>	<b>190,3</b>	<b>191,9</b>	<b>+2,5%</b>
Livrets*, dont (Mds€)	Déc. 16	Mars17	Jun 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars18	Jun 18	Sept. 18	Déc. 18	Δ Déc./Déc.
Livret A	7,8	8,1	8,3	8,4	8,4	8,7	8,9	9,0	9,1	+8,2%
LEP	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	0,9	0,9	1,0	(11,0%)
LDD	7,7	7,8	7,9	7,9	7,8	7,9	8,0	8,0	7,9	+2,0%

\* Y compris épargne liquide entreprise



Les **encours de collecte globale** progressent de **+2,5%** sur un an pour atteindre 191,9 milliards d'euros à fin décembre 2018. La collecte bilan augmente de +7,3% et s'élève à 114,1 milliards d'euros à fin décembre 2018, tirée par le marché des entreprises (+6,9 milliards d'euros, dont +3,7 milliards d'euros sur le quatrième trimestre 2018). La collecte hors bilan s'élève à 77,8 milliards d'euros et souffre de la baisse des marchés boursiers.

Les **encours de crédits** enregistrent une progression de **+8%** sur un an pour s'établir à 120,0 milliards d'euros à fin décembre 2018. Les encours de crédits à l'habitat dépassent les 75 milliards d'euros (63% du total des crédits) et affichent un fort dynamisme à +7% sur un an à fin décembre 2018. Les volumes de production retrouvent un niveau élevé et les remboursements anticipés restent maîtrisés autour de 1 milliard d'euros par trimestre. Les encours de crédits à la consommation progressent de +6% et les crédits aux professionnels et aux entreprises confirment leur accélération sur le second semestre avec une hausse de +10% et +11% respectivement sur un an à fin décembre 2018.

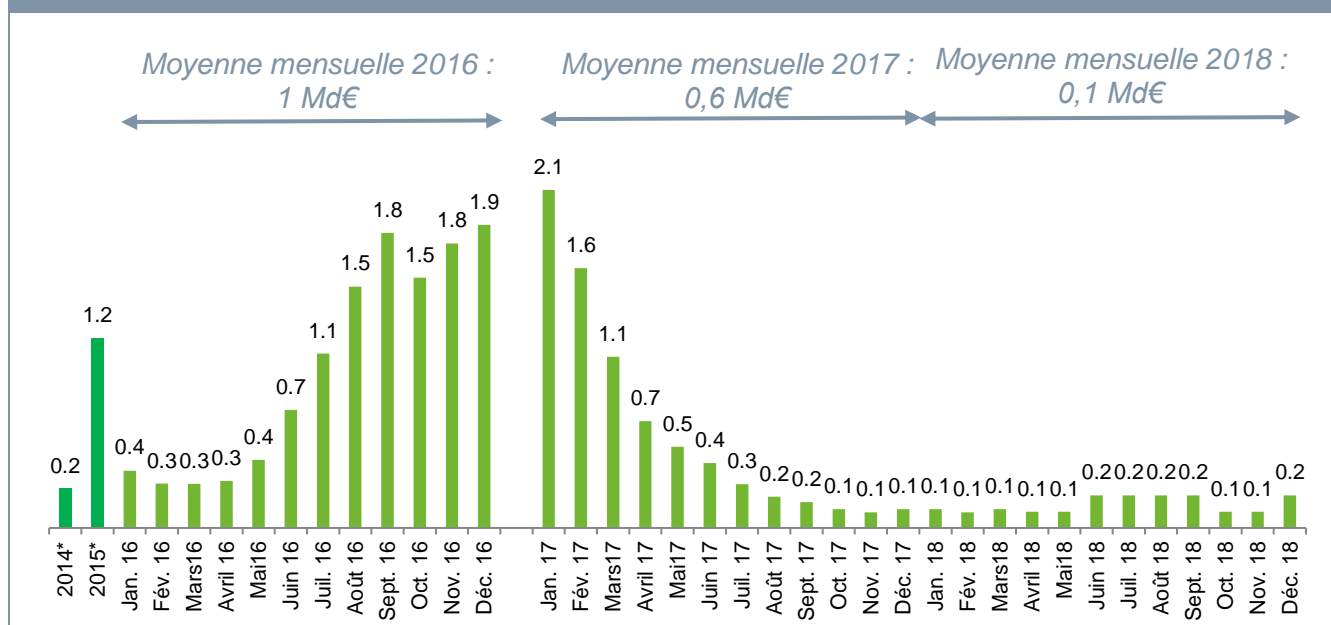
**Table 26. Banque de proximité en France (LCL) - Encours de crédit**

Encours de crédit (Mds€)	Déc. 16	Mars17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Δ Déc./Déc.
Entreprises	18,4	19,1	19,6	20,0	20,8	20,8	21,6	22,5	23,2	+11,1%
Professionnels	11,6	11,9	12,2	12,4	12,6	12,9	13,2	13,5	13,8	+9,7%
Consommation	6,9	6,9	6,9	7,0	7,1	7,1	7,2	7,3	7,6	+6,4%
Habitat	65,9	67,8	70,1	70,6	70,8	71,0	71,9	73,8	75,4	+6,6%
<b>TOTAL</b>	<b>102,7</b>	<b>105,7</b>	<b>108,8</b>	<b>110,0</b>	<b>111,4</b>	<b>111,8</b>	<b>113,8</b>	<b>117,0</b>	<b>120,0</b>	<b>+7,8%</b>

Sur le marché français, le taux moyen à la production de crédits immobiliers à taux fixe<sup>34</sup> s'élève à 1,43% sur le quatrième trimestre 2018, en baisse de -5 points de base par rapport au premier trimestre 2018 et de -7 points de base par rapport au quatrième trimestre 2017. La nouvelle production de crédit vient donc peser sur la marge d'intérêt, puisqu'elle vient remplacer des crédits arrivant à échéance qui avaient été accordés à des taux supérieurs. Néanmoins, la forte dynamique de production constatée sur le second semestre sur le crédit habitat (+40% par rapport au premier semestre 2018) permet de compenser cet effet taux toujours négatif.

Le volume de renégociations au quatrième trimestre 2018 a atteint 0,4 milliard d'euros. Après une baisse continue entre janvier et octobre 2017, les renégociations d'encours tendent à se stabiliser depuis le troisième trimestre 2017 à un niveau très bas. Enfin, le volume de remboursements anticipés se maintient autour de 1 milliard d'euros depuis le quatrième trimestre 2017.

**Table 27. LCL - Renégociations de crédits immobiliers, par mois, 2014-2018**



<sup>34</sup> Source : Observatoire mensuel du Crédit Logement

## Résultats

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2018 s'établit à **135 millions d'euros**, en baisse de **-1,9%** par rapport au quatrième trimestre 2017 à cause de la très forte hausse de la charge d'impôt, multipliée par plus de deux à partir d'une base faible au quatrième trimestre 2017. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent lui progresse de **+4,7%** grâce à un effet de ciseaux positif et donc une nouvelle amélioration du coefficient d'exploitation. A noter sur le trimestre, la constatation d'une plus-value de cessions immobilières de **+47 millions d'euros** comptabilisée sur la ligne gains et pertes sur autres actifs, et une hausse du coût du risque, qui reste cependant à un niveau faible.

Le **produit net bancaire sous-jacent** atteint 841 millions d'euros, en légère baisse de **-0,6%** par rapport au quatrième trimestre 2017. A noter la baisse des commissions des renégociations et des frais de remboursements anticipés, s'établissant à 4 millions d'euros au quatrième trimestre 2018 après 8 millions d'euros pour le même trimestre l'an dernier. Hors ces commissions, le produit net bancaire sous-jacent est stable par rapport au même trimestre l'an dernier.

L'environnement de taux bas reste toujours contraignant, mais les revenus d'intérêt continuent leur stabilisation pour le deuxième trimestre consécutif et l'effet volume compense l'effet marge négatif, signe de la **confirmation du point d'inflexion après plusieurs années de baisse des revenus d'intérêt**. La ligne **marge d'intérêt** est également marquée ce trimestre par des revalorisations négatives de titres.

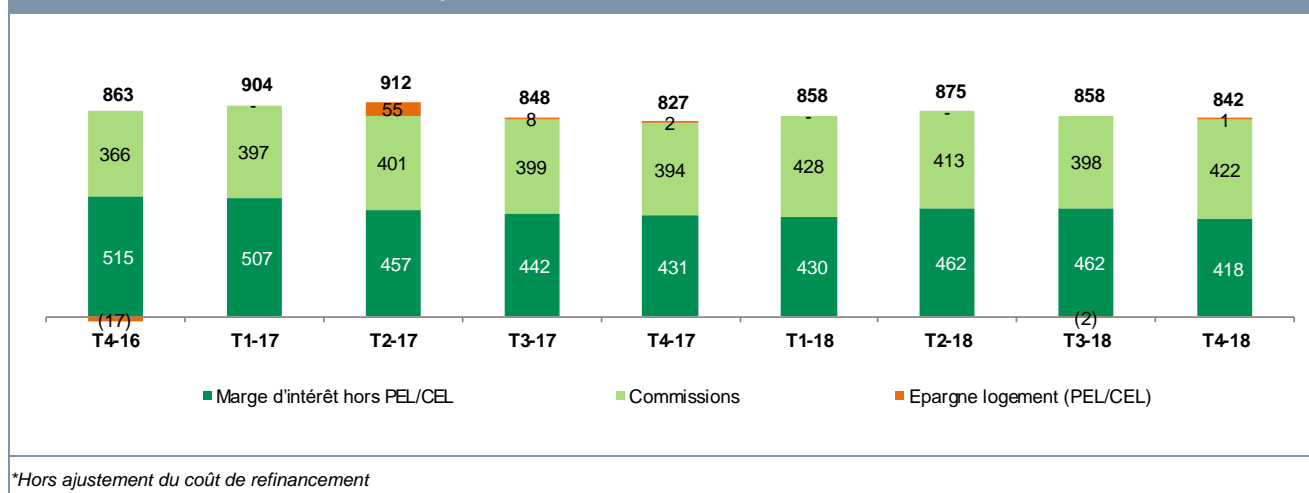
Les **commissions** affichent un niveau élevé ce trimestre, en hausse de **+1,7%** par rapport au même trimestre de 2017, grâce à une évolution favorable sur tous les compartiments. Elles sont tirées notamment par les moyens de paiement (activité monétique porteuse) et l'assurance non-vie qui viennent compenser les valeurs mobilières impactées par l'environnement de marché. Les commissions contribuent ce trimestre à près de 50% du produit net bancaire sous-jacent.

Table 28. LCL - Détail du produit net bancaire

Produit net bancaire (m€)	T4-16	T1-17	T2-17	T3-17	T4-17	T1-18	T2-18	T3-18	T4-18	Δ T4/T4
<b>Marge d'intérêt</b>	<b>498</b>	<b>507</b>	<b>512</b>	<b>449</b>	<b>433</b>	<b>430</b>	<b>462</b>	<b>460</b>	<b>419</b>	<b>(3,1%)</b>
<i>Epargne logement (PEL/CEL)</i>	<i>(17)</i>	<i>-</i>	<i>55</i>	<i>8</i>	<i>2</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(2)</i>	<i>1</i>	
<b>Marge d'intérêt hors PEL/CEL</b>	<b>515</b>	<b>507</b>	<b>457</b>	<b>442</b>	<b>431</b>	<b>430</b>	<b>462</b>	<b>462</b>	<b>418</b>	<b>(2,8%)</b>
<b>Commissions</b>	<b>366</b>	<b>397</b>	<b>401</b>	<b>399</b>	<b>394</b>	<b>428</b>	<b>413</b>	<b>398</b>	<b>422</b>	<b>+7,1%</b>
- Gestion mobilière	34	34	37	31	40	33	35	31	26	(35,4%)
- Assurance	137	155	151	149	160	162	155	147	155	(2,7%)
- Gestion de comptes services et moyens de paiement	194	208	213	219	194	233	223	220	241	<b>+24,0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>863</b>	<b>904</b>	<b>912</b>	<b>848</b>	<b>827</b>	<b>858</b>	<b>875</b>	<b>858</b>	<b>842</b>	<b>+1,7%</b>
<b>TOTAL HORS EL</b>	<b>880</b>	<b>904</b>	<b>857</b>	<b>841</b>	<b>825</b>	<b>858</b>	<b>875</b>	<b>860</b>	<b>841</b>	<b>+1,9%</b>

\* Hors ajustement du coût de refinancement

Table 29. LCL - Evolution du produit net bancaire



\*Hors ajustement du coût de refinancement

Les **charges d'exploitation hors FRU** poursuivent leur baisse sur tous les compartiments pour s'élever à 598 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, en diminution de **-2,6%** par rapport au quatrième trimestre 2017. A noter que les charges d'exploitation comprennent une provision au titre des rémunérations variables prévues dans le cadre des primes défiscalisées et non soumises à charges sociales (« Primes Macron »), pour un montant de 8,8 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** du trimestre s'établit à **71%**, en **amélioration de 1,5 point de pourcentage** sur un an.

Le **coût du risque** s'élève à 63 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2018, en hausse de **+13,7%** par rapport au quatrième trimestre 2017, toujours à un niveau très contenu (17 points de base sur encours<sup>35</sup>). Les provisions IFRS9 sur les Buckets 1 et 2 représentent une dotation nette de 7 millions d'euros. Le taux de douteux affiche une nette baisse à 1,53% à fin décembre 2018 contre 1,71% à fin décembre 2017, et le taux de couverture atteint 90,5% y compris provisions collectives.

Les **gains et pertes sur autres actifs** enregistrent des plus-values de cessions à hauteur de +47 millions d'euros relatives à des cessions de deux immeubles sur le trimestre. LCL a une stratégie de cession d'une partie de son immobilier d'exploitation, le programme se poursuivra au cours des prochains trimestres, bien que pour des montants sans doute moins élevés. Le montant de ces cessions ce trimestre est comparable en valeur absolue à celui des dépréciations de titres et autres éléments non récurrents enregistrés en produit net bancaire, si bien que le solde de ces deux éléments est à peu près neutre sur le résultat net part du Groupe.

Le **résultat avant impôt** est en progression de +24,3% sur le quatrième trimestre 2018 par rapport au quatrième trimestre 2017. La charge d'impôt affiche une normalisation sur 2018, comparé à un taux faible en 2017.

**Sur l'année 2018**, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à **558 millions d'euros**, en baisse de seulement -1,5% par rapport à 2017 malgré la forte hausse de la contribution au Fonds de Résolution Unique - FRU (+87,7%/+13 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2017), la baisse sur cette période des commissions de renégociations et pénalités de remboursements anticipés (-78 millions d'euros) ainsi que la normalisation du taux effectif d'impôt (de 26,1% à 33,0%). Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **68,8%**, en **amélioration de 1,6 point de pourcentage** par rapport à la même période de 2017 grâce à un effet de ciseaux positif sur l'ensemble de l'année : les revenus sous-jacents sont quasi stables, à -0,4%/-13 millions d'euros, alors que les charges d'exploitation sous-jacentes baissent de -2,6%, sur l'ensemble de l'année comme au quatrième trimestre. Le résultat brut d'exploitation progresse donc de +3,8%, et le coût du risque sur l'année progresse (+7,5%) proportionnellement aux encours de crédit, tout en restant à un niveau faible.

LCL contribue à hauteur de **11% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2018 et **17% de leurs revenus sous-jacents**.

Au 31 décembre 2018, le **capital** alloué à LCL s'élève à **4,7 milliards d'euros** (14% du total alloué) ; les **emplois pondérés** sont de **49,6 milliards d'euros** (16% du total).

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** de LCL s'établit quant à lui à **11%** pour l'année 2018, à comparer à 12,3% en 2017.

<sup>35</sup> Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.

## Banque de proximité à l'international (BPI)

Le pôle Banque de proximité à l'international comprend les réseaux de banque de proximité en Italie, regroupés sous l'appellation « Gruppo Bancario Crédit Agricole Italia » (ci-après dénommé « CA Italia »), notamment Cariparma, Friuladria et Carispezia et désormais les trois banques acquises fin décembre 2017, à savoir Cassa di Risparmio (CR) di Cesena, CR di San Miniato et CR di Rimini, ainsi que l'ensemble des banques de proximité du Groupe à l'étranger, dont les principales sont Crédit Agricole Pologne (détenue à 100%<sup>36</sup>), Crédit Agricole Ukraine (100%<sup>36</sup>), Crédit Agricole Egypte (60,2%<sup>36</sup>) et Crédit du Maroc (78,7%<sup>36</sup>).

A noter que la fusion juridique des trois banques avec Cariparma est terminée depuis septembre 2018.

Les seuls éléments spécifiques dans les comptes du quatrième trimestre 2018 sont les coûts d'intégration des trois banques italiennes, avec un impact en résultat net part du Groupe de -6 millions d'euros (-11 millions d'euros en charges d'exploitation). Sur l'année 2018, ils ont eu un impact de -1 million d'euros en résultat net part du Groupe (-2 millions d'euros en charges d'exploitation). Pour rappel, au deuxième trimestre 2018, une reprise avait été comptabilisée sur cette même nature de retraitement. Au quatrième trimestre 2017, des coûts d'intégration avait été comptabilisés pour -24 millions d'euros en résultat net part du Groupe (-41 millions d'euros en charges d'exploitation et -3 millions d'euros en gains et pertes sur autres actifs). Sur l'année 2017, l'impact est de -26 millions en résultat net part du Groupe (-41 millions d'euros en charges d'exploitation et -8 millions d'euros en gains et pertes sur autres actifs).

Table 30. Banque de proximité à l'international (BPI) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>704</b>	<b>704</b>	<b>+14,1%</b>	<b>2 732</b>	<b>2 732</b>	<b>+10,1%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(467)	(456)	+11,6%	(1 716)	(1 714)	+13,8%
FRU	-	-	ns	(22)	(22)	x 2,1
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>237</b>	<b>248</b>	<b>+18,8%</b>	<b>994</b>	<b>996</b>	<b>+3,2%</b>
Coût du risque	(84)	(84)	(19,7%)	(358)	(358)	(16,7%)
Gains ou pertes sur autres actifs	14	14	ns	14	14	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>167</b>	<b>178</b>	<b>+72,9%</b>	<b>650</b>	<b>652</b>	<b>+22,7%</b>
Impôt	(39)	(43)	+39,0%	(185)	(186)	+12,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat net</b>	<b>127</b>	<b>135</b>	<b>+87,6%</b>	<b>465</b>	<b>467</b>	<b>+27,5%</b>
Intérêts minoritaires	(32)	(33)	+60,5%	(124)	(125)	+17,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>96</b>	<b>102</b>	<b>+98,5%</b>	<b>341</b>	<b>342</b>	<b>+31,6%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>66,4%</b>	<b>64,8%</b>	<b>-1,4 pp</b>	<b>62,8%</b>	<b>62,7%</b>	<b>+2,0 pp</b>

Au quatrième trimestre 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle s'élève à 102 millions d'euros, en hausse de +98,5% par rapport au quatrième trimestre 2017, principalement grâce à la progression du résultat brut d'exploitation (+18,8% par rapport au quatrième trimestre 2017) grâce à l'effet de ciseaux désormais positif, notamment chez CA Italia, et grâce à l'amélioration de la qualité de crédit (coût du risque en baisse de -19,7% par rapport à la même période de 2017). A noter également la réalisation d'une plus-value immobilière sur le trimestre chez Crédit du Maroc pour +14 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation sous-jacent du trimestre s'établit à 64,8%, en amélioration de 1,4 point en un an. Hors la contribution de CA Italia au fonds de garantie des dépôts italiens (-18 millions d'euros au quatrième trimestre 2018 contre -16 millions d'euros au quatrième trimestre 2017), le coefficient d'exploitation sous-jacent du trimestre s'établit à 62,2%.

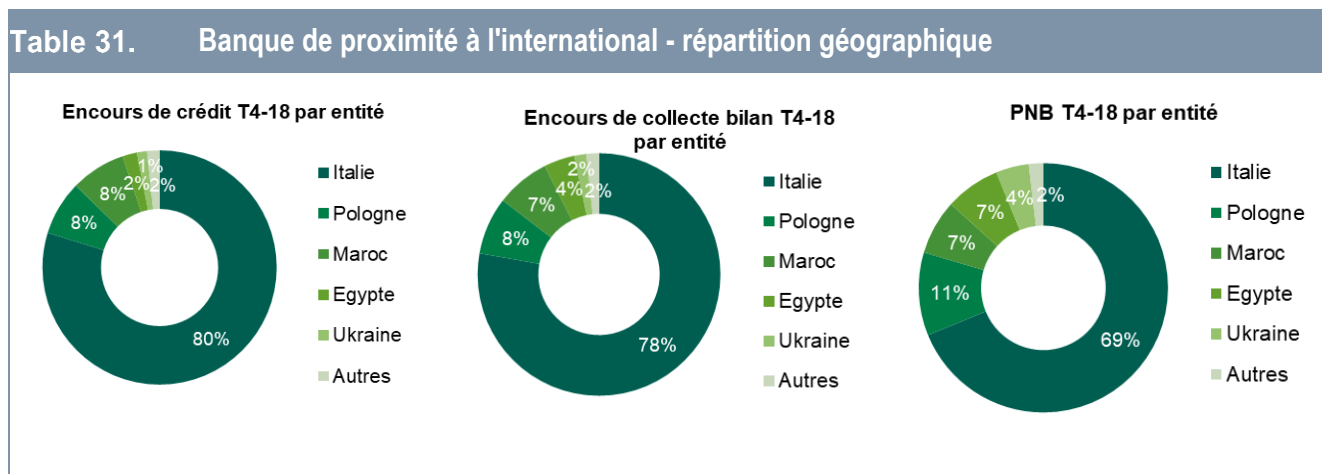
Pour rappel, les entités juridiques des trois banques ont toutes été fusionnées avec CA Italia à fin septembre 2018, il n'est donc plus possible à présent d'isoler leur effet périmètre lors des comparaisons avec l'exercice 2017.

<sup>36</sup> Pourcentage d'intérêt au 31 décembre 2018

Sur l'année 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à **342 millions d'euros**, en hausse de +31,6% par rapport à 2017, là encore grâce à la baisse du coût du risque (-16,7% par rapport à la même période de 2017) et à la constatation d'une plus-value immobilière chez Crédit du Maroc, comme mentionné ci-dessus. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'établit à **62,7%**, en dégradation de 2 points par rapport à 2017 et reflétant notamment l'intégration des 3 banques italiennes depuis fin 2017, même si leur efficacité opérationnelle a progressé au cours de l'année 2018.

La Banque de proximité à l'international contribue à hauteur de **7% au résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) **sur l'année 2018** et **14% à leurs revenus sous-jacent**.

Au 31 décembre 2018, les **fonds propres alloués** au pôle Banque de proximité à l'international s'élèvent à **3,8 milliards d'euros** (11% du total alloué) ; les **emplois pondérés** sont de **40,2 milliards d'euros** (13% du total).



L'Italie, deuxième marché domestique du groupe après la France, représente entre les deux tiers (pour le produit net bancaire) et les quatre cinquièmes (pour les crédits et la collecte bilan) de ce pôle, suivi par la Pologne et le Maroc. Bien que CA Italia ne soit détenue par Crédit Agricole S.A. qu'à hauteur de 76,9%, elle représente 51% du résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle.



## Banque de proximité en Italie (BPI Italie)

La Banque de proximité en Italie regroupe les réseaux de Gruppo Bancario Crédit Agricole Italia (« CA Italia »), qui opère sous les marques Crédit Agricole, Cariparma, Friuladria et Carispezia, ainsi que les trois Caisses d'épargne (Cassa di Risparmio – CR) de Cesena, de Rimini et de San Miniato acquises fin décembre 2017. La fusion juridique de ces trois banques avec CA Italia s'est achevée fin septembre 2018.

Les seuls éléments spécifiques dans les comptes du quatrième trimestre 2018 sont les coûts d'intégration des trois banques italiennes, avec un impact en résultat net part du Groupe de -6 millions d'euros (-11 millions d'euros en charges d'exploitation). Sur l'année 2018, ils ont eu un impact de -1 million d'euros en résultat net part du Groupe (-2 millions d'euros en charges d'exploitation). Pour rappel, au deuxième trimestre 2018, une reprise avait été comptabilisée sur cette même nature de retraitement. Au quatrième trimestre 2017, des coûts d'intégration avait été comptabilisés pour -24 millions d'euros en résultat net part du Groupe (-41 millions d'euros en charges d'exploitation et -3 millions d'euros en gains et pertes sur autres actifs). Sur l'année 2017, l'impact est de -26 millions en résultat net part du Groupe (-41 millions d'euros en charges d'exploitation et -8 millions d'euros en gains et pertes sur autres actifs).

**Table 32. Banque de proximité en Italie (BPI Italie) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>485</b>	<b>485</b>	<b>+17,5%</b>	<b>1 885</b>	<b>1 885</b>	<b>+13,4%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(332)	(320)	+16,6%	(1 192)	(1 190)	+19,2%
FRU	-	-	ns	(22)	(22)	x 2,1
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>153</b>	<b>164</b>	<b>+19,2%</b>	<b>671</b>	<b>673</b>	<b>+3,1%</b>
Coût du risque	(64)	(64)	(14,0%)	(275)	(275)	(12,3%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>89</b>	<b>100</b>	<b>+58,9%</b>	<b>396</b>	<b>398</b>	<b>+18,4%</b>
Impôt	(25)	(28)	+34,0%	(126)	(127)	+12,1%
<b>Résultat net</b>	<b>64</b>	<b>72</b>	<b>+71,4%</b>	<b>269</b>	<b>271</b>	<b>+21,5%</b>
Intérêts minoritaires	(17)	(19)	+58,7%	(75)	(75)	+20,2%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>47</b>	<b>52</b>	<b>+76,6%</b>	<b>195</b>	<b>196</b>	<b>+22,0%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>68,4%</b>	<b>66,1%</b>	<b>-0,5 pp</b>	<b>63,3%</b>	<b>63,1%</b>	<b>+3,0 pp</b>

## Activité

L'activité commerciale est solide dans un contexte incertain avec une instabilité marquée des marchés financiers au quatrième trimestre 2018. Pour rappel, l'intégration des trois banques acquises fin 2017 a été complètement finalisée à fin septembre 2018, ce qui permet, à présent, de constater une amélioration progressive de l'activité commerciale de ces trois banques sur tous les segments de marché.

La conquête commerciale s'inscrit dans une logique de croissance et d'accélération avec des entrées en relation qui s'élèvent à près de 140 000 sur 2018.

L'encours de **collecte totale** enregistre une variation de **-2,3%** par rapport au 31 décembre 2017 pour s'établir à 74,3 milliards d'euros à fin décembre 2018, hors titres en conservation. Pour rappel, les chiffres de collecte des trois banques acquises avaient été intégrés dès la fin 2017, à leur date de consolidation, la variation n'est donc plus déformée par un effet périmètre.

La **collecte hors bilan** résiste bien dans un contexte d'instabilité des marchés sur l'année. Elle atteint 33,7 milliards d'euros à fin décembre 2018, hors titres en conservation, et est **stable** par rapport au 31 décembre 2017. Hors effet marché, la collecte hors-bilan est en croissance. L'encours de **collecte bilan** s'élève à 40,6 milliards d'euros à fin décembre 2018, en baisse de **-4,2%** par rapport au 31 décembre 2017 en lien avec la poursuite des actions entamées depuis le trimestre précédent et visant à réduire la ressource volatile à coût élevé, notamment auprès des entreprises.

Les encours de **crédits** atteignent **42,2 milliards d'euros** à fin décembre 2018, stables (**-0,1%**) par rapport à fin décembre 2017. A noter sur 2018, la cession de 1,4 milliard d'euros de créances douteuses par CA Italia (26% de son portefeuille douteux brut). Hors cette cession, les encours de crédits sont en hausse de +2,9% sur l'année, reflétant une dynamique très positive. Le marché italien du crédit à l'habitat montre une croissance

modérée et CA Italia continue d'afficher des performances supérieures à celles du marché depuis plusieurs trimestres. Ainsi, à fin décembre 2018, les encours de crédits à l'habitat progressent de +10% sur un an, contre une croissance du marché italien de +1%<sup>37</sup>. Les trois banques acquises montrent également un bon développement commercial avec une progression de +29% des nouveaux prêts à l'habitat au quatrième trimestre 2018 par rapport au troisième trimestre 2018 après une progression de +26% au troisième trimestre par rapport au deuxième (effet saisonnalité) et de +61% au deuxième trimestre par rapport au premier. Sur le quatrième trimestre, ce chiffre a doublé par rapport au premier trimestre 2018, qui était aussi le premier trimestre d'intégration des trois banques.

A noter une demande de crédits des entreprises plus faible sur le quatrième trimestre 2018, en raison des indicateurs de confiance économique en baisse et des incertitudes générés par le contexte économique international.

Cariparma (mds€)	Déc. 16	Mars 17*	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17***	Mars 18***	Juin 18***	Sept 18***	Déc 18***	Δ Déc/Déc****
<b>Total encours de crédits</b>	<b>34.7</b>	<b>37.2</b>	<b>37.7</b>	<b>37.1</b>	<b>42.3</b>	<b>43.1</b>	<b>42.9</b>	<b>42.1</b>	<b>42.2</b>	<b>(0.1%)</b>
dont Crédits aux particuliers	16.5	17.2	17.5	17.6	22.6	22.9	22.1	20.0	20.3	(10.0%)
dont Crédits aux professionnels et PME	15.6	15.0	15.0	14.8	14.9	15.0	15.5	16.7	16.6	+11.9%
dont Crédits aux grandes entreprises	2.4	2.9	3.1	2.8	2.8	3.1	3.2	3.3	3.2	+14.5%
<b>Total encours de collecte bilan**</b>	<b>34.5</b>	<b>34.3</b>	<b>34.1</b>	<b>34.1</b>	<b>42.4</b>	<b>42.1</b>	<b>42.2</b>	<b>40.9</b>	<b>40.6</b>	<b>(4.3%)</b>
<b>Total encours de collecte hors bilan***</b>	<b>28.1</b>	<b>28.9</b>	<b>29.4</b>	<b>30.0</b>	<b>33.7</b>	<b>33.6</b>	<b>33.9</b>	<b>34.3</b>	<b>33.7</b>	<b>+0.2%</b>
<b>Total collecte</b>	<b>62.6</b>	<b>63.2</b>	<b>63.5</b>	<b>64.2</b>	<b>76.1</b>	<b>75.7</b>	<b>76.1</b>	<b>75.3</b>	<b>74.3</b>	<b>(2.3%)</b>

\* y compris intégration de Calit pour 1,9 Md€  
 \*\* pro forma du reclassement au T3-16 de dépôts de clients financiers de la collecte bilan vers les ressources marché  
 \*\*\* hors titres en conservation  
 \*\*\*\* y compris l'apport des 3 caisses d'épargne italiennes à partir du 21/12/2017 (6,9 Mds€ de collecte bilan, 3,9 Mds€ de collecte hors bilan, 4,7 Mds€ de crédits)

## Résultats

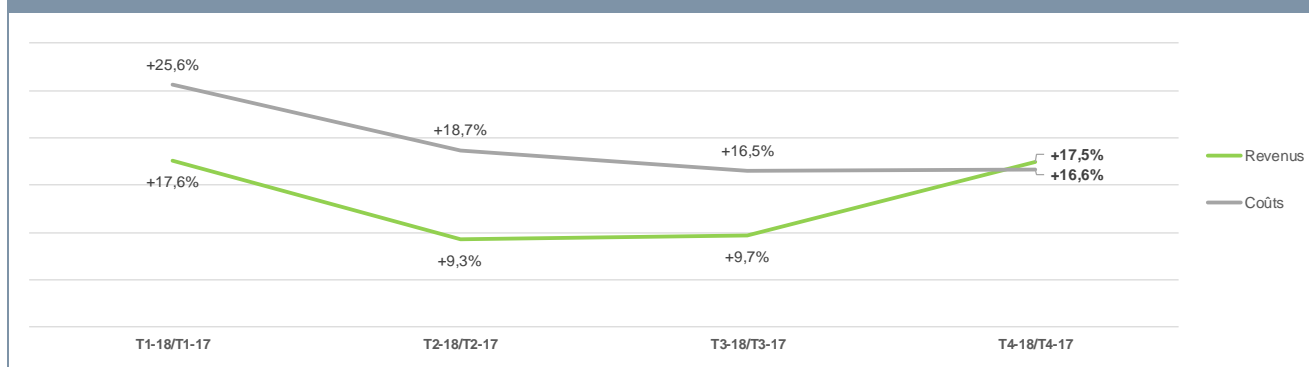
**Au quatrième trimestre 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent de BPI Italie s'établit à 52 millions d'euros, en hausse de +76,6% par rapport au quatrième trimestre 2017. Cette variation englobe l'effet périmètre de l'acquisition des trois banques acquises fin décembre 2017. A noter que depuis la finalisation des fusions juridiques à fin septembre 2018, il n'est plus possible d'isoler leur effet périmètre.**

Le **produit net bancaire** s'élève à 485 millions d'euros, en progression de **+17,5%** par rapport au quatrième trimestre 2017. Il est en ligne avec la cible d'accroissement de la franchise de 20% grâce à cette acquisition. C'est le plus haut niveau de produit net bancaire de l'année, ce qui reflète la réussite de l'intégration des trois banques. Il faut souligner une bonne tenue de la marge d'intérêt et des commissions sur le trimestre, compte tenu du contexte de marché.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** atteignent 320 millions d'euros, soit une progression de **+16,6% (+45 millions d'euros)** par rapport au quatrième trimestre 2017. Cette hausse est en ligne avec la progression du produit net bancaire sur le trimestre et dégagent même un léger effet ciseaux positif pour la première fois depuis l'intégration, signe d'une amélioration progressive de l'efficacité opérationnelle des trois banques.

<sup>37</sup> Source ABI (Association bancaire italienne)

**Table 34. Banque de proximité en Italie (BPI Italie) - Croissance annuelle comparée des revenus et des coûts, par trimestre**



Les programmes de rationalisation de la base de coûts se poursuivent après la finalisation de la fusion des trois banques à fin septembre 2018. Nous constatons un effet de ciseaux positif sur ce trimestre, et ce, pour la première fois depuis l'intégration des trois banques à fin décembre 2017. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** du trimestre s'établit à **66,1%**, il est en amélioration de 0,5 point par rapport au quatrième trimestre 2017. Hors la contribution de CA Italia au fonds de garantie des dépôts italiens (-18 millions d'euros au quatrième trimestre 2018 contre -16 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, la hausse de la contribution s'expliquant par l'effet périmètre), le coefficient d'exploitation sous-jacent du trimestre s'établit à **62,4%**.

Le **coût du risque** s'établit à 64 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, en **baisse significative de -14%** par rapport au quatrième trimestre 2017, malgré l'acroissement du périmètre. Les provisions IFRS9 sur les Buckets 1 et 2 représentent une reprise nette de 25 millions d'euros. Le **coût du risque sur encours** ressort à 67 points de base<sup>38</sup>, **en baisse de -25 points de base sur un an** (92 points de base au quatrième trimestre 2017) et de -6 points de base par rapport au troisième trimestre 2018. Depuis l'intégration des trois banques à fin décembre 2017, la forte baisse reflète une amélioration de la qualité du portefeuille sur l'ensemble du périmètre et du profil de risque favorable des trois banques après leur nettoyage préalable à l'acquisition. Le **taux de créances dépréciées ressort à 8,4%** contre 11,5% à fin décembre 2017 grâce à des **cessions de créances douteuses pour 1,4 milliard d'euros** sur 2018 (445 millions d'euros au deuxième trimestre, 700 millions d'euros au troisième et 230 millions d'euros au quatrième), soit 26% du portefeuille de créances douteuses brutes de BPI Italie). Le **taux de couverture** est en hausse pour la même raison (cession de créances douteuses à faible espérance de récupération donc haut niveau de couverture) et s'élève à **60%** contre 50,1% à fin décembre 2017.

**Sur l'année 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle s'établit à **196 millions d'euros**, en hausse de **+22%** par rapport à l'année 2017. Il inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de -22 millions d'euros, qui a plus que doublé par rapport à la même période de 2017, ainsi qu'une contribution au fonds de garantie des dépôts italiens pour -18 millions d'euros (en hausse de 2 millions d'euros sur 2018). Le **coefficient d'exploitation hors ces deux éléments** ressort à **62,2%**, en dégradation de 3,1 points de pourcentage principalement à cause de la consolidation des trois banques.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** de CA Italia s'établit quant à lui à **9,5%** pour l'année 2018, à comparer à 9% en 2017.

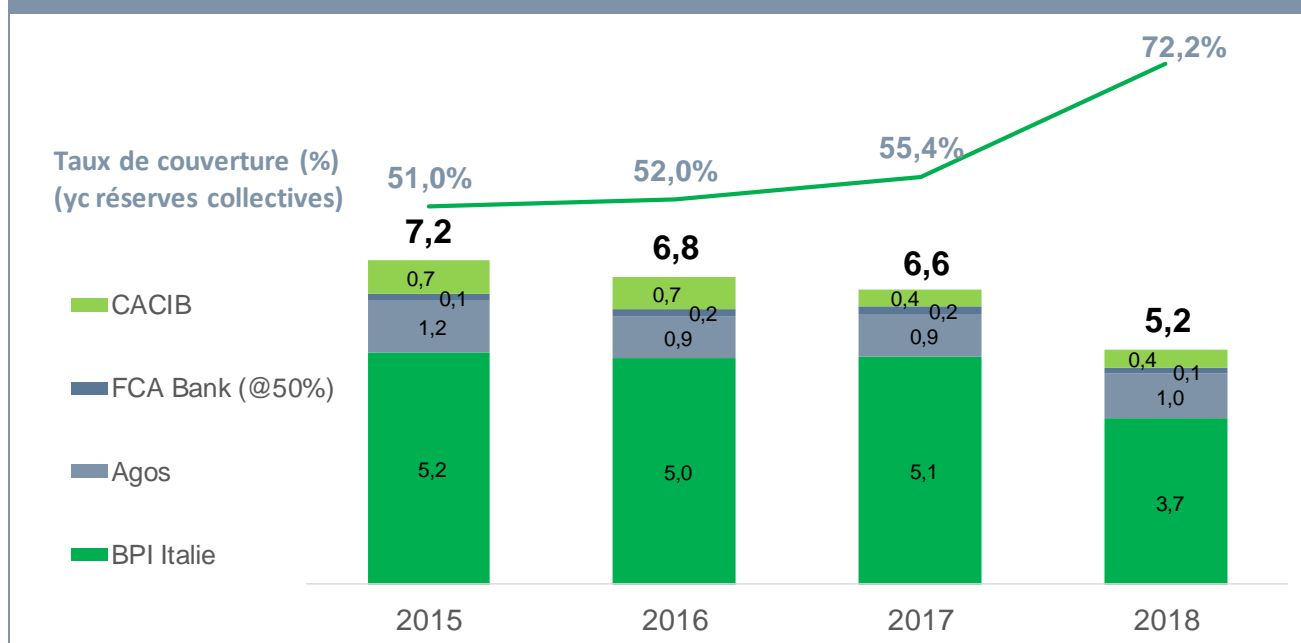
<sup>38</sup> Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

## Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Sur l'année 2018, le **résultat net part du Groupe** de l'ensemble des entités Crédit Agricole S.A. en Italie s'élève à **573 millions d'euros**. Elles contribuent à hauteur de **13% au résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A..

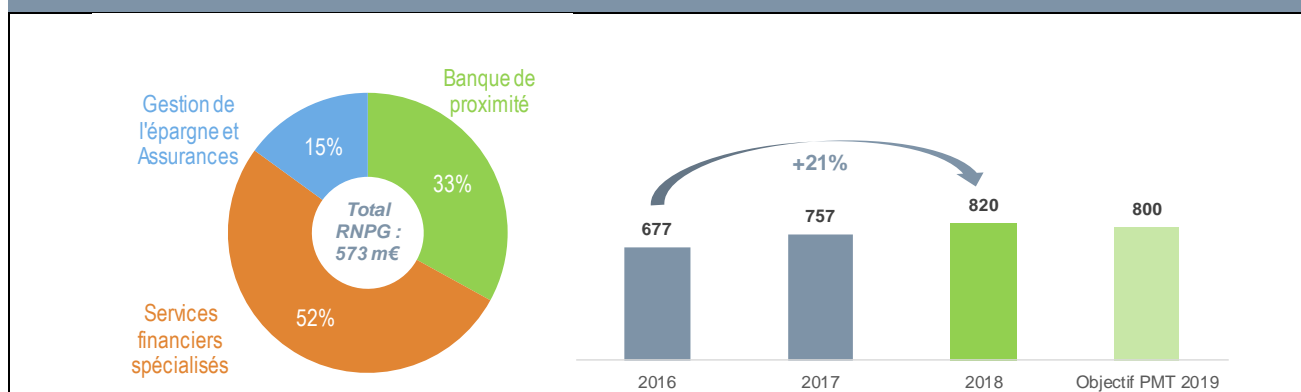
Les encours de crédit s'élèvent à **67 milliards d'euros** à fin décembre 2018, en hausse de +3% en un an y compris l'effet périmètre (intégration de Pioneer, des trois banques acquises et de Banca Leonardo) alors que les dépôts et fonds clientèle s'élèvent à **250 milliards d'euros** sur la même base.

**Table 35. Groupe en Italie - encours douteux bruts (Mds€) et taux de couverture**



Les synergies de revenus intra-groupe ont fortement progressé depuis le lancement du Plan à Moyen Terme (+21% depuis 2016), pour s'établir à **820 millions d'euros** et ainsi dépasser l'objectif initial de 800 millions d'euros; grâce à l'optimisation des achats et de l'innovation digitale, tous les métiers ont contribué à cette optimisation.

**Table 36. Groupe en Italie - Répartition par métier du RNPG et des synergies**



## Banque de proximité à l'international (Autres BPI)

Aucun élément spécifique n'est intégré dans les comptes des quatrièmes trimestres 2017 ou 2018, ni dans ceux des années 2018 ou 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent est donc identique au publié pour ces quatre périodes. A noter que l'effet change est assez modéré au quatrième trimestre par rapport à la même période de 2017, mais légèrement défavorable (baisse des principales devises de la zone par rapport à l'euro sur un an).

**Table 37. Banque de proximité à l'international hors Italie (BPI Autres) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>220</b>	<b>220</b>	+7,2%	<b>847</b>	<b>847</b>	+3,3%
Charges d'exploitation	(136)	(136)	+1,4%	(524)	(524)	+3,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>84</b>	<b>84</b>	<b>+18,2%</b>	<b>323</b>	<b>323</b>	<b>+3,5%</b>
Coût du risque	(19)	(19)	(34,3%)	(83)	(83)	(28,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	14	14	ns	14	14	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>+94,8%</b>	<b>255</b>	<b>255</b>	<b>+30,0%</b>
Impôt	(15)	(15)	+49,5%	(59)	(59)	+11,8%
<b>Résultat net</b>	<b>64</b>	<b>64</b>	<b>x 2,1</b>	<b>196</b>	<b>196</b>	<b>+36,7%</b>
Intérêts minoritaires	(14)	(14)	+62,9%	(50)	(50)	+13,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>x 2,3</b>	<b>146</b>	<b>146</b>	<b>+47,0%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>61,9%</b>	<b>61,9%</b>	<b>-3,6 pp</b>	<b>61,9%</b>	<b>61,9%</b>	<b>-0,1 pp</b>

## Activité

La Banque de proximité à l'international hors Italie (Autres BPI) continue d'enregistrer une activité commerciale dynamique et des résultats soutenus ce trimestre.

Le **total d'encours de collecte bilan et hors bilan** augmente de **+9,9%**<sup>39</sup> entre fin décembre 2017 et fin décembre 2018, s'élevant à 13,3 milliards d'euros. L'encours de **collecte bilan** s'élève à 11,6 milliards d'euros à fin décembre 2018, en hausse de **+10%**<sup>39</sup> sur douze mois. Il est notamment porté par de fortes hausses en Egypte (+23%<sup>39</sup>), en Ukraine (+17%<sup>39</sup>) et en Serbie (+16%<sup>39</sup>). L'encours de **crédits** atteint 10,7 milliards d'euros à fin décembre, en hausse de **+6,5%**<sup>39</sup> sur un an.

L'excédent net de collecte sur les crédits se maintient à 1,5 milliard d'euros à fin décembre 2018

**Table 38. BPI hors Italie - Encours de collecte et de crédit**

Autres BPI (mds€)	Déc. 16	Mars 17*	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17***	Mars 18***	Juin 18***	Sept 18***	Déc 18***	Δ Déc/Déc***
<b>Total encours de crédits</b>	<b>9,9</b>	<b>10,0</b>	<b>10,0</b>	<b>9,9</b>	<b>10,0</b>	<b>9,9</b>	<b>10,2</b>	<b>10,7</b>	<b>10,7</b>	<b>+7,4%</b>
dont Crédits aux particuliers	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,3	5,4	+4,8%
dont Crédits aux professionnels et PME	1,0	1,2	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	+19,5%
dont Crédits aux grandes entreprises	3,7	3,7	4,0	3,9	3,9	4,0	4,2	4,3	4,4	+11,1%
<b>Total encours de collecte bilan</b>	<b>10,8</b>	<b>10,7</b>	<b>10,6</b>	<b>10,5</b>	<b>10,7</b>	<b>10,5</b>	<b>10,9</b>	<b>11,4</b>	<b>11,6</b>	<b>+8,5%</b>
<b>Total encours de collecte hors bilan</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>+26,3%</b>
<b>Total collecte</b>	<b>12,0</b>	<b>12,0</b>	<b>11,9</b>	<b>11,8</b>	<b>12,0</b>	<b>12,0</b>	<b>12,5</b>	<b>13,0</b>	<b>13,3</b>	<b>+10,5%</b>

<sup>39</sup> Hors effet change



## Résultats

**Au quatrième trimestre 2018**, le **résultat net part du Groupe** des Autres BPI s'établit à **49 millions d'euros**. La performance est plus que doublée par rapport au quatrième trimestre 2017 (**x2,2 à change constant**), principalement grâce à une bonne progression du résultat brut d'exploitation et à la poursuite de la baisse du coût du risque.

Le **produit net bancaire** est en hausse de +7,2% par rapport au quatrième trimestre 2017 à 220 millions d'euros, **+6,6%** hors effet de change. C'est le niveau le plus élevé de l'année 2018.

Les **charges d'exploitation** enregistrent une légère hausse de +1,4% sur la même période (**+1.4%** hors effet de change). Le **coefficient d'exploitation** s'établit à **61,9%**, en amélioration de 3,6 points sur la période.

Le **coût du risque** recule fortement de -34,3% sur cette même période pour s'établir à -19 millions d'euros.

Une plus-value de cession de +14 millions d'euros et liée à la cession d'un terrain chez Crédit du Maroc sur le trimestre, est enregistrée sur la ligne **gains et pertes sur autres actifs**.

Par pays :

- **l'Egypte** enregistre une forte hausse de son produit net bancaire (+14%<sup>40</sup> sur un an) et un faible coût du risque; le résultat net part du Groupe est en hausse de **+5%**<sup>40</sup> par rapport au quatrième trimestre 2017 ;
- **la Pologne** bénéficie de bonnes tendances opérationnelles sur un an, mais un effet de base négatif sur le coût du risque par rapport au quatrième trimestre 2017 (comptabilisation d'une plus-value suite à la cession de créances douteuses) explique la baisse de son résultat net part du Groupe de -28%<sup>40</sup> à change constant ;
- **l'Ukraine** maintient un très bon niveau de résultats, grâce à la progression du produit net bancaire (+22%<sup>40</sup> sur un an) et à un très faible coût du risque ; le résultat net part du Groupe affiche une hausse de +49%<sup>40</sup> à change constant ;
- **Crédit du Maroc** continue d'enregistrer une diminution marquée du coût du risque (-67%<sup>40</sup> sur un an), et enregistre ce trimestre une plus-value de cession immobilière de +14 millions d'euros. Son résultat net part du Groupe est multiplié par six à change constant.

**Sur l'année 2018**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle s'établit à **146 millions d'euros**, en hausse de **+47%** par rapport à l'année 2017. Le **coefficient d'exploitation** ressort stable à **61,9%**.

Ce métier représente désormais plus de 3% du résultat net part du Groupe sous-jacent de Crédit Agricole SA, un peu moins de 3% hors AHM.

<sup>40</sup> Hors effet change

## Services financiers spécialisés (SFS)

Le pôle Services financiers spécialisés comprend le crédit à la consommation (CA Consumer Finance – CACF) et les activités de leasing et d'affacturage (CA Leasing & Factoring – CAL&F). A noter que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'entité Crédit Agricole Leasing Italie (Calit) a été transférée du métier CAL&F à BPI Italie. Ce transfert n'affecte pas les comparaisons de 2018 avec 2017.

Les comptes du quatrième trimestre 2018 intègrent un complément de provision enregistrée par l'entité FCA Bank (filiale à 50% de CACF et de FCA) pour couvrir une amende imposée par l'autorité de la concurrence italienne. L'impact au quatrième trimestre s'élève à 67 millions d'euros en contribution des sociétés mises en équivalence du métier Crédit à la consommation.

**Table 39. Services financiers spécialisés (SFS) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>690</b>	<b>690</b>	<b>+2,9%</b>	<b>2 769</b>	<b>2 769</b>	<b>+1,7%</b>
<i>dont CACF</i>	548	548	+1,7%	2 204	2 204	+0,8%
<i>dont CAL&amp;F</i>	142	142	+7,8%	564	564	+5,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(356)	(356)	(4,3%)	(1 363)	(1 363)	(2,2%)
FRU	-	-	ns	(17)	(17)	+19,9%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>335</b>	<b>335</b>	<b>+11,8%</b>	<b>1 389</b>	<b>1 389</b>	<b>+5,7%</b>
Coût du risque	(99)	(99)	(3,1%)	(467)	(467)	+6,1%
Sociétés mises en équivalence	(2)	65	+11,3%	187	254	+5,4%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>233</b>	<b>300</b>	<b>+17,5%</b>	<b>1 110</b>	<b>1 177</b>	<b>+5,7%</b>
Impôt	(40)	(40)	(41,1%)	(244)	(244)	(10,4%)
<b>Résultat net</b>	<b>194</b>	<b>261</b>	<b>+50,1%</b>	<b>866</b>	<b>933</b>	<b>+11,0%</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>154</b>	<b>221</b>	<b>+53,8%</b>	<b>738</b>	<b>805</b>	<b>+11,4%</b>
<i>dont CACF</i>	12	179	+62,1%	572	639	+9,3%
<i>dont CAL&amp;F</i>	42	42	+26,4%	167	167	+20,2%
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>51,5%</b>	<b>51,5%</b>	<b>-3,9 pp</b>	<b>49,2%</b>	<b>49,2%</b>	<b>-2,0 pp</b>

**Au quatrième trimestre 2018**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle Services Financiers Spécialisés (SFS) s'établit à **221 millions d'euros**, en **forte croissance de +53,8%** par rapport au quatrième trimestre 2017 grâce à la progression de +11,8% du résultat brut d'exploitation résultant d'un fort effet de ciseaux positif (différence de +7,2 points de pourcentage entre la croissance des revenus et celle des charges d'exploitation hors FRU) et de +11,3% des sociétés mises en équivalence, associée à une légère baisse du coût du risque (-3,1%) et plus substantielle (-41,1%) de la charge d'impôt.

Le **coefficient d'exploitation** du trimestre s'établit à **51,5%**, en **amélioration de 3,9 points de pourcentage** par rapport au quatrième trimestre 2017.

**Sur l'année 2018**, le résultat net part du Groupe sous-jacent atteint **805 millions d'euros**, en hausse de **+11,4%** par rapport à l'année 2017, liée notamment à une baisse des charges d'exploitation hors FRU de -2,2%, ainsi qu'une hausse des sociétés mises en équivalence de +5,4%. L'effet de ciseaux reste conséquent, à près de +4 points (croissance des revenus de +1,7%). Cela conduit à un **coefficient d'exploitation hors FRU** de **49,2%** sur l'année 2018, en **amélioration de 2 points de pourcentage** par rapport à 2017. A noter en 2018 la forte progression de la charge du FRU, de près de +19,9%, à 17 millions d'euros.

Le pôle Services financiers spécialisés contribue à hauteur de **16% au résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métier de Crédit Agricole S.A (hors AHM) **sur l'année 2018** et **14% à leurs revenus sous-jacent** (hors AHM).

Au 31 décembre 2018, les **fonds propres alloués** au pôle Services financiers spécialisés s'élèvent à **5,1 milliards d'euros** (15% du total alloué) ; les **emplois pondérés** sont de **53,6 milliards d'euros** (17% du total).

## Crédit à la consommation (CACF)

Le métier Crédit à la consommation comprend la société faîtière du métier, CA Consumer Finance (CACF) qui opère en France sous la marque Sofinco, ainsi que sa filiale à 61% Agos en Italie (le reste du capital est détenu par Banco BPM), Creditplus en Allemagne, Credibom au Portugal, CACF NL aux Pays-Bas, et les joint-ventures avec des constructeurs automobiles, FCA Bank (avec Fiat Chrysler Automotive, détenue à 50% par CACF et 50% par FCA) et GAC-Sofinco en Chine (avec Guangzhou Automobile Group, détenue à 50% par CACF et 50% par GAC) ou un partenaire bancaire, Wafasalaf au Maroc (détenu à 49% par CACF et 51% par Attijariwafa Bank).

Les comptes du quatrième trimestre 2018 intègrent un complément de provision enregistrée par l'entité FCA Bank (filiale à 50% de CACF et de FCA) pour couvrir une amende imposée par l'autorité de la concurrence italienne. L'impact au quatrième trimestre s'élève à 67 millions d'euros en contribution des sociétés mises en équivalence.

**Table 40. Crédit à la consommation (CACF) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>548</b>	<b>548</b>	<b>+1,7%</b>	<b>2 204</b>	<b>2 204</b>	<b>+0,8%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(284)	(284)	(7,0%)	(1 078)	(1 078)	(3,4%)
FRU	-	-	ns	(10)	(10)	+12,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>264</b>	<b>264</b>	<b>+13,1%</b>	<b>1 117</b>	<b>1 117</b>	<b>+5,1%</b>
Coût du risque	(82)	(82)	(6,1%)	(413)	(413)	+5,7%
Sociétés mises en équivalence	(2)	65	+11,3%	187	254	+5,4%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>180</b>	<b>247</b>	<b>+20,5%</b>	<b>892</b>	<b>959</b>	<b>+5,2%</b>
Impôt	(28)	(28)	(43,1%)	(192)	(192)	(7,7%)
<b>Résultat net</b>	<b>151</b>	<b>218</b>	<b>+55,5%</b>	<b>699</b>	<b>766</b>	<b>+9,1%</b>
Intérêts minoritaires	(40)	(40)	+31,6%	(128)	(128)	+8,3%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>112</b>	<b>179</b>	<b>+62,1%</b>	<b>572</b>	<b>639</b>	<b>+9,3%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>51,8%</b>	<b>51,8%</b>	<b>-4,9 pp</b>	<b>48,9%</b>	<b>48,9%</b>	<b>-2,1 pp</b>

## Activité

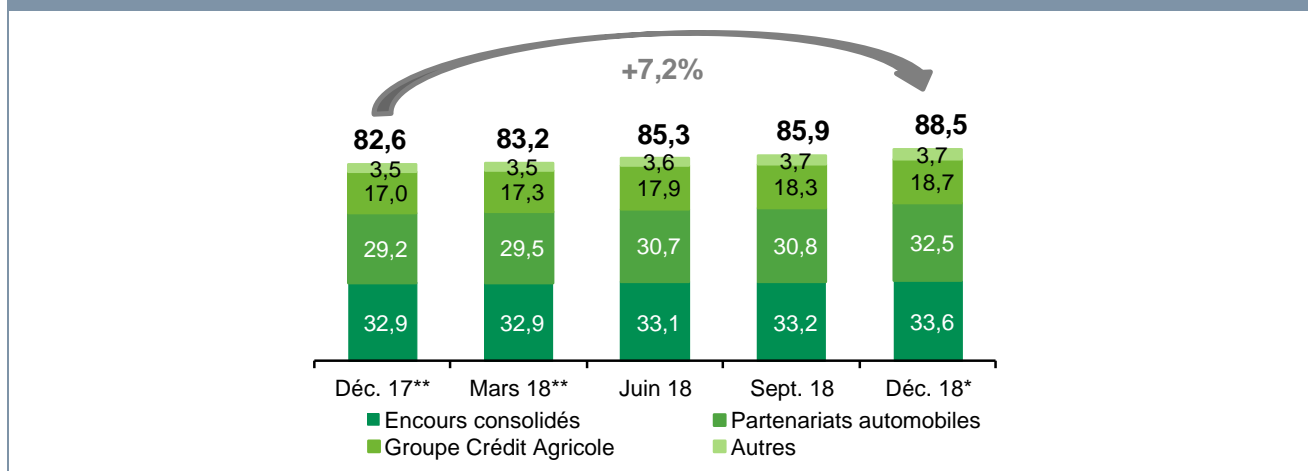
L'activité du quatrième trimestre 2018 poursuit sa tendance haussière. La **production totale** atteint 11,2 milliards d'euros, soit une hausse de **+6,1%** par rapport au quatrième trimestre 2017, tirée notamment par les partenariats automobiles (+15,4%).

Les **encours gérés** augmentent de **+7,2%** entre décembre 2017 et décembre 2018, pour atteindre 88,5 milliards d'euros. Les encours gérés avec les banques de détail du Groupe Crédit Agricole (+10,0%) et les partenariats automobiles (+11,2%), sont en nette progression, en ligne avec la croissance de la production.

Le quatrième trimestre a vu la création de la Joint-Venture en Espagne avec Bankia (quatrième banque espagnole). Le démarrage de l'activité commerciale est prévu à la fin du deuxième trimestre 2019.

De plus, de nombreux partenariats ont été renouvelés au quatrième trimestre 2018 comme celui avec Banco BPM (troisième banque italienne), via une extension de la relation commerciale de 15 ans et à l'ensemble du réseau d'agences de Banco BPM, ou encore entre Agos et Unieuro et Honda Moto. CACF a lancé des cartes Visa avec Avios (programme de fidélité regroupant British Airways, Iberia, Vueling et Aer lingus). FCA Bank, sa JV avec Fiat Chrysler Automobiles, a repris le loueur de véhicules courte durée WinRent.

**Table 41. Crédit à la consommation - encours bruts gérés (Mds€) (1/2)**



(\*) 38% des encours gérés sont localisés en France, 30% en Italie et 32% dans les autres pays.

(\*\*) Cession de créances douteuses : 260 m€ au T4-17, 60 m€ au T1-18

**Table 42. Crédit à la consommation - encours bruts gérés (2/2)**

(en Md€)	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Δ Déc./Déc.
Encours consolidés	32,4	32,4	32,6	32,7	32,9	32,9	33,1	33,2	33,6	+2,1%
Partenariats automobiles	25,1	26,6	27,5	27,8	29,2	29,5	30,7	30,8	32,5	+11,4%
Groupe Crédit Agricole	15,3	15,6	16,2	16,4	17,0	17,3	17,9	18,3	18,7	+9,9%
Autres	4,5	4,4	4,5	3,5	3,5	3,5	3,6	3,7	3,7	+6,9%
<b>Total</b>	<b>77,2</b>	<b>79,0</b>	<b>80,8</b>	<b>80,4</b>	<b>82,6</b>	<b>83,2</b>	<b>85,3</b>	<b>85,9</b>	<b>88,5</b>	<b>+7,2%</b>
dont Agos total géré	15,2	15,4	15,5	14,5	14,4	14,5	14,6	14,6	14,7	+2,3%

## Résultats

Au quatrième trimestre 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 179 millions d'euros, en hausse de +62,1% par rapport au quatrième trimestre 2017, en raison d'une baisse du coût du risque et de l'impôt, ainsi que d'une hausse de la contribution des sociétés mises en équivalence.

FCA Bank (filiale à 50% de CACF et de FCA) s'est vue imposer une amende totale de 178,9 millions d'euros par l'autorité de concurrence italienne. CACF a provisionné cette amende à hauteur de sa quote-part dans FCA Bank (50%). L'impact net la provision qui avait été constituée précédemment, soit 67 millions d'euros, a été enregistré dans les comptes du quatrième trimestre.

Le produit net bancaire atteint 548 millions d'euros, en hausse de +1,7% par rapport au quatrième trimestre 2017 en lien avec la bonne progression de l'activité. Les charges d'exploitation hors FRU sont en baisse de -7,0% par rapport au quatrième trimestre 2017. Le coefficient d'exploitation hors FRU ressort à 51,8% en amélioration de 4,9 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2017 et à un niveau particulièrement faible pour un quatrième trimestre mais au-dessus du coefficient d'exploitation (48,9%) pour l'ensemble de l'année à cause de l'effet saisonnier habituel en fin d'année.

Le coût du risque affiche une baisse de -6,1% par rapport au quatrième trimestre 2017, principalement grâce à des reprises de provisions liées à des effets méthodologiques notamment chez Agos. Le ratio coût du risque sur encours<sup>41</sup> ressort à 118 points de base, soit +8 points de base par rapport au quatrième trimestre 2017.

La contribution des sociétés mises en équivalence au résultat net part du Groupe augmente de +11,3% à 65 millions d'euros (hors impact de la provision passée au T4-18 de 67 M€) ce trimestre par rapport au quatrième

<sup>41</sup> Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

trimestre 2017, grâce à la poursuite de la très bonne performance des joint-ventures de crédit automobile FCA Bank en Europe et GAC-Sofinco en Chine.

**Sur l'année 2018**, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à **639 millions d'euros**, en **hausse de +9,3%** par rapport à l'année 2017. La légère hausse du coût du risque (+5,7%) vient un peu atténuer la hausse du résultat brut d'exploitation sous-jacent (+5,1%), lié à un effet de ciseaux favorable de plus de +4 points : le produit net bancaire progresse de +0,8%, alors que les charges d'exploitation hors FRU baissent de -3,4%. L'année 2018 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) de 10 millions d'euros, en hausse de +12,3% par rapport à 2017. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** ressort à **48,9%**, en **amélioration de 2,1 points de pourcentage** par rapport à l'année 2017. La baisse de la charge d'impôt sous-jacente, de -7,7%, vient amplifier la performance opérationnelle pour porter la croissance du résultat net part du Groupe à +9,3%.

## Leasing & factoring (CAL&F)

*Crédit Agricole Leasing & Factoring (CA-LF) regroupe les activités de crédit-bail (mobilier et immobilier) destiné à une clientèle d'entreprises, et d'affacturage.*

*L'entité Crédit Agricole Leasing Italie (Calit) est transférée du pôle SFS à BPI Italie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ce transfert n'affecte pas les comparaisons 2018 avec 2017.*

*Des éléments spécifiques avaient été intégrés au quatrième trimestre 2017, compte tenu de la revalorisation des impôts différés pour +37 millions d'euros (baisse du taux d'impôt prévisionnel selon la loi de finance en France, appliquée au stock d'impôts différés passifs). En revanche, aucun élément spécifique n'est intégré dans les comptes du reste de l'année 2017, du quatrième trimestre 2018 ou pour l'ensemble de l'année 2018.*

**Table 43. Crédit-bail & affacturage (CAL&F) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>142</b>	<b>142</b>	<b>+7,8%</b>	<b>564</b>	<b>564</b>	<b>+5,7%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(72)	(72)	+8,1%	(285)	(285)	+3,0%
FRU	-	-	ns	(7)	(7)	+31,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>+7,5%</b>	<b>272</b>	<b>272</b>	<b>+8,0%</b>
Coût du risque	(17)	(17)	+14,9%	(53)	(53)	+9,3%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>+5,6%</b>	<b>219</b>	<b>219</b>	<b>+7,9%</b>
Impôt	(11)	(11)	(35,4%)	(52)	(52)	(19,4%)
<b>Résultat net</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>+27,3%</b>	<b>167</b>	<b>167</b>	<b>+20,5%</b>
Intérêts minoritaires	0	0	(94,4%)	(0)	(0)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>+26,4%</b>	<b>167</b>	<b>167</b>	<b>+20,2%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>50,5%</b>	<b>50,5%</b>	<b>+0,1 pp</b>	<b>50,5%</b>	<b>50,5%</b>	<b>-1,3 pp</b>

## Activité

L'activité progresse globalement sur le quatrième trimestre 2018.

Les **encours de crédit-bail** sont en hausse de **+3,1%** par rapport au 31 décembre 2017, tirés aussi bien par la France, dont les encours atteignent 11,9 milliards d'euros, soit +1,7% par rapport au 31 décembre 2017, que par l'international dont les encours réalisent une bonne progression de +9,9% à 2,7 milliards d'euros.

Le **chiffre d'affaires factoré** progresse lui de +4,1% par rapport au quatrième trimestre 2017 à 20,5 milliards d'euros, tiré autant par la France (+2,5%) que l'international (+7,4%).

**Cash in time**, l'application d'affacturage sur smartphone lancée fin 2017, atteint 11 515 clients à fin décembre 2018, traitant un chiffre d'affaires factoré de 332,8 millions d'euros et générant un produit net bancaire de 6,9 millions d'euros sur l'année 2018.



**Table 44. Crédit Agricole Leasing & Factoring - Encours de crédit-bail et C.A. factoré**

(en Md€)	Déc. 16 *	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Δ Déc./Déc.
Encours Crédit-bail	15,5	13,7	13,8	13,9	14,2	14,3	14,3	14,3	14,6	+3,1%
<i>dont France</i>	11,5	11,5	11,5	11,5	11,7	11,8	11,8	11,8	11,9	+1,7%
Chiffre d'affaires factoré	18,0	17,2	18,3	17,4	19,6	18,4	19,6	18,0	20,5	+4,1%
<i>dont France</i>	12,2	11,6	12,2	11,4	13,1	11,9	12,9	11,6	13,5	+2,5%

\* Contribution de Crédit Agricole Leasing Italie transférée dans le métier BPI - Italie depuis le 1er janvier 2017

## Résultats

**Au quatrième trimestre 2018**, le **résultat net part du Groupe** de CA Leasing & Factoring (CAL&F) s'établit à **42 millions d'euros**, en hausse de **+26,4%** par rapport au quatrième trimestre 2017 en vision sous-jacente.

Le **produit net bancaire** atteint 142 millions d'euros, en hausse de **+7,8%** par rapport au même trimestre de 2017.

Les **charges d'exploitation hors FRU** s'établissent à **72 millions d'euros**, en hausse de **+8,1%** à cause des coûts informatiques (développement et traitement de Cash in time ainsi que la modernisation du système informatique) et aux charges de personnel (intéressement et participation de l'entreprise). Le coefficient d'exploitation hors FRU du trimestre s'établit à **50,5%**, stable par rapport au quatrième trimestre 2017 (+0,1 point de pourcentage).

**Sur l'année 2018**, le résultat net part du Groupe s'établit à 167 millions d'euros, affichant une **progression de +20,2%** par rapport à l'année 2017 en vision sous-jacente, grâce à une **hausse du produit net bancaire** (+5,7%) dépassant la hausse des charges hors FRU (+3,0%), soit un effet de ciseaux de près de +3 points, ainsi qu'un coefficient d'exploitation hors FRU en amélioration de 1,3 point de pourcentage. La contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) s'élève sur l'année 2018 à -7 millions d'euros, en hausse de +31,3% par rapport à 2017.

## Grandes clientèles (BFI et SFI)

Le pôle Grandes clientèles regroupe les activités de Banque de marché, de Banque d'investissement, de Financements structurés et de Banque commerciale regroupées au sein de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank (CACIB), ainsi que les Services financiers aux institutionnels (SFI) regroupés au sein de CACEIS.

**Table 45. Grandes clientèles (GC) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 210</b>	<b>1 178</b>	(10,3%)	<b>5 368</b>	<b>5 323</b>	(2,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(813)	(813)	(0,3%)	(3 169)	(3 169)	+2,3%
FRU	-	-	ns	(170)	(170)	+21,8%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>397</b>	<b>365</b>	<b>(26,6%)</b>	<b>2 030</b>	<b>1 984</b>	<b>(10,5%)</b>
Coût du risque	26	26	ns	64	64	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	(0)	ns	14	14	+8,5%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>422</b>	<b>390</b>	<b>(17,2%)</b>	<b>2 108</b>	<b>2 062</b>	<b>(1,1%)</b>
Impôt	(79)	(71)	(60,0%)	(550)	(539)	(18,8%)
<b>Résultat net</b>	<b>343</b>	<b>319</b>	<b>+8,5%</b>	<b>1 557</b>	<b>1 524</b>	<b>+7,1%</b>
Intérêts minoritaires	(6)	(6)	(51,2%)	(30)	(29)	(41,5%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>337</b>	<b>314</b>	<b>+10,9%</b>	<b>1 528</b>	<b>1 495</b>	<b>+8,8%</b>
dont Banque de Financement et d'Investiss.	293	270	+6,7%	1 354	1 321	+5,3%
dont Services Financiers aux Institutionnels	44	44	+46,9%	174	174	+45,5%
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>67,2%</b>	<b>69,0%</b>	<b>+6,9 pp</b>	<b>59,0%</b>	<b>59,5%</b>	<b>+2,7 pp</b>

Sous-jacent : retraité des impacts comptables (couverture de portefeuilles de prêts, DVA), voir p.92.

**Au quatrième trimestre 2018**, le résultat net part du Groupe publié du pôle Grandes clientèles s'établit à **337 millions d'euros**, en hausse de **+92,9%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

Les **éléments spécifiques**<sup>42</sup> ont un impact net de +23 millions d'euros en résultat net part du Groupe au quatrième trimestre 2018, à savoir :

- le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), +15 millions d'euros en produit net bancaire et +11 millions d'euros en résultat net part du Groupe, comptabilisé en BFI/BMI (Banque de marché et d'investissement) ;
- les couvertures de portefeuilles de prêts, +17 millions d'euros en produit net bancaire et +12 millions d'euros en résultat net part du Groupe, comptabilisées en BFI/BF Banque de financement.

Pour rappel, le quatrième trimestre 2017 comprenait en éléments spécifiques des impacts fiscaux liés à la surtaxe d'impôt en France et à l'ajustement des stocks d'impôts différés (-90 millions d'euros en ligne impôts et -87 millions d'euros en résultat net part du groupe) et un ajustement sur la plus-value nette sur la cession de la participation dans la BSF - Banque Saudi Fransi - pour -15 millions d'euros, comptabilisée dans la BFI/Banque de financement. Au quatrième trimestre 2017, l'impact total net, y compris DVA et couvertures des portefeuilles de prêts s'élevait à -108 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle Grandes clientèles atteint **314 millions d'euros**, soit une **hausse de +10,9%** par rapport au quatrième trimestre 2017. Le **produit net bancaire** du pôle est en repli de -10,3% principalement à cause d'un contexte de marché défavorable. Les **charges d'exploitation** sont stables, et le coefficient d'exploitation se dégrade de 7 points par rapport au quatrième trimestre 2017, à 69,0%. La croissance du résultat provient principalement du coût du risque, en reprise nette de +26 millions d'euros ce trimestre contre des dotations nettes de -37 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, ainsi que d'une forte baisse de la charge d'impôt, dont le taux effectif atteint 18,0% contre 37,5% au quatrième trimestre 2017. La baisse des intérêts minoritaires consécutive aux rachats des minoritaires de CACEIS fin 2017 contribue également à la forte croissance du résultat.

<sup>42</sup> Pour le détail des éléments spécifiques du quatrième trimestre et de l'année 2018, ainsi que pour les mêmes périodes de 2017, voir p. 92

**Pour 2018 et 2017**, les éléments spécifiques du compte de résultat sont de même nature que pour les quatrièmes trimestres 2018 et 2017 (couverture de portefeuilles de prêts, DVA et éléments fiscaux) auxquels s'ajoute pour 2017 la cession partielle de la participation dans BSF. Leur impact avant impôt est de +45 millions d'euros pour 2018 (+33 millions d'euros en résultat net part du Groupe) et de -21 millions d'euros pour 2017 (-67 millions d'euros en résultat net part du Groupe).

**En 2018**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **1 495 millions d'euros**, en **hausse de +8,8%/+121 millions d'euros** par rapport à 2017. L'exercice 2018 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de 170 millions d'euros, contre 139 millions d'euros en 2017, soit une hausse de +21,8%/+31 millions d'euros. Aucune provision pour risque juridique non allouée n'a été constatée sur la période dans ce pôle, alors qu'une provision de -115 millions d'euros avait été enregistrée en 2017. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **59,5%**, soit une dégradation de 2,7 points de pourcentage sur un an qui s'explique par une base de comparaison exigeante liée à la très forte performance des activités de marché au premier semestre 2017. Le tableau présentant le passage des résultats publiés aux résultats sous-jacents est détaillé en annexe, p. 103.

Le pôle Grandes clientèles contribue à hauteur de **29% du résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) **en 2018** et **27% de leurs revenus sous-jacents**.

Au 31 décembre 2018, les **fonds propres alloués** au pôle Grandes clientèles s'élèvent à **11,3 milliards d'euros**, dont 6,8 milliards d'euros pour la Banque de financement, 3,7 milliards d'euros pour la Banque de marché et d'investissement et 0,8 milliard d'euros pour les Services financiers aux institutionnels.

Les **emplois pondérés** du pôle sont de **118,4 milliards d'euros** dont 71,2 milliards d'euros pour la Banque de financement, 38,7 milliards d'euros pour la Banque de marché et d'investissement et 8,6 milliards d'euros pour les Services financiers aux institutionnels.

La **Banque de financement et d'investissement seule**, à 109,8 milliards d'euros, voit ses emplois pondérés progresser de **+10,3% par rapport à fin décembre 2017**, et de **+2,7% par rapport à fin septembre 2018**. La croissance annuelle est principalement liée à l'impact d'une anticipation de Bale 4 sur les risques opérationnels non financiers qui doivent être évalués selon la méthode standard.

Les emplois pondérés organiques sont stables et l'activité est rentable. En Banque de financement, le **ratio de revenus sur emplois pondérés moyens de la période** progresse de **+14 points de base par rapport à 2017**.

Le **RONE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) du pôle continue de progresser, à **12,5%**, contre 11,2% sur l'ensemble de l'exercice 2017, très supérieur à l'objectif du Plan à Moyen Terme, soit 11% au minimum, malgré la déconsolidation de la participation dans BSF, qui a eu un effet défavorable sur le RONE et n'était pas anticipée dans le Plan à Moyen Terme.

## Banque de financement et d'investissement (BFI)

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2018 ainsi que les mêmes périodes en 2017 sont détaillés en annexe p. 103.

**Table 46. Banque de financement & d'investissement (BFI) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

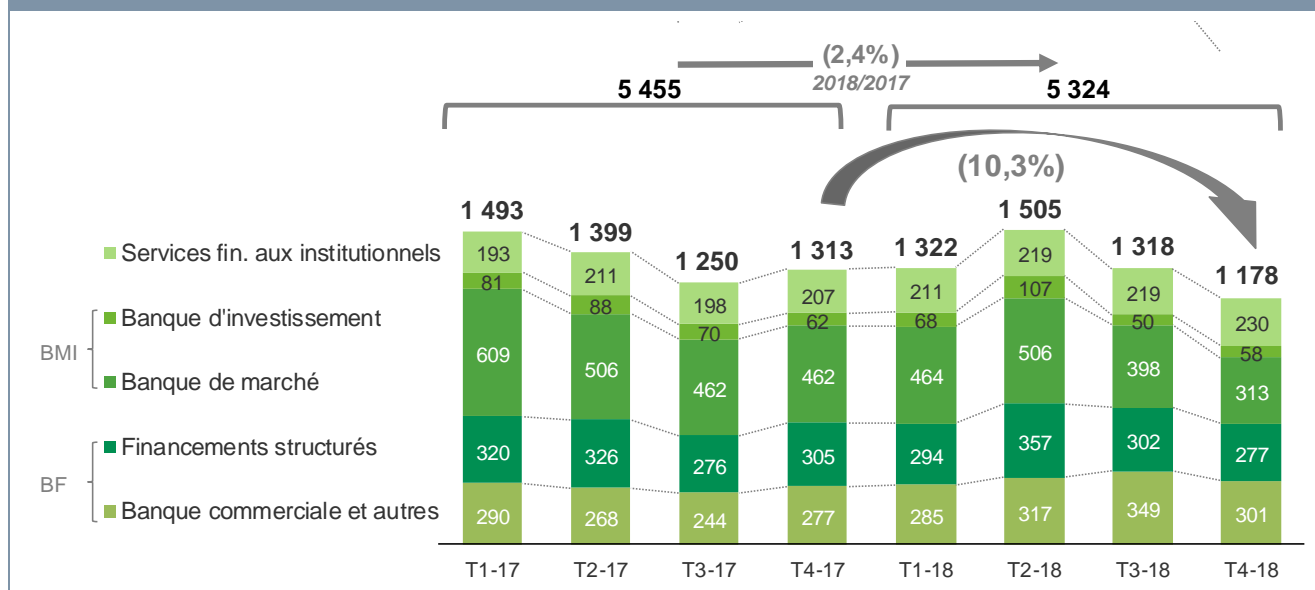
En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>980</b>	<b>949</b>	<b>(14,2%)</b>	<b>4 490</b>	<b>4 444</b>	<b>(4,3%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(646)	(646)	(1,6%)	(2 518)	(2 518)	+1,5%
FRU	-	-	ns	(155)	(155)	+11,6%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>335</b>	<b>303</b>	<b>(32,6%)</b>	<b>1 817</b>	<b>1 772</b>	<b>(2,5%)</b>
Coût du risque	28	28	ns	61	61	ns
Coût du risque juridique	-	-	ns	-	-	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	(1)	(1)	x 17,4	0	0	(99,8%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	(0)	ns	(0)	(0)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>361</b>	<b>329</b>	<b>(22,1%)</b>	<b>1 877</b>	<b>1 832</b>	<b>(3,3%)</b>
Impôt	(62)	(54)	(67,0%)	(494)	(482)	(21,4%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat net</b>	<b>299</b>	<b>275</b>	<b>+6,4%</b>	<b>1 383</b>	<b>1 350</b>	<b>+5,4%</b>
Intérêts minoritaires	(6)	(6)	(6,6%)	(30)	(29)	+7,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>293</b>	<b>270</b>	<b>+6,7%</b>	<b>1 354</b>	<b>1 321</b>	<b>+5,3%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>65,8%</b>	<b>68,0%</b>	<b>+8,7 pp</b>	<b>56,1%</b>	<b>56,7%</b>	<b>+3,2 pp</b>

Sous-jacent : Retraité des impacts comptables (DVA, couvertures des portefeuilles de prêts), voir p. 92

## Activité

La Banque de financement et d'investissement a évolué dans un environnement particulièrement défavorable aux activités de marché au quatrième trimestre 2018 et dans un marché atone en banque d'investissement. La banque de financement en revanche a été soutenue par un bon niveau d'activité, malgré quelques éléments de volatilité comptable aussi bien en banque commerciale qu'en financements structurés.

**Table 47. Grandes clientèles - revenus sous-jacents par métier**



Sous-jacent : Retraité des impacts comptables (couvertures des portefeuilles de prêts, DVA), voir p 92.

## Résultats

**Au quatrième trimestre 2018**, le résultat net part du Groupe publié de la BFI s'établit à 293 millions d'euros. Hors éléments spécifiques mentionnés ci-dessus, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** ressort à **270 millions d'euros**, en progression de **+6,7%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

Le **produit net bancaire sous-jacent** atteint 949 millions d'euros, en baisse de **-14,2%** par rapport au quatrième trimestre 2017, le bon niveau d'activité dans l'ensemble des métiers en Banque de financement ne compensant la baisse des revenus de la Banque de marché et d'investissement.

Les **charges d'exploitation** s'élèvent à 646 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, en baisse de **-1,6%** par rapport au quatrième trimestre 2017.

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établit à **68,0%**, en hausse de 8,7 points par rapport au quatrième trimestre 2017, la baisse des charges ne compensant pas celle du produit net bancaire.

Le **coût du risque de crédit** est en reprise nette pour le troisième trimestre consécutif à +28 millions d'euros, conséquence d'un faible risque spécifique sur le portefeuille et de reprises nettes sur les Buckets 1 et 2. Aucune provision juridique non allouée à des dossiers spécifiques n'a été constatée ce trimestre dans ce pôle. Le ratio de **coût du risque sur encours**<sup>43</sup> pour la Banque de financement atteint donc un niveau négatif de **-7 points de base** en moyenne annuelle sur quatre trimestres.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de la BFI est composé de la contribution de la **Banque de financement** à hauteur de **273 millions d'euros (+52,0%** par rapport au quatrième trimestre 2017) et de la **Banque de marché et d'investissement** à hauteur de **-3 millions d'euros** (contre 73 millions d'euros au quatrième trimestre 2017).

**Sur 2018**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent de la Banque de Financement et d'Investissement** s'établit à **1 321 millions d'euros, +5,3%** par rapport à 2017, principalement grâce à une forte baisse du coût du risque de crédit, en reprise nette de +61 millions d'euros sur la période (contre des dotations nettes de -203 millions d'euros en 2017, hors -115 millions d'euros de provisions pour risque juridique non allouées). Le **produit net bancaire** est en baisse de **-4,3%** / -202 millions d'euros à 4 444 millions d'euros. L'exercice 2018 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de 155 millions d'euros, en hausse de +11,6% par rapport à la même période en 2017. **Hors contribution au FRU, les charges** sont en hausse de **+1,5%** par rapport à 2017, à 2 518 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **56,7%**, soit une dégradation de 3,2 points de pourcentage sur un an qui s'explique notamment par une très forte performance des activités de marché au premier semestre 2017.

<sup>43</sup> Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.



## Banque de financement (BF)

Table 48. Banque de financement (BF) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>595</b>	<b>578</b>	(0,7%)	<b>2 504</b>	<b>2 481</b>	+7,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(241)	(241)	+1,4%	(967)	(967)	+4,5%
FRU	-	-	ns	(46)	(46)	+20,1%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>354</b>	<b>337</b>	<b>(2,1%)</b>	<b>1 491</b>	<b>1 468</b>	<b>+9,4%</b>
Coût du risque	18	18	ns	82	82	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>371</b>	<b>353</b>	<b>+8,9%</b>	<b>1 573</b>	<b>1 550</b>	<b>+22,2%</b>
Impôt	(79)	(75)	(46,8%)	(414)	(408)	(4,2%)
<b>Résultat net</b>	<b>291</b>	<b>279</b>	<b>+51,5%</b>	<b>1 159</b>	<b>1 142</b>	<b>+35,5%</b>
Intérêts minoritaires	(6)	(6)	+30,8%	(25)	(24)	+35,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>285</b>	<b>273</b>	<b>+52,1%</b>	<b>1 135</b>	<b>1 118</b>	<b>+35,5%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>40,5%</b>	<b>41,7%</b>	<b>+0,9 pp</b>	<b>38,6%</b>	<b>39,0%</b>	<b>-1,2 pp</b>

Pour l'activité **financements structurés** CACIB gagne trois places sur le financement de projets au niveau mondial, sur lequel il se classe au quatrième rang à fin décembre 2018. Par ailleurs, en application de son modèle *Distribute to Originate*, la Banque de financement a enregistré un **taux de redistribution primaire moyen sur les douze derniers mois de 39%**, stable par rapport à 2017 et +13 points par rapport à 2013, année d'intensification de cette politique.

Les principales opérations du trimestre de la Banque de financement sont les suivantes :



En **Banque commerciale**, l'activité de prêts aux entreprises et de distribution (*Debt Optimisation & Distribution*) est en progression avec une activité soutenue sur le quatrième trimestre. Les activités de financement export, financement du commerce international, *cash management (International Trade & Transaction Banking)* bénéficient d'un flux de clientèle restant bien orienté sur le *Trade / Export*, de la hausse du prix du pétrole et de la poursuite de la croissance des financements de fonds d'investissement en partenariat avec CACEIS.

S'agissant de l'activité de prêts syndiqués, CACIB affirme sa place de leader en France et passe de la quatrième à la deuxième place sur la zone EMEA en nombre de transactions en 2018.

Au quatrième trimestre 2018, **les revenus des Financements structurés** s'établissent à **277 millions d'euros**, en baisse de **-9,3%** par rapport au quatrième trimestre 2017, en dépit du bon niveau d'activité sur le trimestre.

Les **revenus sous-jacents de la Banque commerciale** s'établissent à **301 millions d'euros**, en hausse de **+8,9%** par rapport au quatrième trimestre 2017. Les revenus sont tirés par un bon flux clientèle complété par l'activité qui reste bien orientée sur l'ensemble des lignes produits.

**Au quatrième trimestre 2018**, la **Banque de financement** dans son ensemble affiche un résultat net part du Groupe publié de 285 millions d'euros. Hors éléments spécifiques, à savoir les couvertures de portefeuilles de prêts pour +12 millions d'euros, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **273 millions d'euros**, soit une **hausse de +52,0%**.

**Sur l'année 2018**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **1 118 millions d'euros**, en hausse de **+35,5%** par rapport à l'année 2017. Il inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de -46 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **39,0%**, en amélioration de 1,2 point de pourcentage sur un an.

## Banque de marché et d'investissement (BMI)

**Table 49. Banque de marché & d'investissement (BMI) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>385</b>	<b>371</b>	(29,3%)	<b>1 985</b>	<b>1 963</b>	(16,1%)
Charges d'exploitation hors FRU	(404)	(404)	(3,3%)	(1 551)	(1 551)	(0,3%)
FRU	-	-	ns	(108)	(108)	+8,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(19)</b>	<b>(33)</b>	ns	<b>326</b>	<b>304</b>	<b>(55,6%)</b>
Coût du risque	10	10	ns	(22)	(22)	x 24,1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(9)</b>	<b>(24)</b>	ns	<b>304</b>	<b>282</b>	<b>(55,0%)</b>
Impôt	17	21	ns	(80)	(74)	(60,6%)
<b>Résultat net</b>	<b>8</b>	<b>(3)</b>	ns	<b>224</b>	<b>208</b>	<b>(52,6%)</b>
Intérêts minoritaires	(0)	0	ns	(5)	(4)	(49,6%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>7</b>	<b>(3)</b>	ns	<b>219</b>	<b>203</b>	<b>(52,7%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>104,9%</b>	<b>109,0%</b>	<b>+29,3 pp</b>	<b>78,1%</b>	<b>79,0%</b>	<b>+12,5 pp</b>

**Au quatrième trimestre 2018**, les **revenus** de la **Banque de marché** (FICC seulement) hors DVA s'élevèrent à 313 millions d'euros, en baisse de **-32,2%** par rapport au quatrième trimestre 2017. Hors impact liés à la FVA, l'évolution des revenus est de -24%. Les activités de Taux, Change et Crédit souffrent de la difficile monétisation des transactions des clients, dans des conditions de marché adverses, et du maintien d'un profil de risque conservateur : la **VaR** est restée quasiment stable sur le trimestre, à **5,1 millions d'euros en moyenne** contre 4,9 millions d'euros en moyenne au troisième trimestre. L'activité commerciale à l'exception du Crédit progresse dans un contexte continu de resserrement des marges ce trimestre.

**En 2018**, CACIB se positionne à la première place mondiale du classement sur les émissions supranationales et gagne 2,4 points de part de marché par rapport à 2017. Dans le domaine des financements verts, CACIB est toujours numéro un mondial sur le marché des Green bonds<sup>44</sup>.

La **Banque d'investissement** est en repli ce trimestre avec des revenus qui s'établissent à 58 millions d'euros. La progression des revenus de l'activité *Equity Capital Market & Convertible Bonds* et le bon niveau d'activité du conseil en fusions-acquisitions sont masqués par le faible niveau de revenus de l'activité *Strategic Equity Transaction* dans le marché dégradé du quatrième trimestre.

Les mandats significatifs de la Banque de marché et d'investissement comprennent, au quatrième trimestre 2018, les opérations suivantes :



**Au quatrième trimestre 2018**, la **Banque de marché et d'investissement** affiche un résultat net part du Groupe publié de 7 millions d'euros. Retraité des éléments spécifiques, à savoir le DVA pour +14 millions d'euros, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **-3 millions d'euros**, par rapport à 73 millions d'euros au quatrième trimestre 2017.

**Sur l'année 2018**, il atteint **203 millions d'euros**, en **baisse de -52,7%** par rapport à 2017. Ces résultats incluent une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de -108 millions d'euros, en hausse de +8,3% par rapport à la même période l'an dernier. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** ressort à **79,0%** sur la période.

<sup>44</sup>Source : Bloomberg 31/12/2018

## Services financiers aux institutionnels (CACEIS)

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2018 ainsi que les mêmes périodes en 2017 sont détaillés en annexe p. 92. Seul le T4-17 enregistre des éléments spécifiques pour +4 millions d'euros en impôts (remboursement de la taxe de 3% sur les dividendes).

**Table 50. Services financiers aux institutionnels - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>230</b>	<b>230</b>	<b>+10,8%</b>	<b>879</b>	<b>879</b>	<b>+8,6%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(168)	(168)	+4,9%	(651)	(651)	+5,5%
FRU	-	-	ns	(15)	(15)	x 33,5
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>62</b>	<b>62</b>	<b>+30,5%</b>	<b>213</b>	<b>213</b>	<b>+11,3%</b>
Coût du risque	(2)	(2)	ns	3	3	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	-	-	ns	14	14	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>+27,1%</b>	<b>230</b>	<b>230</b>	<b>+20,4%</b>
Impôt	(16)	(16)	+36,5%	(56)	(56)	+14,3%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat net</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>+24,0%</b>	<b>174</b>	<b>174</b>	<b>+22,6%</b>
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(100,0%)	(0)	(0)	(100,0%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>+46,9%</b>	<b>174</b>	<b>174</b>	<b>+45,5%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>73,0%</b>	<b>73,0%</b>	<b>-4,1 pp</b>	<b>74,1%</b>	<b>74,1%</b>	<b>-2,2 pp</b>

## Activité

**Au quatrième trimestre 2018**, CACEIS affiche une croissance organique solide et des succès commerciaux notables se traduisant par l'entrée de nouveaux clients sur l'ensemble de ses activités cœurs. Ces bonnes performances ne suffisent cependant pas à compenser un effet marché fortement négatif. Les **encours conservés** s'établissent ainsi à **2 633 milliards d'euros** à fin décembre 2018, en baisse de **-0,9%/-23 milliards d'euros** sur un an et de **-69 milliards d'euros** par rapport au trimestre précédent. A **1 692 milliards d'euros**, les **encours administrés** sont également en baisse, de **-4,0%/-70 milliards d'euros** sur l'année et de **-94 milliards d'euros** par rapport au trimestre précédent. La baisse des encours administrés sur un an reflète également la sortie de -13 milliards d'euros d'actifs au deuxième trimestre 2018 liée à la cession par CACEIS de ses activités en Amérique du Nord.

**Table 51. Services financiers aux institutionnels - Encours**

Mds€	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Δ Déc./Déc.
Encours conservés	2 522	2 583	2 647	2 612	2 656	2 605	2 631	2 702	2 633	(0,9%)
Encours administrés	1 568	1 638	1 678	1 725	1 762	1 768	1 776	1 786	1 692	(4,0%)

## Résultats

**Au quatrième trimestre 2018**, le **résultat net part du Groupe** de SFI s'établit à **44 millions d'euros**, en **hausse de +46,9%** hors éléments spécifiques par rapport au quatrième trimestre 2017. Pour rappel, l'augmentation de la participation de Crédit Agricole S.A. dans CACEIS, de 85% à 100% à fin décembre 2017, se traduit par la suppression des intérêts minoritaires, ce qui explique la forte accélération du résultat net part du Groupe par rapport à la hausse du résultat net avant minoritaires (+24,0%).

Le **produit net bancaire** progresse de **+10,8%** par rapport au quatrième trimestre 2017, pour atteindre **230 millions d'euros**, en lien avec le développement de l'activité. Tant les commissions nettes sur les activités de conservation, distribution et administration - et ce malgré l'effet marché défavorable -, que les revenus des activités de flux et les revenus nets d'intérêts sont en progression. Les **charges d'exploitation** s'établissent à **168 millions d'euros**, en **hausse de +4,9%** par rapport au quatrième trimestre 2017, en lien avec le développement de l'activité et les investissements du métier. Hors reclassements de produit net bancaire en

charges de refacturations pour -3,5 millions d'euros ce trimestre, la hausse des charges est ramenée à +2,7% par rapport au quatrième trimestre 2017, et celle du produit net bancaire s'élève à +8,7%.

**Sur l'exercice 2018**, le **résultat net part du Groupe** s'établit à **174 millions d'euros**, en **hausse de +45,5%** hors éléments spécifiques par rapport à 2017. Hors plus-value de cession des activités de CACEIS en Amérique du Nord pour 14 millions d'euros enregistrée en 2018, la progression du résultat net part du Groupe est de +33,8% sur un an. Les **revenus** progressent de **+8,6%** sous l'effet du dynamisme de l'activité clientèle, d'effets marchés en hausse en dépit de la baisse des indices au quatrième trimestre, ainsi que de la bonne tenue des activités de trésorerie. Les **charges** progressent de **+7,8%** sur la même période, et de +5,5% hors contribution au FRU. Le **coefficient d'exploitation** hors FRU et reclassement du produit net bancaire en charges d'exploitation sur 2018 (-13,6 millions d'euros) ressort à **73,4%**, en **amélioration de 2,9 points** sur un an. Sur cette période également, le rachat des minoritaires fin 2017 explique la forte accélération entre le résultat avant minoritaires (+22,6%) et le résultat net part du Groupe.

## Activités hors métiers (AHM)

Ce pôle comprend principalement la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A., la gestion actif-passif et la gestion des dettes liées aux acquisitions de filiales ou de participations financières. Il inclut également :

- le résultat des activités de capital-investissement et de diverses autres sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. (UniÉditions, Foncaris, CA Immobilier, etc.) ;
- les résultats des sociétés de moyens, des sociétés immobilières d'exploitation et des activités en réorganisation portant des immeubles affectés à plusieurs pôles ;
- les effets nets de l'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. ainsi que la réévaluation des dettes structurées émises par Crédit Agricole CIB.

Les comptes du quatrième trimestre 2018 intègrent la dotation à la provision épargne logement doté par Crédit Agricole S.A.. Cette provision est le seul élément spécifique du trimestre (+4 millions d'euros en produit net bancaire, impact en résultat net part du Groupe de +6 millions d'euros). Au quatrième trimestre 2017, les éléments spécifiques intégraient l'impact du spread émetteur pour -62 millions d'euros ainsi que la variation de la provision épargne logement pour +2 millions d'euros.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'ensemble de l'année 2018 ainsi que les mêmes périodes en 2017 sont détaillés en annexe p. 104.

**Table 52. Activités hors métiers (AHM) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(63)</b>	<b>(69)</b>	(65,1%)	<b>(344)</b>	<b>(341)</b>	(42,8%)
Charges d'exploitation hors FRU	(256)	(256)	+36,4%	(842)	(842)	+6,8%
FRU	-	-	ns	(62)	(62)	+1,9%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(319)</b>	<b>(325)</b>	<b>(15,7%)</b>	<b>(1 249)</b>	<b>(1 245)</b>	<b>(13,9%)</b>
Coût du risque	(5)	(5)	(59,8%)	(5)	(5)	(26,0%)
Coût du risque juridique	(75)	(75)	ns	(80)	(75)	ns
Sociétés mises en équivalence	1	1	(56,1%)	21	21	(72,1%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	(3)	+14,3%	13	13	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	86	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(401)</b>	<b>(407)</b>	<b>+2,2%</b>	<b>(1 213)</b>	<b>(1 291)</b>	<b>(6,6%)</b>
Impôt	199	201	x 2,4	576	575	+24,8%
<b>Résultat net</b>	<b>(202)</b>	<b>(206)</b>	<b>(34,2%)</b>	<b>(638)</b>	<b>(717)</b>	<b>(22,3%)</b>
Intérêts minoritaires	(10)	(10)	ns	(35)	(15)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(213)</b>	<b>(217)</b>	<b>(24,3%)</b>	<b>(672)</b>	<b>(731)</b>	<b>(18,2%)</b>

Sous-jacent : Retraité des éléments spécifiques (spread émetteur jusqu'à l'application d'IFRS9 au 1<sup>er</sup> janvier 2018, etc.) cf. p. 104

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe** du pôle affiche une **perte de -217 millions d'euros**, en amélioration de **+70 millions d'euros** par rapport au quatrième trimestre 2017.

Le **produit net bancaire sous-jacent** atteint -69 millions d'euros, en amélioration de +129 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2017 notamment grâce à la plus-value générée par l'IPO de NEOEN (+53 millions d'euros) mais également par la mutualisation des fonctions supports (informatique, paiements,...). Les **charges d'exploitation hors contribution au Fonds de Résolution Unique** enregistrent une hausse sensible de +35,7%, témoignant notamment des investissements effectués dans les systèmes d'information et les paiements et sont la contrepartie de l'amélioration du produit net bancaire.



**Sur l'année 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à -731 millions d'euros**, une perte en réduction de -18,2%/+162 millions d'euros par rapport à 2017. Elle inclut une contribution au FRU à hauteur de -62 millions d'euros, en légère hausse (+1,9%) par rapport à 2017.

Au 31 décembre 2018, les **emplois pondérés** sont de **21,6 milliards d'euros** et le **capital alloué de 2,1 milliards d'euros**.

# Groupe Crédit Agricole

## Résultats consolidés

En m€	T4-18 publié	T4-17 publié	Δ T4/T4 publié	T4-18 sous-jacent	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>8 110</b>	<b>8 045</b>	+0,8%	<b>8 064</b>	<b>8 235</b>	(2,1%)
Charges d'exploitation hors FRU	(5 478)	(5 459)	+0,3%	(5 440)	(5 342)	+1,8%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 632</b>	<b>2 586</b>	<b>+1,8%</b>	<b>2 624</b>	<b>2 893</b>	<b>(9,3%)</b>
Coût du risque de crédit	(499)	(423)	+18,0%	(499)	(423)	+18,0%
Coût du risque juridique	(75)	-	ns	(75)	-	ns
Sociétés mises en équivalence	10	49	(78,9%)	77	68	+13,1%
Gains ou pertes sur autres actifs	48	5	x 8,9	48	8	x 5,7
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	186	(100,0%)	-	0	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 116</b>	<b>2 404</b>	<b>(12,0%)</b>	<b>2 175</b>	<b>2 547</b>	<b>(14,6%)</b>
Impôt	(416)	(1 294)	(67,9%)	(412)	(704)	(41,4%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	(23)	(99,9%)	(0)	(23)	(99,9%)
<b>Résultat net</b>	<b>1 700</b>	<b>1 087</b>	<b>+56,4%</b>	<b>1 763</b>	<b>1 821</b>	<b>(3,2%)</b>
Intérêts minoritaires	(130)	(165)	(21,4%)	(137)	(129)	+6,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 571</b>	<b>922</b>	<b>+70,3%</b>	<b>1 626</b>	<b>1 692</b>	<b>(3,9%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>67,5%</b>	<b>67,9%</b>	<b>-0,3 pp</b>	<b>67,5%</b>	<b>64,9%</b>	<b>+2,6 pp</b>

**Au quatrième trimestre 2018**, le **résultat net part du Groupe** publié du Groupe Crédit Agricole ressort à 1 571 millions d'euros, contre 922 millions d'euros au quatrième trimestre 2017.

Les **éléments spécifiques** ont eu un effet net limité ce trimestre sur le résultat net part du Groupe de -55 millions d'euros. Ils comprennent surtout l'amende notifiée par l'autorité de la concurrence italienne (AGCM) à FCA Bank (voir p. 109 pour le détail de ce litige et p. 115 le communiqué de presse publié le 9 janvier 2019), dont l'effet de -67 millions d'euros ce trimestre pour le Groupe tient compte de provisions antérieures sur ce dossier. Les autres éléments spécifiques du trimestre sont moins significatifs : ils comprennent les coûts d'intégration de Pioneer Investments chez Amundi pour -14 millions d'euros (-27 avant impôts et intérêts minoritaires), les coûts d'intégration des trois banques italiennes pour -7 millions d'euros (-11 avant impôts et minoritaires), et en contrepartie le solde net de +33 millions d'euros en résultat net part du Groupe des éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +11 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour +13 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour +9 millions d'euros.

**Au quatrième trimestre 2017**, les éléments spécifiques avaient affecté le résultat net part du Groupe de façon beaucoup plus significative, à hauteur de -730 millions d'euros, dont -671 millions d'euros venant de la fiscalité et se décomposant en -407 millions d'euros pour la revalorisation des impôts différés, -343 millions d'euros pour la surtaxe d'IS et +79 millions d'euros pour le remboursement par l'Etat de la taxe sur les dividendes. Les autres éléments étant par ordre d'importance, l'amende Echanges Images Chèques (EIC) des pôles Banque de proximité en France et Activités hors métiers pour -98 millions d'euros (en produit net bancaire, non déductible) ; les coûts d'intégration de Pioneer Investments pour -33 millions d'euros ; les coûts d'acquisition des trois banques italiennes pour -26 millions d'euros ; un ajustement des plus-values sur les cessions de la BSF pour -15 millions d'euros et d'Eurazeo pour -4 millions d'euros ; les variations d'écart d'acquisition pour +353 millions d'euros au titre du badwill des trois banques italiennes et de -222 millions d'euros de dépréciation intégrale de la survaleur de la Pologne. Pour finir, les éléments habituels de volatilité comptable ont eu un impact en résultat net part du Groupe de -68 millions d'euros dont -62 millions d'euros pour la revalorisation des dettes liée aux variations du spread émetteur, -2 millions d'euros pour les couvertures de portefeuilles de prêts dans le pôle Grandes clientèles ; le DVA (*Debt Valuation Adjustment*) avec un impact de -4 millions d'euros ; s'y ajoutent les provisions épargne logement des pôles Banque de proximité en France et du pôle Activités hors métiers pour +13 millions d'euros.

Hors éléments spécifiques<sup>45</sup>, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint **1 626 millions d'euros**, en baisse de **-3,9% sur un an**.

A 8 064 millions d'euros ce trimestre, le **produit net bancaire sous-jacent** enregistre une légère baisse de **-2,1%**. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors contribution au FRU** demeurent très bien maîtrisées, en hausse de **+1,8%** par rapport au quatrième trimestre 2017

A 499 millions d'euros contre 423 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, le **coût du risque de crédit** enregistre une nette hausse de **+18,0%**. **Elle provient notamment du pôle Banque de proximité au travers des Caisses Régionales**, qui enregistre un quasi-triplement de leur coût du risque de +164 millions d'euros. Le **coût du risque sur encours**<sup>46</sup> du groupe Crédit Agricole s'établit à **18 points de base**, stable par rapport au quatrième trimestre 2017, à un bas niveau, très inférieur à l'hypothèse du Plan à moyen terme de 35 points de base.

La contribution **sous-jacente** des **sociétés mises en équivalence**, à 77 millions d'euros, augmente de **+13,1%/+9 millions d'euros** par rapport au quatrième trimestre 2017, reflétant la bonne performance des *joint ventures* en Gestion d'actifs et Crédit à la consommation.

Le **résultat avant impôt sous-jacent** baisse de **-14,6%** par rapport au quatrième trimestre 2017, à 2 175 millions d'euros. La **charge d'impôt sous-jacente vient un peu atténuer cette baisse**, en réduction quant à elle de **-41,4%** par rapport au quatrième trimestre 2017, faisant apparaître un **taux d'impôt sous-jacent** en nette baisse, de **-8,8 point de pourcentage à 19,6%**. Ainsi, le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en baisse de **-3,2%** et le **résultat net part du Groupe sous-jacent de -3,9%**.

**Table 54. Groupe Crédit Agricole - Résultats publiés et sous-jacents, 2018 et 2017**

En m€	2018 publié	2017 publié	Δ 2018/2017 publié	2018 sous-jacent	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>32 839</b>	<b>32 108</b>	<b>+2,3%</b>	<b>32 813</b>	<b>32 315</b>	<b>+1,5%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(21 065)	(20 626)	+2,1%	(21 006)	(20 450)	+2,7%
FRU	(389)	(285)	+36,2%	(389)	(285)	+36,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>11 385</b>	<b>11 197</b>	<b>+1,7%</b>	<b>11 418</b>	<b>11 580</b>	<b>(1,4%)</b>
Coût du risque de crédit	(1 640)	(1 536)	+6,8%	(1 640)	(1 536)	+6,8%
Coût du risque juridique	(80)	(115)	(30,8%)	(75)	(115)	(34,8%)
Sociétés mises en équivalence	266	732	(63,7%)	333	527	(36,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	87	5	x 17,2	87	16	x 5,6
Variation de valeur des écarts d'acquisition	86	186	(54,1%)	-	0	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>10 105</b>	<b>10 470</b>	<b>(3,5%)</b>	<b>10 123</b>	<b>10 472</b>	<b>(3,3%)</b>
Impôt	(2 733)	(3 479)	(21,5%)	(2 743)	(2 912)	(5,8%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	20	ns	(3)	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>7 369</b>	<b>7 010</b>	<b>+5,1%</b>	<b>7 377</b>	<b>7 580</b>	<b>(2,7%)</b>
Intérêts minoritaires	(525)	(474)	+10,6%	(527)	(457)	+15,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>6 844</b>	<b>6 536</b>	<b>+4,7%</b>	<b>6 849</b>	<b>7 123</b>	<b>(3,8%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>64,1%</b>	<b>64,2%</b>	<b>-0,1 pp</b>	<b>64,0%</b>	<b>63,3%</b>	<b>+0,7 pp</b>

**Sur l'ensemble de l'année 2018**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** diminue de façon similaire au résultat du quatrième trimestre, de **-3,8%** par rapport à la même période de 2017, à **6 849 millions d'euros**. Cette baisse (-273 millions d'euros) s'explique dans une large mesure par deux éléments : les effets périmètre (-170 millions d'euros à cause de la déconsolidation de BSF et d'Eurazéo, qui n'est pas encore entièrement compensée par l'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes) et la forte hausse de la contribution au FRU (-104 millions d'euros).

Le **produit net bancaire** sous-jacent enregistre une hausse de **+1,5%** et les **charges d'exploitation hors Fonds de Résolution Unique (FRU)** restent très maîtrisées, à **+2,7%**. La contribution au FRU a en revanche été significativement augmentée à 389 millions d'euros (+36,2%/+ 104 millions d'euros) par rapport à l'ensemble de l'année 2017. Le **coût du risque de crédit** enregistre une hausse limitée de **+6,5%** hors provisions juridiques non allouées de 115 millions d'euros en 2017.

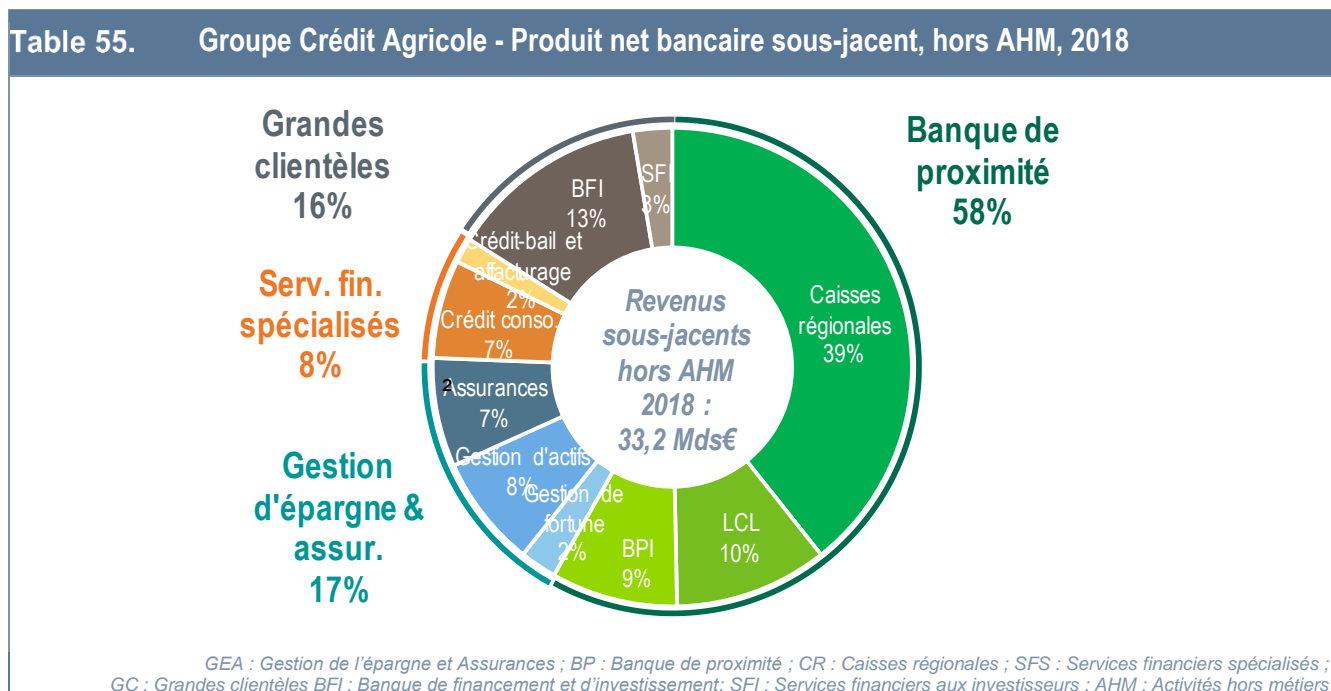
<sup>45</sup> Cf. p. 91 pour plus de détails sur les éléments spécifiques du Groupe Crédit Agricole

<sup>46</sup> Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

## Résultat par métier – Groupe Crédit Agricole

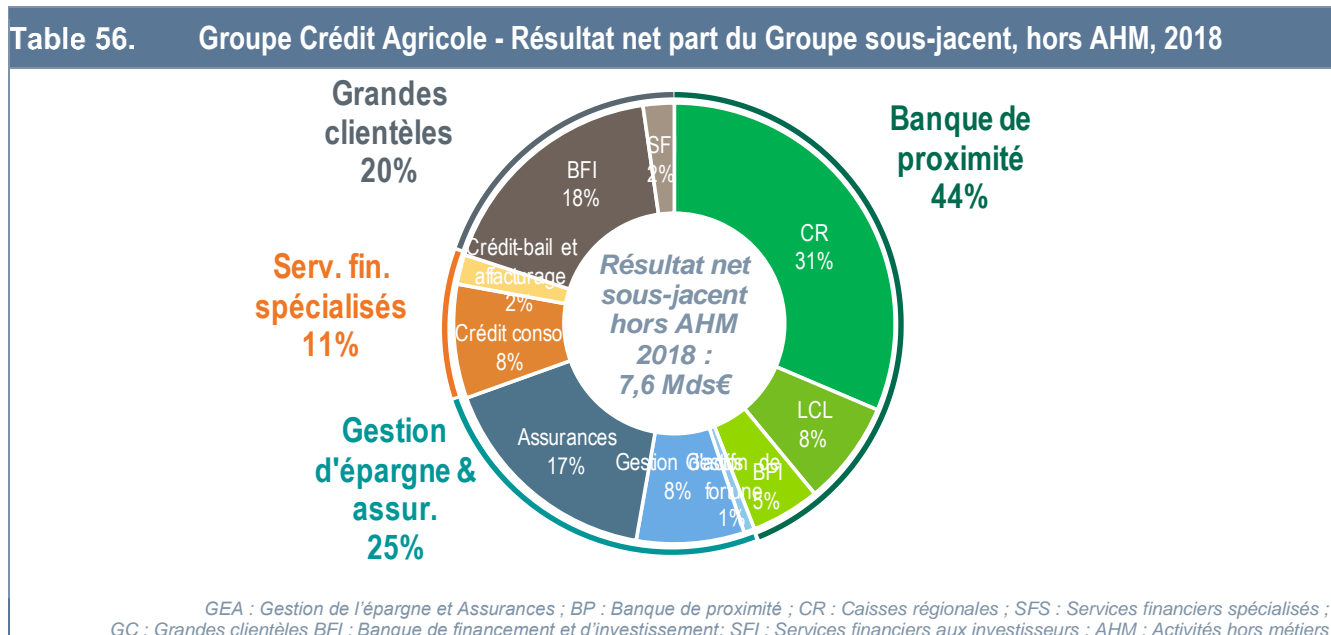
Le Groupe Crédit Agricole bénéficie de son modèle économique de Banque universelle de proximité, diversifié et rentable, qui offre un faible profil de risque, gage d'une grande récurrence de résultat.

La décomposition du résultat net part du Groupe sous-jacent<sup>47</sup> hors le pôle AHM (Activités hors métiers) est la suivante :



Revenus sous-jacents<sup>47</sup> hors AHM sur neuf mois de 2018 : 25 050 millions d'euros, +2,7% par rapport à la même période de 2017.

Le premier contributeur est le pôle **Banque de proximité** qui représente 58% des revenus sous-jacents sur l'ensemble de l'année 2018 (hors AHM), dont 39% provenant des Caisses régionales.



Résultat net part du Groupe sous-jacent<sup>47</sup> hors AHM sur neuf mois de 2018 : 5 803 millions d'euros, -4,0% par rapport à la même période de 2017.

Le premier contributeur est le pôle Banque de proximité qui représente 44% du résultat net part du Groupe sous-jacent (hors AHM) sur l'ensemble de l'année 2018 dont 31% provenant des Caisses régionales.

<sup>47</sup> Cf. p. 91 pour plus de détails sur les éléments spécifiques de Groupe Crédit Agricole

# Caisses régionales

## Activité

Les Caisses régionales poursuivent le développement du modèle de Banque universelle de proximité.

Les **encours de collecte**, à 691,9 milliards d'euros, sont en progression de **+2,7%** sur un an. Cette croissance est portée par une bonne progression de la **collecte bilan** : 434 milliards d'euros d'encours à fin décembre 2018, soit **+5,0%** en un an. Sa croissance continue d'être tirée par les dépôts à vue (+8,6% en un an) ainsi que les Livrets A (+9,9%). La **collecte hors bilan** (258 milliards d'euros) enregistre une baisse modérée de **-1%**, pénalisée par le contexte de marché difficile au quatrième trimestre, qui a impacté les valeurs mobilières (-8,2% par rapport à décembre 2017). Les encours d'assurance vie croissent de +1,9%, portés par la progression des encours des contrats multi-supports (+3 milliards d'euros, soit +1,8%) et des contrats en unités de compte (part des UC dans les encours +6,1% par rapport à décembre 2017).

Les **encours de crédits** enregistrent une hausse de **+6,7%** par rapport au 31 décembre 2017 à 487,4 milliards d'euros. La croissance des encours est portée par toutes les catégories de crédits : à l'habitat (+7,8% par rapport au 31 décembre 2017) aux entreprises (+10,4%) et à la consommation (+8,5%).

**Table 57. Caisses régionales - Encours de collecte et de crédit**

Encours de collecte (Mds€)*	Déc.16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept 18	Déc 18	Δ Déc/Déc
Titres	44,6	45,1	45,3	46,3	46,2	45,8	46,6	46,7	44,2	(4,4%)
OPCVM	27,8	27,8	27,7	27,9	27,6	26,8	26,6	25,7	23,7	(14,4%)
Assurance-vie	182,7	183,6	183,1	183,2	186,7	187,8	189,1	189,6	190,2	+1,9%
<b>Collecte Hors bilan</b>	<b>255,1</b>	<b>256,5</b>	<b>256,0</b>	<b>257,4</b>	<b>260,5</b>	<b>260,4</b>	<b>262,3</b>	<b>262,0</b>	<b>258,0</b>	<b>(1,0%)</b>
Dépôts à vue	120,8	121,7	126,8	131,9	137,0	135,6	142,4	144,4	148,8	+8,6%
Epargne logement	94,8	95,9	96,6	97,3	99,8	100,4	100,7	101,0	103,2	+3,4%
Livrets	115,7	118,9	120,5	122,1	123,2	125,6	126,9	128,8	131,0	+6,4%
Comptes et dépôts à terme	60,1	57,2	55,4	54,2	53,3	52,6	52,0	52,1	51,0	(4,4%)
<b>Collecte Bilan</b>	<b>391,5</b>	<b>393,6</b>	<b>399,4</b>	<b>405,0</b>	<b>413,3</b>	<b>414,2</b>	<b>422,0</b>	<b>426,3</b>	<b>434,0</b>	<b>+5,0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>646,5</b>	<b>650,1</b>	<b>655,4</b>	<b>662,5</b>	<b>673,8</b>	<b>674,7</b>	<b>684,3</b>	<b>688,3</b>	<b>691,9</b>	<b>+2,7%</b>

Livrets, dont (Mds€)	Déc.16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept 18	Déc 18	Δ Déc/Déc
Livret A	36,8	38,0	38,9	39,8	40,6	41,9	42,7	43,5	44,6	+9,9%
LEP	12,2	12,1	12,1	12,0	12,2	12,1	12,0	12,0	12,2	+0,1%
LDD	29,9	30,2	30,4	30,4	30,6	30,9	31,0	31,1	31,5	+2,7%
Livrets sociétaires	8,4	8,6	8,7	8,8	8,8	8,8	9,0	9,2	9,3	+3,9%
<i>* Y compris épargne liquide entreprise</i>										

Encours de crédit (Mds€)	Déc.16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept 18	Déc 18	Δ Déc/Déc
Habitat	254,9	259,6	264,1	269,8	275,6	279,6	285,0	291,3	296,9	+7,8%
Consommation	17,0	17,0	17,5	17,7	18,5	18,7	19,2	19,5	20,1	+8,5%
Entreprises	66,0	68,0	67,9	69,4	71,2	73,2	73,9	76,4	78,5	+10,4%
Professionnels	19,9	20,0	20,5	20,5	20,6	21,0	21,2	21,4	21,7	+5,1%
Agriculture	37,6	38,3	39,1	39,2	38,1	38,5	39,2	39,3	38,6	+1,4%
Collectivités locales	34,1	33,0	32,9	32,7	32,8	31,7	31,6	31,2	31,5	(3,9%)
<b>TOTAL</b>	<b>429,5</b>	<b>435,9</b>	<b>442,1</b>	<b>449,3</b>	<b>456,7</b>	<b>462,6</b>	<b>470,2</b>	<b>479,1</b>	<b>487,4</b>	<b>+6,7%</b>

Ces progressions sont associées à la conquête de nouveaux clients avec 1,3 millions d'entrées en relation depuis le début de l'année, y compris BforBank. Le lancement d'EKO en décembre 2017, offre d'entrée de gamme commune à toutes les Caisses régionales, a permis d'attirer de nouveaux prospects et près de 80 000 clients ont ouvert un compte depuis le lancement, soit 8% des ouvertures de comptes sur la période, en ligne avec le segment de clientèle plus particulièrement visé par l'offre : 37% des entrées en relation ont été initiées sur internet.



## Résultats

Au quatrième trimestre 2018, les **éléments spécifiques** comprennent une dotation aux provisions épargne logement pour +7 millions d'euros en produit net bancaire (+4 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Sur 2018, les montants s'élèvent à -15 millions d'euros en produit net bancaire (-10 millions d'euros en résultat net part du Groupe) sur la même nature de retraitement. Sur le quatrième trimestre 2017, le seul élément spécifique était une reprise de provision épargne logement pour +15 millions d'euros en produit net bancaire (+10 millions d'euros en résultat net part du Groupe). En 2017, les éléments spécifiques comprennent une reprise de provisions épargne logement de +220 millions d'euros (+144 millions d'euros en résultat net part du Groupe) et une opération d'ajustement du coût des passifs comptabilisée au deuxième trimestre 2018 pour -218 millions d'euros en produit net bancaire (-148 millions d'euros en résultat net part du Groupe).

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents sont détaillés en annexe p.105.

**Table 58. Caisses régionales - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-18 et 2018**

En m€	T4-18 publié	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2018 publié	2018 sous-jacent	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 235</b>	<b>3 228</b>	(4,0%)	<b>13 040</b>	<b>13 055</b>	(1,9%)
Charges d'exploitation hors FRU	(2 236)	(2 236)	+3,8%	(8 657)	(8 657)	+2,0%
FRU	-	-	ns	(87)	(87)	x 2
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 000</b>	<b>993</b>	<b>(18,1%)</b>	<b>4 296</b>	<b>4 311</b>	<b>(9,9%)</b>
Coût du risque	(250)	(250)	x 2,9	(634)	(634)	x 2,9
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>745</b>	<b>738</b>	<b>(34,0%)</b>	<b>3 673</b>	<b>3 688</b>	<b>(19,2%)</b>
Impôt	(204)	(202)	(43,2%)	(1 280)	(1 285)	(13,8%)
<b>Résultat net</b>	<b>541</b>	<b>537</b>	<b>(29,7%)</b>	<b>2 393</b>	<b>2 403</b>	<b>(21,9%)</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>541</b>	<b>537</b>	<b>(29,7%)</b>	<b>2 393</b>	<b>2 403</b>	<b>(21,9%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>69,1%</b>	<b>69,2%</b>	<b>+5,3 pp</b>	<b>66,4%</b>	<b>66,3%</b>	<b>+2,6 pp</b>

Au quatrième trimestre 2018, la contribution au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des Caisses régionales s'établit à **537 millions d'euros**, en **baisse de -29,7%** par rapport au quatrième trimestre 2017. Cette baisse s'explique par des conditions de marché difficiles, qui ont impacté le produit net bancaire, ainsi que par un effet de base sur le coût du risque (fortes reprises de provisions collectives en 2017 liées au passage à IFRS 9).

La **produit net bancaire sous-jacent** affiche une **baisse de -4%** par rapport au quatrième trimestre 2017, à **3 228 millions d'euros**. Les revenus du portefeuille de placement sont en baisse à cause du contexte de marché placements et ils ont pesé sur la performance du trimestre. Hors ces éléments, les revenus d'activité sont en hausse de +3,4% par rapport au quatrième trimestre 2017, dont une hausse de +4,4% pour les commissions. Les revenus d'intérêts sont en progression de +2,3% par rapport au quatrième trimestre 2017, confirmant ainsi la tendance de stabilisation entamée le trimestre dernier.

Les **charges d'exploitation** enregistrent une **hausse de +3,8%**, reflétant principalement les investissements informatiques, prévus dans le Plan à Moyen Terme du Groupe. Hors primes « Macron » (-45 millions d'euros), la hausse est ramenée à +1,7% par rapport au quatrième trimestre 2017.

Le **coût du risque, toujours faible**, s'établit à -250 millions d'euros. La hausse par rapport au quatrième trimestre 2017 est notamment liée à de moindres reprises de provisions collectives, qui avaient été très substantielles en 2017 en lien avec le passage à IFRS 9. Le coût du risque sur encours s'établit à 14 points de base. Le taux de créances douteuses est stable à 2% et le taux de couverture s'établit à 100%.

**Table 59. Caisses régionales – détail des commissions clientèle, du T4-16 au T4-18**

m€	T4-16	T1-17	T2-17	T3-17	T4-17	T1-18	T2-18	T3-18	T4-18	Δ T4/T4
Services et autres opérations bancaires	197	210	191	194	161	209	203	184	206	+27,7%
Valeurs mobilières	82	75	78	66	72	75	73	64	64	(11,2%)
Assurances	707	778	603	582	720	789	606	593	755	+4,9%
Gestion de comptes et moyens de paiement	512	515	535	513	505	520	548	534	530	+4,9%
Revenus nets des autres activités clientèle(1)	94	92	97	97	90	89	91	97	103	+13,8%
<b>TOTAL<sup>(1)</sup></b>	<b>1 592</b>	<b>1 670</b>	<b>1 505</b>	<b>1 451</b>	<b>1 549</b>	<b>1 683</b>	<b>1 520</b>	<b>1 473</b>	<b>1 658</b>	<b>+7,0%</b>

(1) Revenus générés par les filiales des Caisses régionales, notamment commissions de crédit-bail et de location simple

Sur l'année 2018, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à **2 403 millions d'euros**, en baisse de **-21,9%** par rapport à 2017.

# Structure financière

## Solvabilité

### Crédit Agricole S.A.

A fin **décembre 2018**, la solidité financière de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, reflété par son ratio **CET1 non phasé** qui s'établit à **11,5%**, **stable par rapport à fin septembre 2018**. La variation sur le trimestre s'explique par les éléments suivants :

- +14 points de base venant du **résultat conservé** du trimestre, dont une provision de dividende à 0,16 euro par action sur le quatrième trimestre 2018, 0,69 euro par action proposés par le Conseil d'administration à la prochaine assemblée générale le 21 mai 2019 ;
- -13 points de base d'effet négatif<sup>48</sup> sur les **réserves OCI**, dont le stock dans le ratio CET1 non phasé à fin décembre 2018 est ramené à 29 points de base ;
- -15 points de base d'impacts réglementaires incluant une partie de TRIM (-3 points de base) ainsi qu'une anticipation de Bâle 4 sur les risques opérationnels non financiers suite à un audit de la BCE (-12 points de base).
- +14 points de base d'autres effets divers, les emplois pondérés organiques restant stables sur la période.

Par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2018, donc en tenant compte de la mise en place à cette date d'IFRS 9, soit un effet de -24 points de base, le ratio CET1 est stable à 11,5%. Cette stabilité résulte des mouvements suivants :

- +63 points de base venant du **résultat conservé** de l'année, en tenant compte de la proposition de dividende à 0,69 euro par action ;
- -21 points de base d'effet négatif sur les **réserves OCI**<sup>(48)</sup> ;
- -23 points de base d'impacts réglementaires ;
- -15 points de base d'autres effets divers.

A 11,5%, le ratio non phasé reste au-dessus de l'objectif fixé à Crédit Agricole S.A. à 11% pour la fin 2019, et présente un coussin substantiel de +300 points de base par rapport au seuil de SREP/P2R 2019 applicable à Crédit Agricole S.A. à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 pro forma à 8,5% (hors coussin contractuel).

Les **emplois pondérés** s'élèvent à **307 milliards d'euros** à fin décembre 2018, quasi stables par rapport à fin septembre 2018 (-0,1%), la hausse des emplois pondérés liée à l'audit de la BCE étant partiellement compensée par l'effet des valorisations de marché sur nos activités d'assurance et le bénéfice d'un traitement prudentiel plus favorable des positions de change structurelles validé par la BCE.

L'impact de la nouvelle norme comptable IFRS 16 pour 2019 a été estimé sur la base des états financiers au 31 décembre 2018 à -6 points de base sur le ratio CET1 non phasé.

Le **ratio global phasé** s'élève à **17,8%** au 31 décembre 2018.

Enfin, le **ratio de levier phasé** de Crédit Agricole S.A. s'élève à **4,0%** à fin décembre 2018. Le ratio de levier atteint 4,2% à cette date, sous réserve de la délivrance par la BCE de l'autorisation d'exonérer les expositions liées à la centralisation des dépôts à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour tenir compte de l'arrêt T-758/16 du Tribunal de l'Union Européenne en date du 13 juillet 2018.

<sup>48</sup> Montant des plus-values latentes OCI en capital CET1 après déduction de l'effet des emplois pondérés des réserves assurances

Le ratio de levier intra-trimestriel phasé, qui se réfère à la moyenne des expositions fin de mois des deux premiers mois de ce quatrième trimestre, s'élève à 3,7%.

En Mds€	Non phasé		Phasé	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)</b>	<b>58,8</b>	<b>58,1</b>	<b>58,8</b>	<b>58,1</b>
Distribution de résultat anticipée sur résultat N	(2,0)	(1,8)	(2,0)	(1,8)
Filtres prudentiels sur les gains et pertes latents (spread émetteur, cash flow hedge)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,1)
Traitement transitoire des gains et pertes latents en réserves OCI	0,0	(0,1)	0,0	(0,1)
Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5,0)	(5,0)	(5,0)	(5,0)
Autres retraitements prudentiels	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,4)
<b>CAPITAL ET RÉSERVES PART DU GROUPE (PRUDENTIEL)</b>	<b>51,4</b>	<b>50,9</b>	<b>51,4</b>	<b>50,6</b>
Intérêts minoritaires (après écrêtage)	3,7	3,3	3,7	3,5
<i>Prudent valuation</i>	(1,2)	(0,7)	(1,2)	(0,7)
Déduction du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	(17,9)	(17,8)	(17,9)	(17,8)
Dépassement de franchise sur IDA liés à des différences temporaires et sur participations financière > 10% ou MEQ	0,0	(0,3)	0,0	(0,2)
Autres ajustements réglementaires*	(0,7)	(0,6)	(0,7)	(0,6)
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>	<b>35,4</b>	<b>34,8</b>	<b>35,4</b>	<b>34,8</b>
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)	5,0	5,1	6,8	7,0
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (Tier 1)</b>	<b>40,4</b>	<b>39,8</b>	<b>42,1</b>	<b>41,8</b>
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (Tier 2)	12,4	11,9	12,6	12,5
<b>FONDS PROPRES GLOBAUX</b>	<b>52,7</b>	<b>51,7</b>	<b>54,7</b>	<b>54,2</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS</b>	<b>306,9</b>	<b>296,4</b>	<b>306,9</b>	<b>296,4</b>
<b>Ratio CET1</b>	<b>11,5%</b>	<b>11,7%</b>	<b>11,5%</b>	<b>11,7%</b>
<b>Ratio Tier 1</b>	<b>13,1%</b>	<b>13,4%</b>	<b>13,7%</b>	<b>14,1%</b>
<b>Ratio global</b>	<b>17,2%</b>	<b>17,4%</b>	<b>17,8%</b>	<b>18,3%</b>

\* IDA liés à des déficits reportables, expected loss, traitement par transparence des OPCVM et autres ajustements transitoires

## Groupe Crédit Agricole

A fin décembre 2018, le groupe Crédit Agricole présente un **ratio CET1 non phasé** aux meilleurs niveaux européens à **15,0%**, +0,1 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2018. Cette variation résulte des éléments suivants qui se neutralisent globalement :

- +23 points de base provenant du résultat conservé du trimestre ;
- -5 points de base de contribution nette des réserves OCI<sup>49</sup> sur la période ;
- -25 points de base d'impacts réglementaires incluant une partie de TRIM ainsi qu'une anticipation de Bâle 4 suite à un audit de la BCE
- +11 points de base de variation des emplois pondérés et d'autres effets divers.

Par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2018, donc en tenant compte de la mise en place à cette date d'IFRS 9, soit un effet de -26 points de base, le ratio CET1 progresse de +0,3 points de pourcentage. Cette stabilité résulte des mouvements suivants :

- +97 points de base venant du **résultat conservé** de l'année, en tenant compte de la proposition de dividende à 0,69 euro par action ;
- -10 points de base d'effet négatif sur les **réserves OCI** ;
- -39 points de base d'impacts réglementaires ;

<sup>49</sup> Montant des plus-values latentes OCI en capital CET1 après déduction de l'effet des emplois pondérés des réserves assurances

- 14 points de base d'autres effets divers.

A 15,0%, ce ratio présente un coussin substantiel de +550 points de base par rapport au seuil du SREP/P2R 2019 proforma à 9,5% (hors coussin contracyclique)<sup>50</sup>.

L'impact de la nouvelle norme comptable IFRS 16 pour 2019 a été estimé sur la base des états financiers au 31 décembre 2018 à -7 points de base sur le ratio CET1 non phasé.

Le **ratio global phasé** s'élève à **18,7%** au 31 décembre 2018.

Enfin, le **ratio de levier phasé** du groupe Crédit Agricole est stable et s'établit à **5,4%** à fin décembre 2018. Le ratio de levier atteint 5,6 % à cette date sous réserve de la délivrance par la BCE de l'autorisation d'exonérer les expositions liées à la centralisation des dépôts à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour tenir compte de l'arrêt T-758/16 du Tribunal de l'Union Européenne en date du 13 juillet 2018. Son **ratio de levier non phasé** ressort à **5,3%**.

Le ratio de levier intra-trimestriel phasé, qui se réfère à la moyenne des expositions fin de mois des deux premiers mois de ce quatrième trimestre, s'élève à 5,2%.

**Table 61. Solvabilité du Groupe Crédit Agricole**

En Mds€	Non phasé		Phasé	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)</b>	<b>106,7</b>	<b>102,3</b>	<b>106,7</b>	<b>102,3</b>
Distribution de résultat anticipée sur résultat N	(1,1)	(1,0)	(1,1)	(1,0)
Filtres prudentiels sur les gains et pertes latents (spread émetteur, cash flow hedge)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,1)
Traitement transitoire des gains et pertes latents sur réserves OCI	0,0	(0,1)	0,0	(0,1)
Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5,0)	(5,0)	(5,0)	(5,0)
Autres retraitements prudentiels	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,8)
<b>CAPITAL ET RÉSERVES PART DU GROUPE (PRUDENTIEL)</b>	<b>100,1</b>	<b>95,8</b>	<b>100,1</b>	<b>95,3</b>
Intérêts minoritaires (après écrêtage)	2,7	2,4	2,7	2,5
<i>Prudent valuation</i>	(1,7)	(1,3)	(1,7)	(1,3)
Déduction du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	(18,6)	(18,4)	(18,6)	(18,4)
Dépassement de franchise sur IDA liés à des différences temporaires et sur participations financières > 10% ou MEQ	0,0	(0,3)	0,0	(0,2)
Autres ajustements réglementaires*	(1,5)	(0,6)	(1,5)	(0,5)
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>	<b>81,0</b>	<b>77,6</b>	<b>81,0</b>	<b>77,4</b>
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)	5,0	5,0	6,8	6,9
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (Tier 1)</b>	<b>86,0</b>	<b>82,6</b>	<b>87,8</b>	<b>84,3</b>
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (Tier 2)	13,2	12,3	13,5	12,9
<b>FONDS PROPRES GLOBAUX</b>	<b>99,2</b>	<b>94,9</b>	<b>101,3</b>	<b>97,2</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS</b>	<b>541,8</b>	<b>521,5</b>	<b>541,8</b>	<b>521,5</b>
<b>Ratio CET1</b>	<b>15,0%</b>	<b>14,9%</b>	<b>15,0%</b>	<b>14,8%</b>
<b>Ratio Tier 1</b>	<b>15,9%</b>	<b>15,8%</b>	<b>16,2%</b>	<b>16,2%</b>
<b>Ratio global</b>	<b>18,3%</b>	<b>18,2%</b>	<b>18,7%</b>	<b>18,6%</b>

\* IDA liés à des déficits reportables, expected loss, traitement par transparence des OPCVM et autres ajustements transitoires

La solidité financière du groupe Crédit Agricole est également reflétée par ses ratios TLAC et MREL.

<sup>50</sup> Ratio supérieur de 610 points de base par rapport au seuil de déclenchement du Montant Maximum Distribuible (MMD)

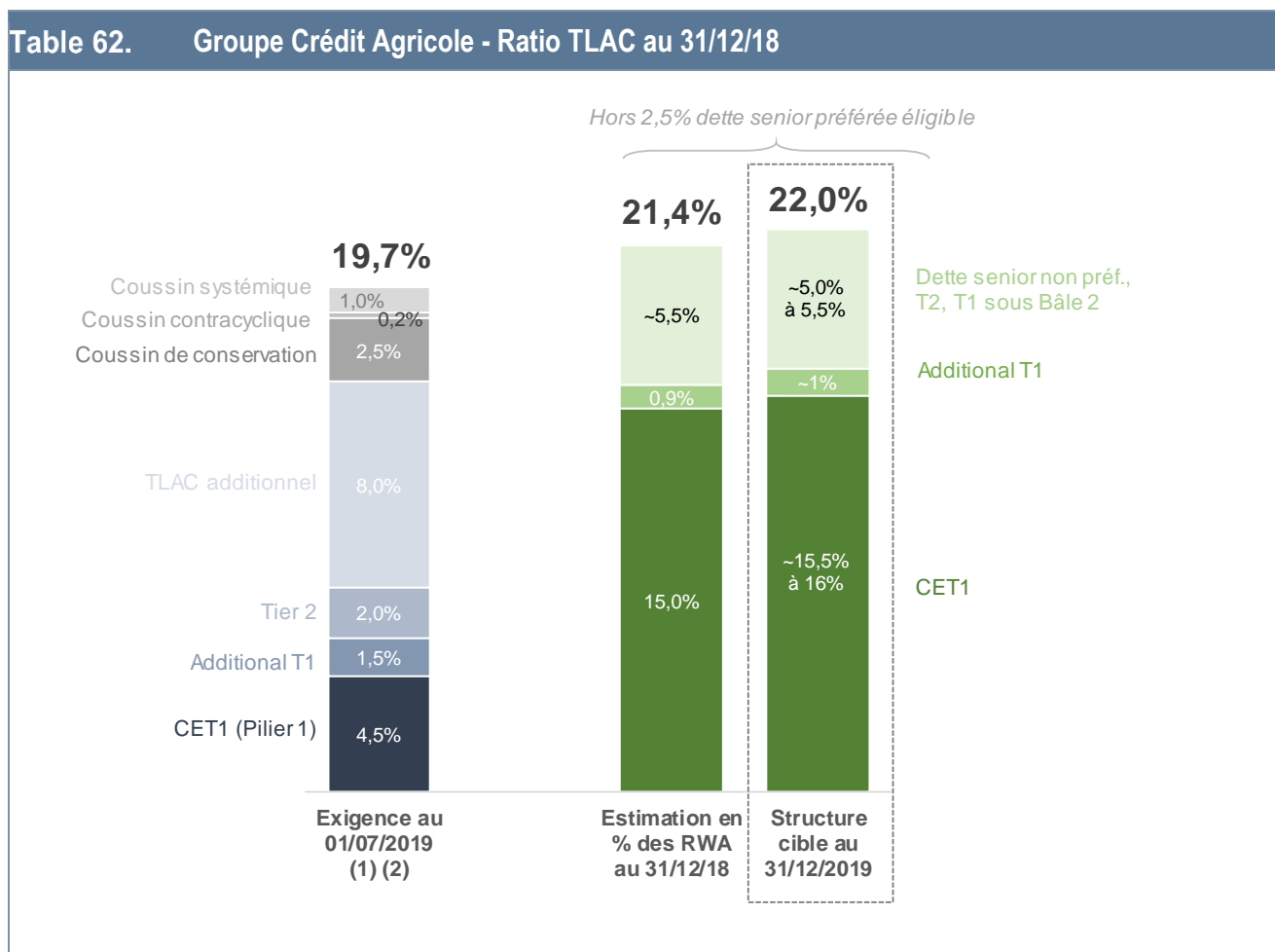


## TLAC

Le Conseil de stabilité financière Financial Stability Board (FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB). Ce nouveau ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC), dont l'entrée en vigueur a été définie par le FSB au 1<sup>er</sup> janvier 2019, fournira aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIB ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

Une fois cette réglementation transposée en droit européen, le Groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,7% des actifs pondérés des risques (incluant un coussin de conservation de 2,5%, un coussin contracyclique estimé à 0,2% d'après les décisions connues à ce jour et un coussin G-SIB de 1%) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, puis de 21,5% hors coussin contracyclique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.



<sup>(1)</sup> On suppose que l'exigence SREP actuelle globale (Pilier 1, Pilier 2 et coussin de conservation) reste inchangée sur la période. Pour mémoire, la BCE réalise au moins annuellement une analyse des exigences SREP et peut imposer des exigences supplémentaires en tout temps. Cette hypothèse ne doit pas être interprétée comme une quelconque garantie des ratios CET1 et des coussins attendus à l'avenir. Elle correspond à la position de l'EBA et de la BCE, et à l'interprétation par Crédit Agricole S.A. des textes pertinents. Selon la Term Sheet TLAC finale du FSB, le ratio TLAC minimum exigé passera à 21,5% en 2022

<sup>(2)</sup> Coussin contra-cyclique fixé à 0,02% au 01/01/19 (attendu à 0,20% au 01/07/19 d'après les décisions connues à ce jour)

Au 31 décembre 2018, le ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 21,4%, hors dette senior préférée éligible. Il est en progression par rapport au 30 septembre 2018. Il est supérieur à l'exigence minimale de 19,7% à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019, alors même qu'il sera possible à cette date d'inclure jusqu'à 2,5% de dette senior préférée éligible pour satisfaire à l'exigence.

L'objectif d'un ratio TLAC de 22% d'ici fin 2019, hors dettes senior préférées éligibles, est confirmé, obtenu grâce à un ratio CET1 cible de 15,5% à 16% et une part de dettes senior non préférées et d'instruments Tier 2 ou

Additional Tier 1 représentant 6% à 6,5% des encours pondérés. Pour atteindre cet objectif, il est prévu d'émettre un volume d'environ 5 à 6 milliards d'euros de dettes TLAC en 2019.

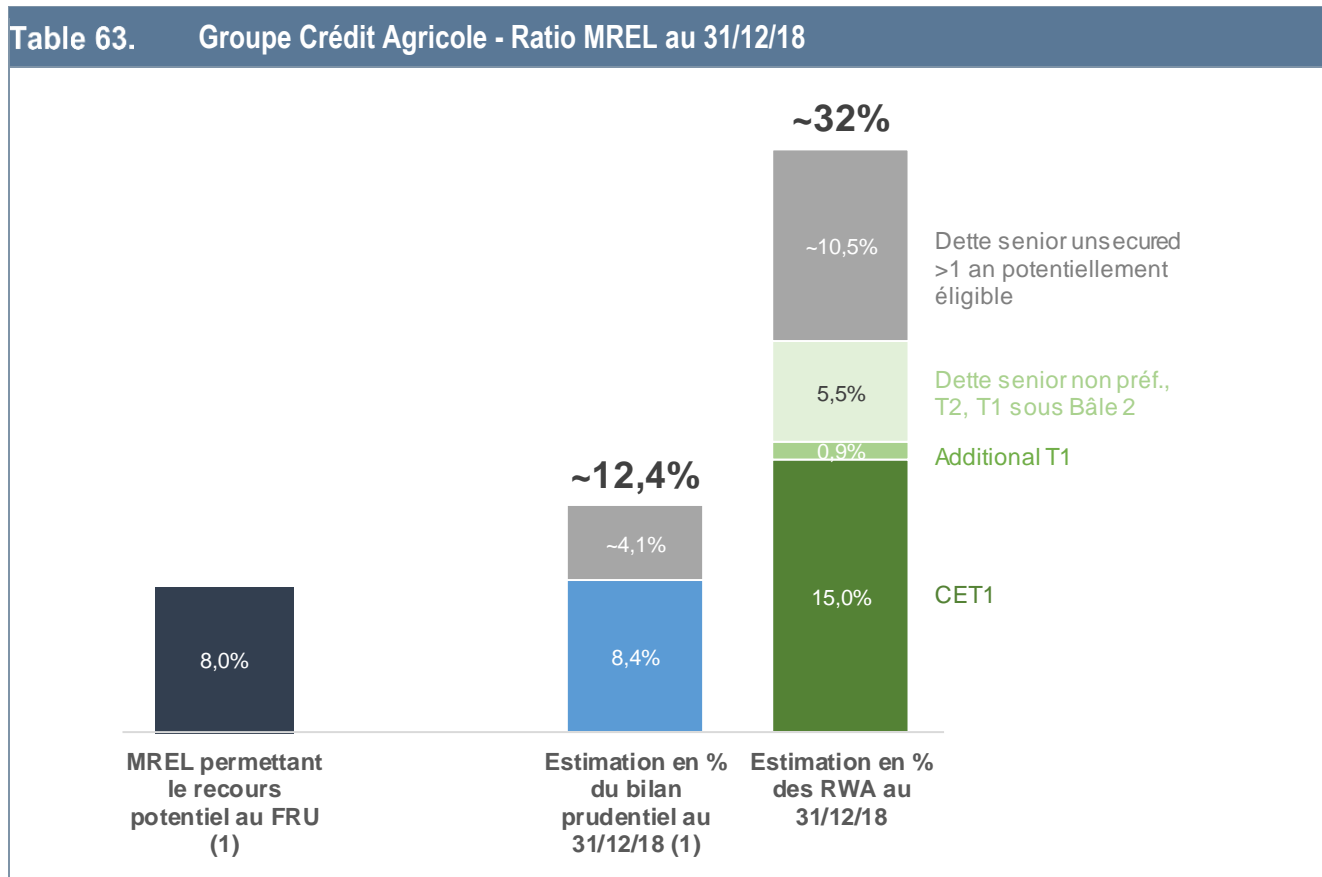
L'encours de titres senior non préférés du groupe Crédit Agricole s'élève à 13,5 milliards d'euros au 31 décembre 2018 contre 7,6 milliards d'euros au 31 décembre 2017.

## MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (BRRD). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « single point of entry » (point d'entrée unique) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. A ce titre, Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole

Le ratio MREL correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Il est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels. Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.



(1) Estimation basée sur la compréhension des textes par Crédit Agricole S.A. ; recours au FRU sous réserve de la décision de l'Autorité de Résolution

En 2018, le groupe Crédit Agricole s'est vu notifié par le Conseil de Résolution Unique (CRU) sa première exigence de MREL au niveau consolidé d'ores et déjà applicable et qui est respectée par le Groupe depuis lors. Cette exigence pourra potentiellement changer à l'occasion de sa fixation annuelle par le CRU, mais aussi dans le cadre de l'évolution du cadre réglementaire européen. La publication par le CRU en janvier 2019 de la *MREL Policy* ne s'applique pas au 31 décembre 2018 et décrit le cadre général qui s'appliquera aux exigences que le CRU fixera ultérieurement en 2019.

Au 31 décembre 2018, le Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL estimé à **environ 12,4% du bilan prudentiel après netting des dérivés et 8,4% hors dette senior préférée potentiellement éligible**. Le Groupe Crédit Agricole a un objectif de maintien de ce dernier ratio au-dessus de 8% hors dette senior préférée potentiellement éligible. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Exprimé en pourcentage des emplois pondérés, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteignait **environ 32% et 21,4% hors dettes senior potentiellement éligibles**.

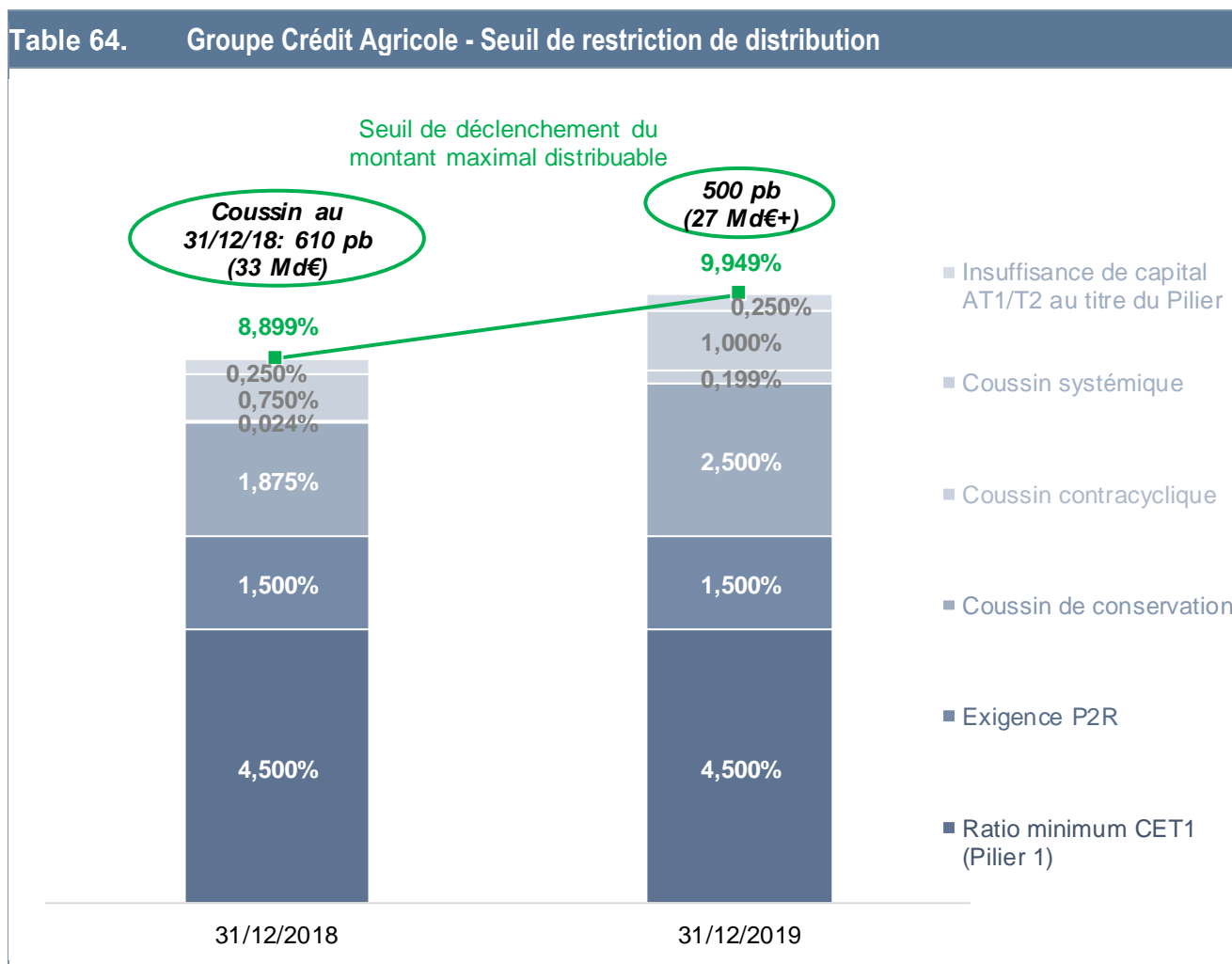
## Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD IV) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

Le seuil de déclenchement du MMD s'exprime ainsi en exigence de capital CET1, à laquelle s'ajoutent les éventuelles insuffisances de fonds propres AT1 et Tier 2 au titre du minimum réglementaire Pilier 1.

Pour le Groupe Crédit Agricole au 31 décembre 2018, le seuil de déclenchement du MMD s'élève à 8,9% des RWA, soit un montant de capital CET1 de 48 Mds€. Il atteindrait 9,9% au 1<sup>er</sup> juillet 2019 (date d'application du coussin contra cyclique français). Avec un ratio CET1 de 15% au 31 décembre 2018, le Groupe Crédit Agricole dispose d'une marge de sécurité d'environ 610 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit environ 33 Mds€ de capital CET1.

Pour Crédit Agricole SA, au 31 décembre 2018, le seuil de déclenchement du MMD s'élève à 7,9% des RWA, soit un montant de capital CET1 de 24 Mds€. Avec un ratio CET1 de 11,5% au 31 décembre 2018, Crédit Agricole SA dispose d'une marge de sécurité d'environ 360 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit environ 11 Mds€ de capital CET1.



*D'après le capital réglementaire CET1 et les emplois pondérés au 31/12/18. Dans notre calcul, l'exigence globale de coussins de fonds propres prend en considération le coussin de conservation, le coussin contra-cyclique, d'après les décisions connues à ce jour et le coussin systémique pour le Groupe Crédit Agricole. La recommandation Pilier 2 (P2G) n'est pas prise en compte, car le non-respect de cette recommandation (avéré ou probable) n'a pas de conséquence automatique sur les distributions.*

## Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan *cash* bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan *cash* bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan *cash* tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan *cash*, des calculs de compensation (*nettings*) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un *netting* pour un montant de 48 milliards d'euros à fin décembre 2018. De même, 87 milliards d'euros de *repos/reverse* repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du *desk* Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres *nettings* effectués pour la construction du bilan *cash* sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI), intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle », pour un montant total de 140 milliards d'euros à fin décembre 2018.

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un *netting* dans la construction du bilan *cash* ; le montant de l'épargne centralisée (49 milliards d'euros à fin décembre 2018) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au TLTRO (*Targeted Longer Term Refinancing Operation*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les nouvelles opérations de TLTRO II ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle à quatre ans elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (*repos*) moyen-long terme sont également compris dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan *cash*.



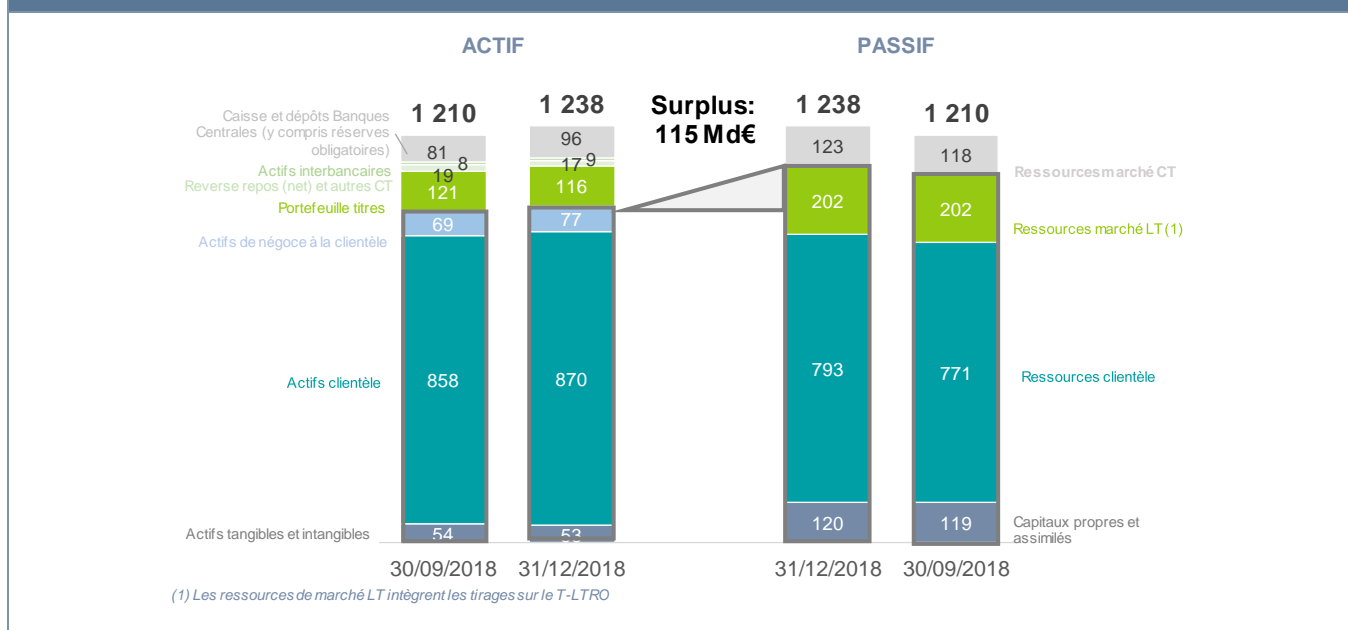
**Table 65. Groupe Crédit Agricole - Construction du bilan cash bancaire au 31.12.2018**



La situation de liquidité du Groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan *cash* bancaire du Groupe, à 1 238 milliards d'euros au 31 décembre 2018, fait apparaître un **excédent des ressources stables sur emplois stables de 115 milliards d'euros**, en hausse de 4 milliards d'euros par rapport à septembre 2018, mais en baisse de 7 milliards d'euros par rapport à décembre 2017.

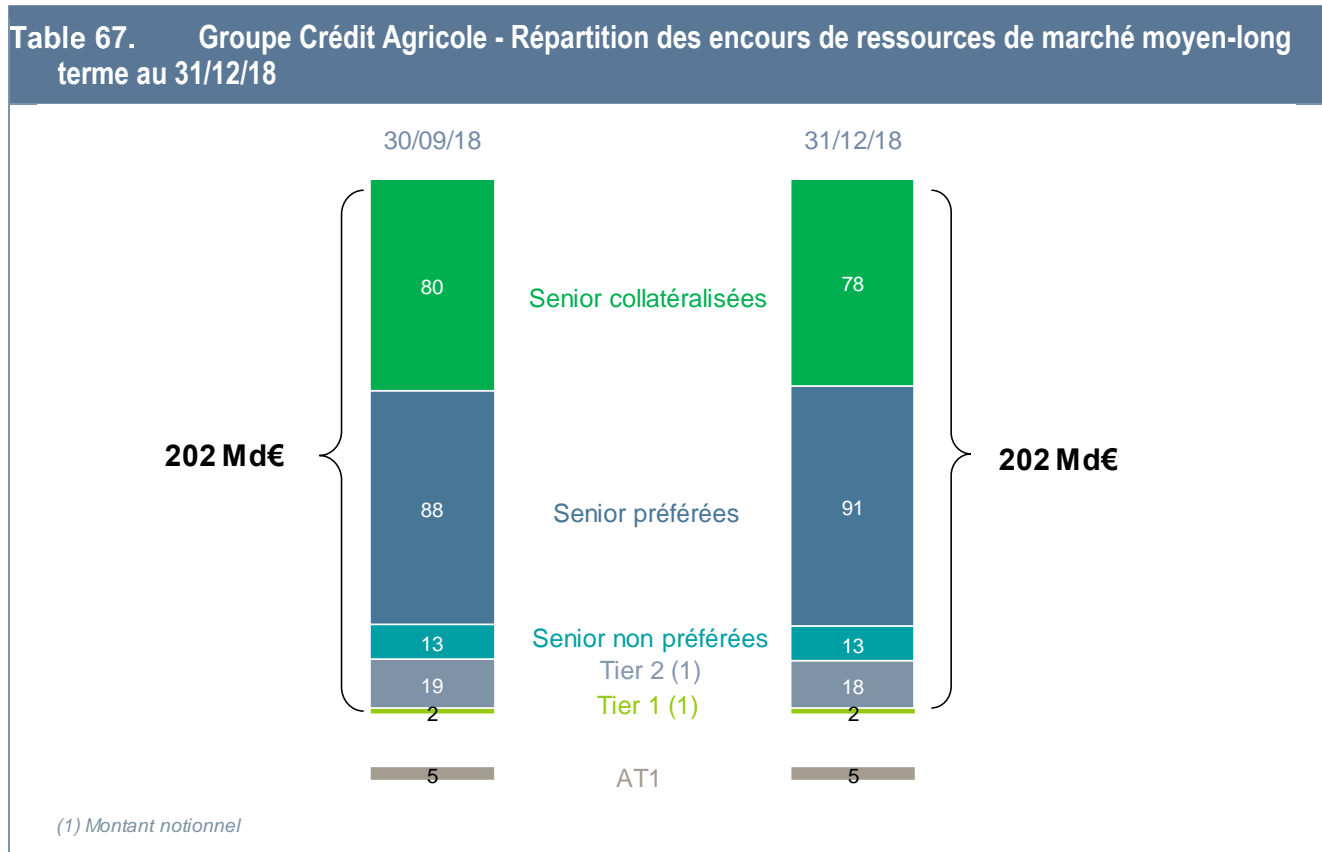
L'excédent de 115 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Il est supérieur à l'objectif de plus de 100 milliards d'euros du Plan à Moyen Terme. Le **ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 111,5%**, de même qu'au trimestre précédent.

**Table 66. Groupe Crédit Agricole - Bilan cash au 31/12/18**



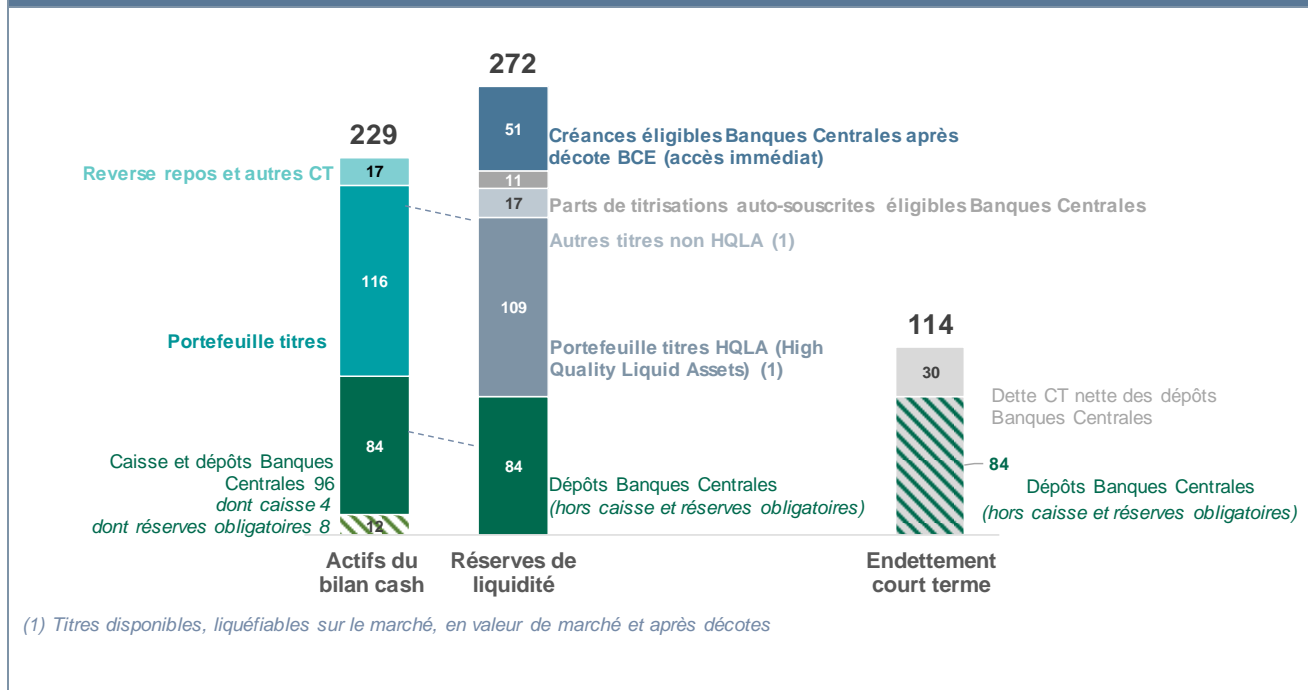
Les encours de ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 202 milliards d'euros au 31 décembre 2018. Elles comprennent les dettes senior préférées collatéralisées à hauteur de 78 milliards d'euros, les dettes senior préférées (non collatéralisées) à hauteur de 91 milliards d'euros, les dettes senior non préférées pour 13 milliards d'euros, des titres Tier 2 s'élevant à 18 milliards d'euros et des titres Tier 1 pour 2 milliards d'euros.

L'encours des ressources de marché à moyen long terme est stable par rapport à fin septembre 2018. Le stock de dette senior non préférée, placée dans le marché, a augmenté de 5,2 milliards d'euros sur un an.



Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 272 milliards d'euros au 31 décembre 2018, en hausse de 10 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2018 et de 24 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2017. Elles couvrent plus de deux fois l'endettement court terme et les titres HQLA couvrent plus de trois fois l'endettement court terme net des dépôts Banques Centrales.

**Table 68. Groupe Crédit Agricole - Réserves de liquidité au 31/12/18**



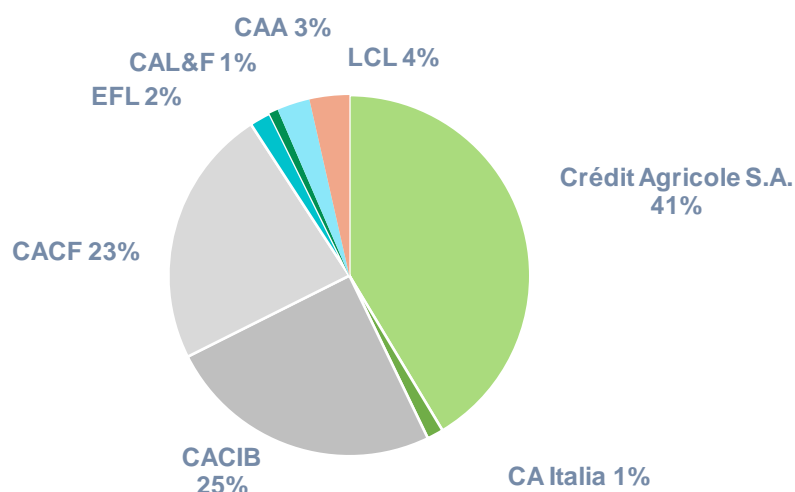
A fin décembre 2018, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts Banques Centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 208,8 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 174,1 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 156,6 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 130,6 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 133,4% et 133,3% à fin décembre 2018. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%. Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 34,1 milliards d'euros de dette à moyen long terme en 2018, dont 41% émis par Crédit Agricole S.A. (14,1 milliards d'euros équivalents), contre 36,1 milliards d'euros équivalents sur l'ensemble de 2017. Par ailleurs, 4,4 milliards d'euros ont également été placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe Crédit Agricole (Caisses régionales, LCL, CA Italia) ou empruntés auprès d'organismes supranationaux en 2018.

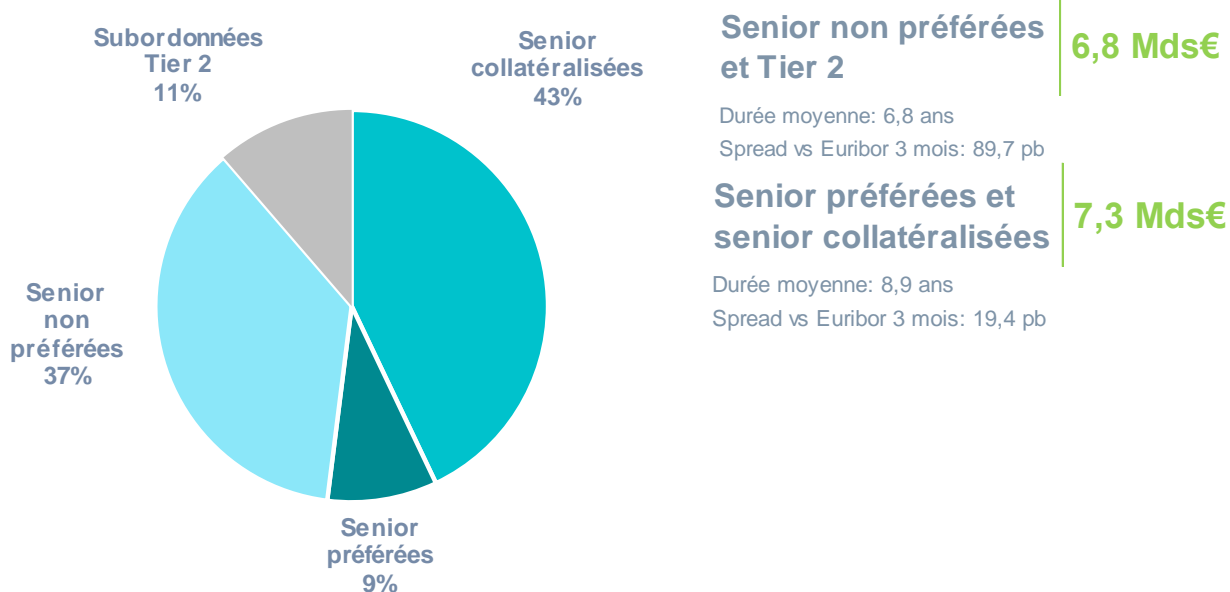
**Table 69. Groupe Crédit Agricole - Levées MLT de marché Ventilation par émetteur: 34,1 Mds€ au 31/12/18**



Crédit Agricole S.A., en tant qu'émetteur principal du Groupe, a levé l'équivalent de 14,1 milliards d'euros de dette à moyen long terme sur les marchés en 2018, soit 2,1 milliards d'euros de plus que son programme 2018 de financement à moyen-long terme de marché, qui a ainsi été réalisé à hauteur de 118%. Cette somme se répartit en 7,3 milliards d'euros équivalents levés en instruments de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée, ainsi que 6,8 milliards d'euros équivalents en instruments de dette senior non préférée et de dette Tier 2.

Le programme de financement de dettes à moyen long terme de Crédit Agricole S.A. sur les marchés pour l'exercice 2019 s'élève à 17 milliards d'euros, incluant environ 5 à 6 milliards d'euros équivalents de dette Tier 2 ou de dette senior non préférée.

**Table 70. Groupe Crédit Agricole - Levées MLT de marché Ventilation par segment: 14,1 Mds€ au 31/12/18**



# Bilan

**Table 71. Groupe Crédit Agricole - Bilan consolidé (Mds€)**

Actif	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017	Passif	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales	70,6	54,1	54,1	Banques centrales	1,1	3,4	3,4
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	372,1	372,1	320,3	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	225,9	225,6	225,6
Instruments dérivés de couverture	15,8	18,6	18,6	Instruments dérivés de couverture	16,2	17,2	17,2
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	265,0	269,2	-				
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	330,5				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	97,2	86,8	92,1	Dettes envers les établissements de crédit	96,0	88,4	88,4
Prêts et créances sur la clientèle	854,7	795,5	814,8	Dettes envers la clientèle	789,8	732,4	732,4
Titres de dette	80,6	74,0	-	Dettes représentées par un titre	198,2	177,6	177,5
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8,3	7,4	7,4	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7,9	8,1	8,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	39,1				
Actifs d'impôts courants et différés	6,2	6,2	5,6	Passifs d'impôts courants et différés	2,4	2,6	2,6
Comptes de régularisation et actifs divers	44,3	42,5	42,5	Comptes de régularisation et passifs divers	48,0	45,8	45,8
Actifs non courants destinés à être cédés	0,3	0,5	0,5	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,2	0,4	0,4
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0,1	-	-				
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6,3	5,0	5,1	Provisions techniques des contrats d'assurance	325,9	324,1	322,1
Immeubles de placement	7,0	6,7	6,7	Provisions	8,1	6,9	6,4
Immobilisations corporelles	7,8	7,6	7,6	Dettes subordonnées	22,8	25,5	25,5
Immobilisations incorporelles	2,4	2,3	2,3	Capitaux propres part du Groupe	106,7	101,2	102,3
Ecart d'acquisition	16,1	16,0	16,0	Participations ne donnant pas le contrôle	5,5	5,3	5,4
<b>Total actif</b>	<b>1 854,8</b>	<b>1 764,5</b>	<b>1 763,2</b>	<b>Total passif</b>	<b>1 854,8</b>	<b>1 764,5</b>	<b>1 763,2</b>

**Table 72. Crédit Agricole S.A. - bilan consolidé (Mds€)**

Actif	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017	Passif	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales	67,0	50,8	50,8	Banques centrales	0,9	3,2	3,2
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	365,5	363,7	321,4	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	228,1	227,8	227,9
Instruments dérivés de couverture	14,3	16,4	16,4	Instruments dérivés de couverture	12,1	13,2	13,3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	253,6	258,6	-				
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	307,1				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	413,0	388,7	394,1	Dettes envers les établissements de crédit	132,0	125,6	125,6
Prêts et créances sur la clientèle	369,5	341,1	360,1	Dettes envers la clientèle	597,2	550,7	550,7
Titres de dette	57,8	51,7	-	Dettes représentées par un titre	184,5	163,8	163,7
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6,4	6,0	6,0	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6,6	6,6	6,6
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	20,2				
Actifs d'impôts courants et différés	4,5	4,7	4,5	Passifs d'impôts courants et différés	2,4	3,3	3,5
Comptes de régularisation et actifs divers	38,0	36,2	36,2	Comptes de régularisation et passifs divers	42,3	40,5	40,5
Actifs non courants destinés à être cédés	0,3	0,5	0,5	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,2	0,4	0,4
Participations aux bénéfices différée	0,1	-	-				
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6,4	5,1	5,2	Provisions techniques des contrats d'assurance	324,0	322,5	320,4
Immeubles de placement	6,4	6,2	6,2	Provisions	5,8	4,9	4,4
Immobilisations corporelles	4,1	4,2	4,2	Dettes subordonnées	22,8	25,4	25,4
Immobilisations incorporelles	2,3	2,2	2,2	Capitaux propres part du Groupe	58,8	57,1	58,1
Ecart d'acquisition	15,5	15,4	15,4	Participations ne donnant pas le contrôle	6,7	6,4	6,7
<b>Total actif</b>	<b>1 624,4</b>	<b>1 551,6</b>	<b>1 550,3</b>	<b>Total passif</b>	<b>1 624,4</b>	<b>1 551,6</b>	<b>1 550,3</b>



# Crédit Agricole S.A.

## Répartition du capital

Table 73. Crédit Agricole S.A. – répartition du capital

Breakdown of share capital	31/12/2018		31/12/2017		31/12/2017	
	Number of shares	%	Number of shares	%	Number of shares	%
SAS Rue La Boétie	1 612 517 290	56,3%	1 611 969 963	56,6%	1 611 969 963	56,6%
Treasury shares	4 378 305	0,2%	2 146 133	0,1%	2 351 801	0,1%
Employees (company investment fund, ESOP)	126 627 820	4,4%	114 039 868	4,0%	98 146 525	3,4%
Float	1 122 913 741	39,2%	1 117 948 562	39,3%	1 133 636 237	39,8%
<b>Total shares in issue (period end)</b>	<b>2 866 437 156</b>		<b>2 846 104 526</b>		<b>2 846 104 526</b>	
<b>Total shares in issue, excluding treasury shares (period end)</b>	<b>2 862 058 851</b>		<b>2 843 958 393</b>		<b>2 843 752 725</b>	
<b>Total shares in issue, excluding treasury shares (average number)</b>	<b>2 853 704 584</b>		<b>2 843 579 170</b>		<b>2 843 140 718</b>	

## Données par action et calcul du ROTE

Table 74. Crédit Agricole S.A. – données par action et calcul du ROTE

(en m€)		T4-18	T4-17	Δ T4/T4	Δ 2018/2017
Résultat net part du Groupe - publié		1 008	387	x 2,6	+20,6%
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(127)	(125)	+1,2%	-2,5%
<b>RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié</b>	<b>[A]</b>	<b>881</b>	<b>262</b>	<b>x 3,4</b>	<b>+23,9%</b>
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m)	[B]	2 863,0	2 844,0	+0,7%	+0,4%
<b>Résultat net par action - publié</b>	<b>[A]/[B]</b>	<b>0,31 €</b>	<b>0,09 €</b>	<b>x 3,3</b>	<b>+23,4%</b>
<b>Dividende ordinaire par action (€)</b>		-	-	ns	ns
RNPG sous-jacent		1 067	878	+21,6%	+12,2%
<b>RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires</b>	<b>[C]</b>	<b>940</b>	<b>752</b>	<b>+25,0%</b>	<b>+14,2%</b>
<b>Résultat net par action - sous-jacent</b>	<b>[C]/[B]</b>	<b>0,33 €</b>	<b>0,26 €</b>	<b>+24,2%</b>	<b>+13,8%</b>

(en m€)		31/12/2018	01/01/2018
Capitaux propres - part du Groupe		58 811	57 135
- Emissions AT1		(5 011)	(4 999)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		(1 696)	(2 709)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		(1 975)	(1 802)
<b>Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.</b>	<b>[D]</b>	<b>50 129</b>	<b>47 625</b>
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(17 843)	(17 672)
<b>ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.</b>	<b>[E]</b>	<b>32 286</b>	<b>29 954</b>
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F]	2 862,1	2 844,0
<b>ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)</b>	<b>[D]/[F]</b>	<b>17,5 €</b>	<b>16,7 €</b>
<b>+ Dividende à verser (€)</b>	<b>[H]</b>	<b>0,69 €</b>	<b>0,63 €</b>
<b>ANC par action, avant déduction du dividende (€)</b>		<b>18,2 €</b>	<b>17,4 €</b>
<b>ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)</b>	<b>[G]=[E]/[F]</b>	<b>11,3 €</b>	<b>10,5 €</b>
<b>ANT par action, avt deduct. du divid. à verser (€)</b>	<b>[G]+[H]</b>	<b>12,0 €</b>	<b>11,2 €</b>

\* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement  
\*\* y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)		2018	2017
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires	[H]	3 957	3 194
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordinaires***	[J]	31 120	31 182
<b>ROTE publié (%)</b>	<b>[H]/[J]</b>	<b>12,7%</b>	<b>10,2%</b>
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires (annualisé)	[I]	3 962	3 471
<b>ROTE sous-jacent (%)</b>	<b>[I]/[J]</b>	<b>12,7%</b>	<b>11,1%</b>

\*\*\* y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

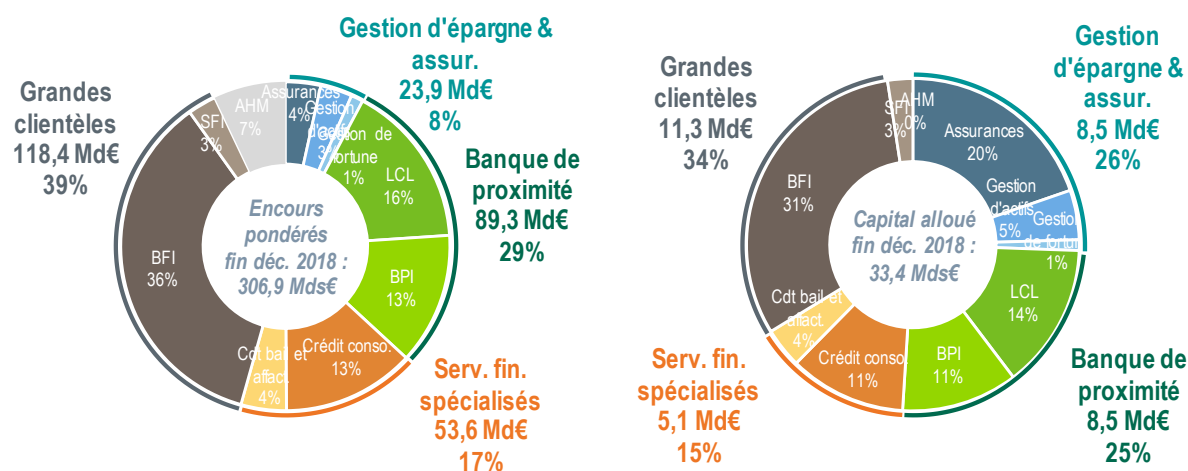
# Emplois pondérés et allocation de capital par métiers

Table 75. Crédit Agricole S.A. – emplois pondérés Bâle 3 non phasé par métier et allocation des fonds propres aux métiers

En Mds€	Déc 18	Sept 18	Déc 17	Déc 18	Sept 18	Déc 17
	Emplois pondérés			Allocation des fonds propres		
<b>Banque de proximité en France (LCL)</b>	<b>49,6</b>	<b>46,8</b>	<b>44,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>
<b>Banque de proximité à l'international</b>	<b>39,7</b>	<b>40,2</b>	<b>38,7</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	<b>3,7</b>
<b>Gestion de l'épargne et Assurances</b>	<b>23,9</b>	<b>25,2</b>	<b>27,0</b>	<b>8,5</b>	<b>8,1</b>	<b>8,7</b>
- Gestion de l'épargne	13,3	12,4	12,2	2,0	2,0	2,2
- Assurances***	10,6	12,8	14,8	6,6	6,1	6,4
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>53,6</b>	<b>53,1</b>	<b>54,4</b>	<b>5,1</b>	<b>5,0</b>	<b>5,2</b>
<b>Grandes clientèles</b>	<b>118,4</b>	<b>117,1</b>	<b>108,2</b>	<b>11,3</b>	<b>11,1</b>	<b>10,3</b>
- Banque de financement	71,2	73,5	66,1	6,8	7,0	6,1
- Banque de marchés et d'investissement	38,7	33,4	33,6	3,7	3,2	3,2
- Services financiers aux institutionnels	8,6	10,2	8,5	0,8	1,0	0,8
<b>Activités hors métiers</b>	<b>21,7</b>	<b>24,8</b>	<b>24,0</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>306,9</b>	<b>307,3</b>	<b>296,4</b>			
dont risque de crédit	261,3	264,0	255,0			
dont risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	3,6	3,4	2,9			
dont risque de marché	10,6	11,4	10,5			
dont risque opérationnel	31,4	28,5	28,0			

\* Mise en œuvre des garanties Switch au 02/01/2014 transférant aux Caisses régionales 34 Mds€ d'emplois pondérés au titre de la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances

\*\*Exigences Solvency 2 au 31/12/2017 pour le calcul de fonds propres alloués de décembre 2017 et de juin 2018; Exigences Solvency 2 au 31/12/2018 pour le calcul de décembre 2018



## Méthodologie :

- **9,5% des emplois pondérés** pour tous les métiers sauf les métiers Gestion d'actifs et Assurances
- **Gestion d'actifs** : 9,5% des RWA, augmenté des besoins en Seed Money et des participations et investissements
- **Assurances** : 80% des exigences de capital au titre de Solvency 2 diminuées de 9,5% des RWA transférés au titre de la garantie Switch 2 aux Caisses régionales

# Annexes

## Annexe 1 – Eléments spécifiques

### Groupe Crédit Agricole

En m€	T4-18		T4-17		2018		2017	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
Spread émetteurs (AHM)	-	-	(104)	(62)	-	-	(249)	(153)
DVA (GC)	15	11	(5)	(4)	22	16	(66)	(43)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	17	13	(4)	(2)	23	17	(57)	(37)
Provisions Epargne logement (LCL)	1	1	2	2	(1)	(1)	65	43
Provisions Epargne logement (AHM)	6	4	3	2	(3)	(2)	156	103
Provisions Epargne logement (CR)	7	4	15	10	(15)	(10)	220	144
Ajustement du coût des passifs (CR)	-	-	-	-	-	-	(218)	(148)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	-	-	39	26
Amende Echange Images Chèques	-	-	(98)	(98)	-	-	(98)	(98)
<b>Total impact en PNB</b>	<b>46</b>	<b>33</b>	<b>(190)</b>	<b>(152)</b>	<b>26</b>	<b>21</b>	<b>(207)</b>	<b>(164)</b>
Coûts d'intégration Pioneer (GEA)	(27)	(14)	(77)	(33)	(56)	(29)	(135)	(58)
Coûts d'intégration 3 banques italiennes (BPI)	(11)	(7)	(41)	(24)	(2)	(0)	(41)	(24)
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(38)</b>	<b>(21)</b>	<b>(117)</b>	<b>(57)</b>	<b>(59)</b>	<b>(29)</b>	<b>(176)</b>	<b>(83)</b>
Amende BCE (AHM)	-	-	-	-	(5)	(5)	-	-
<b>Total impact Prov. risque juridique non allouées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5)</b>	<b>(5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Cession Eurazeo (AHM)	-	-	(4)	(4)	-	-	103	103
Cession BSF (GC)	-	-	(15)	(15)	-	-	102	102
Amende FCA Bank (SFS)	(67)	(67)	-	-	(67)	(67)	-	-
<b>Total impact en Mises en équivalence</b>	<b>(67)</b>	<b>(67)</b>	<b>(19)</b>	<b>(19)</b>	<b>(67)</b>	<b>(67)</b>	<b>205</b>	<b>205</b>
Variation des écarts d'acquisition (AHM)	-	-	186	131	86	74	186	131
<b>Total impact variation des écarts d'acquisition</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>186</b>	<b>131</b>	<b>86</b>	<b>74</b>	<b>186</b>	<b>131</b>
Surtaxe IS	-	-	-	(343)	-	-	-	(343)
Remboursement taxe dividende 3%	-	-	-	79	-	-	-	79
Revalorisation impôts différés	-	-	-	(407)	-	-	-	(407)
<b>Total impact en Impôts</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(671)</b>	<b>(671)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(671)</b>	<b>(671)</b>
Coûts d'acquisition CA Italie (BPI)	-	-	(3)	(2)	-	-	(11)	(6)
<b>Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(11)</b>	<b>(6)</b>
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>(59)</b>	<b>(55)</b>	<b>(143)</b>	<b>(770)</b>	<b>(19)</b>	<b>(5)</b>	<b>(2)</b>	<b>(587)</b>
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	(27)	(14)	(77)	(153)	(56)	(29)	(135)	(178)
<i>Banque de proximité-France</i>	8	5	(42)	(427)	(16)	(10)	8	(400)
<i>Banque de proximité-International</i>	(11)	(7)	(44)	(26)	(2)	(0)	(51)	(30)
<i>Services financiers spécialisés</i>	(67)	(67)	-	43	(67)	(67)	-	43
<i>Grandes Clientèles</i>	32	24	(24)	(111)	45	34	(21)	(68)
<i>Activités hors métiers</i>	6	4	43	(95)	78	67	198	48

\*Impacts avant impôts et intérêts minoritaires

Table 77. Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T4-18 et T4-17, 2018 et 2017

En m€	T4-18		T4-17		2018		2017	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
Spread émetteurs (AHM)	-	-	(95)	(62)	-	-	(216)	(131)
DVA (GC)	15	11	(5)	(4)	22	16	(66)	(42)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	17	12	(4)	(2)	23	17	(57)	(36)
Provisions Epargne logement (LCL)	1	1	2	1	(1)	(1)	65	40
Provisions Epargne logement (AHM)	6	4	3	2	(3)	(2)	156	103
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	-	-	39	26
Amende Echange Images Chèques(1)	-	-	(59)	(58)	-	-	(59)	(58)
<b>Total impact en PNB</b>	<b>39</b>	<b>28</b>	<b>(158)</b>	<b>(123)</b>	<b>41</b>	<b>30</b>	<b>(138)</b>	<b>(100)</b>
Coûts d'intégration Pioneer (GEA)	(27)	(14)	(77)	(32)	(56)	(29)	(135)	(60)
Coûts d'intégration 3 banques italiennes (BPI)	(11)	(6)	(41)	(22)	(2)	(1)	(41)	(22)
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(38)</b>	<b>(20)</b>	<b>(117)</b>	<b>(54)</b>	<b>(59)</b>	<b>(30)</b>	<b>(176)</b>	<b>(82)</b>
Amende BCE (AHM)	-	-	-	-	(5)	(5)	-	-
<b>Total impact Prov. risque juridique non allouées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5)</b>	<b>(5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Cession Eurazeo (AHM)	-	-	(4)	(4)	-	-	103	103
<b>Total impact en Mises en équivalence</b>	<b>(67)</b>	<b>(67)</b>	<b>(19)</b>	<b>(19)</b>	<b>(67)</b>	<b>(67)</b>	<b>205</b>	<b>203</b>
Variation des écarts d'acquisition (AHM)(2)	-	-	186	91	86	66	186	91
<b>Total impact variation des écarts d'acquisition</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>186</b>	<b>91</b>	<b>86</b>	<b>66</b>	<b>186</b>	<b>91</b>
Surtaxe IS	-	-	-	(326)	-	-	-	(326)
Remboursement taxe dividende 3%	-	-	-	69	-	-	-	69
Revalorisation impôts différés	-	-	-	(128)	-	-	-	(128)
<b>Total impact en Impôts</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(384)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(384)</b>
Coûts d'acquisition CA Italie (BPI)	-	-	(3)	(2)	-	-	(8)	(4)
<b>Total impact en Gains/pertes nets sur autres actifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(8)</b>	<b>(4)</b>
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>(66)</b>	<b>(59)</b>	<b>(111)</b>	<b>(490)</b>	<b>(4)</b>	<b>(5)</b>	<b>70</b>	<b>(276)</b>
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	(27)	(14)	(77)	(147)	(56)	(29)	(135)	(176)
<i>Banque de proximité-France</i>	1	1	(19)	(118)	(1)	(1)	44	(79)
<i>Banque de proximité-International</i>	(11)	(6)	(44)	(23)	(2)	(1)	(49)	(26)
<i>Services financiers spécialisés</i>	(67)	(67)	-	43	(67)	(67)	-	43
<i>Grandes Clientèles</i>	32	23	(24)	(108)	45	33	(21)	(67)
<i>Activités hors métiers</i>	6	4	51	(136)	78	59	231	28

\* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

\* Impacts avant impôts (sauf ligne "impacts en impôts") et avant intérêts minoritaires

## Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

**Table 78. Groupe Crédit Agricole - Résultats publiés et sous-jacents, T4-18 et T4-17**

En m€	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>8 110</b>	<b>46</b>	<b>8 064</b>	<b>8 045</b>	<b>(190)</b>	<b>8 235</b>	+0,8%	(2,1%)
Charges d'exploitation hors FRU	(5 478)	(38)	(5 440)	(5 459)	(117)	(5 342)	+0,3%	+1,8%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 632</b>	<b>8</b>	<b>2 624</b>	<b>2 586</b>	<b>(307)</b>	<b>2 893</b>	<b>+1,8%</b>	<b>(9,3%)</b>
Coût du risque de crédit	(499)	-	(499)	(423)	-	(423)	+18,0%	+18,0%
Coût du risque juridique	(75)	-	(75)	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	10	(67)	77	49	(19)	68	(78,9%)	+13,1%
Gains ou pertes sur autres actifs	48	-	48	5	(3)	8	x 8,9	x 5,7
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	186	186	0	(100,0%)	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 116</b>	<b>(59)</b>	<b>2 175</b>	<b>2 404</b>	<b>(143)</b>	<b>2 547</b>	<b>(12,0%)</b>	<b>(14,6%)</b>
Impôt	(416)	(3)	(412)	(1 294)	(591)	(704)	(67,9%)	(41,4%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	(0)	-	(0)	(23)	-	(23)	(99,9%)	(99,9%)
<b>Résultat net</b>	<b>1 700</b>	<b>(63)</b>	<b>1 763</b>	<b>1 087</b>	<b>(734)</b>	<b>1 821</b>	<b>+56,4%</b>	<b>(3,2%)</b>
Intérêts minoritaires	(130)	8	(137)	(165)	(36)	(129)	(21,4%)	+6,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 571</b>	<b>(55)</b>	<b>1 626</b>	<b>922</b>	<b>(770)</b>	<b>1 692</b>	<b>+70,3%</b>	<b>(3,9%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>67,5%</b>		<b>67,5%</b>	<b>67,9%</b>		<b>64,9%</b>	<b>-0,3 pp</b>	<b>+2,6 pp</b>
<b>Résultat net part du Groupe hors FRU</b>	<b>1 571</b>	<b>(55)</b>	<b>1 626</b>	<b>922</b>	<b>(770)</b>	<b>1 692</b>	<b>+70,3%</b>	<b>(3,9%)</b>

**Table 79. Groupe Crédit Agricole - Passage du publié au sous-jacent, 2018 et 2017**

En m€	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 publié	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>32 839</b>	<b>26</b>	<b>32 813</b>	<b>32 108</b>	<b>(207)</b>	<b>32 315</b>	+2,3%	+1,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(21 065)	(59)	(21 006)	(20 626)	(176)	(20 450)	+2,1%	+2,7%
FRU	(389)	-	(389)	(285)	-	(285)	+36,2%	+36,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>11 385</b>	<b>(32)</b>	<b>11 418</b>	<b>11 197</b>	<b>(383)</b>	<b>11 580</b>	<b>+1,7%</b>	<b>(1,4%)</b>
Coût du risque de crédit	(1 635)	-	(1 635)	(1 536)	-	(1 536)	+6,5%	+6,5%
Coût du risque juridique	(84)	(5)	(80)	(115)	-	(115)	(26,8%)	(30,8%)
Sociétés mises en équivalence	266	(67)	333	732	205	527	(63,7%)	(36,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	87	-	87	5	(8)	13	x 17,2	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	86	86	-	186	186	0	(54,1%)	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>10 105</b>	<b>(19)</b>	<b>10 123</b>	<b>10 470</b>	<b>0</b>	<b>10 470</b>	<b>(3,5%)</b>	<b>(3,3%)</b>
Impôt	(2 733)	10	(2 743)	(3 479)	(568)	(2 912)	(21,5%)	(5,8%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	(3)	-	(3)	20	-	20	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>7 369</b>	<b>(8)</b>	<b>7 377</b>	<b>7 010</b>	<b>(568)</b>	<b>7 578</b>	<b>+5,1%</b>	<b>(2,7%)</b>
Intérêts minoritaires	(525)	3	(527)	(474)	(18)	(456)	+10,6%	+15,6%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>6 844</b>	<b>(5)</b>	<b>6 849</b>	<b>6 536</b>	<b>(586)</b>	<b>7 122</b>	<b>+4,7%</b>	<b>(3,8%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>64,1%</b>		<b>64,0%</b>	<b>64,2%</b>		<b>63,3%</b>	<b>-0,1 pp</b>	<b>+0,7 pp</b>

## Annexe 3 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

**Table 80. Groupe Crédit Agricole : Contribution par pôle - T4-2018 et T4-2017**

En m€	T4-18 (publié)							Total
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 235</b>	<b>841</b>	<b>730</b>	<b>1 469</b>	<b>690</b>	<b>1 210</b>	<b>(66)</b>	<b>8 110</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 236)	(597)	(488)	(724)	(356)	(813)	(266)	(5 478)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 000</b>	<b>244</b>	<b>243</b>	<b>745</b>	<b>335</b>	<b>397</b>	<b>(331)</b>	<b>2 632</b>
Coût du risque	(250)	(63)	(84)	(22)	(99)	26	(8)	(499)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	(75)	(75)
Sociétés mises en équivalence	4	-	-	10	(2)	(1)	-	10
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(9)	47	14	(1)	(0)	(0)	(3)	48
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>745</b>	<b>229</b>	<b>173</b>	<b>732</b>	<b>233</b>	<b>422</b>	<b>(418)</b>	<b>2 116</b>
Impôts	(204)	(87)	(41)	(175)	(40)	(79)	210	(416)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	(0)	-	-	-	(0)
<b>Résultat net</b>	<b>541</b>	<b>142</b>	<b>132</b>	<b>557</b>	<b>194</b>	<b>343</b>	<b>(208)</b>	<b>1 700</b>
Intérêts minoritaires	0	0	(26)	(57)	(40)	1	(8)	(130)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>541</b>	<b>142</b>	<b>106</b>	<b>500</b>	<b>154</b>	<b>344</b>	<b>(216)</b>	<b>1 571</b>
En m€	T4-17 (publié)							Total
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 341</b>	<b>827</b>	<b>1 560</b>	<b>647</b>	<b>671</b>	<b>1 302</b>	<b>(303)</b>	<b>8 045</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 153)	(613)	(830)	(470)	(372)	(816)	(206)	(5 459)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 188</b>	<b>215</b>	<b>730</b>	<b>177</b>	<b>299</b>	<b>486</b>	<b>(509)</b>	<b>2 586</b>
Coût du risque	(86)	(55)	(24)	(104)	(102)	(37)	(14)	(423)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	2	-	9	-	58	(15)	(4)	49
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(8)	6	4	(4)	(0)	10	(2)	5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	0	-	-	186	186
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 095</b>	<b>165</b>	<b>719</b>	<b>69</b>	<b>255</b>	<b>444</b>	<b>(343)</b>	<b>2 404</b>
Impôts	(635)	(145)	(242)	(21)	(25)	(262)	36	(1 294)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(8)	(0)	(15)	-	-	(23)
<b>Résultat net</b>	<b>460</b>	<b>20</b>	<b>468</b>	<b>48</b>	<b>216</b>	<b>182</b>	<b>(307)</b>	<b>1 087</b>
Intérêts minoritaires	0	(0)	(63)	(12)	(30)	(6)	(54)	(165)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>460</b>	<b>20</b>	<b>405</b>	<b>36</b>	<b>186</b>	<b>176</b>	<b>(361)</b>	<b>922</b>

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers



**Table 81. Groupe Crédit Agricole : Contribution par pôle - publié - 2018 et 2017**

En m€	2018 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 040</b>	<b>3 433</b>	<b>2 835</b>	<b>5 770</b>	<b>2 769</b>	<b>5 370</b>	<b>(377)</b>	<b>32 839</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(8 657)	(2 363)	(1 790)	(2 833)	(1 363)	(3 169)	(890)	(21 065)
FRU	(87)	(28)	(22)	(3)	(17)	(170)	(62)	(389)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>4 296</b>	<b>1 042</b>	<b>1 023</b>	<b>2 934</b>	<b>1 389</b>	<b>2 031</b>	<b>(1 329)</b>	<b>11 385</b>
Coût du risque	(634)	(220)	(359)	(17)	(467)	64	(3)	(1 635)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	(84)	(84)
Sociétés mises en équivalence	12	-	-	47	187	0	19	266
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	50	14	(3)	1	14	13	87
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	86	86
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 673</b>	<b>872</b>	<b>678</b>	<b>2 961</b>	<b>1 110</b>	<b>2 109</b>	<b>(1 299)</b>	<b>10 105</b>
Impôts	(1 280)	(288)	(191)	(773)	(244)	(551)	594	(2 733)
Rés. net des activités abandonnées	-	(1)	-	(1)	(0)	-	-	(3)
<b>Résultat net</b>	<b>2 393</b>	<b>583</b>	<b>487</b>	<b>2 186</b>	<b>866</b>	<b>1 559</b>	<b>(705)</b>	<b>7 369</b>
Intérêts minoritaires	(0)	0	(101)	(271)	(128)	2	(27)	(525)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 393</b>	<b>583</b>	<b>386</b>	<b>1 916</b>	<b>738</b>	<b>1 560</b>	<b>(732)</b>	<b>6 844</b>

En m€	2017 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 277</b>	<b>3 491</b>	<b>5 255</b>	<b>2 594</b>	<b>2 721</b>	<b>5 328</b>	<b>(558)</b>	<b>32 108</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(8 487)	(2 427)	(2 706)	(1 624)	(1 393)	(3 099)	(890)	(20 626)
FRU	(43)	(15)	(3)	(10)	(14)	(139)	(61)	(285)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>4 746</b>	<b>1 049</b>	<b>2 546</b>	<b>960</b>	<b>1 314</b>	<b>2 089</b>	<b>(1 509)</b>	<b>11 197</b>
Coût du risque	(218)	(204)	(25)	(433)	(440)	(203)	(12)	(1 536)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	(115)	-	(115)
Sociétés mises en équivalence	6	-	33	-	241	277	175	732
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5)	6	4	(7)	(1)	13	(4)	5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	0	-	-	186	186
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>4 529</b>	<b>851</b>	<b>2 559</b>	<b>520</b>	<b>1 114</b>	<b>2 060</b>	<b>(1 164)</b>	<b>10 470</b>
Impôts	(1 772)	(338)	(647)	(159)	(230)	(709)	375	(3 479)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	21	0	(1)	-	-	20
<b>Résultat net</b>	<b>2 758</b>	<b>513</b>	<b>1 933</b>	<b>361</b>	<b>883</b>	<b>1 352</b>	<b>(788)</b>	<b>7 010</b>
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(209)	(80)	(118)	(21)	(47)	(474)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 757</b>	<b>513</b>	<b>1 724</b>	<b>281</b>	<b>766</b>	<b>1 331</b>	<b>(835)</b>	<b>6 536</b>

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

## Annexe 4 – Crédit Agricole S.A. : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

**Table 82. Crédit Agricole S.A. - Passage du publié au sous-jacent, T4-18 et T4-17**

En m€	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 853</b>	<b>39</b>	<b>4 814</b>	<b>4 651</b>	<b>(158)</b>	<b>4 810</b>	<b>+4,3%</b>	<b>+0,1%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(3 213)	(38)	(3 175)	(3 268)	(117)	(3 150)	(1,7%)	+0,8%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 641</b>	<b>1</b>	<b>1 640</b>	<b>1 384</b>	<b>(275)</b>	<b>1 659</b>	<b>+18,6%</b>	<b>(1,2%)</b>
Coût du risque de crédit	(246)	-	(246)	(335)	-	(335)	(26,6%)	(26,6%)
Coût du risque juridique	(75)	-	(75)	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	7	(67)	74	50	(19)	69	(85,3%)	+7,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	56	-	56	13	(3)	16	x 4,2	x 3,4
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	186	186	0	(100,0%)	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 383</b>	<b>(66)</b>	<b>1 450</b>	<b>1 299</b>	<b>(111)</b>	<b>1 410</b>	<b>+6,5%</b>	<b>+2,8%</b>
Impôt	(222)	(1)	(221)	(703)	(316)	(387)	(68,4%)	(42,9%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	-	(0)	(23)	-	(23)	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 161</b>	<b>(67)</b>	<b>1 229</b>	<b>573</b>	<b>(427)</b>	<b>1 000</b>	<b>x 2</b>	<b>+22,9%</b>
Intérêts minoritaires	(154)	8	(162)	(186)	(64)	(123)	(17,4%)	+31,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 008</b>	<b>(59)</b>	<b>1 067</b>	<b>387</b>	<b>(490)</b>	<b>878</b>	<b>x 2,6</b>	<b>+21,6%</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>0,31</b>	<b>(0,02)</b>	<b>0,33</b>	<b>0,09</b>	<b>(0,17)</b>	<b>0,26</b>	<b>x 3,3</b>	<b>+24,4%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>66,2%</b>		<b>65,9%</b>	<b>70,2%</b>		<b>65,5%</b>	<b>-4,1 pp</b>	<b>+0,4 pp</b>
<b>Résultat net part du Groupe hors FRU</b>	<b>1 833</b>	<b>(59)</b>	<b>1 892</b>	<b>387</b>	<b>(490)</b>	<b>878</b>	<b>x 4,7</b>	<b>x 2,2</b>

**Table 83. Crédit Agricole S.A. - Passage du publié au sous-jacent, 2018 et 2017**

En m€	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 publié	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>19 736</b>	<b>41</b>	<b>19 694</b>	<b>18 634</b>	<b>(138)</b>	<b>18 772</b>	<b>+5,9%</b>	<b>+4,9%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(12 287)	(59)	(12 228)	(11 961)	(176)	(11 785)	+2,7%	+3,8%
FRU	(301)	-	(301)	(242)	-	(242)	+24,5%	+24,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>7 147</b>	<b>(18)</b>	<b>7 165</b>	<b>6 431</b>	<b>(314)</b>	<b>6 745</b>	<b>+11,1%</b>	<b>+6,2%</b>
Coût du risque de crédit	(1 002)	-	(1 002)	(1 307)	-	(1 307)	(23,4%)	(23,4%)
Coût du risque juridique	(80)	(5)	(75)	(115)	-	(115)	(30,8%)	(34,8%)
Sociétés mises en équivalence	256	(67)	323	728	205	523	(64,9%)	(38,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	89	-	89	6	(8)	14	x 15,5	x 6,5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	86	86	-	186	186	0	(54,1%)	(100,0%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>6 496</b>	<b>(4)</b>	<b>6 500</b>	<b>5 929</b>	<b>70</b>	<b>5 859</b>	<b>+9,6%</b>	<b>+10,9%</b>
Impôt	(1 466)	5	(1 471)	(1 733)	(300)	(1 433)	(15,4%)	+2,7%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(3)	-	(3)	20	-	20	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>5 027</b>	<b>2</b>	<b>5 026</b>	<b>4 216</b>	<b>(230)</b>	<b>4 447</b>	<b>+19,2%</b>	<b>+13,0%</b>
Intérêts minoritaires	(627)	(7)	(620)	(568)	(46)	(521)	+10,5%	+18,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>4 400</b>	<b>(5)</b>	<b>4 405</b>	<b>3 649</b>	<b>(276)</b>	<b>3 925</b>	<b>+20,6%</b>	<b>+12,2%</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>1,39</b>	<b>(0,00)</b>	<b>1,39</b>	<b>1,12</b>	<b>(0,10)</b>	<b>1,22</b>	<b>+23,6%</b>	<b>+13,9%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>62,3%</b>		<b>62,1%</b>	<b>64,2%</b>		<b>62,8%</b>	<b>-1,9 pp</b>	<b>-0,7 pp</b>

## Annexe 5 – Crédit Agricole S.A. : résultats par pôle

Table 84. Crédit Agricole S.A. - Contribution par pôle, T4-18 et T4-17

	T4-18 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 470</b>	<b>842</b>	<b>704</b>	<b>690</b>	<b>1 210</b>	<b>(63)</b>	<b>4 853</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(724)	(597)	(467)	(356)	(813)	(256)	(3 213)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>746</b>	<b>245</b>	<b>237</b>	<b>335</b>	<b>397</b>	<b>(319)</b>	<b>1 641</b>
Coût du risque	(22)	(63)	(84)	(99)	26	(5)	(246)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	(75)	(75)
Sociétés mises en équivalence	10	-	-	(2)	(1)	1	7
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	47	14	(0)	(0)	(3)	56
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>733</b>	<b>230</b>	<b>167</b>	<b>233</b>	<b>422</b>	<b>(401)</b>	<b>1 383</b>
Impôts	(176)	(87)	(39)	(40)	(79)	199	(222)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	-	-	-	-	(0)
<b>Résultat net</b>	<b>558</b>	<b>142</b>	<b>127</b>	<b>194</b>	<b>343</b>	<b>(202)</b>	<b>1 161</b>
Intérêts minoritaires	(60)	(6)	(32)	(40)	(6)	(10)	(154)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>498</b>	<b>136</b>	<b>96</b>	<b>154</b>	<b>337</b>	<b>(213)</b>	<b>1 008</b>
	T4-17 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 560</b>	<b>827</b>	<b>617</b>	<b>671</b>	<b>1 305</b>	<b>(329)</b>	<b>4 651</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(830)	(613)	(449)	(372)	(816)	(188)	(3 268)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>730</b>	<b>215</b>	<b>168</b>	<b>299</b>	<b>489</b>	<b>(517)</b>	<b>1 384</b>
Coût du risque	(24)	(55)	(104)	(102)	(37)	(13)	(335)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	9	-	-	58	(15)	(1)	50
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	6	(4)	(0)	10	(3)	13
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	0	-	-	186	186
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>719</b>	<b>165</b>	<b>60</b>	<b>255</b>	<b>447</b>	<b>(347)</b>	<b>1 299</b>
Impôts	(242)	(144)	(19)	(25)	(263)	(9)	(703)
Rés. net des activités abandonnées	(8)	-	(0)	(15)	-	-	(23)
<b>Résultat net</b>	<b>468</b>	<b>21</b>	<b>41</b>	<b>216</b>	<b>184</b>	<b>(356)</b>	<b>573</b>
Intérêts minoritaires	(67)	(1)	(12)	(30)	(9)	(67)	(186)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>401</b>	<b>20</b>	<b>28</b>	<b>186</b>	<b>174</b>	<b>(423)</b>	<b>387</b>

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

**Table 85. Crédit Agricole S.A. - Contribution par pôle, 2018 et 2017**

	2018 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 778</b>	<b>3 433</b>	<b>2 732</b>	<b>2 769</b>	<b>5 368</b>	<b>(344)</b>	<b>19 736</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 833)	(2 363)	(1 716)	(1 363)	(3 169)	(842)	(12 287)
FRU	(3)	(28)	(22)	(17)	(170)	(62)	(301)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 941</b>	<b>1 043</b>	<b>994</b>	<b>1 389</b>	<b>2 030</b>	<b>(1 249)</b>	<b>7 147</b>
Coût du risque	(17)	(220)	(358)	(467)	64	(5)	(1 002)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	(80)	(80)
Sociétés mises en équivalence	47	-	-	187	0	21	256
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3)	50	14	1	14	13	89
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	86	86
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 969</b>	<b>873</b>	<b>650</b>	<b>1 110</b>	<b>2 108</b>	<b>(1 213)</b>	<b>6 496</b>
Impôts	(774)	(288)	(185)	(244)	(550)	576	(1 466)
Rés. net des activités abandonnées	(1)	(1)	-	(0)	-	-	(3)
<b>Résultat net</b>	<b>2 193</b>	<b>584</b>	<b>465</b>	<b>866</b>	<b>1 557</b>	<b>(638)</b>	<b>5 027</b>
Intérêts minoritaires	(285)	(26)	(124)	(128)	(30)	(35)	(627)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 908</b>	<b>558</b>	<b>341</b>	<b>738</b>	<b>1 528</b>	<b>(672)</b>	<b>4 400</b>
	2017 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 263</b>	<b>3 492</b>	<b>2 482</b>	<b>2 721</b>	<b>5 332</b>	<b>(656)</b>	<b>18 634</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 706)	(2 427)	(1 547)	(1 393)	(3 099)	(789)	(11 961)
FRU	(3)	(15)	(10)	(14)	(139)	(61)	(242)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 555</b>	<b>1 050</b>	<b>924</b>	<b>1 314</b>	<b>2 094</b>	<b>(1 505)</b>	<b>6 431</b>
Coût du risque	(25)	(204)	(429)	(440)	(203)	(6)	(1 307)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	(115)	-	(115)
Sociétés mises en équivalence	33	-	-	241	277	177	728
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	6	(12)	(1)	13	(4)	6
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	0	-	-	186	186
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 567</b>	<b>851</b>	<b>483</b>	<b>1 114</b>	<b>2 065</b>	<b>(1 152)</b>	<b>5 929</b>
Impôts	(647)	(338)	(152)	(230)	(710)	344	(1 733)
Rés. net des activités abandonnées	21	-	0	(1)	-	-	20
<b>Résultat net</b>	<b>1 942</b>	<b>513</b>	<b>331</b>	<b>883</b>	<b>1 355</b>	<b>(808)</b>	<b>4 216</b>
Intérêts minoritaires	(222)	(25)	(97)	(118)	(48)	(58)	(568)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 720</b>	<b>488</b>	<b>234</b>	<b>766</b>	<b>1 307</b>	<b>(865)</b>	<b>3 649</b>

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

## Annexe 6 – Par métier : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

Au quatrième trimestre et sur l'année 2018 ainsi qu'au quatrième trimestre et sur l'année 2017, les métiers Gestion de l'épargne et Assurances, Banques de proximité en France (LCL et Caisses régionales), Banque de proximité à l'international (Italie), Services financiers spécialisés, Grandes clientèles et Activités Hors Métiers incluent des éléments spécifiques.

**Table 86. Gestion d'actifs (Amundi) - Passage du publié au sous-jacent, T4-18 vs. T4-17 et 2018 vs. 2018**

En m€	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>600</b>	-	<b>600</b>	<b>734</b>	-	<b>734</b>	(18,2%)	(18,2%)
Charges d'exploitation hors FRU	(360)	(27)	(333)	(462)	(77)	(386)	(22,1%)	(13,6%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>240</b>	<b>(27)</b>	<b>267</b>	<b>271</b>	<b>(77)</b>	<b>348</b>	<b>(11,6%)</b>	<b>(23,4%)</b>
Coût du risque	(13)	-	(13)	(8)	-	(8)	+64,0%	+64,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	0	-	0	(0)	-	(0)	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>236</b>	<b>(27)</b>	<b>263</b>	<b>272</b>	<b>(77)</b>	<b>348</b>	<b>(13,0%)</b>	<b>(24,4%)</b>
Impôt	(54)	6	(60)	(65)	35	(100)	(17,5%)	(40,5%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>125</b>	<b>(14)</b>	<b>139</b>	<b>141</b>	<b>(28)</b>	<b>169</b>	<b>(11,5%)</b>	<b>(17,9%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU</b>	<b>60,0%</b>		<b>55,5%</b>	<b>63,0%</b>		<b>52,6%</b>	<b>-3,0 pp</b>	<b>+3,0 pp</b>

En m€	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 publié	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 504</b>	-	<b>2 504</b>	<b>2 255</b>	-	<b>2 255</b>	+11,1%	+11,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 416)	(56)	(1 359)	(1 328)	(135)	(1 192)	+6,6%	+14,0%
FRU	(1)	-	(1)	(1)	-	(1)	+12,5%	+12,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 087</b>	<b>(56)</b>	<b>1 144</b>	<b>926</b>	<b>(135)</b>	<b>1 061</b>	<b>+17,5%</b>	<b>+7,8%</b>
Coût du risque de crédit	(11)	-	(11)	(13)	-	(13)	(15,3%)	(15,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	-	(0)	(1)	-	(1)	(91,3%)	(91,3%)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 123</b>	<b>(56)</b>	<b>1 180</b>	<b>944</b>	<b>(135)</b>	<b>1 080</b>	<b>+19,0%</b>	<b>+9,3%</b>
Impôt	(297)	15	(311)	(279)	53	(332)	+6,4%	(6,1%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>561</b>	<b>(29)</b>	<b>590</b>	<b>460</b>	<b>(57)</b>	<b>517</b>	<b>+22,0%</b>	<b>+14,1%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU</b>	<b>56,5%</b>		<b>54,3%</b>	<b>58,9%</b>		<b>52,9%</b>	<b>-2,4 pp</b>	<b>+1,4 pp</b>

**Table 87. Assurance - Passage du publié au sous-jacent, T4-18 vs. T4-17 et 2018 vs. 2018**

En m€	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>667</b>	-	<b>667</b>	<b>629</b>	-	<b>629</b>	+6,0%	+6,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(172)	-	(172)	(197)	-	(197)	(12,2%)	(12,2%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>495</b>	-	<b>495</b>	<b>433</b>	-	<b>433</b>	<b>+14,3%</b>	<b>+14,3%</b>
Coût du risque de crédit	(1)	-	(1)	(0)	-	(0)	x 263,8	x 263,8
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	-	(1)	0	-	0	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>493</b>	-	<b>493</b>	<b>433</b>	-	<b>433</b>	<b>+13,9%</b>	<b>+13,9%</b>
Impôt	(122)	-	(122)	(180)	(119)	(61)	(32,0%)	x 2
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>369</b>	-	<b>369</b>	<b>244</b>	<b>(119)</b>	<b>363</b>	<b>+51,6%</b>	<b>+1,9%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU</b>	<b>25,9%</b>		<b>25,9%</b>	<b>31,2%</b>		<b>31,2%</b>	<b>-5,4 pp</b>	<b>-5,4 pp</b>

En m€	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 publié	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 451</b>	-	<b>2 451</b>	<b>2 243</b>	-	<b>2 243</b>	+9,3%	+9,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(694)	-	(694)	(743)	-	(743)	(6,6%)	(6,6%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 756</b>	-	<b>1 756</b>	<b>1 500</b>	-	<b>1 500</b>	<b>+17,1%</b>	<b>+17,1%</b>
Coût du risque de crédit	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	x 68,3	x 68,3
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	-	(3)	0	-	0	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 753</b>	-	<b>1 753</b>	<b>1 500</b>	-	<b>1 500</b>	<b>+16,9%</b>	<b>+16,9%</b>
Impôt	(454)	-	(454)	(357)	(119)	(238)	+27,2%	+90,8%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 288</b>	-	<b>1 288</b>	<b>1 161</b>	<b>(119)</b>	<b>1 280</b>	<b>+10,9%</b>	<b>+0,6%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU</b>	<b>28,3%</b>		<b>28,3%</b>	<b>33,1%</b>		<b>33,1%</b>	<b>-4,8 pp</b>	<b>-4,8 pp</b>

**Table 88. Banque de proximité en France (LCL) - Passage du publié au sous-jacent, T4-18 vs. T4-17 et 2018 vs. 2018**

En m€	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>842</b>	<b>1</b>	<b>841</b>	<b>827</b>	<b>(19)</b>	<b>846</b>	+1,7%	(0,6%)
Charges d'exploitation hors FRU	(597)	-	(597)	(613)	-	(613)	(2,6%)	(2,6%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>245</b>	<b>1</b>	<b>244</b>	<b>215</b>	<b>(19)</b>	<b>233</b>	<b>+14,2%</b>	<b>+4,7%</b>
Coût du risque	(63)	-	(63)	(55)	-	(55)	+13,7%	+13,7%
Gains ou pertes sur autres actifs	47	-	47	6	-	6	x 8,1	x 8,1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>230</b>	<b>1</b>	<b>229</b>	<b>165</b>	<b>(19)</b>	<b>184</b>	<b>+38,9%</b>	<b>+24,3%</b>
Impôt	(87)	(0)	(87)	(144)	(105)	(39)	(39,4%)	x 2,2
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>136</b>	<b>1</b>	<b>135</b>	<b>20</b>	<b>(118)</b>	<b>138</b>	<b>x 6,8</b>	<b>(1,9%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>70,9%</b>		<b>71,0%</b>	<b>74,1%</b>		<b>72,4%</b>	<b>-3,2 pp</b>	<b>-1,5 pp</b>

En m€	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 publié	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 433</b>	<b>(1)</b>	<b>3 434</b>	<b>3 492</b>	<b>44</b>	<b>3 447</b>	(1,7%)	(0,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(2 363)	-	(2 363)	(2 427)	-	(2 427)	(2,6%)	(2,6%)
FRU	(28)	-	(28)	(15)	-	(15)	+87,7%	+87,7%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 043</b>	<b>(1)</b>	<b>1 044</b>	<b>1 050</b>	<b>44</b>	<b>1 005</b>	<b>(0,7%)</b>	<b>+3,8%</b>
Coût du risque	(220)	-	(220)	(204)	-	(204)	+7,5%	+7,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	50	-	50	6	-	6	x 8,6	x 8,6
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>873</b>	<b>(1)</b>	<b>874</b>	<b>851</b>	<b>44</b>	<b>807</b>	<b>+2,5%</b>	<b>+8,3%</b>
Impôt	(288)	0	(288)	(338)	(127)	(211)	(14,8%)	+36,8%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>558</b>	<b>(1)</b>	<b>558</b>	<b>488</b>	<b>(79)</b>	<b>567</b>	<b>+14,3%</b>	<b>(1,5%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>68,8%</b>		<b>68,8%</b>	<b>69,5%</b>		<b>70,4%</b>	<b>-0,7 pp</b>	<b>-1,6 pp</b>



**Table 89. Banque de proximité en Italie (BPI Italie) - Passage du publié au sous-jacent, T4-18 vs. T4-17 et 2018 vs. 2018**

En m€	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>485</b>	-	<b>485</b>	<b>412</b>	-	<b>412</b>	+17,5%	+17,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(332)	(11)	(320)	(315)	(41)	(275)	+5,2%	+16,6%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>153</b>	<b>(11)</b>	<b>164</b>	<b>97</b>	<b>(41)</b>	<b>138</b>	<b>+57,2%</b>	<b>+19,2%</b>
Coût du risque	(64)	-	(64)	(75)	-	(75)	(14,0%)	(14,0%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	0	-	0	(3)	(3)	(0)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>89</b>	<b>(11)</b>	<b>100</b>	<b>19</b>	<b>(44)</b>	<b>63</b>	<b>x 4,6</b>	<b>+58,9%</b>
Impôt	(25)	4	(28)	(9)	12	(21)	x 2,8	+34,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>64</b>	<b>(8)</b>	<b>72</b>	<b>10</b>	<b>(31)</b>	<b>42</b>	<b>x 6,2</b>	<b>+71,4%</b>
Intérêts minoritaires	(17)	2	(19)	(4)	8	(12)	x 4,6	+58,7%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>47</b>	<b>(6)</b>	<b>52</b>	<b>7</b>	<b>(23)</b>	<b>30</b>	<b>x 7,1</b>	<b>+76,6%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>68,4%</b>		<b>66,1%</b>	<b>76,4%</b>		<b>66,6%</b>	<b>-8,0 pp</b>	<b>-0,5 pp</b>

En m€	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 publié	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 885</b>	-	<b>1 885</b>	<b>1 662</b>	-	<b>1 662</b>	+13,4%	+13,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 192)	(2)	(1 190)	(1 039)	(41)	(998)	+14,8%	+19,2%
FRU	(22)	-	(22)	(10)	-	(10)	x 2,1	x 2,1
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>671</b>	<b>(2)</b>	<b>673</b>	<b>612</b>	<b>(41)</b>	<b>653</b>	<b>+9,5%</b>	<b>+3,1%</b>
Coût du risque de crédit	(275)	-	(275)	(314)	-	(314)	(12,3%)	(12,3%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	0	-	0	(11)	(8)	(3)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>396</b>	<b>(2)</b>	<b>398</b>	<b>288</b>	<b>(49)</b>	<b>336</b>	<b>+37,5%</b>	<b>+18,4%</b>
Impôt	(126)	1	(127)	(99)	14	(113)	+27,0%	+12,1%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>269</b>	<b>(2)</b>	<b>271</b>	<b>188</b>	<b>(35)</b>	<b>223</b>	<b>+43,1%</b>	<b>+21,5%</b>
Intérêts minoritaires	(75)	0	(75)	(53)	9	(62)	+40,0%	+20,2%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>195</b>	<b>(1)</b>	<b>196</b>	<b>135</b>	<b>(26)</b>	<b>161</b>	<b>+44,3%</b>	<b>+22,0%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>63,3%</b>		<b>63,1%</b>	<b>62,5%</b>		<b>60,1%</b>	<b>+0,7 pp</b>	<b>+3,0 pp</b>

**Table 90. Services financiers spécialisés (SFS) - Passage du publié au sous-jacent, T4-18 vs. T4-17 et 2018 vs. 2018**

En m€	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>690</b>	-	<b>690</b>	<b>671</b>	-	<b>671</b>	+2,9%	+2,9%
Charges d'exploitation hors FRU	(356)	-	(356)	(372)	-	(372)	(4,3%)	(4,3%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>335</b>	-	<b>335</b>	<b>299</b>	-	<b>299</b>	<b>+11,8%</b>	<b>+11,8%</b>
Coût du risque	(99)	-	(99)	(102)	-	(102)	(3,1%)	(3,1%)
Sociétés mises en équivalence	(2)	(67)	65	58	-	58	ns	+11,3%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>233</b>	<b>(67)</b>	<b>300</b>	<b>255</b>	-	<b>255</b>	<b>(8,7%)</b>	<b>+17,5%</b>
Impôt	(40)	-	(40)	(25)	43	(67)	+59,7%	(41,1%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	(15)	-	(15)	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>194</b>	<b>(67)</b>	<b>261</b>	<b>216</b>	<b>43</b>	<b>174</b>	<b>(10,4%)</b>	<b>+50,1%</b>
Intérêts minoritaires	(40)	-	(40)	(30)	-	(30)	+32,6%	+32,6%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>154</b>	<b>(67)</b>	<b>221</b>	<b>186</b>	<b>43</b>	<b>144</b>	<b>(17,3%)</b>	<b>+53,8%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>51,5%</b>		<b>51,5%</b>	<b>55,4%</b>		<b>55,4%</b>	<b>-3,9 pp</b>	<b>-3,9 pp</b>

En m€	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 publié	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 769</b>	-	<b>2 769</b>	<b>2 721</b>	-	<b>2 721</b>	+1,7%	+1,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 363)	-	(1 363)	(1 393)	-	(1 393)	(2,2%)	(2,2%)
FRU	(17)	-	(17)	(14)	-	(14)	+19,9%	+19,9%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 389</b>	-	<b>1 389</b>	<b>1 314</b>	-	<b>1 314</b>	<b>+5,7%</b>	<b>+5,7%</b>
Coût du risque	(467)	-	(467)	(440)	-	(440)	+6,1%	+6,1%
Sociétés mises en équivalence	187	(67)	254	241	-	241	(22,4%)	+5,4%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 110</b>	<b>(67)</b>	<b>1 177</b>	<b>1 114</b>	-	<b>1 114</b>	<b>(0,3%)</b>	<b>+5,7%</b>
Impôt	(244)	-	(244)	(230)	43	(272)	+6,2%	(10,4%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	-	(0)	(1)	-	(1)	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>866</b>	<b>(67)</b>	<b>933</b>	<b>883</b>	<b>43</b>	<b>841</b>	<b>(1,9%)</b>	<b>+11,0%</b>
Intérêts minoritaires	(128)	-	(128)	(118)	-	(118)	+8,7%	+8,7%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>738</b>	<b>(67)</b>	<b>805</b>	<b>766</b>	<b>43</b>	<b>723</b>	<b>(3,6%)</b>	<b>+11,4%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>49,2%</b>		<b>49,2%</b>	<b>51,2%</b>		<b>51,2%</b>	<b>-2,0 pp</b>	<b>-2,0 pp</b>

**Table 91. Grandes clientèles (GC) - Passage du publié au sous-jacent, T4-18 vs. T4-17 et 2018 vs. 2018**

En m€	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 210</b>	<b>32</b>	<b>1 178</b>	<b>1 305</b>	<b>(9)</b>	<b>1 313</b>	(7,3%)	(10,3%)
Charges d'exploitation hors FRU	(813)	-	(813)	(816)	-	(816)	(0,3%)	(0,3%)
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>397</b>	<b>32</b>	<b>365</b>	<b>489</b>	<b>(9)</b>	<b>498</b>	<b>(18,8%)</b>	<b>(26,6%)</b>
Coût du risque	26	-	26	(37)	-	(37)	ns	ns
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	(1)	-	(1)	(15)	(15)	(0)	(90,9%)	x 17,4
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	-	(0)	10	-	10	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>422</b>	<b>32</b>	<b>390</b>	<b>447</b>	<b>(24)</b>	<b>471</b>	<b>(5,7%)</b>	<b>(17,2%)</b>
Impôt	(79)	(8)	(71)	(263)	(87)	(176)	(70,1%)	(60,0%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>343</b>	<b>24</b>	<b>319</b>	<b>184</b>	<b>(111)</b>	<b>294</b>	<b>+86,8%</b>	<b>+8,5%</b>
Intérêts minoritaires	(6)	(1)	(6)	(9)	3	(12)	(31,3%)	(51,2%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>337</b>	<b>23</b>	<b>314</b>	<b>174</b>	<b>(108)</b>	<b>283</b>	<b>+92,9%</b>	<b>+10,9%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>67,2%</b>		<b>69,0%</b>	<b>62,5%</b>		<b>62,1%</b>	<b>+4,7 pp</b>	<b>+6,9 pp</b>

En m€	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 publié	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 368</b>	<b>45</b>	<b>5 323</b>	<b>5 332</b>	<b>(123)</b>	<b>5 455</b>	+0,7%	(2,4%)
Charges d'exploitation hors FRU	(3 169)	-	(3 169)	(3 099)	-	(3 099)	+2,3%	+2,3%
FRU	(170)	-	(170)	(139)	-	(139)	+21,8%	+21,8%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 030</b>	<b>45</b>	<b>1 985</b>	<b>2 094</b>	<b>(123)</b>	<b>2 217</b>	<b>(3,1%)</b>	<b>(10,5%)</b>
Coût du risque	64	-	64	(203)	-	(203)	ns	ns
Coût du risque juridique	-	-	-	(115)	-	(115)	(100,0%)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	0	-	0	277	102	175	(99,9%)	(99,8%)
Gains ou pertes sur autres actifs	14	-	14	13	-	13	+8,5%	+8,5%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 108</b>	<b>45</b>	<b>2 063</b>	<b>2 065</b>	<b>(21)</b>	<b>2 086</b>	<b>+2,1%</b>	<b>(1,1%)</b>
Impôt	(550)	(11)	(539)	(710)	(47)	(663)	(22,5%)	(18,7%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 557</b>	<b>34</b>	<b>1 524</b>	<b>1 355</b>	<b>(68)</b>	<b>1 423</b>	<b>+15,0%</b>	<b>+7,1%</b>
Intérêts minoritaires	(30)	(1)	(29)	(48)	1	(49)	(38,2%)	(41,5%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 528</b>	<b>33</b>	<b>1 495</b>	<b>1 307</b>	<b>(67)</b>	<b>1 374</b>	<b>+16,9%</b>	<b>+8,8%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>59,0%</b>		<b>59,5%</b>	<b>58,1%</b>		<b>56,8%</b>	<b>+0,9 pp</b>	<b>+2,7 pp</b>

**Table 92. Activités hors métiers (AHM) - Passage du publié au sous-jacent, T4-18 vs. T4-17 et 2018 vs. 2017**

En m€	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(63)</b>	<b>6</b>	<b>(69)</b>	<b>(329)</b>	<b>(131)</b>	<b>(198)</b>	(80,9%)	(65,1%)
Charges d'exploitation hors FRU	(256)	-	(256)	(188)	-	(188)	+36,4%	+36,4%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(319)</b>	<b>6</b>	<b>(325)</b>	<b>(517)</b>	<b>(131)</b>	<b>(386)</b>	<b>(38,3%)</b>	<b>(15,7%)</b>
Coût du risque	(5)	-	(5)	(13)	-	(13)	(59,8%)	(59,8%)
Coût du risque juridique	(75)	-	(75)	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	1	-	1	(1)	(4)	3	ns	(56,1%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	-	(3)	(3)	-	(3)	+14,3%	+14,3%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	186	186	-	(100,0%)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(401)</b>	<b>6</b>	<b>(407)</b>	<b>(347)</b>	<b>51</b>	<b>(399)</b>	<b>+15,5%</b>	<b>+2,2%</b>
Impôt	199	(2)	201	(9)	(94)	85	ns	x 2,4
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>(202)</b>	<b>4</b>	<b>(206)</b>	<b>(356)</b>	<b>(43)</b>	<b>(313)</b>	<b>(43,2%)</b>	<b>(34,2%)</b>
Intérêts minoritaires	(10)	-	(10)	(67)	(94)	27	(84,3%)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(213)</b>	<b>4</b>	<b>(217)</b>	<b>(423)</b>	<b>(136)</b>	<b>(287)</b>	<b>(49,7%)</b>	<b>(24,3%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>-406,4%</b>		<b>-369,8%</b>	<b>-57,0%</b>		<b>-94,7%</b>	<b>-349,4 pp</b>	<b>-275,1 pp</b>

En m€	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(344)</b>	<b>(3)</b>	<b>(341)</b>	<b>(656)</b>	<b>(59)</b>	<b>(597)</b>	(47,5%)	(42,8%)
Charges d'exploitation hors FRU	(842)	-	(842)	(789)	-	(789)	+6,8%	+6,8%
FRU	(62)	-	(62)	(61)	-	(61)	+1,9%	+1,9%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(1 249)</b>	<b>(3)</b>	<b>(1 245)</b>	<b>(1 505)</b>	<b>(59)</b>	<b>(1 446)</b>	<b>(17,1%)</b>	<b>(13,9%)</b>
Coût du risque	(5)	-	(5)	(6)	-	(6)	(26,0%)	(26,0%)
Coût du risque juridique	(80)	(5)	(75)	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	21	-	21	177	103	74	(88,4%)	(72,1%)
Gains ou pertes sur autres actifs	13	-	13	(4)	-	(4)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	86	86	-	186	186	-	(54,1%)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(1 213)</b>	<b>78</b>	<b>(1 291)</b>	<b>(1 152)</b>	<b>231</b>	<b>(1 383)</b>	<b>+5,3%</b>	<b>(6,6%)</b>
Impôt	576	1	575	344	(116)	460	+67,3%	+24,8%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>(638)</b>	<b>79</b>	<b>(717)</b>	<b>(808)</b>	<b>115</b>	<b>(922)</b>	<b>(21,1%)</b>	<b>(22,3%)</b>
Intérêts minoritaires	(35)	(20)	(15)	(58)	(86)	29	(40,0%)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(672)</b>	<b>59</b>	<b>(731)</b>	<b>(865)</b>	<b>28</b>	<b>(894)</b>	<b>(22,3%)</b>	<b>(18,2%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>-244,6%</b>		<b>-246,9%</b>	<b>-120,3%</b>		<b>-132,2%</b>	<b>-124,3 pp</b>	<b>-114,6 pp</b>

**Table 93. Caisses régionales - Passage du publié au sous-jacent, T4-18 vs. T4-17 et 2018 vs. 2017**

En m€	T4-18 publié	Éléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	T4-17 publié	Éléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 235</b>	<b>7</b>	<b>3 228</b>	<b>3 341</b>	<b>(23)</b>	<b>3 364</b>	<b>(3,2%)</b>	<b>(4,0%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 236)	-	(2 236)	(2 153)	-	(2 153)	+3,8%	+3,8%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 000</b>	<b>7</b>	<b>993</b>	<b>1 188</b>	<b>(23)</b>	<b>1 211</b>	<b>(15,9%)</b>	<b>(18,1%)</b>
Coût du risque de crédit	(250)	-	(250)	(86)	-	(86)	x 2,9	x 2,9
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	4	-	4	2	-	2	x 2,2	x 2,2
Gains ou pertes sur autres actifs	(9)	-	(9)	(8)	-	(8)	+2,5%	+2,5%
Variation de valeur des écarts d'acqui	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>745</b>	<b>7</b>	<b>738</b>	<b>1 095</b>	<b>(23)</b>	<b>1 119</b>	<b>(32,0%)</b>	<b>(34,0%)</b>
Impôt	(204)	(2)	(202)	(635)	(280)	(355)	(67,9%)	(43,2%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cour:	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>541</b>	<b>4</b>	<b>537</b>	<b>460</b>	<b>(303)</b>	<b>764</b>	<b>+17,6%</b>	<b>(29,7%)</b>
Intérêts minoritaires	0	-	0	0	-	0	(94,3%)	(94,3%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>541</b>	<b>4</b>	<b>537</b>	<b>460</b>	<b>(303)</b>	<b>764</b>	<b>+17,5%</b>	<b>(29,7%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU</b>	<b>69,1%</b>		<b>69,2%</b>	<b>64,4%</b>		<b>64,0%</b>	<b>+4,7 pp</b>	<b>+5,3 pp</b>

En m€	2018 publié	Éléments spécifiques	2018 sous-jacent	2017 publié	Éléments spécifiques	2017 sous-jacent	Δ 2018/2017 publié	Δ 2018/2017 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 040</b>	<b>(15)</b>	<b>13 055</b>	<b>13 277</b>	<b>(37)</b>	<b>13 313</b>	<b>(1,8%)</b>	<b>(1,9%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(8 657)	-	(8 657)	(8 487)	-	(8 487)	+2,0%	+2,0%
FRU	(87)	-	(87)	(43)	-	(43)	x 2	x 2
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>4 296</b>	<b>(15)</b>	<b>4 311</b>	<b>4 746</b>	<b>(37)</b>	<b>4 783</b>	<b>(9,5%)</b>	<b>(9,9%)</b>
Coût du risque de crédit	(634)	-	(634)	(218)	-	(218)	x 2,9	x 2,9
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	12	-	12	6	-	6	+97,9%	+97,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	-	(1)	(5)	-	(5)	(69,4%)	(69,4%)
Variation de valeur des écarts d'acqui	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 673</b>	<b>(15)</b>	<b>3 688</b>	<b>4 529</b>	<b>(37)</b>	<b>4 566</b>	<b>(18,9%)</b>	<b>(19,2%)</b>
Impôt	(1 280)	5	(1 285)	(1 772)	(281)	(1 491)	(27,8%)	(13,8%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cour:	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>2 393</b>	<b>(10)</b>	<b>2 403</b>	<b>2 758</b>	<b>(317)</b>	<b>3 075</b>	<b>(13,2%)</b>	<b>(21,9%)</b>
Intérêts minoritaires	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	(18,7%)	(18,7%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 393</b>	<b>(10)</b>	<b>2 403</b>	<b>2 757</b>	<b>(317)</b>	<b>3 075</b>	<b>(13,2%)</b>	<b>(21,9%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU</b>	<b>66,4%</b>		<b>66,3%</b>	<b>63,9%</b>		<b>63,7%</b>	<b>+2,5 pp</b>	<b>+2,6 pp</b>

## Annexe 7 – Evolution des encours de risque de crédit

**Table 94. Groupe Crédit Agricole - Evolution des encours de risque de crédit**

<i>m€</i>	Déc. 17	1ère application IFRS9 - 01/01/2018	Sept. 18	Déc. 18
Encours bruts de créances clientèle et établissements de crédit	908 490	904 078	953 702	971 769
dont créances dépréciées	24 335	25 895	24 262	23 459
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	19 463	21 779	20 806	19 893
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	2,7%	2,9%	2,5%	2,4%
Taux de couverture des créances dépréciées* (hors provisions collectives)	57,9%	61,2%	61,4%	61,2%
Taux de couverture des créances dépréciées* (y compris provisions collectives)	80,0%	84,1%	85,8%	84,8%

**Table 95. Crédit Agricole S.A. - Evolution des encours de risque de crédit**

<i>m€</i>	Déc. 17	1ère application IFRS9 - 01/01/2018	Sept. 18	Déc. 18
Encours bruts de créances clientèle et établissements de crédit	448 465	441 800	469 607	479 313
dont créances dépréciées	14 508	15 503	13 990	13 427
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	9 763	11 341	10 485	9 974
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	3,2%	3,5%	3,0%	2,8%
Taux de couverture des créances dépréciées* (hors provisions collectives)	53,9%	58,0%	58,5%	57,6%
Taux de couverture des créances dépréciées* (y compris provisions collectives)	67,3%	73,2%	74,9%	74,3%

**Table 96. Caisses régionales (normes françaises) - Evolution des encours de risque de crédit**

<i>En m€</i>	Déc. 17	1ère application IFRS9 - 01/01/2018	Sept. 18	Déc. 18
Encours bruts de créances clientèle	444 333	455 241	477 608	485 938
dont créances dépréciées	9 583	9 633	9 535	9 303
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	9 609	9 739	9 664	9 275
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	2,2%	2,1%	2,0%	1,9%
Taux de couverture des créances dépréciées* (hors provisions collectives)	64,5%	64,4%	63,7%	64,4%
Taux de couverture des créances dépréciées* (y compris provisions collectives)	100,3%	101,1%	101,4%	99,7%



**Table 97. Crédit Agricole S.A. – Répartition des risques**

Par zone géographique	Déc. 2018	Déc. 2017	Par secteur d'activité	Déc. 2018	Déc. 2017
France (hors banque de détail)	32%	33%	Clientèle de banque de détail	27%	28%
France (banque de détail)	16%	17%	Services non marchands / secteur public / collectivités	20%	17%
Europe de l'Ouest hors Italie	14%	14%	Energie	7%	7%
Italie	12%	13%	Autres activités financières non bancaires	10%	7%
Amérique du Nord	8%	8%	Banques	3%	6%
Asie et Océanie hors Japon	5%	5%	Immobilier	4%	4%
Afrique et Moyen-Orient	4%	4%	Aéronautique / aérospatial	2%	4%
Japon	4%	3%	Divers	3%	3%
Europe de l'Est	2%	2%	Automobile	3%	3%
Amérique centrale et du Sud	1%	1%	Industrie lourde	2%	2%
Autre	-	-	Distribution / Biens de consommation	2%	2%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	BTP	2%	2%
			Agriculture / Agroalimentaire	2%	2%
			Maritime	2%	2%
			Autres transports	1%	2%
			Autres industries	2%	2%
			Telecom	2%	2%
			Santé / Pharmacie	1%	1%
			Assurance	1%	1%
			Tourisme / hôtels / restauration	1%	1%
			Informatique / Technologie	2%	1%
			<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Table 98. Crédit Agricole S.A. – exposition aux risques de marché**

Crédit Agricole S.A. – exposition aux risques de marché					
VAR (99% -1 jour)					
1er janvier au 31 décembre 2018					
En m€	Minimum	Maximum	Moyenne	31 Décembre	31/12/2017
Taux	3	5	3	3	3
Crédit	2	5	3	2	5
Change	1	5	2	3	2
Actions	1	3	2	2	2
Matières premières	0	0	0	0	0
<b>VaR mutualisée de Crédit Agricole S.A.</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>6</b>

La VaR (99%,1 jour) du groupe Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du groupe. VaR (99% - 1 day) au 31/12/18 : €5m pour Crédit Agricole S.A.

## Annexe 8– Détail des capitaux propres et dettes subordonnées

Table 99. Crédit Agricole S.A. – Capitaux propres et dettes subordonnées

<i>En m€</i>	<i>Part du Groupe</i>	<i>Part des Minoritaires</i>	<i>Total</i>	<i>Dettes subordonnées</i>
<b>Au 31 Décembre 2017</b>	<b>58 056</b>	<b>6 650</b>	<b>64 706</b>	<b>25 421</b>
Première application de la norme IFRS 9	(921)	(220)	(1 141)	
Augmentation de capital	229	-	229	
Dividendes versés en 2018	(1 802)	(353)	(2 155)	
Variation des titres auto-détenus	(20)	-	(20)	
Émissions de titres super subordonnés Additional Tier 1 à durée indéterminée net des frais d'émission	12	-	12	
Rémunération des titres super subordonnés Additional Tier 1 à durée indéterminée	(443)	(13)	(456)	
Effets des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	(8)	9	1	
Mouvements liés aux paiements en actions	20	9	29	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(644)	(32)	(676)	
Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence	9	-	9	
Résultat de la période	4 400	627	5 027	
<b>Autres</b>	<b>(77)</b>	<b>28</b>	<b>(49)</b>	
<b>Au 31 Décembre 2018</b>	<b>58 811</b>	<b>6 705</b>	<b>65 516</b>	<b>22 765</b>

# Evolution des risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2017. Les dossiers ci-après évoqués sont ceux qui sont nés ou ont connu une évolution après le 22 mars 2018, date du dépôt auprès de l'AMF du Document de référence n° D. 18-0164. Sont aussi évoqués des dossiers en cours qui n'ont pas fait l'objet d'évolution depuis cette date.

Les risques juridiques en cours au 31 décembre 2018 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation par la Direction générale sur la base des informations dont elle dispose. Elles sont mentionnées note 6.17 des états financiers.

À ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe

## Faits exceptionnels et litiges

### Strauss/Wolf/Faudem

Des citoyens américains (et des membres de leurs familles), victimes d'attentats attribués au Hamas commis en Israël entre 2001 et 2004, ont assigné le Crédit Lyonnais et une autre banque devant un tribunal new-yorkais.

Ils soutiennent que ces banques seraient complices des terroristes car elles détenaient chacune un compte ouvert – en 1990 pour le Crédit Lyonnais – par une association charitable d'aide aux Palestiniens, compte par lequel des fonds auraient été virés à des entités palestiniennes accusées, selon les demandeurs, de financer le Hamas. Les demandeurs, qui n'ont pas chiffré leur préjudice, réclament l'indemnisation de leurs « blessures, angoisses et douleurs émotionnelles ».

En l'état du dossier et de la procédure, les demandeurs n'ont pas rapporté la preuve que l'association était effectivement liée aux terroristes, ni que le Crédit Lyonnais savait que son client pouvait être impliqué – si ceci était démontré – dans le financement du terrorisme. Le Tribunal a pourtant exigé cette démonstration de la part des demandeurs pour qu'ils puissent espérer obtenir gain de cause. Le Crédit Lyonnais conteste donc vigoureusement les allégations des demandeurs.

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2013, le juge du *Summary Judgment* a renvoyé le Crédit Lyonnais et les demandeurs vers un procès au fond devant un jury populaire.

En février 2018, le Crédit Lyonnais a déposé une nouvelle « motion for summary judgement », fondée sur une jurisprudence récente afin que les réclamations des demandeurs soient rejetées sans que l'affaire soit soumise à un tel jury populaire.

En janvier 2019, les demandeurs ont tenté de modifier leurs écritures pour y ajouter de nouveaux demandeurs, avant que leur action ne soit prescrite. Le juge a refusé cette demande et deux nouvelles actions (Fisher et Miller) ont donc été introduites devant le même tribunal que celui en charge des procédures Strauss/Wolf. Elles sont similaires à celles déjà en cours, leur analyse juridique est identique et leur sort dépendra de l'issue de la dernière demande de summary judgment déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Elles vont donc, d'un point de vue procédural, rester en suspens jusque-là.

## **Affaire EIC (échange image chèques)**

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie.

En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'échange image chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (annulation d'opérations compensées à tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision.

Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros.

LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT.

L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.

La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC - Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi.

La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros.

Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation.

## **Office of Foreign Assets Control (OFAC)**

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole

CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, CACIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

### **Euribor/Libor et autres indices**

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

En outre, Crédit Agricole S.A. fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) a été close par la KFTC, selon une décision notifiée à CA-CIB le 20 décembre 2018.

S'agissant des deux actions de groupe (class actions) aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une (« Sullivan » pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre (« Lieberman » pour le Libor), l'action de groupe « Lieberman » est au stade préliminaire de l'examen de sa recevabilité ; la procédure est toujours suspendue devant la Cour fédérale de l'État de New York. Quant à l'action de groupe

« Sullivan », Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une motion to dismiss visant à rejeter la demande des plaignants. La Cour fédérale de New-York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Cette décision est susceptible d'appel.

Depuis le 1er juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe (*class action*) aux États-Unis (« Frontpoint ») relative aux indices SIBOR (Singapore Interbank Offered Rate) et SOR (Singapore Swap Offer Rate). Après avoir accepté une première motion to dismiss présentée par Crédit Agricole SA et Crédit Agricole CIB, la cour fédérale de New York, statuant sur une nouvelle demande des plaignants, a écarté Crédit Agricole SA de l'action Frontpoint, au motif qu'elle n'avait pas contribué aux indices concernés. La cour a en revanche considéré, en tenant compte d'évolutions récentes de la jurisprudence, que sa compétence juridictionnelle pouvait s'appliquer à l'égard de Crédit Agricole CIB, comme à l'égard de l'ensemble des banques membres du panel de l'indice SIBOR. Les allégations contenues dans la plainte relative aux indices SIBOR/USD et SOR ont par ailleurs été écartées par la cour, ne demeure donc pris en compte que l'indice SIBOR/dollar singapourien. Le 26 décembre 2018, les plaignants ont déposé une nouvelle plainte visant à réintroduire dans le champ de l'action Frontpoint les manipulations alléguées des indices Sibor et Sor ayant affecté les transactions en dollars américains. Crédit Agricole CIB, aux côtés des autres défendeurs, va s'opposer aux termes de cette nouvelle plainte et a par ailleurs déposé une nouvelle motion to dismiss pour contester la compétence juridictionnelle maintenue à son égard.

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, SIBOR et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

### **Banque Saudi Fransi**

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) a reçu une demande d'arbitrage présentée par Banque Saudi Fransi (BSF) devant la Chambre de Commerce Internationale (CCI). Le litige porte sur l'exécution d'un contrat de services techniques entre BSF et Crédit Agricole CIB qui n'est plus en vigueur. Le 7 août 2018, BSF a quantifié sa réclamation à 1 011 670 654,00 SAR, soit la contre-valeur en euros d'environ 232 millions, et s'est réservé le droit de soumettre des réclamations supplémentaires. Crédit Agricole CIB conteste totalement les allégations et la réclamation de BSF.

### **Bonds SSA**

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre d'enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché secondaire des obligations SSA (Supranational, Sub-Sovereign and Agencies) libellées en dollars américains. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB a procédé à des investigations internes afin de réunir les informations requises disponibles. Le 20 décembre 2018, la Commission européenne a adressé une communication des griefs à plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB dans le cadre de son enquête sur une éventuelle infraction à des règles du droit européen de la concurrence sur le marché secondaire des obligations SSA libellées en dollars américains. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont pris connaissance des griefs et vont y répondre.

Crédit Agricole CIB est cité avec d'autres banques, dans une action de groupe (*class action*) consolidée putative devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. Les plaignants n'ayant pas réussi à établir un dommage suffisant, cette action a été rejetée par une décision du 29 août 2018 qui leur a donné néanmoins la possibilité d'y remédier. Le 7 novembre 2018, les plaignants ont déposé une plainte modifiée. Crédit Agricole CIB ainsi que les autres défendeurs ont déposé des « motions to dismiss » visant à rejeter cette plainte.

Le 7 février 2019, une autre action de groupe contre Crédit Agricole CIB et les défendeurs également cités dans l'action de groupe déjà en cours a été déposée devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York.



Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole-CIB ont reçu une notification, le 11 juillet 2018, d'une citation avec d'autres banques dans une action de groupe déposée au Canada devant la Cour fédérale. Une autre action, non notifiée à ce jour, aurait été déposée le même jour devant la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario. À ce stade, il n'est pas possible de connaître l'issue de ces enquêtes, procédures ou actions de groupe ni la date à laquelle elles se termineront.

### **O'Sullivan and Tavera**

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« *O' Sullivan I* »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« *O'Sullivan II* »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« *Tavera* »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act. Plus particulièrement, elles soutiennent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient traité des opérations en dollars américains pour l'Iran et des entités iraniennes en violation de sanctions édictées par le US Treasury Department's Office of Foreign Assets Control, ce qui aurait permis à l'Iran de financer des organisations terroristes qui, comme il est allégué, seraient les auteurs des attaques précitées. Les demandeurs réclament des dommages intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Le 2 mars 2018, Crédit Agricole CIB et d'autres défendeurs ont déposé une motion to dismiss visant à rejeter les prétentions des demandeurs dans la procédure « *O'Sullivan I* ».

### **Autorité de la concurrence italienne**

Le 5 octobre 2018, CA Consumer Finance SA (« CACF ») et sa filiale FCA Bank S.p.A. ont reçu –ainsi que plusieurs autres banques et certains constructeurs automobiles – une communication des griefs de l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* (Autorité italienne de la concurrence). Il était allégué dans cette communication des griefs que plusieurs banques adossées à certains fabricants d'automobiles et offrant des solutions de financement de ces véhicules (banques dites « captives ») auraient restreint la concurrence du fait de certains échanges d'informations, notamment au sein de deux associations professionnelles.

Par une décision notifiée le 9 janvier 2019, l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* a considéré que FCA Bank S.p.A. avait participé à cette prétendue infraction et que celle-ci était également imputable à CACF. L'AGCM a imposé une amende de 178,9 millions euros à FCA Bank S.p.A.. FCA Bank S.p.A. et CA CF vont faire appel de cette décision.

### **Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE")**

Le 15 janvier 2019, une action de groupe a été introduite devant un tribunal fédéral de New York (l'US District Court Southern District of New-York) contre l'Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE") et de nombreuses banques dont Crédit Agricole SA, Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Cette action a été introduite par des plaignants qui prétendent avoir investi dans des produits financiers indexés sur l'USD ICE LIBOR. Ils accusent les banques de s'être entendues, depuis février 2014, pour fixer de manière artificiellement basse cet indice et d'avoir réalisé ainsi des profits illicites.

Le 31 janvier 2019 une action similaire a été introduite auprès de l'US District Court Southern District of New-York contre de nombreuses banques dont Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Le 1<sup>er</sup> février 2019 ces deux actions ont été jointes.

### **Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V.**

Les conditions de révision des taux d'intérêts de crédits renouvelables commercialisés par Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., filiale à 100% de Crédit Agricole Consumer Finance SA, et ses filiales font l'objet de réclamations d'un certain nombre d'emprunteurs qui portent sur les critères de révision de ces taux et d'éventuels trop-perçus d'intérêts.

Le 21 janvier 2019, dans deux affaires concernant des filiales de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., la commission des appels de la KIFID (instance néerlandaise spécialisée dans les litiges concernant les services financiers) a jugé que, en cas d'absence d'information ou d'information insuffisante sur les éléments précis déterminant le taux d'intérêt, celui-ci devait suivre l'évolution des taux d'intérêt du marché des prêts à la consommation.

L'analyse de l'impact de ces décisions sur les portefeuilles concernés de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. et de ses filiales est en cours.

### **CACEIS Allemagne**

CACEIS Allemagne a appris des autorités fiscales bavaroises qu'elles auraient l'intention de lui demander la restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

La demande de restitution d'impôts par l'administration fiscale bavaroise porterait sur un montant de 312 millions d'euros, sans préjudice d'éventuels intérêts. CACEIS Allemagne contesterait vigoureusement cette demande si elle lui était adressée.

### **Dépendances éventuelles**

Crédit Agricole S.A. n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

# Autres informations récentes

## Communiqués de presse

Les communiqués ci-dessous sont disponibles à l'adresse internet suivante :

<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/communiqués-de-presse-financiers>

### **Communiqué de presse du 28 novembre 2018**

Finance Climat : le Crédit Agricole complète son leadership mondial en obligations vertes avec une émission inaugurale de 1 milliard d'euros pour financer ses engagements en faveur de la transition énergétique.

### **Communiqué de presse du 30 novembre 2018**

Crédit Agricole Consumer Finance et Banco BPM renforcent leur partenariat dans le crédit à la consommation en Italie pour 15 ans.

### **Communiqué de presse du 20 décembre 2018**

Crédit Agricole SA et Crédit Agricole CIB confirment avoir reçu une communication de griefs de la Commission Européenne dans le cadre de son enquête sur une éventuelle infraction au droit de la concurrence sur le marché secondaire des obligations SSA (Supranational, Sub-Sovereign et Agencies) libellées en dollars américains.

Crédit Agricole SA et Crédit Agricole CIB vont en prendre connaissance et y répondre.

### **Communiqué de presse du 9 janvier 2019**

Décision de l'autorité de concurrence italienne à l'encontre de FCA Bank.

### **Communiqué de presse du 6 février 2019**

Information de Caceis Allemagne

## Notations de crédit

**Table 100. Crédit Agricole S.A. - Notations**

Notation	Contrepartie LT / CT	Emetteur / Dette senior préférée LT	Perspective / surveillance	Dette senior préférée CT	Dernière décision note Emetteur/Dette	Décision de notation
S&P Global Ratings	AA-/A-1+ (RCR)	A+	Perspective stable	A-1	19/10/2018	Relèvement des notes LT (1 cran); perspective révisée à stable de positive ; notes CT confirmées
Moody's	Aa3/P-1 (CRR)	A1	Perspective positive	P-1	05/07/2018	Perspective révisée à positive de stable ; affirmation des notes LT / CT
Fitch Ratings	A+(DCR)	A+	Perspective stable	F1	04/12/2018	Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée
DBRS	AA (high) / R-1 (high) (COR)	AA (low)	Perspective stable	R-1 (middle)	01/10/2018	Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée

# Glossaire

## Actifs grevés

Les actifs grevés sont ceux qui sont immobilisés comme garantie, surêté ou rehaussement de crédit pour une transaction, quelle qu'elle soit

## ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action<sup>51</sup>

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond aux capitaux propres part du groupe rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

L'actif net tangible par action correspond aux capitaux propres tangibles part du Groupe, c'est-à-dire retraités des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

## ANC Actif net comptable<sup>51</sup>

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes AFS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel

## BNPA Bénéfice Net Par Action<sup>51</sup>

C'est le bénéfice net de l'entreprise, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir Dilution).

## Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le PNB ; il indique la part de PNB nécessaire pour couvrir les charges.

## Coût du risque

Le coût du risque enregistre les dotations et les reprises de provisions sur l'ensemble des risques bancaires dont notamment les risques de crédit, de contrepartie (créances, titres, engagements hors bilan) et les risques opérationnels (litiges), ainsi que les pertes correspondantes non provisionnées

## Coût du risque sur encours<sup>51</sup>

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période).

## Couverture de portefeuille de prêt

L'impact des couvertures de prêts valorise les variations de marché de la couverture du risque de crédit et le niveau des réserves qui en découlent.

## CVA Credit Valuation Adjustment

Le Credit Valuation Adjustment (ou ajustement de valeur de crédit) correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que la totalité de la valeur de marché d'un instrument ne puisse pas être recouvrée. La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché.

## DVA Debit Valuation Adjustment

Le Debit Valuation Adjustment (DVA) est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit propre de l'entité sur la valorisation de ces instruments.

<sup>51</sup> Indicateur alternatif de performance

## Dilution

Une opération est dite « dilutive » quand elle réduit la part d'une action dans la valeur liquidative (par exemple l'actif net comptable par action) ou les résultats (par exemple le résultat net par action) d'une entreprise.

## Écart d'acquisition - survaleur

Un écart d'acquisition ou survaleur est la différence entre le prix d'acquisition d'une entreprise et son actif net réévalué au moment de l'acquisition. Chaque année un test de dépréciation devra être fait, son éventuel impact étant porté au compte de résultat.

## PNB Produit net bancaire

Le PNB correspond à la différence entre les produits d'exploitation bancaire (intérêts perçus, commissions reçues, plus-values provenant des activités de marchés et autres produits d'exploitation bancaire) et les charges d'exploitation bancaire (intérêts versés par la banque sur ses ressources de refinancement, commissions versées moins-values provenant des activités de marchés et les autres charges d'exploitation bancaire).

## Provision Epargne-Logement (PEL)°

La provision Epargne Logement représente la provision constituée pour servir la rémunération aux plans épargne logement bénéficiant d'un taux attractif et susceptibles d'être clôturés à court terme par leurs détenteurs.

## RBE Résultat brut d'exploitation

Le RBE est égal au produit net bancaire diminué des charges d'exploitation (charges générales d'exploitation dont notamment les frais de personnel et autres frais administratifs, dotations aux amortissements).

## Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'obtient à partir du Résultat brut d'exploitation duquel on déduit le coût du risque.

## RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat part du groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

## RNPG attribuable aux actions ordinaires<sup>51</sup> – publié

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspondant au résultat part du groupe duquel a été déduit les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

## RNPG sous-jacent<sup>51</sup>

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels)

## ROE Retour sur fonds propres - Return On Equity<sup>51</sup>

Le RoE est un indicateur permettant de mesurer la rentabilité des fonds propres en rapportant le bénéfice net réalisé par une entreprise à ses fonds propres.

## RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity<sup>51</sup>

Le RoTE (Return on Tangible Equity) détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

## Spread émetteur

Marge actuarielle représentant l'écart entre le taux de rentabilité actuariel auquel le groupe peut emprunter et celui d'un emprunt sans risque de durée identique.

## TLAC ratio TLAC - Total Loss Absorbing Capacity

Le ratio TLAC a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière. Il vise à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de perte et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB) (Voir Chapitre 5 Facteurs de risque et Pilier 3/ Indicateurs et ratios prudentiels).



# Evolution des instances de Gouvernance

La composition des instances de gouvernance sera mise à jour dans le Document de référence 2018.

# Agenda financier & Contacts

## Agenda financier

- 15 mai 2019 Publication des résultats du premier trimestre 2019
- 21 mai 2019 Assemblée générale à Metz
- 24 mai 2019 Détachement du dividende
- 28 mai 2019 Paiement du dividende
- 6 juin 2019 Présentation du nouveau PMT à Montrouge
- 2 août 2019 Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2019
- 8 novembre 2019 Publication des résultats du troisième trimestre 2019

## Contacts

### CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

---

Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	<a href="mailto:charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr">charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr</a>
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	<a href="mailto:olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr">olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr</a>
Caroline de Cassagne	+ 33 1 49 53 39 72	<a href="mailto:caroline.decassagne@ca-fnca.fr">caroline.decassagne@ca-fnca.fr</a>

### CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

---

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	<a href="mailto:investor.relations@credit-agricole-sa.fr">investor.relations@credit-agricole-sa.fr</a>
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro d'appel gratuit vert France uniquement)	<a href="mailto:credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com">credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com</a>

<b>Cyril Meilland, CFA</b>	<b>+ 33 1 43 23 53 82</b>	<b><a href="mailto:cyril.meilland@credit-agricole-sa.fr">cyril.meilland@credit-agricole-sa.fr</a></b>
Letteria Barbaro-Bour	+ 33 1 43 23 48 33	<a href="mailto:letteria.barbaro-bour@credit-agricole-sa.fr">letteria.barbaro-bour@credit-agricole-sa.fr</a>
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	<a href="mailto:oriane.cante@credit-agricole-sa.fr">oriane.cante@credit-agricole-sa.fr</a>
Emilie Gasnier	+ 33 1 43 23 15 67	<a href="mailto:emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr">emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr</a>
Ibrahima Konaté	+ 33 1 43 23 51 35	<a href="mailto:ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr">ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr</a>
Vincent Liscia	+ 33 1 57 72 38 48	<a href="mailto:vincent.liscia@credit-agricole-sa.fr">vincent.liscia@credit-agricole-sa.fr</a>
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	<a href="mailto:annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr">annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr</a>

Tous nos communiqués de presse sur : [www.credit-agricole.com](http://www.credit-agricole.com) - [www.creditagricole.info](http://www.creditagricole.info)

 Crédit\_Agricole  Groupe Crédit Agricole  créditagricole\_sa